LE FIL DU TEMPS 11

CRISE ACTUELLE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

LE MARXISME ET LA QUESTION MILITAIRE 2e partie

CE QUI DISTINGUE LE PARTI COMMUNISTE:
La ligne qui va de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des fronts populaires et des blocs de la résistance, à la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire en contact avec la classe ouvrière, en dehors des politiques personnelles et électorales.

MARS 1975 PRIX : 12.-FF. 110 F.B.
Dépositaire EDI 29, rue Descartes 75005 - Paris

AVIS AUX LECTEURS

Pour souligner ce qui nous distingue des groupes qui prétendent avoir les mêmes positions que nous, rappellons que seuls les onze premiers numéros de "FIL DU TEMPS" et les cinq premiers numéros de "FADEN DER ZEIT" ainsi que les ouvrages édités chez les bourgeois sont dans la ligne du programme que nous revendiquons.

CRISE ACTUELLE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

LE MARXISME ET LA QUESTION MILITAIRE

(suite)

LE MARXISME ET LA QUESTION MILITAIRE

1ère partie parue dans le no 10

Sommaire

Violence et Question Militaire p.5

On parle en général de la théorie marxiste de la violence, mais guère de question militaire. Pourtant, Engels a consacré une grande partie de ses travaux à des études militaires et les justifiait par les tâches très concrètes du parti dans la révolution et la guerre de classe. Les sociaux-démocrates allemands dans leur période marxiste ne l'appelait-il pas le général ?

Notre doctrine revendique ouvertement son programme, et si nous partons carrément de la question militaire, c'est pour nous distinguer de ceux qui perlent de la violence comme de quelque chose de spontané, d'éphémère et d'inorganisé. (.....)

2 - Communisme primitif et passage aux sociétés de classe p.55

3 - Passage au féodalisme et son déclin p.69

4 - Phase d'organisation du prolétariat en classe donc en parti p.133

* * *

"Dans ce rapport (du Research Institute de New York intitulé "The Thoughest Challenge") une chose nous a frappés : c'est que sa *perspective* coïncide avec la nôtre en ce qui concerne LA DUREE DE LA PAIX évaluée à une vingtaine d'années. Partant de calculs sur le volume des matières premières disponible dans les deux camps et sur l'importance de l'industrialisation à réaliser dans les zones sous-développées du monde, le rapport admet en effet que la double accumulation capitaliste des U.S.A. et de l'U.R.S.S. trouvera certainement des débouchés pendant VINGT ANS ENCORE.

"QUI L'EMPORTERA EN 1975 — DE LA GUERRE OU DE LA REVOLUTION ? D'ici là, la lutte théorique aura tranché entre l'économie de l'explosion (théorisée par le marxisme catastrophique) et celle du bien-être croissant (théorisée par le capitalisme et les renégats des prétendus partis communistes et socialistes)" (le *Dialogue avec les Morts*, Critique du XXe Congrès du Parti communiste russe de 1955, traduction française en 1956, p. 118).

En guise de présentation.

CRISE ACTUELLE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

Un peu de philosophie ?

Bien que notre parti ne dispose que, en raison du rapport des forces et du niveau général de la conscience de classe, d'une presse mensuelle ou quotidienne, mais seulement d'une revue dont la parution dépend des moyens matériels, nos textes n'ont jamais été en dehors de la pratique historique. Certes, nous ne courons jamais après l'événement sensationnel qui surprend tout le monde et que la presse de la gauche officielle comme des groupuscules fait avaler au lecteur stupéfait sans rien lui expliquer, si bien qu'il est plus abruti après qu'avant. La méthode du FIL DU TEMPS consiste à rattacher tous les événements entre eux, à les *intégrer dans une pers-*

pective historique concrète sur la base de la doctrine unitaire du marxisme en vue des luttes économiques, politiques et polémiques du prolétariat.

Notre presse affronte l'actualité avec notre méthode de travail : expliquer le monde de la contre-révolution d'AUJOURD'HUI avec le marxisme qui synthétise les expériences d'HIER pour préparer les batailles de DEMAIN afin d'instaurer le communisme. C'est la seule méthode scientifique, car elle ne nous enferme pas dans l'immédiatisme, qui est directement opportuniste puisqu'il nous coupe de l'expérience d'hier et ne peut préparer demain, ni l'expliquer. Cet immédiatisme stérilisant procède d'un scepticisme qui veut tout ignorer tant que l'expérience ne lui a pas fourni ses résultats, et se fonde donc sur l'ignorance sans cesse renouvelée devant chaque fait : ne part-il pas de l'intelligence individuelle, — et non du cerveau collectif de la classe ? soit de l'opinion, soit de l'intelligence stipendiée et vénale.

Il n'est pas paradoxal de dire : Nous sommes plus sûrs dans la science du futur que dans celle du passé (qu'à l'échelle individuelle nous n'avons pas plus expérimentée et vécue que le futur) et celle du présent (trop court pour l'avoir explorée simplement dans l'espace). Lorsque nous explorons l'infiniment grand, la difficulté n'est pas moindre que lorsque nous analysons l'infiniment petit, et l'espace est aussi vaste que le temps, si bien que *nous ne pouvons jamais dire si l'objet de notre recherche se trouve dans notre dos ou devant nos yeux.* Autrement dit, il ne suffit pas de dire que nos certitudes peuvent être tout aussi fondées pour ce que nous affirmons d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, il faut dire que demain a la primauté, car nous y trouvons seul une raison de transformer le monde et *d'agir* — dès aujourd'hui et à longue échéance.

La société communiste que nous réaliserons existe déjà dans les entrailles de l'actuelle marâtre bourgeoise, tout comme le capitalisme était déjà renversé dans l'expérience longue de trois mois de la Commune de ce Paris où nous vivons aujourd'hui si misérablement — et la révolution d'Octobre 1917 n'a fait que répéter cette leçon du passé qui est l'avenir de toute l'humanité.

A l'échelle individuelle, tout est dans l'immédiat, tandis qu'à l'échelle sociale — de la classe et du parti historique — tout, le présent, le passé et le futur, se relie dans l'action et dans la pensée collective qui n'ont pas les limites crétinisantes de l'immédiatisme. Si donc aujourd'hui nous remportons une immense victoire pour avoir prévu qu'en 1975 la crise mondiale aura raison de la prospérité capitaliste dans les pays de l'aristocratie ouvrière blanche. Il n'y a pas lieu de nous traiter de prophètes, car notre prévision de parti n'est que l'application de la science marxiste, assurée en premier du futur communisme qui fait agir les militants alors que l'infecte présent corrompt et aveulit ceux qui s'y roulent et s'y enferment.

Cette victoire *théorique* est tout à fait *pratique*, puisque ce n'est pas dans les esprits qu'existe la crise, mais dans l'économie et la pratique qui submergent et poussent en avant les consciences. Cependant, ce n'est qu'une première victoire qui annonce une autre bataille — de corps à corps gigantesque — entre la solution bourgeoise de la crise et la solution révolutionnaire du prolétariat international.

Sur ce plan les perspectives sont bien sombres, car l'ennemi de classe tente déjà — avec Kissinger au Moyen Orient, par exemple — de prendre l'initiative de la violence, afin d'entraîner tout de suite l'humanité dans la solution bourgeoise de la crise économique, politique et sociale — la guerre de destruction des hommes, des machines, des installations et des matières premières *en excédent*, afin de pouvoir recommencer un nouveau cycle, plus gigantesque encore qu'après 1919, 1945, de l'économie capitaliste — grâce à une boucherie qui fait fatalement dix fois plus de morts à chaque nouveau cycle : environ 40 millions de 1914 à 1918, 56 millions de 1939 à 1945, et demain peut-être 500 millions. Ces morts sont inscrits dans l'évolution du capitalisme : même sans guerre, en pleine prospérité et crise de *sur*-production capitaliste qui étouffe les métropoles blanches d'Europe et d'Amérique, on apprend que plus de 400 millions d'hommes et d'enfants sont condamnés à mourir d'inanition dans les années 1980 en Asie, Afrique et Amérique latine, parce que le capitalisme est, en soi, le système social catastrophique qui nourrit le plus mal l'humanité*.

---

*Voir explication de la note en page 8.

Tous nos écrits s'inscrivent dans la perspective, non pas irréelle, mais fondamentale et concrète de la société communiste : il s'agit de prévoir et d'assurer son accouchement dans le *processus historique réel* de la crise décisive pour cette génération et les prochaines. Déjà dans le *Fil du Temps* n° 3, nous étions les seuls à relier les événements de mai-juin 1968 à la perspective de la crise que nous escomptions pour 1975, et qui représentait le premier assaut de classe que nous attendions depuis si longtemps dans les métropoles. Alors que tous les immédiatistes la mettaient au compte d'une "nouvelle" avant-garde estudiantine, nous montrions que des centaines de milliers de *jeunes* étaient au *chômage*, plus de dix millions d'ouvriers en grève durant plusieurs semaines et la France officielle en pleine crise de réadaptation (politique et économique) après la perte de l'Algérie, face à la concurrence de l'Allemagne, de l'Italie, du Bénélux, etc.,etc.

La question militaire que nous publions ici, après avoir entamé la publication des *Ecrits Militaires* de Marx-Engels, est un avertissement lancé au prolétariat. Le problème de la *violence armée* face aux monstres militaires et policiers impérialistes doit bientôt redevenir un sujet vital et central de l'actualité internationale, de la guerre ou la révolution, car la perspective de la vision du marxisme catastrophique s'oppose aux viles tactiques parlementaristes et à la théorie du passage pacifique au socialisme, adoptées plus ou moins ouvertement par tous

---

**Explication de la note de la page 7 :*

Nous n'avons pas consacré moins de trois **"Fil du Temps"** *à la* **question agraire** *dans la vision marxiste pour poser la question dans toute sa gravité et son ampleur pour l'humanité, étant donné le déterminisme inexorable de chaque mode de production. La crise* **capitaliste** *se manifeste de la manière la plus aigüe dans les campagnes et les pays de couleur, à mesure qu'augmente le capitalisme industriel, et non parce qu'il fait défaut. Le capital ne trouve pas à accumuler à sa démesure dans la sphère agricole des moyens de subsistance, qui est liée au cycle naturel, mais dans l'industrie lourde, qui est à la mesure des appétits illimités et insensés du capital impersonnel qui, à l'Est comme à l'Ouest, accumule non pour la jouissance des capitalistes mais "la production pour la production" — selon la formule de Marx.*

A ce propos, nous adressons un appel pressant aux lecteurs aux sympathisants, afin qu'ils soutiennent, entre autres, notre presse, pour assurer notamment la réédition de nos "FIL DU TEMPS" dont le tirage est épuisé.

les autres partis et groupes existants*.

Comme nous l'avons dit, la prévision de 1975 n'est pas le fait d'un prophète; c'est moins encore une boutade, un pari, mais bien le résultat d'une position politique consciemment élaborée, celle du marxisme pour lequel la révolution n'est pas une hypothèse, mais un *fait historique déterminé et immanquable*, que l'on ne peut embrouiller avec le distinguo des conditions objectives et subjectives, ces dernières étant également de caractère matériel et massif. A ce propos, simplement ceci : si l'on peut prévoir la crise qui est un phénomène objectif, on ne peut à l'avance garantir son issue, révolutionnaire ou impérialiste : "*Bref, ce qu'il (Lénine) envisageait, était* une révolution arrêtant la mobilisation et la guerre, *et renversant le pouvoir des monstres impérialistes (but fondamental de la "Question Militaire"). Si les premières*

**Le groupe de "Programme communiste" qui prétend prévoir la crise de la Gauche communiste [illegible] révolution dans les années 1975.*

fusées arrivent à partir, la perspective de la prochaine guerre sera sombre. Mais il est possible, si certaines éventualités historiques se réalisent, ce qui n'est pas pour demain, qu'on ne les fasse pas partir. Une de celles-ci pourrait se produire dans le cadre d'un axe Washington-Bonn, surtout dans le cas d'une réunification allemande que les deux ministères de la guerre atomique du Kremlin et du Pentagone redoutent tellement. Si le petit Parti qui comptait Marx et Engels parmi ses militants et qui, plein des grandes visions de 1848, guettait, en 1852, les premières lueurs de la guerre à l'horizon d'une paix stupide, si ce petit parti resurgissait, l'Allemagne pourrait devenir le pivot du drame révolutionnaire qui, pendant la première moitié du XXe siècle, a été axé sur la Russie"* (Dialogue avec les Morts, p. 19).

Notre prévision de Parti est parfaitement impersonnelle et matériellement déterminée. Elle n'a rien de cabalistique, et nous allons montrer d'abord comment elle s'est faite, afin d'y voir un exemple non pas stupéfiant, mais concret de l'application de la méthode marxiste à la préparation de la révolution — tâche fondamentale du parti dirigeant la lutte de classe. Nous verrons alors qu'il faut

---

**Suite de la note de la page 9*

Sur tous les grands thèmes, syndicalisme, anti-colonialisme, question d'organisation du parti et de préparation révolutionnaire, on pourrait faire les mêmes remarques : abandon de la forme position traditionnelle pour le pire ; échange politique avec le louvoiement, l'imprécision, l'opportunisme et finalement le retournement [illegible] de la position [illegible] de la Gauche [illegible] Le exemple typique [illegible] Programme communiste [illegible] Cette position fut complètement renversée [illegible] octobre-décembre 1962 [illegible] Le "révolution algérienne" est-elle une révolution ? Ce simple titre indique une indifférence [illegible] de la question [illegible] Beau langage phonocrite ! Ce mode de définir des grandes luttes en cours [illegible] Ce mode de penser [illegible] qui hésite toujours et joue sur les mots.

**Dans ce second volume de la* Question Militaire, *le lecteur trouvera concrètement l'application de la tactique de révolution permanente définie par Marx-Engels pour 1848-1850 à la situation de cet après-guerre pour ce qui est de la phase, encore bourgeoise et anit-impérialiste des pays ex-coloniaux, dont les luttes, grâce aux premiers succès, se sont haussées maintenant au niveau directement socialiste après avoir remis l'Europe en mouvement grâce à un premier ébranlement du capitalisme mondial : cf. à la fin de la section consacrée à la Révolution de 1848, le chapitre : "Les peuples à la recherche de la jonction de classe".*

retourner dans le PASSE afin de prévoir l'AVENIR : seuls les événements de 1945, dont les actuels ne sont que le prolongement et la déduction logique, nous renseigneront sur le caractère, la nature et l'ampleur de la crise en cours et sur son dénouement FUTUR. En effet, le marxisme a toujours établi ses conclusions pour des phases entières : 1848 à 1870; 1871 à 1918; 1919 à 1945, et 1946 à 1975. On ne peut faire l'histoire, si l'on attend — pour savoir et pour agir — qu'elle soit passée ou en cours.

Mise en place du champ de forces du cycle actuel

Si nous avons prévu la crise d'aujourd'hui il y a des décennies, c'est qu'"elle n'est pas plus devant nous que derrière nous" : en 1945 déjà, la trame en était posée par ceux-là mêmes qui venaient de résoudre la crise de surproduction de 1929-1939 et qui prenaient place eux-mêmes dans le champ de forces pour tout le nouveau cycle, au bout duquel éclate ouvertement la crise. Nous avions toutes les raisons alors de rester marxistes, et avons continué simplement à voir les choses d'après cette grandiose théorie révolutionnaire. En effet, "rien n'a changé", tout n'a fait que mûrir à une échelle encore plus gigantesque. Le jour même de l'arrêt des hostilités dans les pays capitalistes développés, la guerre éclatait et continuait dans les continents de couleur : le 8 mai 1945, c'était la répression féroce de Sétif en Algérie. Les Alliés vainqueurs ne résolurent aucun problème dans cet après-guerre : l'Allemagne est restée divisée et n'a jamais eu de traité de paix; l'Indochine, la Corée etc., ont subi le même sort à chaque crise nouvelle. Bref, le jour de la (non)signature de la paix, nous continuions à voir (prévoir) la guerre.

Nous ne faisons rien d'autre qu'appliquer la méthode de Marx-Engels qui écrivaient : "*Une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi FATALEMENT que la guerre de 1870 est née elle-même de la guerre de 1866*", prévoyant ainsi le massacre de 1914 ainsi que le champ de forces et le nouvel alignement des camps qui s'affronteront 44 ans après : "la guerre entre l'Allemagne et la Russie peut d'ores et déjà être considérée comme un *fait accompli* ... la France s'unira à la Russie pour combattre l'Allemagne" (Consignes de Marx au comité social-démocrate de Brunswick, fin août

1870). Le marxisme condamnait du même coup — à l'avance — toutes les illusions pacifistes et réformistes des dirigeants social-démocrates de la phase de développement du capitalisme idyllique.

La même chose était possible après 1945, lorsque se détermina la nouvelle constellation des forces issues de la guerre mondiale et des rapports économiques et sociaux de ce stade impérialiste — et les marxistes ne pouvaient agir autrement à moins de tomber dans un révisionnisme pire encore que celui des sociaux-démocrates de la phase idyllique du capital, car de nos jours où la violence et les massacres sont massifs et quotidiens, il faut vouloir tromper consciemment le prolétariat pour lui parler de *voie pacifique au socialisme* et de *méthodes parlementaires* : les premiers ont été mystifiés par le *capitalisme idyllique*, les seconds livrent le prolétariat désarmé aux violences de la *bourgeoisie plus totalitaire et sanguinaire* que jamais, et permettent à celle-ci de préparer *en paix* ses guerres.

Dès 1945, nous constations que les *métropoles européennes* qui, depuis 500 ans, avaient d'abord mis le monde à feu et à sang pour l'accumulation primitive du capital, la création du marché mondial et la systématisation de grands Empires coloniaux au profit des requins impérialistes, puis pour continuer leur système de surproduction, avaient déclenché deux guerres mondiales successives en massacrant cette fois des millions de Blancs dans les métropoles mêmes du capitalisme, étaient en plein déclin historique, notamment l'Angleterre qui perdait sa suprématie mondiale au bénéfice des Etats-Unis d'Amérique. Le nouvel impérialisme, pour prendre le relais et assurer la survie du capitalisme mondial, devait avant tout mettre au pas cette frénétique Europe, où les traditions de luttes prolétariennes étaient les plus vives. Lorsque les deux nouveaux parvenus, les USA et la Russie embourgeoisée et impérialiste, firent leur jonction au coeur de l'Europe, à Berlin, ils s'associèrent définitivement EN EUROPE pour imposer une chape de plomb au turbulent vieux continent, en y imposant non seulement la paix entre Etats, mais encore entre classes sociales : ils se partagèrent l'Europe en deux zones d'influence et présidèrent à la reconstruction en écrémant des profits énormes *pour continuer leur propre accumulation*.

Ce CONDOMINIUM RUSSO-AMERICAIN DE L'EUROPE, visant à la conservation du système capitaliste

ébranlé dans la forteresse qui l'avait vu naître, pouvait certes arrêter pour un temps assez long la lutte dans la sénile Europe exsangue, dévastée, ruinée et affamée, mais ne pouvait imposer son carcan au monde entier, et notamment bloquer le mouvement anti-impérialiste des peuples de couleur en Asie, en Afrique et en Amérique latine, d'autant plus ces mouvements étaient dirigés essentiellement contre les métropoles colonialistes européennes, dont les deux compères, russe et américain, briguaient la succession où ils *s'avéraient rivaux* — contradictions de l'impérialisme qui culminent aujourd'hui au Moyen Orient dans l'évincement partiel de la Russie de la Méditerranée orientale au profit des USA.

Dans la suite, au moment de la guerre froide, par exemple, et de l'épisode du blocus de Berlin notamment, nous n'avons jamais pris au sérieux la tension entre Russes et Américains *en Europe*, qu'ils se partageaient d'un commun accord : lors de la "sécession" yougoslave ou des soulèvements de Varsovie, de Budapest et de Berlin, nous ne fûmes pas détrompés : en Europe, le compère américain aidait en sous-main l'ours russe. Notre seul mérite dans toute cette période, comme aujourd'hui, ce n'est pas la créativité, mais la fidélité, car nous savions qu'"*il existe de grandes subdivisions historiques et "géographiques" qui déterminent les cycles fondamentaux de l'action prolétarienne, cycles qui s'étendent à des continents entiers et à des cinquantaienes d'années, et qu'au cune direction de parti n'a le droit de proclamer changés d'une année à l'autre*" (Dialogue avec les Morts, p.115) : en langage militaire, la stratégie révolutionnaire se déduit du champ des forces réel.

Dans l'article de 1957 de *Programma* no 1, intitulé "U.S.A. et U.R.S.S." : patrons associés en Europe et adversaires impérialistes en Asie et en Afrique" nous écrivons par exemple : "Le fait que les Etats de l'Europe soient divisés entre les coalitions militaires rivales du Pacte Atlantique et du Traité de Varsovie prouve que le sort du vieux continent est solidement entre les mains des super-puissances et que les dites alliances ont pour centre moteur : les U.S.A. et la Russie. Ainsi les gouvernements de Washington et de Moscou réussissent à digérer avec une facilité relative les crises internationales qui éclatent en Europe". Comme au XVIIIe siècle*, la

*Cf. Marx-Engels, **la Russie** (Ed. 10/18) le texte de D Riazanov sur **Karl Marx et l'origine de l'hégémonie russe en Europe**, p. 15-58.

Russie tire son hégémonie en Europe de son alliance avec le capitalisme le plus fort : "La puissance terrestre russe qui tient les puissances européennes en un état d'irrémédiable infériorité, les contraint à chercher refuge dans le Pacte Atlantique et de se soumettre au monstre américain, et vice versa pour les pays du bloc oriental" (ibid.). Si le but en Europe, c'est d'écraser la lutte des classes, il en va autrement dans les continents extra-européens où le mouvement de l'émancipation du joug colonialiste ne saurait être freiné, où Russes et Américains briguent la succession de l'Europe — et là les crises se continuent en conflits ouverts : Corée, Indochine, Moyen-Orient, "Le condominium russo-américain se transforme en une diabolique machine de guerre dès lorsqu'il tente de s'étendre hors de l'Europe. Dans cette partie explosive, Russie et Amérique s'affrontent férocement. Bref à la paix imposée à l'Europe correspond le déclenchement de formidables foyers de violence dans le reste du monde" (ibid.).

De nombreux textes consacrés à la question coloniale reprenaient la thèse de Marx-Engels ainsi que du congrès de Bakou de la IIIe Internationale, selon laquelle les peuples de couleur, engagés dans la lutte anti-colonialiste devaient finalement ébranler la bourgeoisie de la métropole et relancer la lutte du prolétariat contre le capital : "En réalité, les mouvements anticoloniaux d'aujourd'hui reproduisent à l'échelle mondiale la situation théorisée à l'avance par Marx-Engels pour l'Europe de 1848 à 1850 (cf. note page 10) bien qu'avec un potentiel explosif plus élevé encore". Et de constater qu'en dépit du caractère nécessairement bourgeois des mouvements coloniaux dans les conditions existantes et la passivité forcée du prolétariat des métropoles avant sa corruption par la prospérité, la liaison entre ces deux mouvements était inscrite dans les faits : "Depuis des années, presque jour après jour, le rude poing des "hommes de couleur" frappe à la porte, non pas des bourgeois, mais des prolétaires des métropoles — et il ne s'agit pas d'une image, car les prolétaires belges en 1961 et les prolétaires français des grandes grèves des années passées répondent et ont répondu — qu'ils le sachent ou non, peu importe — à la "vague de désordre" émanant de la forêt congolaise ou du bled algérien : cette réponse, par secousses, dans la masse énorme de la classe prolétarienne ne vient pas — hélas — de son parti; quand elle vient des partis

prétendument ouvriers et communistes c'est la réponse inverse à celle de la grande tradition révolutionnaire*.

Pas de direction de parti sans stratégie révolutionnaire

En termes "philosophiques", Marx écrit dans les Manuscrits économico-philosophiques de 1844 : "Le dépassement de l'aliénation suit la même voie que le procès de l'aliénation" pour mettre en évidence que le développement même de la société capitaliste donne, au pôle opposé de la classe prolétarienne, le mouvement communiste et les moyens de le promouvoir et d'assurer son succès. Le mécanisme de la crise s'inscrit dans le développement même de la production et des structures bourgeoises, et le procès révolutionnaire de destruction du système capitaliste suit les grandes lignes de son essor dans le monde. D'où l'originalité de la vision militaire marxiste que nous avons soulignée dans l'*Introduction* du premier volume (p.10) : son caractère global, totalitaire, imbriquant toutes les activités et les branches de l'actuelle division du travail pour les réunir en un seul faisceau en vue de conquérir de vive lutte l'émancipation humaine collective.

C'est de toute l'évolution historique des forces de cet après-guerre que nous déduirons donc, avec notre méthode, quel sera le champ de forces et l'épicentre de la révolution internationale qui nous attend et que nous attendons. La jonction de la contre-révolution s'est effectuée à Berlin, l'Europe ayant été placée dès lors sous le talon de fer de l'impérialisme et de ses valets "communistes" liés à l'Etat et sociaux démocrates liés à l'Ouest, tandis que la violence s'est déchaînée en Asie, en Afrique et en Amérique latine contre l'impérialisme européen d'abord, *puis* américain et russe (le dernier mouvement est en cours) le mouvement de reprise du prolétariat européen étant consécutif aux ébranlements des métro-

---

Cf. le compte rendu de la réunion de Bologne des 12 et 13 novembre 1960, notamment **L'incandescent réveil des "gens de couleur" dans la vision marxiste.** *Nous reproduirons en entier ce texte fondamental (qui n'est pas seulement théorique, mais le fruit d'une activité politique concrète dans le mouvement anti-impérialiste) dans le volume que nous préparons sur la crise historique du capitalisme que nous traversons actuellement.*

poles colonialistes (Angleterre, Hollande, Belgique, France, Portugal) *puis* (ce mouvement est en cours) la crise devenue "économiquement capitaliste", gagne les pays directement sous la coupe de l'impérialisme russe et américain (Moyen Orient, puis pays de l'Est, Yougoslavie Pologne, Hongrie, Roumanie, etc.) et enfin l'épicentre, où se noue l'alliance contre-révolutionnaire des Russes et Américains pour empêcher tout succès durable d'un nouvel assaut du prolétariat : l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est) et enfin la Russie et les Etats-Unis.

Le processus de la crise en cours montre clairement le sens de son approfondissement et confirme pleinement la stratégie révolutionnaire, dont les caractéristiques générales ont été rassemblées sur la base de la doctrine marxiste et à l'avance — aux yeux des immédiatistes enfermés dans l'actualité — par le général en chef de notre parti historique (au sens où Engels se nommait lui-même le représentant suprême de l'Etat-major du prolétariat international*) : "La révolution trouvera peut-être son levier là où les sinistres diplomates des deux camps manoeuvrent : l'Allemagne foulée aux pieds, où il est permis d'entrevoir — même si c'est après un processus encore long — une révolution prolétarienne qui se dressera à la fois contre l'Amérique et la Russie, ennemies ou amies alors. Peut-être les 50 ans que nous, Blancs, avons perdu, pourront-ils être compensés par le mouvement d'accélération de nos frères jaunes et noirs ? (*Sur le texte de Lénine "La maladie infantile"* etc, 1960, trad. fr. p. 20-21).

Cette stratégie a été développée le plus longuement dans notre parti en liaison — à la suite et comme

Dans notre parti impersonnel, comme au siècle dernier, cette tâche se fait sans aucune créativité et il ne faut aucun génie pour cela. Il suffit qu'une main la rédige, le parti, avec sa doctrine pénétrante, devant diriger les militants dans la bonne voie par une action collective et historique, et non immédiatiste, et rendre les yeux perçant au mouvement qui se déroule sous leurs yeux afin qu'avec la théorie ils y lisent le processus essentiel, sans se laisser dévoyer par les apparences et les sollicitations de l'opportunité. Si le commandant en chef tombe dans le combat, une autre main ramasse l'étendard et remplit la fonction qu'exige le travail et la vie du parti organisé et structuré, en dehors des contingences individuelles, par la longue activité réelle qu'il a eu et qu'il a.

résultat — de la Commune de Berlin de 1953, qui a permis à notre presse d'exposer dans toute sa clarté la thèse classique de la solidarité entre mouvement anti-impérialiste et lutte frontale du prolétariat pour le socialisme international*.

Nous reprendrons dans notre FIL DU TEMPS sur la crise, décisive pour notre génération et les suivantes, les articles consacrés alors sur l'Allemagne, le pivot des événements de cet après-guerre, comme cela s'est manifesté clairement *au début* de ce cycle et cela se vérifiera *à la fin* quand la crise se sera approfondie jusque-là. Citons simplement un passage rédigé, au moment où Russes et Américains se mettaient d'accord pour diviser définitivement ce pays, afin de mieux le contrôler pour le compte de l'impérialisme et de la conservation capitaliste. Ce pays *sans colonie, lui-même écrasé par deux super-impérialismes*, exploité par le capital investi des centres de New York et de Moscou et téléguidé depuis là — en dépit de *l'apparente* et manifeste prospérité — n'est-il pas le mieux fait pour réaliser la jonction entre lutte pour le socialisme et lutte préalable contre l'impérialisme entamée par les peuples de couleur ? "Il existe encore une autre solution pensable. C'est la plus ardue, mais aussi la plus formidable des perspectives. Ce n'est pas une guerre nationale des Allemands*, devenus de nouveau patriotes et racistes, contre tous. Mais ce peut aussi être une guerre civile dans les deux Allemagne contre les administrations gouvernementales russes et américaines, c'est-à-dire une reprise de classe du prolétariat et de la grandiose tradition de Marx.

"Ce ne serait absolument pas une absurde perspective, à condition que la lutte interne de classe ressurgisse en plein centre de l'Europe, entre l'Est et l'Ouest.

Cf. la longue Introduction sur la Chine, dont le mouvement anti-impérialiste est parti pour se répandre dans le monde en 1949, après qu'en 1927 la dernière bataille internationale du prolétariat ait été menée à Canton et perdue, où nous exposons cette thèse classique et sa genèse : cf. Marx-Engels, la Chine, *10/18.*

*C'est par ce passage que nous terminons le **Fil du Temps** en allemand no 5. Depuis lors, il s'est trouvé que le plus réactionnaire des chefs de l'opposition chrétienne démocrate, F.J.Strauss, est allé en Chine, afin de chercher à réaliser la solution nationaliste et bourgeoise de la crise allemande. Si ce pitre est allé à Péking, ce n'est certes pas qu'il soit poussé par une claire conscience de ce qu'il fait, mais par les forces historiques réelles, qu'il est évidemment incapable de saisir lui-même. La Chine se prépare ainsi, comme la Russie de Staline en 1940, à fourvoyer le prolétariat international dans la voie populaire antiprolétarienne.*

Le seul espoir, ce ne peut être que la mission du grand prolétariat allemand, qui remplirait l'histoire des décennies restantes de ce siècle, car il ne s'agit plus de la seule Europe. Tous les continents sont en mouvements. Bien que la question nationale soit encore une charge à règler pour de nombreux peuples de couleur — avec un résultat révolutionnaire cependant — on trouverait une direction qui serait pleinement internationaliste dans la formule de l'unité allemande, avec l'érection d'un nouveau grand Etat prolétarien en Allemagne, affrontant les puissances de l'Est et de l'Ouest, toutes capitalistes socialement.

"Les peuples de couleur pourraient avancer rapidement et sauter des siècles. La situation est sombre aujourd'hui (1960), mais il semble déjà que la Chine incline moins à la coexistence pacifique que la Russie. "Quand on a appris à Péking que l'on avait décrété à Camp David (où présidents américain et russe s'étaient rencontrés) de parfaire la sujétion du peuple allemand blanc, un cri naïf mais puissant des Jaunes s'est élevé pour protester contre le répugnant compromis.*

"Seule la ligne de Marx, de Lénine, et de la dictature DE CLASSE peut canaliser en un torrent unique les forces qui ébranlent le sous-sol de toute la planète dans ce cycle historique (Vae Victis, Germania, "Programme communiste", no 11 de 1960).

Il nous reste deux points à développer pour situer le niveau actuel de la crise mondiale : *la confirmation* de nos thèses sur la liaison entre la lutte anti-colonialiste et le mouvement ouvrier des métropoles, dans la récente crise du Mozambique, de l'Angola et du Portugal qui nous permettra de faire le bilan de la lutte *dans les pays de couleur*; la confirmation de la position-clé de l'Allemagne dans la crise économique qui secoue les pays capitalistes développés. On verra enfin que toutes ces questions politiques et économiques débouchent sur une solution militaire.

La série d'articles sur la signification de la politique de détente et ses effets historiques (sur la crise actuelle) en avantageant les centres impérialistes russe et américain au détriment des peuples de couleur et plus secondairement de l'Europe (cf.* **Programma, *nos 1 à 6 de 1960) sera publié dans notre brochure sur la crise universelle, économique, politique et sociale d'aujourd'hui.*

Le mouvement de libération de l'Afrique (et le Portugal)

En conclusion de notre travail sur l'incandescent réveil des peuples de couleur à la réunion de Bologne de novembre 1960, nous disions que le conflit algérien aurait une suite plus formidable sur la lutte dans le reste du continent africain que dans la métropole française sur laquelle pourtant, le verrou stratégique algérien ayant sauté entre l'Afrique et l'Europe, la crise s'abattit de plein fouet avec la grande mutation industrielle, l'aggravation de l'exode rural et de l'exploitation ouvrière la concentration politique du gaullisme, ainsi que la crise aigüe de Mai 1968. En effet, dès 1958, toute la moitié sud de l'Afrique était en convulsions, avec des soulèvements, troubles sociaux et grèves (liaison entre mouvement ouvrier et lutte anti-impérialiste) au Congo, en Angola, au Mozambique, en Rhodésie et dans toute l'Union Sud-Africaine, ces mouvements n'étant séparés que par des frontières artificiellement dressées par le colonialisme. La révolution congolaise était trop radicale pour qu'elle ne comprit pas le processus qui jouait en sa faveur : "Lumumba déclarait que la libération du Congo ne serait que la première phase de la libération complète de l'Afrique centrale et moyenne, et il a clairement fixé les buts immédiats : soutien des mouvements nationalistes en Rhodésie, Angola et Afrique du Sud*".

Le plan échoua dans l'immédiat, mais le processus historique ne pouvait être arrêté. Il apparut que l'Union Sud-Africaine jouait, dans l'hémisphère sud, le rôle qu'Israël joue dans les pays arabes : balkaniser les Etats

---

Cf. Frantz Fanon,* **Pour la libération Africaine, *Paris 1969, Editions Maspéro, chap. 2 : la mort de lumumba : Aurions-nous dû agir autrement ?*

A la fin du conflit algérien, Fanon qui, en tant que militant engagé, avait une conception totale de la lutte et voyait bien que ses lignes de forces suivaient un cours inexorablement déterminé, fit des efforts énormes pour lancer dans la lutte les pays au sud du Sahara.

noirs, en divisant pour règner. Les révoltes qui avaient éclaté simultanément en Angola, au Mozambique et dans les mines de l'Afrique du Sud purent être écrasées au moment de la crise congolaise, et il se trouva même que les Blancs reconquirent le pouvoir en Rhodésie avec l'aide sud-africaine et anglaise. Au plan stratégique l'Angola et le Mozambique étaient un étau enserrant les flancs de l'Union Sud-Africaine. Il apparut que les mercenaires portugais, qui écrasèrent en 1960, dans un bain de sang immense, les premières révoltes des colonies portugaises, agissaient aussi pour l'Union Sud-Africaine, qui est le plus sûr bastion en Afrique noire et à qui le Portugal fournit une main-d'oeuvre noire. L'Angola et le Mozambique ne sont pas seulement libérés du Portugal, mais encore de l'impérialisme mondial qui a armé les mercenaires portugais grâce au flot d'or venu des Etats-Unis, de la France, d'Allemagne de l'Ouest, etc. ainsi qu'aux armes de toutes sortes fournies de l'OTAN.

A présent la situation de l'Union Sud-Africaine est tout aussi ébranlée que celle d'Israël, ces bastions armés de l'impérialisme qui mobilisent sur place une population, dont le sort est étroitement lié au centre de la réaction mondiale, qui est fanatiquement raciste par ses liens avec la contre-révolution blanche et tire ses formidables moyens de puissance des richesses du pays même ou de ses puissants et lointains protecteurs. Après que le verrou algérien ait sauté, il ne reste plus en Afrique que ces bastions pour tenir le Sud et le Nord-Est du continent, Israël contrôle l'ouverture de Suez, la Méditerranée orientale et les liaisons avec l'Asie : elle coupe en deux les pays arabes, dont elle compromet l'unification. Les roitelets des pays producteurs de la partie orientale lui doivent la rente foncière qu'ils touchent sur le pétrole et qui échappe ainsi à l'ensemble des populations arabes. Déjà l'évolution générale des rapports de force a affaibli à ce point la position israëlienne que Kissinger a éprouvé le besoin de préparer l'opinion publique mondiale à l'idée que les pays développés — USA en tête — prennent directement le relais d'Israël et interviennent militairement contre les pays arabes producteurs de pétrole : le masque tombe lentement et l'impérialisme mondial est aux abois, car il se sent menacé jusque dans sa substance dans le ravitaillement en produits énergétiques.

Les cinq chars de l'ex-commandant en chef Spinola qui chassèrent du pouvoir les forces réactionnaires liées

à la domination dans les colonies et qui instaurèrent la "démocratie", ne venaient pas de la caserne toute proche mais de l'Angola et du Mozambique. Spinola était l'exécutant de ces forces, car sa défaite était non seulement physique, mais encore morale, lui-même devenant l'instrument qui signait la défaite du colonialisme portugais.

On ne peut trouver d'exemple plus lumineux de l'effet de la lutte des peuples de couleur sur la reprise politique dans les métropoles après l'ébranlement de la bourgeoisie impérialiste au pouvoir. La bourgeoisie portugaise ne vivait que pour une part infime de la plus-value extorquée dans les usines et fabriques de la métropole : les ouvriers ne devaient-ils pas s'expatrier pour créer de la plus-value et obtenir un salaire ? Elle vivait des profits extorqués dans les colonies et, avec la libération de celles-ci, elle perdait sa base économique et s'effondra aussi politiquement. Le rôle ignoble des partis et syndicats "communistes" et socialistes fût de brider les masses au cours de la vacance de pouvoir au moment de la chute de l'ancien régime, afin d'assurer au commandant-en-chef la possibilité de tenir le coup politiquement jusqu'à ce qu'une solution, à la chilienne ou "démocratique" soit trouvée sur les cendres de l'ancien Portugal.

Le général en chef Spinola ne fut pas renversé le 28 septembre 1974 par la fermeté de la "majorité silencieuse démocratique", représentée par l'appareil bureaucratique des partis et syndicats "ouvriers". Les plans de restauration colonialiste tramés autour de Spinola, qui voulait sauver ce qu'il pouvait non seulement au Portugal mais encore dans les ex-colonies, visaient à restaurer un pouvoir blanc comme en Rhodésie. Ils échouèrent honteusement devant la fermeté des masses noires qui massacrèrent une partie des rebelles blancs, dont le gros s'enfuit dans la proche Union Sud-Africaine, leur mère-patrie effective. Pour masquer le fait que les revanchistes blancs furent battus au Mozambique les 14-16 septembre 1974 (soit 10 jours avant le renversement de Spinola qui en fut la conséquence directe) les milieux gouvernementaux portugais attribuèrent la chute de Spinola au froncement de sourcils de la "majorité silencieuse" — ignoble farce démocratique montée sur les traditions parasitaires portugaises : vivre sur ses colonies et prétendre que tout se passe dans les louches bureaux et

arrières-boutiques de Lisbonne*.

Mais revenons sur la scène africaine où *les masses* ont joué les premiers rôles dans tout cet après-guerre, après que les métropoles se soient engourdies dans le capitalisme. La perspective de grands bouleversements, que nous avons entrevus en 1960, tant dans les métropoles que dans le reste de l'Afrique après la victoire de l'héroïque révolution algérienne, est en bonne voie de réalisation aujourd'hui, et elle a fait un grand pas en avant avec la victoire des anciennes colonies portugaises sur le plus vieux des impérialismes européens et la forteresse colonialiste de l'Union Sud-Africaine.

Certes l'Afrique officielle est balkanisée en plus de 53 petits Etats-croupions, qui se sont formés lorsque la révolution s'est arrêtée au niveau bourgeois. Mais le mouvement vivant et incandescent des masses noires en effervescence va dans une direction toute différente et poursuit une voie qui indique d'ores et déjà les événements futurs, plus profonds et plus larges que ceux qu'a pu obtenir la première vague nécessairement nationale et bourgeoise du mouvement anti-impérialiste dont l'aboutissement est la misérable Afrique officielle d'aujourd'hui, dont l'échec est patent, comme le montrent les famines incessantes et toujours plus graves qui déciment les populations noires comme en autant de génocides bourgeois. Les horreurs mêmes de l'actuelle domination bourgeoise en Afrique annoncent la nécessité d'une révolution bien plus profonde sur la lancée de la première — celle qui se conjuguera avec la lutte pour le socialisme dans les métropoles de la vieille Europe, lors de la crise actuelle : la taupe noire a bien creusé !

Tous les pays méditerranéens d'Europe, depuis la Turquie, Chypre, Grèce, Italie, Portugal, ainsi que les métropoles colonialistes de la vieille Angleterre, de la Belgique et de la France sont d'ores et déjà entraînées dans une crise irrémédiable *au plan économique*. La vague révolutionnaire a gagné ainsi la vieille Europe écrasée par la dernière guerre mondiale et paralysée sous la botte des super-impérialistes russe et américain. Elle se poursuivra au cours de l'Europe, en Allemagne super-industrialisée, où la crise trouvera son épicentre et son dénouement bourgeois ou révolutionnaire.

Demain les mouvements d'Afrique et de l'Europe s'uniront au niveau socialiste contre les monstres étatiques qui étouffent les masses dans le carcan de l'exploitation de classe et empêchent le métabolisme social de se faire à l'échelle des continents et de l'humanité, et l'on procèdera à la répartition au monde entier des richesses qui se sont accumulées au cours des siècles dans les métropoles blanches du capitalisme qui sont secouées aujourd'hui par la crise de surproduction et en crèvent.

Cette partie du texte est tirée de notre* **Fil du Temps *en langue portugaise.*

La phase de la crise économique du capitalisme mondial

Avec notre méthode — revenir aux rapports surgis en 1945, nous pouvons saisir l'ampleur et la nature *réelles* de la crise actuelle, car nous en voyons le procès, la dynamique. Les difficultés économiques graves du monde capitaliste datent de 1970 avec des hauts et des bas, où nous voyons un approfondissement incessant. Ce fut d'abord le déclin du dollar, — non sans lien avec la lutte anti-impérialiste par les dépenses énormes de la guerre du Vietnam — à la suite des spéculations liées à l'émission de papier-dollar qui prenait une certaine valeur comme monnaie internationale au détriment de l'étranger et servait à acheter des entreprises dans le monde, en étendant la puissance économique des Etats-Unis. La conséquence en fut que la position du dollar comme moyen de paiement international fut ébranlé. D'emblée, la crise du dollar remettait en question tout le système monétaire et la dictature yankee en 1945 à Bretton-Wood, alors que les Etats-Unis disposaient à eux seuls de plus de la moitié de la production mondiale, si bien que face aux économies ruinées des autres pays ils purent baser la devise internationale et les échanges mondiaux sur leur monnaie nationale. La crise actuelle ici comme ailleurs, défait ce qui a été instauré par l'impérialisme en 1945. En fait, il s'agit d'une crise de surproduction, les ruines et la pénurie créées par la guerre mondiale n'existant plus pour stipuler les capacités productives capitalistes, la période de reconstruction étant achevée. En 1970, les Etats-Unis ont perdu l'écrasante supériorité productive sur laquelle se fondait la toute-puissance du dollar, car les économies d'Europe occidentale et du Japon étaient reconstruites et florissan-

tes, sans parler du bloc russe, que le rideau de fer ne protège plus guère des manifestations les plus extrêmes du capitalisme.

Le fait de la saturation économique demeura voilé pour les économistes bourgeois qui ne virent que les difficultés subies par les échanges internationaux en l'absence d'un étalon monétaire international solide de référence pour les prix. A nos yeux, la concurrence entre les économies et les nations capitalistes allait croître maintenant au maximum. Les mesures de Nixon — dévaluation du dollar, détaxation des marchandises importées, puis les mesures obligeant les concurrents les plus directs, allemands et japonais, à réévaluer leur monnaie — permirent à l'Amérique de trouver des débouchés sur le marché international pour ses marchandises, en vue d'améliorer sa balance commerciale, ainsi que sa balance des paiements, dont dépend la valeur des devises.

On constatera bientôt que tous les moyens dont disposent les capitalistes pour règler une crise ne font, en l'occurrence, que renvoyer les difficultés sur les autres ou les reporter à demain, c'est-à-dire à l'élargir, si bien qu'au stade suivant la crise n'en sera que plus grave : la part des USA sur le marché mondial qui était de 22 o/o en 1946 n'a même pas augmenté à la suite de ces mesures, au contraire : de 13,7 o/o qu'elle était encore en 1969, elle est passée à 12,4 o/o en 1973, tandis que celle de l'Allemagne qui était en 1948 de 1,3 passait en 1973 à 12 o/o, le Japon passant lui de 0,4 à 7 o/o en 1972 et 6,5 en 1973. La part de l'URSS est passée de 4,1 o/o en 1970 à 3,8 o/o en 1973 : si elle est moins touchée par la crise, elle le doit à son relatif sous-développement, elle qui voulait dans les plans mégalomanes de Staline et de Krouchtchev dépasser les USA. La part américaine sur le marché mondial diminuait malgré une croissance considérable du volume annuel de ses exportations : plus 9,3 en 1972 et env. plus 23,8 en 1973, et se faisait quelque peu au dépens de ses concurrents les plus directs — l'Allemagne plus 8,6 et plus 17,5 o/o, le Japon 5,5 et 3,7 o/o.

Le mécanisme mercantile fait que celui qui vend le meilleur marché, toutes proportions gardées pour le reste l'emporte sur son concurrent capitaliste. Les prix à l'exportation (que nous exprimons en monnaies nationales sur la base de l'indice 100 en 1963) montrent lequel des concurrents est le mieux placé en moyenne sur le marché mondial, lorsque joue la libre concurrence

(contrecarrée par les mesures exorbitantes, citées plus haut, du colosse américain pour se tailler une place plus grande sur le marché) : USA 100 en 1963 et 128,4 en 1972; Japon 100 en 1963 et 113; Allemagne 100 en 1963 et 106,8 en 1972, tandis que la France atteint 134,4 et la Grande Bretagne 151. Dès lors est-il besoin de dire que l'indice de l'accroissement du volume des exportations (en prenant l'indice 100 pour base en 1963 dans tous les pays) est en 1972 seulement de 155 pour la Grande-Bretagne, 168,8 pour les USA, 410,2 pour le Japon et 239,5 pour l'Allemagne.

La balance commerciale donne donc en 1973 pour les USA en milliards de dollars plus 0,64 (contre -6,91 en 1972), ce qui n'est pas fameux eu égard les énormes moyens mis en oeuvre pour améliorer la balance de paiement; la Grande-Bretagne -1,72, l'Allemagne 6,18 et le Japon 8,99. Les excédents de l'Allemagne et du Japon croissent d'année en année.

Si nous considérons les résultats finaux, nous constatons que la situation économique des Etats-Unis ne fait que s'aggraver. Le cumul des excédents commerciaux et capitalistes, qui donne le bulletin de santé et de force économique d'un pays, est illustré par les réserves des banques centrales (en milliards de dollars). Nous confronterons pour chaque pays, la situation de 1963 par rapport à celle de 1972 :

USA	GB	JAPON	RFA
16,8-13,1	3,1 - 3,6	2 - 18	7,6-23,4
(soit diminution)		(soit fortes augmentations)	

La situation du dollar ne s'est donc pas améliorée depuis 1963, au contraire, tandis que le Japon et surtout l'Allemagne améliorent leur situation sur le marché financier mondial et exportent désormais du capital. Tout cela repose, en fin de compte, sur l'exploitation inouïe de la force de travail : aux Etats-Unis, la productivité dans l'industrie est passée de l'indice 100 en 1963 à 135 en 1972, contre 140 en Grande Bretagne, 152 en Allemagne et 245 au Japon.

La vigueur des pays de l'Axe, qui ont été vaincus lors du dernier conflit impérialiste, ne s'est pas démentie, malgré leur mise en tutelle par les super-impérialismes américain et russe (en réalité, il faudrait ajouter l'énorme puissance économique de l'Allemagne de l'Est à celle de

l'Allemagne de l'Ouest) si l'on considère le critère essentiel de la base économique. Les superstructures de forces politiques et militaires de contrainte ne peuvent, à la longue, nier ce fait patent, et nous serons alors de nouveau dans la situation de 1939, avec *en plus* les rivalités impérialistes entre les USA et l'URSS, et à l'arrière-plan la Chine. On voit bien que rien n'a été réglé en 1945, et que tout recommence donc, avec quelques conflits en plus, le tout ayant pris des proportions tout à fait colossales, grâce aux vertus dynamiques du capitalisme qui TANT QU'IL VIT produit pour la production, à une échelle toujours plus grande.

Le pivot allemand

Notre thèse, qui n'a absolument rien de nouveau, à savoir que l'Allemagne est le pivot de l'économie mondiale (et de la stratégie militaire qui en découle) dans le champ de forces du monde moderne, est ainsi confirmée, et nous allons simplement le souligner encore par deux faits significatifs : la balance commerciale entre les pays du Marché commun et l'Allemagne, et les fluctuations du taux de l'intérêt qui établit les rapports entre investissements, finance, marché international, ou production et spéculation.

Sous le titre *Faiblesse commerciale tout autour* (de l'Allemagne), le "Handelsblatt" du 2.9.1974 donnait le tableau suivant des excédents et déficits de la balance commerciale de 1973 en milliards de dollars pour les pays du Marché commun : d'un côté, -0,6 pour l'Irlande, -1,3 pour la France, -0,7 pour la Hollande, -1,4 pour le Danemark, -5,1 pour l'Italie et -8,3 pour la Grande-Bretagne; de l'autre côté, la Belgique et le Luxembourg plus 0,3 et plus 13 pour la République fédérale allemande. De manière claire ce tableau fait ressortir le fait que nous avons souligné à l'échelle historique : la crise a déjà atteint tous les pays ex-colonialistes et les pays en bordure de la Méditerranée, et la crise se rapproche du coeur de l'Europe, de l'Allemagne, qui, pour l'heure, profite de la crise des autres afin d'augmenter encore de façon spectaculaire sa puissance productive financière avant d'être prise à son tour dans l'étau russe et américain

quand la crise se prolongera et s'approfondira et que les colosses super-impérialistes déchargeront leurs difficultés sur la dernière puissance économique encore vivace. En fait, ce mouvement est déjà en cours, comme le montre le thermomètre que nous fournissent les fluctuations du *taux de l'intérêt*.

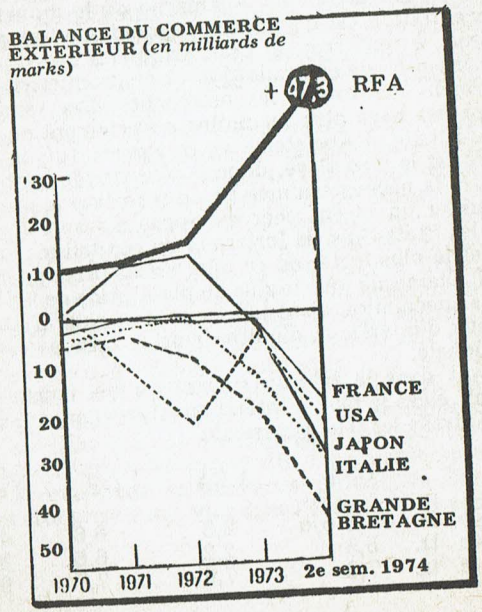
Dans ce bref exposé synthétique du cours de la crise mondiale pour en déduire à grands traits l'alignement des forces dans le conflit prévisible, nous ne pouvons entrer dans le détail économique, comme nous le ferons dans le prochain *Fil du Temps* consacré à la crise. Disons simplement que l'élévation du taux de l'intérêt traduit les difficultés toujours plus grandes qu'éprouvent les capitalistes, poussés irrésistiblement à produire toujours davantage à des prix plus bas en raison de la concurrence et de la surproduction croissantes, à se procurer de l'argent pour leurs investissements, alors que le taux de profit baisse de plus en plus si bien que les bénéfices ne suffisent plus à payer les intérêts des sommes prêtées — et c'est la faillite, phénomène si fréquent des périodes de prospérité et auquel n'échappe absoluement pas — au contraire — la "prospère" Allemagne où le mouvement de concentration est d'autant plus grand que l'économie y prétend se renforcer, et donc grimper à une nouvelle échelle insensée de centralisation et de productivité avec l'évincement de toutes les entreprises non rentables.

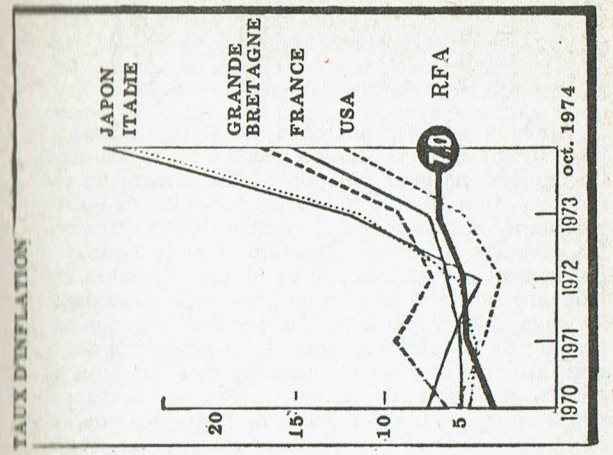
Entre des pays plus ou moins ouvertement en crise, comme l'Italie, l'Angleterre et la France (où le taux d'intérêt est le plus élevé, donc la plus grande contradiction entre la nécessité d'investir pour réaliser le profit et d'emprunter un argent cher qui rogne d'avance les profits) et les Etats-Unis (la forteresse du capitalisme la plus grande et la plus forte, où ce taux est en principe moins élevé), l'Allemagne joue le rôle de plateforme de la finance, où la spéculation vient jouer sur le mark afin d'égaliser le taux d'intérêt, et d'unifier ainsi la crise à l'échelle internationale.

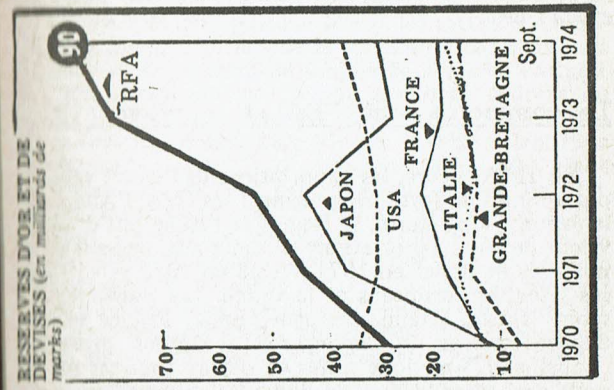
On voit dans le tableau suivant qu'une hausse aux Etats-Unis élève le taux d'intérêt en Allemagne, qui compense et nivelle les taux généraux :

	USA	RFA	GB	Fr.
1967 : 4e tr.	4,8 o/o	2,3	6,6	4,6
1968 : 4e tr.	5,5	2,2	6,6	8,2
1969 : 4e tr.	7,3	7,6	7,7	9,7

Nous reproduisons trois schémas sur l'évolution, à la fin de l'année 1974, des trois étalons de mesure d'une économie capitaliste, la balance du commerce extérieur, les réserves en or et en devises et le taux d'inflation, c'est-à-dire le prix plus ou moins élevé des marchandises produites, qui indique le taux de compétitivité de chaque économie contre les autres. Chacun des trois tableaux donne le même résultat, et confirme notre constatation et notre thèse, selon laquelle l'Allemagne est bel et bien le pivot central de l'économie, et donc de la stratégie, mondiale — bien plus que le Japon. De façon démesurée, à l'image des contradictions bourgeoises, tous les pays capitalistes voient leurs courbes tomber, passer au-dessous de zéro, hormis chez l'un d'entre eux — l'Allemagne. Ces courbes témoignent d'un cours insensé vers la concentration de la richesse dans un pays — qui n'est même pas le plus grand, ni le plus puissant, politiquement, économiquement et militairement ! —, ce qui laisse présager d'autres développements catastrophiques impliquant les véritables pôles du capitalisme mondial, l'U.R.S.S. et les U.S.A.







1970 : 4e tr.	5,4	7,8	6,8	7,5
1971 : 4e tr.	4,7	7,0	4,8	6,8
1972 : 4e tr.	4,7	6,1	6,7	5,2
1973 : 1er tr.	6,1	11,4	8,1	7,5
1973 : 4e tr.	7,9	11,3	11,6	11,1
1974 : 1er tr.	8,0	9,1	11,9	12,5
1974 : 2e tr.	8,2	8,8	11,2	13,6

Après la récession allemande de 1970, les taux d'intérêts comme la crise, tend à rester à un niveau élevé, et l'Allemagne ne peut plus jouer efficacement un rôle de compensation financière, malgré les milliards qu'elle envoie dans les pays en crise, comme l'Italie, par exemple. On constate la même évolution dans la courbe de la production industrielle, où se lit une récession chaque trois ans qui tend de plus en plus à coïncider dans tous les pays, si bien que le (ou les) pays en récession ne peut profiter de la courbe ascendante de prospérité des autres pour atténuer sa propre baisse. On constate aussi que la courbe montante de la production est après chaque récession du cycle de 3 ans. Il ne reste plus que l'espoir de la bouée de sauvetage du compère russe de l'oncle Sam, ce qui soulève la question de savoir dans quelle mesure le bloc russe est lié au capitalisme occidental et sera entraîné dans la crise, non seulement par son propre mécanisme capitaliste, mais encore au travers de ses liens avec l'Ouest.

Le commerce avec l'Est et le Moyen Orient

En 1973 encore, les exportations de l'Ouest vers l'Est ont connu une forte progression : les USA, l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre, la France et l'Italie ont doublé la valeur de leurs exportations en deux ans, passant de 6,2 milliards de dollar en 1971 à 13,3 en 1973 vers l'URSS, ses satellites européens et la Chine. Les puissances les moins fortes, Grande-Bretagne, Italie, France et pour d'autres raisons le Japon, ont le moins profité de l'aubaine. L'Amérique a mis en oeuvre tous ses moyens pour s'y tailler la part du lion : les exportations américaines, très faibles auparavant, ont augmenté de façon spectaculaire tant vers l'URSS que vers la Chine (plus de trois fois de 1972 à 1973).

Cependant, même si la progression du commerce américain vers le bloc sino-russe est passé de 350 millions de dollars à environ 2,8 milliards de 1970 à 1973, l'Allemagne à elle seule exporte plus du double, bien que sa progression ait été moins impressionnante d'une année à l'autre puisqu'elle a, depuis plus longtemps déjà que les USA, un commerce important avec l'Est. L'augmentation du trafic avec les démocraties populaires et notamment la Pologne, la Hongrie et la Roumanie est parallèle naturellement à celle de la Russie. Ainsi tout est mis en oeuvre à l'Est et à l'Ouest pour unifier le marché, bien que les économies de l'Est ne pèsent pas lourd dans le trafic mondial, d'autant que le volume des échanges mondiaux a augmenté considérablement, la part des USA étant passée de 13,6 o/o à 12,4 en 1973, et celle de la Russie de 4,1 à 3,8, les parts japonaises et allemandes s'accroissant le plus. Ce n'est donc vraiment pas le commerce avec l'Est qui sauvera le capitalisme, simplement il anchaînera un tout petit peu plus l'Est à l'Ouest.

Une autre action de force pour "retarder" la crise américaine — en réalité pour l'étendre à l'extérieur — et éviter son aggravation insupportable chez soi dans l'immédiat, c'est la crise pétrolière dont les grands trusts américains, qui fournissent l'Europe occidentale pour une bonne part, ont tiré d'énormes profits. L'opération qui a touché si fortement l'Europe et le Japon, donc les principaux concurrents de l'Amérique, n'a pas été organisée consciemment, puisque toutes les matières premières ont augmenté du fait de la surchauffe de l'économie mondiale et de la quantité limitée de produits énergétiques du monde au rythme de gaspillage délirant du capital. Il était cependant inévitable que l'impérialisme le plus fort ait réussi à faire tourner la crise pétrolière à son avantage (et celui de son compère russe, qui est grand fournisseur de matières premières aux dépens de l'Europe et du Japon). Outre que les profits des trusts pétroliers yankees ont monté de façon vertigineuse, ce qui les place en bonne position pour monopoliser les nouvelles sources d'énergie, les Américains sont les seuls à avoir un solde positif de plus 627 millions de dollars en 1973, avec les pays arabes producteurs de pétrole, alors que les autres pays ont un dficit énorme :Grande-Bretagne (si puissante jadis dans cette région du monde) : 1.656; France -1.664; Allemagne -1.654; Japon -3.111 et Italie - 2.257 millions de dollars. Le déséquilibre n'est

pas seulement énorme entre les pays de couleurs et les métropoles blanches du capitalisme : à l'intérieur de celles-ci la rivalité augmente de plus en plus entre les différents blocs, à mesure que les débouchés commerciaux se ferment. D'ores et déjà on peut dire que l'Amérique et la Russie elles-mêmes ne tiendront plus sans la base que leur fournissaient l'Europe et le Japon capitaliste — et la crise éclatera alors chez elles aussi.

La solution capitaliste

Il est un secteur où les capitalistes reconnaissent eux-mêmes que la crise n'en est qu'à ses débuts et ne croient pas à la reprise conjoncturelle de l'été prochain — les patrons de l'industrie automobile. Ils n'ont pas tort. Il en est d'autres qui rejoignent tout doucement leur point de vue : les patrons du bâtiment. L'économie des temps de paix s'effondre par pans entiers, comme nous allons l'illustrer par les deux exemples suivants.

Nous n'insisterons pas ici sur les difficultés de la première industrie de l'ancienne prospérité démocratique, fondée sur l'acier et le pétrole : elles sont bien connues de ceux qui ne se bouchent pas les oreilles. Jetons seulement un rapide coup d'oeil sur les difficultés du bâtiment dans cette Allemagne si prospère par rapport à ses partenaires européens.

Disons d'abord que la construction de logement y occupe seulement 44 o/o de l'activité du bâtiment : quel écroulement lorsque les excédents commerciaux seront taris, car qui achètera alors tout ce monceau de baton et d'acier privé et public ? On peut estimer que, dans l'allemagne ravagée par la guerre, il fallait construire 500 000 logements par an jusqu'à ce que tout le monde soit logé. Or aujourd'hui il y a plus de logements que de ménages : 23,3 millions pour 23 millions de familles, ce qui fait de toutes petites cellules de moins 3 personnes ! Or, au lieu de réduire la construction de logements, on a continué à construire plus (pour maintenir un haut niveau de production) : au lieu de 520 000, 500 000 et 478 000 logements de 1968 à 1970, on en a fabriqué 661 000, 741 000 et 700 000 en 1972-1974 ! Et l'on entend partout : "Euphorie et hystérie, nous avons construit au moins 400 000 logements de trop ces deux dernières années". C'est l'"inflation" de logements. Et les prix au lieu de baisser depuis 1968 ont pratiquement doublé, notamment à cause de l'augmentation du taux de l'intérêt, les sommes prêtées se remboursent en 20 ans au moins et les intérêts se cumulent. Malgré la construction record de l'année dernière, il y a eu plus de 1.000 faillites d'entreprises du bâtiment, et 100.000 ouvriers ont dû quitter le bâtiment. Ainsi donc lorsque la production augmente, non seulement les prix ne baissent pas, mais augmentent et en outre le nombre d'ouvriers diminue aussi : où trouver de nouveaux débouchés ?

Eh bien, ces débouchés on les trouvera — et cette fois on ne créera pas le chômage et la surproduction, mais on surproduira tout en éliminant aussi bien les hommes que les installations productives en excédent : en réarmant et en faisant la guerre.

Comme d'habitude, cet avenir, nous ne le prophétisons pas, mais nous le voyons déjà réalisé dans le passé et se réalisant sous nos yeux. Comment s'est résorbé l'énorme déficit commercial des Européens et des Japonais vis-à-vis des roitelets du pétrole arabe et d'où provient le solde commercial des Etats-Unis dans cette région : plus 627 millions de dollars en 1973 ? Après la dernière guerre entre Israël et les pays arabes dans le désert, où fut procédé à un énorme feu d'artifice meurtrier, les Etats-Unis ont fourni au Moyen Orient en 1973 pour 7 milliards d'armement, et le COMPERE ET RIVAL russe pour 5 milliards. Grâce à ce fructueux commerce, la balance commerciale américaine, au lieu d'avoir un déficit de - 6,91 milliards de dollars, a eu en 1973 un excédent de 0,64 - une paille, mais un excédent quand même. Cependant les contradictions impérialistes s'accroissent, car il a été acquis aussi au détriment des balances commerciales de l'Europe occidentale et du Japon.

Tous les pays du Pacte Atlantique ont suivi la leçon : quand la crise de surproduction vous tient à la gorge, avant la guerre, il reste encore un moyen d'augmenter la production : *accroître la production d'acier*. Les Etats-Unis sont le grand exemple à suivre : ils dépensent pour le budget de guerre 78 milliards de dollars par an, et leurs principaux partenaires ont presque doublé leurs dépenses ces derniers quatre ans et soutenu la production d'acier à un haut niveau d'accroissement. De 1970 à 1973, l'Allemagne est passée de 6,2 milliards de dollars à 13, la France de 6 à 10,1, l'Italie de 2,4 à 4,1, etc., etc.

Sa Majesté l'Acier, qui est le thermomètre de l'expansion capitaliste, a augmenté ces dernières années de façon fabuleuse, "soutenant la croissance de la production et la prospérité", car à l'Est comme à l'Ouest l'industrie lourde — la section de production des moyens de production — est la source principale de l'accumulation et de la réalisation de profits. Comme le dit Marx dans ses disgressions "philosophiques" de l'analyse économique le fer et l'acier, dans les machines, sont l'incarnation du rapport d'exploitation et de domination capitaliste, le monstre capitaliste objectivé. Or, ce monstre, qui ne vit que par des profits et l'accumulation *croissants*, ne peut stagner, mais doit se développer à l'infini, tendant au maximum les forces productives pour croître toujours plus. Pauvres staline et trotskystes qui, pour distinguer le "socialisme" du capitalisme occidental, prétendaient que le "socialisme" accroîtrait toujours plus les forces productives, tandis que le capitalisme stagnerait : la Russie court aujourd'hui après les investissements de l'Ouest, comme un assoiffé dans le désert !

Mais jetons un coup d'oeil sur la production historique de Sa Majesté le Capital "Acier" :

1880
(en milliers de tonnes)

GB	USA	RFA	Fr.	URSS	Japon
1.300	1.200	700	400	-	-

TOTAL : 3.600.000 tonnes

1913
(en milliers de tonnes

10.000	31.000	19.000	5.000	5.000	200

De 1914 à 1918, les quelques 19.000.000 de T allemandes affrontent d'abord avec un certain succès les 20.000.000 de T anglaises, françaises et russes, puis s'effondrent devant les 51.700.000 de T alliées (que sont venus rejoindre les USA), de là date l'hégémonie américaine dans le monde.

1939
(en milliers de tonnes)

GB	USA	RFA	Fr.	URSS	Jap
14.000	47.000	23.000	8.500	18.000	5.000

TOTAL : 119.000.000 tonnes
(ce chiffre n'a même pas doublé par rapport à 1913 : les destructions n'étaient pas suffisantes, la guerre ayant été arrêtée par les révolutions russes et allemandes).

De 1939 à 1945, les 23.000.000 de T allemandes "grossies" des 2.200.000 de T italiennes affrontent avec succès les 14.000.000 de T anglaises et les 5.000.000 de T françaises, mais s'écroulent devant les colosses russes et américains qui assurent désormais l'hégémonie sur l'Europe. Bien que la production d'acier n'ait pas doublé en 1939 par rapport à 1913, le nombre de morts lui a atteint 56 millions, soit dix fois plus qu'à la première guerre mondiale.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que nous marchons tout droit vers la guerre ou la révolution dans les années 1975, comme on pouvait le prévoir facilement. Les chiffres suivant montrent que, la production d'acier a pris un essor vertigineux (même en Angleterre en crise profonde) :

1971
(en milliers de tonnes)

GB	USA	RFA	Fr.	URSS	Jap
24.175	109.265	40.314	22.859	120,660	88.557

1972
(en milliers de tonnes)

25.321	120.875	43.706	24.054	125.589	96.901

1973
(en milliers de tonnes)

26.652	136.464	49.524	25.260	131.004	119.328

L'acier est désormais la seule industrie prospère, à l'Est et à l'Ouest : l'URSS qui avait dépassé les USA en 1972, a été aussitôt rattrapée et dépassée en 1973 : compétition pacifique ?

TOTAL dans le monde en 1974 : 721.000.000 (par rapport à 575.000.000 en 1971), soit plus de six fois qu'en 1939, ce qui annonce une répétition à une échelle monstrueuse des événements de 1939.

Cette évolution confirme deux thèses complémentaires de Marx : au moment de la crise, les forces productives échappent à l'initiative et à la volonté des capitalistes, le Capital commandant et imposant sa loi inexorablement, en dépit de toute la diplomatie et des hommes de bonne volonté : la tâche du prolétariat est alors d'arracher aux capitalistes les forces productives qui échappent de leurs mains.

LA QUESTION ECONOMIQUE DEVIENT ALORS QUESTION MILITAIRE.

LE MARXISME ET LA QUESTION MILITAIRE *(suite)*

1

La formation en parti du prolétariat Allemand

Le thème que nous abordons maintenant complète la partie de la Question Militaire qui se rapporte à la phase historique dans laquelle le prolétariat n'était pas encore "une classe pour soi", mais luttait seulement pour rejoindre cet objectif. Cette phase historique que nous traitons maintenant s'ouvre avec la révolution bourgeoise et culmine dans la crise européenne, qui relie entre elles les conquêtes des luttes antérieures, en Allemagne, en Angleterre et en France, et leur donne une dimension nouvelle — internationale — dans laquelle les révolutions bourgeoises préparent la révolution prolétarienne et vice versa. Les luttes historiques révèlent qu'elles suivent un déterminisme de fer, convergeant vers un objectif de plus en plus élevé — le socialisme — à mesure que l'humanité progresse dans la lutte de classes.

Comme nous avons déjà traité des phases révolutionnaires des prolétariats français et anglais, et fait allusion à la révolution allemande de 1525, nous traiterons simplement de la phase de la constitution du prolétariat allemand en classe, donc en parti, à partir des éléments historiques qui préparent la crise européenne de 1848.

En 1848, nous assistons à la fusion en une résultante unique des trois composantes historiques du mouvement ouvrier international — l'anglais, le français et l'allemand —, avec la naissance du parti communiste international et de sa doctrine révolutionnaire que symbolisent Marx et Engels. Depuis lors, le prolétariat peut se dire véritablement "une classe pour soi", étant en mesure non seulement d'influer sur l'évolution de l'humanité entière, mais encore de la déterminer.

Ainsi donc, avant d'atteindre à la formulation claire de son programme historique, le prolétariat avait déjà exprimé son communisme en trois grandes tentatives : en Allemagne, avec Münzer, en France avec Babeuf, et en Angleterre avec les niveleurs et le parti chartiste. Ces formes plus ou moins développées du parti ont été le fruit de luttes sanguinaires auxquelles le prolétariat participa pendant un moment — contre la féodalité — aux côtés de la bourgeoisie. Le procès au cours duquel il s'en détacha pour s'opposer à elle afin de rejoindre des positions autonomes pour sa propre émancipation sociale, se déroula et mûrit sur le terrain même

des contradictions de la société bourgeoise.

Cependant la sensibilité et la capacité de lutte du prolétariat ne se développèrent pas tant sur le terrain des revendications immédiates.

Surtout en France, nous avons vu que les causes immédiates des batailles armées furent essentiellement de nature politique, tandis qu'en Angleterre elles furent plus directement déterminées par les nécessités économiques, voire productives, et finirent par prendre une forme politique. En Allemagne, le douloureux procès de développement et son résultat lui-même se réalisèrent en rapport dialectique de l'économie et de la politique sur des motifs idéologiques, avec l'élaboration de la théorie; le point de départ en est la révolution bourgeoise de 1525, effectuée sous la forme spécifique de réforme religieuse et philosophique, avec des aspects relativement violents.

La critique théorique de la société, de la propriété et de l'Etat — effectuée par Marx comme oeuvre de parti du prolétariat allemand — n'est rien d'autre qu'une critique du prolétariat, et elle dérive des souffrances que subit cette classe. Marx l'exprime dès 1842 alors qu'il collaborait à la Gazette rhénane: "Les philosophes ne jaillissent pas de terre comme des champignons. Ils sont les produits de leur temps ... le même esprit qui fait construire les chemins de fer engendre les idées dans l'esprit du philosophe ... et il arrive nécessairement un moment où la philosophie entre en action et en réaction avec le monde". Et, en 1843, il synthétise comme suit le but révolutionnaire des Annales franco-allemandes: "prendre conscience et clarifier pour les temps présents nos propres luttes et nos propres aspirations". Ce n'est rien moins que l'exigence pressante de la formation d'une claire "conscience de classe" qui pousse Marx dans la voie à suivre : "à travers une critique sans pitié de tout ce qui existe; sans pitié, au sens où la critique n'a pas peur de ses propres conclusions ni même du conflit dans lequel elle sera impliquée avec les actuels pouvoirs constitués".

Certes, par elle-même, la critique philosophique ne suffit pas à changer la réalité. Pour Marx : "l'arme de la critique n'est pas en mesure de se substituer à la critique par les armes, car la puissance matérielle doit être renversée par la force physique. Or la théorie devient force matérielle dès lors qu'elle s'empare des masses". Le terme de "masse" ne doit pas nous induire

en erreur. Le concept de classe et sa fonction historique seront bientôt mis au point, et il sera clairement question de "conscience de classe" — ce qui équivaut à parler de conscience du parti, c'est-à-dire de la position de lutte de la classe prolétarienne, qui est la condition pour que celle-ci puisse se définir comme révolutionnaire.

La situation historique générale dans laquelle le prolétariat allemand et, avec lui, le prolétariat mondial d'alors et des temps futurs, parviendra à la pleine conscience de classe est celle où s'accumulent les plus fortes contradictions. De fait, au fur et à mesure que l'on avance vers 1848, la situation devient de plus en plus critique, non seulement en Allemagne, mais encore en Europe entière.

La révolution bourgeoise frappe aux portes de l'Allemagne dans des conditions qui sont toutefois entièrement différentes de celles des précédentes révolutions bourgeoises de France et d'Angleterre, et elle ne pourra que revêtir des formes différentes d'elles. Quelle est la classe qui devra en supporter le poids le plus grand et en devenir la protagoniste ? La bourgeoisie allemande est-elle ou non révolutionnaire au point de se montrer à la hauteur de la situation ? Aura-t-elle la capacité de la porter "jusqu'à son terme" ? Une autre question importante se pose : la révolution bourgeoise est-elle le point culminant posé par l'histoire, ou bien est-il possible de la faire directement déboucher sur une seconde révolution, prolétarienne et communiste ?

Si la bourgeoisie allemande est politiquement arriérée, incapable et vile — comme elle l'est effectivement alors —, le prolétariat peut-il et doit-il assumer les tâches de celle-ci et viser ensuite l'émancipation sociale de lui-même et de l'humanité ? Et dans quelles conditions ? A ces questions que posait effectivement l'histoire, Marx avait répondu déjà dans les Annales, où il avait publié l'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel : "L'Allemagne ne peut s'affranchir du moyen âge qu'en en surmontant tous les dépassements partiels. En Allemagne on ne saurait briser aucune forme de servitude sans en briser toute forme. L'Allemagne radicale ne peut faire de révolution sans tout bouleverser. L'émancipation de l'Allemand est celle de l'homme. La tête de cette émancipation est la philosophie, son cœur est le prolétariat. La philosophie (le programme) ne peut se réaliser sans abolir le prolétariat, et celui-ci ne peut s'abolir sans réaliser la philosophie".

Bien que sous un langage d'intonation encore philosophique, Marx saisit déjà parfaitement le cours futur de l'histoire qui débouche sur la crise européenne de 1848. La bataille qu'il faudra affronter à plus ou moins brève échéance ne pourra être menée par la bourgeoisie, qui n'a pas été capable, depuis des siècles — comme l'histoire l'a vérifié —, de s'émanciper des entraves du féodalisme. Non seulement l'histoire réelle confirmera le pronostic de Marx au cours des événements révolutionnaires de 1848-1850, mais la contre-révolution elle-même démontrera que la vile bourgeoisie allemande se cache derrière les puissances féodales pour se protéger et leur faire assumer à sa place les fonctions dirigeantes de la société allemande. Qui plus est, la prévision de Marx sera confirmée encore par la situation russe où la bourgeoisie — pour d'autres raisons et sur une base différente — a eu les mêmes réflexes que la bourgeoisie allemande, et où Lénine saura en 1917 conduire à terme la révolution sur le schéma établi par Marx-Engels pour l'Allemagne de 1848.

Une remarque encore : toute la période qui précède 1848 est marquée par la naissance du programme moderne de classe grâce à l'oeuvre du prolétariat allemand, représenté par l'action de parti de Marx-Engels. Cette élaboration marche de pair avec la prévision du cours de la crise européenne de 1848 et la définition de la stratégie à y adopter par les différents prolétariats nationaux. En ce sens la synthèse s'y réalise sur le plan militaire : cf les **Ecrits militaires** *de Marx-Engels (Editions l'Herne), qui rassemblent tous les textes intéressant cette période, dans l'ordre chronologique et logique de la crise (chapitre intitulé* **Préparation de la révolution de 1848,** *p.91-187).*

La période de 1844 à 1848 qui prépare la crise internationale est une synthèse critique non seulement de la lamentable histoire de l'Allemagne depuis 1525, mais encore celle de l'accumulation historique de toutes les contradictions de l'Europe d'alors. C'est sur cette base historique tout à fait matérielle qu'est né le programme communiste du prolétariat moderne.

Dans le tournant historique de 1848, l'existence en Allemagne et en Europe centrale et méridionale du féodalisme aussi bien que du capitalisme révolutionnaire et contre-révolutionnaire explique à suffisance que la lutte qui se profile à l'horizon ne peut avoir de limites nationales, et que seules les formes de la violence armée

seront à utiliser. C'est en Allemagne, au coeur de l'Europe, que la crise **internationale** *en même temps que* **sociale** *trouve l'accumulation la plus forte de* **toutes** *les contradictions de la société d'alors, si bien que la crise peut y déboucher sur toutes les conclusions sociales possibles : seul le rapport de forces sur le terrain de la lutte armée décidera si ce sera la révolution prolétarienne ou la contre-révolution générale.*

Dans ces conditions, c'est précisément l'"arriération" de l'Allemagne qui est susceptible de se résoudre de la manière la plus favorable pour le développement théorique et politique du prolétariat ainsi que pour la formulation la plus réaliste de sa stratégie révolutionnaire, valable non seulement pour l'Allemagne d'alors, mais encore pour tous les pays qui se trouvent dans les mêmes conditions. L'histoire ultérieure confirmera encore massivement la thèse selon laquelle le prolétariat a d'autant plus d'aptitudes à la théorie, c'est-à-dire à saisir son programme communiste et à agir dans le sens de sa réalisation, qu'il a moins bénéficié d'apports intellectuels de la bourgeoisie.

Sans vouloir minimiser la lutte admirable, menée sous la bannière du plus pur marxisme, par le prolétariat des pays capitalistes développés, nous avons montré, dans les précédents exposés, sur la constitution du prolétariat en classe et en parti en France et en Angleterre, que la lutte devenait de plus en plus internationale à mesure que mûrissaient les rapports capitalistes des nations où luttait le prolétariat. Cette lutte qui suit le développement de la bourgeoisie, accroit avec le resserrement des communications et des relations sociales du globe, les influences internationales jusque dans le train train quotidien des masses des pays "arriérés", cependant que dans les pays "avancés" ce développement se fait trop souvent à l'image de celui de la bourgeoisie.

Ce sont les rapports sociaux accumulés par des sociétés successives dans lesquelles classes, semi-classes et états sont en lutte permanente qui font que le phénomène **"arriéré" allemand a été plus favorable** *à une prise de conscience marxiste intégrale et à un radicalisme militant plus total sur la base de modes d'exploitation plus variés et multiples, en même temps que superposés pour opprimer davantage les masses. Si paradoxal que cela paraisse, il n'en n'est pas moins vrai que cette base est plus favorable que celle des pays économiquement "développés" pour le prolétariat révolutionnaire. Or,*

les zones où se développent de tels rapports "attardés", loin de diminuer avec la progression du capitalisme, sont aujourd'hui vingt fois plus vastes *qu'à l'époque de 1848 où y dominaient le communisme primitif ou la forme asiatique de production qui ne connaissaient pas la lutte de classes ou ne la contenaient qu'en embryon. Aujourd'hui se vérifie donc de plus en plus ce que Marx disait de l'Allemagne en 1844 : "Comme l'impuissance de la bourgeoisie allemande correspond à l'impuissance* politique *de l'Allemagne, les dispositions du prolétariat allemand correspondent à la situation de la société allemande. La disproportion entre le développement politique et théorique en Allemagne n'est rien d'anormal. C'est une disproportion nécessaire (Vorwärts, 10.8. 1844).*

Dès la naissance du marxisme, il apparaît donc que le prolétariat le moins contaminé par une longue et puissante domination bourgeoise, c'est-à-dire un prolétariat ayant le moins bénéficié des apports intellectuels et moraux de la bourgeoisie (individualisme, démocratie, libertés civiques) a le plus d'aptitudes théoriques et pratiques, et se trouve le plus proche du programme communiste et de sa réalisation historique. Engels le dit expréssement du prolétariat "barbare" des pays capitalistes à leurs débuts qui n'a rien de "social-démocrate" : "Seule la partie de la nation anglaise que l'on ne connaît pas sur le continent, à savoir la classe des ouvriers, des parias et des pauvres d'Angleterre, est vraiment respectable, en dépit de toute sa grossièreté et de ses moeurs dissolus. C'est d'elle que viendra le salut de l'Angleterre, c'est en elle que l'on trouve encore une matière susceptible de se modeler et d'évoluer. Elle n'a aucune culture, mais elle est sans préjugés; elle a encore la force d'accomplir une grande tâche nationale, elle a encore un avenir" (cf. la Situation de l'Angleterre, *1844, trad. in :* Ecrits militaires, *p.620-621).*

C'est ce que notre courant communiste a toujours hautement revendiqué et c'est ce que Lénine et Trotsky, dans les mêmes conditions "allemandes" de la Russie, ont souligné avec force chez les prolétaires "barbares", *qui sont moins débilités que les malheureux prolétaires de l'Occident développé, plus abrutis par la démocratie séculaire que par le despotisme de fabrique.*

Comme nous l'avons dit, la clarté et le radicalisme révolutionnaires du marxisme sont particulièrement bien exprimés par les rapports complexes *de la lutte de classes multiples, qui sont l'explication du "modèle" allemand. Il nous faut donc revenir à l'histoire heurtée et sinueuse de l'Allemagne bourgeoise et prébourgeoise.*

Nous allons, en premier, résumer brièvement les causes de l'"arriération" économique, politique et sociale de l'Allemagne à la veille de la crise européenne de 1848, puisque dans ces causes mêmes se trouve l'explication du rôle que l'histoire assignera au prolétariat de ce pays : faire la synthèse théorique de l'action historique du prolétariat mondial dans sa lutte pour l'instauration d'une société nouvelle, sans classe et sans frontières géographiques, économiques et sociales.

(...) Les ouvriers allemands ont, sur ceux du reste de l'Europe, deux avantages essentiels. Premièrement, ils appartiennent au peuple le plus théoricien de l'Europe; de plus, ils ont conservé le sens théorique qui a si complètement disparu dans l'Allemagne soi-disant "cultivée". S'il n'y avait pas eu précédemment la philosophie allemande, notamment celle de Hegel, le socialisme scientifique allemand — le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé — n'eût jamais été fondé. Sans le sens théorique des ouvriers, ils ne se seraient jamais assimilé ce socialisme scientifique au point où ils l'ont fait. Et ce qui prouve quel avantage infini c'est là, c'est, d'une part, l'indifférence à l'égard de toute théorie, une des causes principales du peu de progrès du mouvement ouvrier anglais, malgré l'exellente organisation des divers syndicats, et, d'autre part, le trouble et la confusion provoqués par le proudhonisme dans sa forme initiale chez les Français et les Belges, dans sa forme caricaturée, dans la suite, par Bakounine, chez les Espagnols et les Italiens.

Le second avantage c'est que chronologiquement les Allemends sont venus au mouvement ouvrier à peu près les derniers. De même que le socialisme allemand théorique n'oubliera jamais qu'il s'est élevé sur les épaules de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen, trois hommes qui, malgré toute la fantaisie et l'utopie de leurs doctrines, comptent parmi les plus grands cerveaux de tous les temps et ont anticipé génialement sur d'innombrables idées dont nous démontrons à présent justesse scientifiquement, — de même le mouvement ouvrier allemand pratique ne doit jamais oublier qu'il s'est dévloppé sur les épaules du mouvement anglais et français, qu'il a pu simplement profiter de leurs expériences chèrement aquises et éviter, à présent, leurs erreurs, alors pour la plupart inévitables. Sans le passé des trade-unions anglaises et des luttes politiques ou-

vrières françaises, sans l'impulsion gigantesque donnée particulièrement par la Commune de Paris, où en serions-nous aujourd'hui?

Il faut reconnaître que les ouvriers allemands ont su profiter des avantages de leur situation, avec une rare intelligence. Pour la première fois, depuis qu'il y a un mouvement ouvrier, la lutte est menée dans ses trois directions : théorie, politique et économique pratique (résistance contre les capitalistes) — avec harmonie, cohésion, et méthode. C'est dans cette attaque concentrique, pour ainsi dire, qu'est la force invicible du mouvement allemand. (...)

Si les ouvriers allemands continuent à agir ainsi, je ne dis pas qu'ils marcheront à la tête du mouvement — il n'est pas dans l'intérêt du mouvement que les ouvriers d'une seule nation quelconque marchent à sa tête — mais il occuperont une place honorable sur la ligne du combat; et ils seront armés et prêts, lorsque de lourdes épreuves imprévues, ou bien de grands événements exigeront d'eux beaucoup plus de courage, de décision et d'énergie.

Londres, 1er juillet 1874 Friedrich ENGELS.

LES PRECEDENTS HISTORIQUES AUX STRUCTURES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE L'ALLEMAGNE A LA VEILLE DE LA REVOLUTION DE 1848.

Jusqu'à la révolution française

Dans l'examen de la question militaire de la société féodale, nous avons vu que la force vive qui produisit la société féodale sur les ruines de l'esclavagisme de Rome, résidait dans les Germains. Cependant, le fruit de ces juvéniles peuples germaniques — à savoir les nationalités modernes et leur organisation sociale bourgeoise consécutive — se transmit davantage aux pays conquis qu'à l'Allemagne elle-même. Or, cette faiblesse initiale de l'Allemagne — son incapacité à régler le problème fondamental de son *unité nationale* — sera à la fois son côté faible (puisqu'elle deviendra la première colonie de l'Europe — de la France, de l'Angleterre aussi bien que de la Russie) et son côté fort (puisque son sort sera directement lié à la scène internationale).

Comme on l'a vu, le Saint-Empire romain germanique fut un instrument efficace de l'instauration de rapports féodaux (progressifs à cette époque) en Europe et de leur défense à l'échelle du continent, tandis qu'en Allemagne il s'avéra incapable de réaliser la tâche historique qui incombait à la monarchie absolue dans l'instauration de la forme économique et sociale capitaliste qui devait succéder au féodalisme, bref sa faiblesse fut encore d'ordre *national*. En effet, l'Empereur allemand fut divisé : il était, d'une part, contre les feudataires et les princes (dans la perspective de leur neutralisation, qui eût permis l'essor de la monarchie absolue), mais, d'autre part, comme seigneur féodal et propriétaire foncier, il appuyait la noblesse terrienne — contrairement à ce que firent dès le XIVe siècle, les monarchies anglaise et française, qui utilisèrent la violence organisée du pouvoir d'Etat pour centraliser leur nation respective. En Allemagne, on constata au contraire, un accroissement de l'autorité des princes, c'est-à-dire de la dispersion locale, et une tendance marquée vers des formes stables de division territoriale. Finalement, l'Empereur

— au lieu d'être désigné par sa propre succession dynastique, qui incarnait pour la nation ses caractères unitaires — continua d'être élu par les princes.

Nous avons vu comment la première tentative de révolution bourgeoise de 1525 surgit dans ces conditions, et quelles en furent les conséquences pour l'évolution ultérieure de l'Allemagne.

Engels remarque à ce propos que l'Allemagne était engagée dès avant 1525 dans sa forme de lutte spécifique — philosophique; en effet, sa première révolution bourgeoise se fit déjà sous une forme idéologique — la Réforme religieuse. Ce n'est donc pas que le facteur économique au sens étroit fut à la base de l'arriération sociale de l'Allemagne : des facteurs plus généraux firent que la société allemande elle-même devint arriérée. Considérons brièvement ce processus.

La Réformation manquée fit que *chaque région de l'Allemagne eut sa propre religion : le Nord surtout protestant et le Sud catholique*, tandis que le Sud-Ouest était fortement mélangé, et le Sud-Est exclusivement catholique. Ce fut la cause première de la coupure entre le Nord et le Sud ainsi qu'entre la Petite Allemagne d'une part, et l'Autriche de l'autre. (En France le même problème fut résolu *politiquement* : les Huguenots furent écrasés par la force). Ainsi les *morceaux d'Etat* qu'étaient l'Autriche et le Brandebourg *finirent par se partager l'Allemagne*. Les divers facteurs négatifs pour l'Allemagne se combinent ici : la nature même de ces "Etats" suffirait déjà à expliquer leur échec dans la véritable unification allemande. Ils n'étaient ni l'un ni l'autre allemand, mais des colonies bavaroise et saxonne en territoire slave, et s'emparèrent du pouvoir en Allemagne, parce qu'elles s'appuyaient sur des possessions étrangères, non-allemandes : l'Autriche en s'appuyant sur la *Hongrie* (et la Bohème), le Brandebourg, en s'appuyant sur la *Prusse* (et la Russie).

Enfin, l'Allemagne, privée de certains de ses Etats périphériques ou dominée par d'autres, devint la proie des Etats européens constitués (France, Suède, Russie, etc.) — *une sorte de Chine européenne*. La faiblesse économique se combinait dès lors à la faiblesse politique, et sitôt que, pour toutes ces raisons l'Allemagne fut condamnée à la passivité industrielle, elle fut plus exposée aux influences de la conjoncture politique que les Etats industriellement actifs et en progression historique. Avec ses deux parties (et partis) rivaux, toutes

les guerres, jusqu'en 1648, furent des *guerres intestines.*

Tous les *facteurs économiques, politiques et militaires* allaient enfin *se combiner*, en Allemagne, *contre le développement de la monarchie absolue et de la bourgeoisie.* Pour pouvoir réagir contre ces rapports sociaux défavorables, le prolétariat devait donc se substituer à elles, mais pour cela il devait à la fois étudier *les rapports complexes du jeu de l'économie sur la politique et l'idéologie*, et vice versa — et l'utiliser l'un ou l'autre de ces facteurs pour relancer le développement global de la société allemande. Le matérialisme historique est, de la sorte, inscrit dans les rapports sociaux historiques de l'Allemagne.

A partir du stade historique atteint en 1648, les classes dirigeantes existantes ne purent plus s'opposer à l'immixtion étrangère. Ce furent les Français qui, les premiers, saisirent l'occasion pour intervenir en Allemagne, en s'alliant aux princes protestants, qu'ils *achetèrent tout comme ils recrutaient des mercenaires allemands.* Le point culminant en fut la *Guerre de Trente Ans*, où la Suède et la France se partagèrent la gloire, mais où la France garda l'avantage politique pour elle. Après cette guerre, l'Empire romain-germanique n'était plus un état que de nom, l'économie allemande était ruinée et la population décimée. Les princes y avaient pour ainsi dire une souveraineté absolue, *garantie au Traité de Westphalie* par la France et la Suède, si bien qu'un renforcement du pouvoir central dépendait désormais de l'assentiment de l'étranger (qui avait tout intérêt à l'empêcher). Qui plus est, grâce à ses possessions allemandes, la *Suède faisait partie de l'Empire* et disposait d'un siège et d'une voix dans ses assemblées. A chaque guerre, l'Empereur trouvait ainsi des princes allemands parmi les alliés du camp ennemi de l'étranger, si bien que *toutes les guerres devinrent des guerres civiles.* Presque tous les princes furent achetés par Louis XIV. L'Allemagne était si ruinée économiquement que, sans l'apport annuel de cet or français, elle n'eût pas disposé d'un moyen de circulation monétaire. La France exploita cette situation pour grignoter des possessions en Allemagne et arrondir l'alsace. L'Empereur allemand renonça à se renforcer à l'intérieur, ce qui lui coûtait trop cher et ne lui procurait que des ennuis : il fit porter tous ses efforts sur la périphérie, allemande, autrichienne, voire extérieure. C'est ainsi que la puissance domestique autrichienne se développa, en même temps que sa con-

currente prussienne. La coupure *religieuse* de l'Allemagne était désormais *politiquement institutionnalisée* (la théorie, résultat des conditions matérielles, est une force qui peut être aussi bien positive que négative, comme on le voit). *Toutes les guerres deviennent dès lors des guerres de concurrence entre l'Autriche et la Prusse* (Engels).

Mais la Prusse entre en scène avec une autre puissance étrangère : la *Russie.* Pierre le Grand chercha à prendre pied dans cette Allemagne, que la France pillait si avantageusement et que la Suède était trop faible pour exploiter. Il commença donc par briser la Suède, et essaya, mais en vain, d'acquérir du territoire allemand en devenant prince allemand. Il chercha ensuite à s'apparenter avec des princes allemands et exploita systématiquement les dissensions internes de l'Allemagne par la voie diplomatique. Dans sa chair, l'Allemagne apprit que l'exploitation des classes se complète par l'exploitation des Etats.

Sous Pierre le Grand, la montée de la Prusse améliora grandement la position russe en Allemagne. L'Empereur allemand eut bientôt à l'intérieur un rival presque aussi puissant que lui-même (la Prusse ne pouvait donc que perpétuer la division de l'Allemagne et l'exacerber). Cependant, ce rival était trop faible pour ne pas dépendre de l'"assistance" française, et surtout russe. C'est pourquoi, *plus la Prusse émergeait de l'Allemagne, et plus elle devenait vassalle de la Russie.* Ce qui est grave dans l'alliance de la Prusse avec la Russie, c'est que celle-ci avec son énorme masse *unitaire* était capable socialement de battre en brèche les forces progressives de l'Occident où le capitalisme était encore relativement faible et susceptible d'être renversé par cette concentration de forces féodales, *réactionnaires.* L'Allemagne en subit pleinement les effets, tandis que l'Angleterre et la France en furent indemnes, voire en profitèrent.

Cette évolution fut la source du régime patriarcal et petit-bourgeois de l'Allemagne. Après 1648, l'Etat fut appelé à des fonctions sociales, et lorsqu'il ne put les exercer, ce fut la stagnation sociale. Mais l'aide de l'Etat était fort réduite. A la même époque s'épanouissent les *manufactures d'Etat* françaises (encore un facteur politique progressif au service de l'économie) en même temps que se développent les expéditions coloniales soutenues par les monarchies absolues. L'Allemagne était purement passive dans le commerce mondial. Dans les grandes guerres mondiales, elle n'avait avantage qu'en

restant *neutre* (ou si elle vendait des soldats, comme dans les guerres américaines). En revanche, les Etats allemands étaient impuissants en face des Etats impérialistes. Les *douanes intérieures* empêchaient même la circulation fluviale, et le libre-échange à l'intérieur ne faisait qu'augmenter le morcellement : les douanes frappaient surtout les produits de la ville. Au lieu de se développer d'une manière autonome et en opposition à la propriété foncière féodale, les corporations et les villes devinrent impériales et liées au misérable destin de l'Empire, qui vivotait à leur dépens. Il ne subsistait que deux signes de vie, dans cette morne désolation : des dons pour la guerre; et la litérature et la philosophie, avec un esprit de recherche scrupuleux, objectif et scientifique (alors qu'en France, prédomine dès le 18e siècle ce qu'on peut considérer comme le sommet des écrits de parti qui culmine dans les Encyclopédistes). Dans ces conditions, la bourgeoisie, qui s'était lentement reprise depuis la guerre de Trente Ans, ne pouvait *ramper en avant* qu'en utilisant les "vertus les plus infâmes". A l'intérieur, foisonnaient les petits Etats et les mille petits princes, tandis qu'à la frontière de l'Est la Prusse, et à la frontière du Sud l'Autriche tendaient avidement la main vers des territoires qui n'intéressaient pas l'Allemagne, mais eux-mêmes. C'est de ce côté qu'aurait pu venir le salut (au cours de la période révolutionnaire de 1815, qui fut leur dernière chance historique pour ce qui concerne la solution bourgeoise de l'Allemagne), mais il aurait fallu que l'un des deux s'efface, car leur *inévitable* concurrence rendait toute issue impossible. Déjà l'Allemagne bourgeoise était dans une impasse. Marx, qui analysa tout son cours historique, dit lapidairement qu'à la veille de la Réformation, *l'Allemagne officielle avait été l'esclave le plus inconditionnel de Rome; la veille de sa révolution, elle est l'esclave inconditionnel de moins que Rome, de la Prusse et de l'Autriche*". Bref, déjà à cette époque, l'Allemagne portait inscrit dans sa chair que sa bourgeoisie n'était pas révolutionnaire, mais contre-révolutionnaire — comme le démontrait l'alliance de celle-ci avec des Etats périphériques mi-féodaux et mi-bourgeois (Prusse et Autriche, alliées de la Russie féodale et réactionnaire). Le marxisme surgit de ces rapports matériels de la société allemande, avec les limitations historiques de la bourgeoisie et la nécessité pour le prolétariat d'instaurer une société nouvelle — c'est cette nécessité qui fit de Marx (et du

prolétariat allemand) un communiste, et leur évita, à quelque moment que ce fût, d'être bourgeois ou démocrate.

La *bourgeoisie allemande*, en si fâcheuse posture, ne pouvait recevoir d'aide que de l'*extérieur capitaliste* : la révolution française tenta de la tirer d'embarras, mais c'était ou bien son salut, ou bien la confirmation définitive de son impuissance, qui devait obliger le prolétariat à apporter sa solution.

L'histoire démontra que le "*père de la bourgeoisie allemande*", Napoléon Ier ne pouvait importer de toute pièce le capitalisme en Allemagne. Ce ne fut pas d'ailleurs sa tâche. En effet, Napoléon Ier devait porter un coup mortel aux structures féodales et aux alliances contre-révolutionnaires, qui étaient surtout le fait des princes allemands et de la Prusse, vassalle de la Russie. Il devait par contre-coup provoquer un sursaut national, sous l'égide de la bourgeoisie débarrassée de ses entraves féodales, contre l'envahisseur napoléonien lui-même, parce que, bourgeois Napoléon l'était, certes par sa naissance révolutionnaire, mais bientôt impérialiste et oppresseur, non seulement du prolétariat, mais encore des autres peuples. Israël, produit de la contre-révolution, c'est-à-dire de l'alliance russo-américaine qui présida à sa naissance, a sans doute joué un rôle comparable à celui de l'impérialiste Napoléon vis-à-vis des pays arabes, condamnés à périr non seulement physiquement mais encore moralement, s'ils ne se resaisissaient pas.

De 1789 à 1815

Les paysans allemands, féodaux d'Alsace-Lorraine, passés déjà à moitié sous la *souveraineté française*, se joignirent à la révolution française : la Prusse et l'Autriche *s'unirent aussitôt* et entrèrent en guerre contre la France. Ce fut Valmy, la défaite de la tactique de ligne grâce à l'utilisation massive de l'artillerie; Fleurus et Jemappes, la défaite de la tactique de cordon des Autrichiens, la conquête de la rive gauche du Rhin. La joie des paysans et la volonté de liberté des villes ne furent pas brisées par les exactions individuelles ni les impôts du sang de Napoléon. Enfin la paix d'Amiens et la députation allemande. Bref, la défaite militaire de la Prusse et de l'Autriche donnait le signal à l'introduction capi-

taliste dans l'Allemagne de l'ouest.

Toute cette période constitue un tissu de luttes entre des forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires, de guerres révolutionnaires agressives (Napoléon) et de guerres de libération nationales antiimpérialistes, les premières (napoléoniennes) introduisant les secondes à partir du moment où elles deviennent purement impérialistes. Mais comme nous sommes en Allemagne semi-féodale et semi-bourgeoise, les jeunes forces révolutionnaires retomberont dans les bras de la Russie et de la Prusse réactionnaires, condamnant l'Allemagne à la stagnation sociale et leur propre mouvement à l'échec.

Dans ces conditions, la paix de Tilsit, après Iéna, "le plus grand abaissement de l'Allemagne en même temps que le point de départ du plus gigantesque mouvement national" (Lénine). Napoléon liquida le Saint-Empire romain-germanique et créa, à l'Ouest, la Confédération rhénane, où affluèrent les bourgeois allemands. Il balaya les petits Etats. Mais cela ne suffit pas : Napoléon pouvait être révolutionnaire en face des Princes et serait allé plus loin, si les petits princes ne s'étaient autant aplatis devant lui. Sa pire faute fut cependant de n'avoir pas complètement détruit la Prusse.

Cependant, en détruisant en Allemagne le règne chrétien-germanique, Napoléon continuait à mener la politique française du passé de contestation territoriale et de conquêtes qui apportèrent à la France : la Bourgogne, Metz, Tour et Verdun, le reste de la Lorraine, des parties des Flandres et de l'Alsace, enlevés au Saint-Empire germanique et rattachés à la France. La liquidation du règne chrétien-germanique en Allemagne était donc révolutionnaire, tout en contenant des germes impérialistes et contre-révolutionnaires.

Marx dit que ce fut le système continental instauré par Napoléon, qui créa la base réelle pour le mouvement national bourgeois contre les Français : il provoqua la rage des bourgeois allemands, privés de sucre et de café, mais posa les bases de l'industrie allemande. L'interdiction de tous les produits anglais et la guerre anti-anglaise les obligèrent à fabriquer eux-mêmes ces produits.

Dès 1807, les réorganisateurs de l'administration et de l'armée allemande préparèrent la lutte contre l'impérialisme napoléonien : Scharnhorst, Clausewitz et Gneisenau (ce dernier avait même été en Espagne pour participer à la lutte contre Napoléon). Ils furent les promo-

teurs du *landsturm* (mais non tel qu'il fut plus tard officialisé et prussianisé), car "ces troupes ne devaient porter d'uniforme d'aucune sorte, si bien qu'ils pouvaient redevenir des civils et demeurer inconnus de l'ennemi à tout moment". Engels nous dit : "A peine existait-il un début pratique du mouvement des francs-tireurs (partisans, comme on dit aujourd'hui), que ces Prussiens en firent un système et en élaborèrent la théorie, comme il se doit chez une nation de penseurs. Le théoricien des francs-tireurs, le grand penseur de cet art militaire, n'était autre que *Gneisenau*. En 1807, lorsqu'il défendit Kolberg, il fut puissamment aidé par la population civile. En 1813, il put mettre sa théorie en pratique. En août 1811, Gneisenau avait déjà élaboré le plan d'un soulèvement national. Une milice devait être formée, pour harceler sans relâche l'ennemi, pour interrompre ses communications, réquisitionner ou détruire ses transports et ses fournitures, en évitant les attaques en règle et en se retirant dans les bois ou les marais devant les troupes régulières massées : "Des ordres doivent être prêts pour tous les ecclésiastiques de toutes confessions, selon lesquels, sitôt que la guerre éclate, ils prêchent partout le soulèvement, peignent en couleurs noires les plans d'asservissement des Français, évoquent le *peuple juif* chez les Maccabées, dont l'exemple doit nous exhalter". Ceux qui ne suivraient pas cet "enseignement" devraient y être contraints par l'intimidation et la "force armée". Jusqu'en 1813, Gneisenau ne cessait de proclamer que le joug français ne devait pas être secoué que par la seule armée régulière. Lorsqu'enfin la guerre éclata, il y eut aussitôt des soulèvements, appuyés par les francs-tireurs et les paysans (qui furent cependant grugés par des promesses d'émancipation du joug féodal). Tout le pays situé entre Weser et Elbe se souleva en avril, puis ce fut la population de la région de Magdeburg, pendant que Gneisenau appela la Franconie à se soulever dans le dos de l'ennemi. Le landsturm devait gêner aussi bien l'avance que la retraite de l'ennemi, en attaquant par surprise ses transports de munitions et de fournitures, ses courriers, ses recrues et hôpitaux, de nuit surtout, en détruisant les attardés et les détachements.

Mais la bourgeoisie allemande n'avait pas le feu revolutionnaire comme la française. Elle commença par reconnaître officiellement cette guerre populaire par l'édit du landsturm du 21 avril 1813 (publié en juillet

seulement). Le roi de Prusse était effrayé devant *sa propre oeuvre* : le landsturm fut dissous jusqu'à ce que le roi l'ait proclamé (ce qu'il ne fit pas). Gneisenau, lui-même, dut se tirer d'affaire sans son landsturm. Déjà la Prusse contre-révolutionnaire prenait le pas sur les éléments révolutionnaires : "La destruction de la Grande Armée napoléonienne au cours de la retraite de Russie fut le signal d'un soulèvement général contre la souveraineté française à l'Ouest. Tout le peuple se dressa en Prusse et força le roi Frédéric Guillaume III à la guerre contre Napoléon. Sitôt que l'Autriche fut prête, elle se joignit aux Russes et aux Prussiens. Après la bataille de Leipzig, la Ligue Rhénane se détacha de Napoléon, et dix-huit mois plus tard Alexandre faisait son entrée à Paris : il était *le maître et seigneur de l'Europe.*" (Engels) La sinistre contre-révolution triomphait et ouvrait l'ère de la Sainte-Alliance de la conservation.

On y trouva d'abord "les amis *Anglais*, qui étaient les véritables instigateurs de la guerre, et faisaient des affaires(*) et les bourgeois français qui ne pouvaient plus être renversés, malgré la restauration, ensuite les Russes, féodaux, garants de la contre-révolution bourgeoise en Europe, et surtout, par l'intermédiaire de la Prusse, l'Allemagne, qui avait manqué sa révolution bourgeoise et devenait la proie de toute l'Europe officielle" : "En tout cas, l'Allemagne fut grugée de toutes parts, et le plus par ses propres amis et alliés"(Engels). L'Allemagne non seulement avait ressenti dans sa chair les limites historiques de la bourgeoisie, mais avait, dans la lutte des classes et des Etats, passé par toutes les phases des guerres révolutionnaires et impérialistes. Le prolétariat allemand (et Marx-Engels) connaissait donc,

*) *Dans une lettre adressée au rédacteur du* **Northern Star** *anglais (8.11.45), Engels explique les buts de l'impérialisme anglais dans les guerres contre la Révolution française : "Par peur du républicanisme et de la démocratie politique (pourtant impliquée dans le développement économique de l'Angleterre elle-même), l'aristocratie effrayée commença la guerre; elle fut soutenue ensuite par la ploutocratie, qui y trouvait une source énorme de profits grâce aux emprunts répétés d'Etat (qui lui permirent d'acheter l'Etat, bourgeoisement, et d'en évincer plus tard l'aristocratie) et grâce au gonflement de la dette publique; l'occasion s'offrait aux bourgeois anglais de prendre pied sur les marchés sud-américains et les submerger de leurs marchandises, en même temps qu'ils purent conquérir les marchés et les colonies françaises, espagnoles et hollandaises qui leur convenaient le mieux pour se remplir les poches". Toutes ces citations et les textes dont ils sont extraits se trouvent dans Marx-Engels :* **Ecrits militaires**, *p.101-113.*

avant 1848 déjà, la colonisation sous sa forme précapitaliste aussi bien que capitaliste, ainsi que le phénomène de l'impérialisme : le marxisme n'eut pas de mal à les surmonter (en théorie) dès sa naissance en 1848.

La base sociale existait déjà matériellement à cette époque en Allemagne pour la théorie et la praxis communistes, les autres classes ayant épuisé leurs potentialités historiques dans ce pays : "Nous avons partagé les restaurations des peuples modernes sans partager leurs révolutions. Nous fûmes restaurés parce que *d'autres peuples* osèrent entreprendre la révolution et parce que *d'autres peuples* souffraient de la contre-révolution, d'abord parce que nos maîtres avaient peur, ensuite parce qu'ils n'avaient pas peur." (Marx, 1844) L'universalité de l'histoire humaine se concentre, avec toutes ses conséquences, en Allemagne, qui devient ainsi de tous les pays le plus conscient, en même temps que le plus impuissant à agir dans la *praxis bourgeoise.*

Le marxisme : réponse à la contre-révolution

La réalité sociale allemande n'est donc pas simplement nationale, comme elle le fut la veille de la révolution bourgeoise en France et en Angleterre. Elle est *internationale* comme ne peut *pas l'être la révolution bourgeoise mais comme l'est la contre-révolution.* Avant d'être la théorie de la révolution, le marxisme est *la réponse à la contre-révolution,* c'est ce qu'ont montré la naissance du marxisme et l'évolution historique la plus récente, qui a exigé que, face à la contre-révolution triomphante, on organise les troupes prolétariennes pour les sauver du désastre et préparer, dès le reflux, la montée révolutionnaire, sous peine de rater la nouvelle occasion révolutionnaire, en sauvant l'intégralité du programme communiste, véritable *force matérielle.* C'est ce qui a été récemment aussi la tâche historique de la Gauche communiste italienne, à laquelle nous nous rattachons, face à la troisième vague de dégénérescence du mouvement prolétarien international.

Dans la précédente partie, nous avons montré comment, en Allemagne, s'étaient installées tout au long de son histoire, les conditions de la contre-révolution universelle, incarnée après 1815 par la Sainte-Alliance féodale-bourgeoise. Nous allons maintenant suivre la gestation et la naissance du marxisme, en tant que réponse

à ce croupissement social, dû à la *conjugaison de toutes les classes dominantes exploiteuses.* Nous verrons que, contrairement à la solution bourgeoise, celle du marxisme n'est pas momentanée ni partielle, mais universelle et s'appuie sur tous les éléments de la réalité historique : c'est pourquoi, il fallut exposer l'évolution historique de l'Allemagne, avant d'énoncer la solution (marxiste).

Face à la contre-révolution triomphante, il y eut des essais de solution *bourgeoise* proposés à l'Allemagne, et c'est en violente polémique contre eux que se développa la critique marxiste.

La *première solution* proposée était celle de Börne, qui représentait la Ligue Rhénane et dans un sens plus large, l'Allemagne du Sud (et l'Autriche). D'après Börne, *il fallait, à l'exemple de la France, faire une révolution bourgeoise.* En réalité, comme Marx et Engels le démontrent, l'histoire avait déjà condamné cette thèse avant même que Börne la proposât à ses compatriotes. En effet, si théoriquement la solution bourgeoise pouvait être une solution progressive, on avait vu que la solution bourgeoise française — avec Napoléon — avait déjà porté ses fruits en Allemagne, et qu'en un second moment la *révolution allemande devait se faire contre la France bourgeoise,* comme l'avait montré les guerres de libération nationale de 1813, anti-napoléoniennes. Toute la période de 1789 à 1815 avait été une tentative allemande *d'universaliser la révolution française,* tentative conforme au génie théorique, issu des rapports sociaux "allemands". Mais non seulement l'Allemagne avait dû combattre la révolution française "nationale", mais avait dû subir son impérialisme, ce qui avait poussé son sursaut national de 1813 dans les bras de l'Angleterre et de la Russie féodale, bref la Sainte-Alliance.

Tout au cours de la période précédant 1848, Marx et Engels eurent l'occasion de critiquer cette formule bourgeoise sous tous ses angles et de vérifier son échec répété.

Plus solide était la *seconde position* allemande — celle de Hegel. Pour celui-ci, le renouveau de l'Allemagne devait prendre des teintes romantiques, anti-rationalistes et anti-françaises. Les mots d'ordre de liberté, d'égalité et de fraternité à la française (en réalité, caractéristiques de la bourgeoisie) ne devaient pas apparaître au grand jour. L'aspect *national* de la révolution bourgeoise devait l'emporter sur son caractère "universel". En faisant l'apologie de l'Etat, principe suprême, Hegel se fit le théoricien de la monarchie absolue et de la Prusse, en

s'emparant du second moment de la révolution bourgeoise — celui où l'Etat monopolise les acquisitions de la révolution. Bref, il prônait de bout en bout *la révolution par le haut,* en s'appuyant non sur les masses révolutionnaires, incontrôlables en Allemagne, mais sur la force de l'armée et de l'Etat existants.

Le premier travail historique de Marx fut en conséquence *la critique de la philosophie (théorie) du Droit et de l'Etat de Hegel.* Marx y dénonçait la tentative de justification de la réalité contingente et transitoire, en montrant que l'Etat de classe ne coïncide pas avec la société, qu'il prétend refléter et régir. Il montrait que Hegel *accomodait* son schéma d'une manière arbitraire, injustifiée et non-scientifique, à la réalité historique qu'il trouvait devant lui : son idéal était au fond l'Etat prussien. C'est donc ce compromis de féodalisme absolutiste et de capitalisme étriqué que Hegel idéalisait et figeait en modèle théorique de l'humanité. Tel était l'opportunisme de Hegel, son immédiatisme comme nous l'appellerions aujourd'hui, et en tant que tel il était profondément conservateur dans l'ambiance allemande de 1815 à 1848, bien qu'il fût plus dangereux que Börne.

Il n'est pas nécessaire pour nous de retracer l'évolution historique de la période de 1815 à 1848, où le schéma de Hegel eut le temps de se heurter à la réalité sociale et de montrer son impuissance : l'Allemagne ne put y trouver la voie de son émancipation. A travers la critique théorique de Hegel, le marxisme condamnait tous les aspects de la réalité historique et sociale de la société existante, en même temps que les solutions de classe proposées; ce faisant, il retrouvait les agents véritables de l'histoire : les forces économiques et les classes sociales. Dans cette oeuvre gigantesque de préparation matérielle de la future révolution sociale, émancipatrice de tout le genre humain, il restait à Marx et à Engels de trouver la force matérielle vivante qui serait l'agent de la destruction des classes contre-révolutionnaires. C'était le *prolétariat international,* dont la dictature devait instaurer une ère nouvelle de l'humanité, en accélérant le rythme des phases historiques menant au but final, puisque le déterminisme exclut que l'on supprime une quelconque phase de développement — surtout dans l'économie.

En Allemagne, étant donné son arriération économique et politique, Marx ne pouvait prôner qu'une *révolution double*, c'est-à-dire une révolution partant des conditions rétrogrades données et traversant le stade bourgeois de manière accélérée pour aboutir à la révolution socialiste. L'accélération devait provenir d'un facteur unique, mais ayant un effet double : le retard *politique* devait être comblé rapidement par l'intervention du prolétariat allemand, et le retard *économique* par l'aide du prolétariat international victorieux.

La révolution double se présente comme solution dans les pays arriérés où le capitalisme est encore progressif, mais où la bourgeoisie est *politiquement*, sinon économiquement, incapable de prendre la direction de la société : "La révolution de 1848 devait faire exécuter dans la plupart des pays les tâches *bourgeoises* par des combattants *prolétariens, sous la bannière du prolétariat*" (Préface polonaise du *Manifeste*).

Le déterminisme social est tel que les tâches progressives s'imposent aux hommes, qu'ils le veuillent ou non, et rien ne sert de vouloir les changer en inversant simplement les classes qui les réalisèrent : les tâches restent progressives, tout en étant pénibles, voire douloureuses. Le seul changement possible, c'est leur rythme de réalisation. Or, comme la révolution française l'a déjà démontré : l'intervention sanglante du prolétariat est susceptible de faire en quelques années une révolution qui demanderait plusieurs décennies à la classe indécise, timorée et toujours prête au compromis, qu'est la bourgeoisie.

En ce qui concerne la stratégie à utiliser en Allemagne, Marx-Engels ont écrit avant la bataille dans la dernière page du *Manifeste* : "En Allemagne, le parti communiste *lutte* ensemble avec la bourgeoisie, lorsque celle-ci *agit révolutionnairement* contre la monarchie absolue, la propriété féodale et les prétentions de la petite-bourgeoisie. Mais ce parti ne néglige aucune occasion de dégager chez les travailleurs la conscience aussi claire que possible de l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt en autant d'armes contre la bourgeoisie les *conditions sociales et politiques que la* bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination. Ainsi, *dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte pourra s'engager contre la bourgeoisie elle-même*".

Une remarque avant de poursuivre : Etant la science du devenir, le marxisme est prévision révolutionnaire du mouvement social futur. Il est né ainsi à la fois comme stratégie de la lutte révolutionnaire à mener le programme communiste à réaliser par le prolétariat international. Ce n'est donc pas seulement dans les dernières pages du *Manifeste* qu'il établit la stratégie à suivre par les divers partis communistes européens, mais encore dans les premiers écrits de Marx-Engels. La prévision révolutionnaire se trouve inscrite aussi bien dans les écrits dits philosophiques, qu'économiques et politiques.

Etant les conditions d'immaturité, non seulement de l'Allemagne, mais encore de toute la société de cette époque, le prolétariat ne pouvait trouver *dans quelque pays que ce soit,* tous les éléments nécessaires au triomphe et à la réalisation du socialisme, autrement dit l'élément *politique* pour résoudre le problème des institutions juridiques et administratives de l'Etat, bref les superstructures grâce auxquelles les "hommes sont en mesure de mener une révolution jusqu'à son terme"; puis l'élément *théorique* pour avoir une vision claire du processus révolutionnaire, vision liée à un programme précis et à une organisation militante du parti, et l'élément *économique,* soit la base productive sociale développée par l'économie capitaliste à partir de laquelle on peut passer au mode de production suivant (socialiste) si la révolution le soude aux deux premiers éléments.

En 1848, l'élément *économique* était matériellement représenté par le haut développement de la production capitaliste, concentrée à l'époque en Angleterre, tandis que l'élément *théorique* était fourni par les luttes et les capacités d'organisation du prolétariat allemand, le "philosophe" du mouvement ouvrier. Enfin l'élément *politique* était né du développement spécifique de la France, surtout depuis la révolution bourgeoise classique de 1789 et des luttes révolutionnaires du prolétariat français.

Au cours de la lutte, la révolution en *acte* devait conquérir successivement — par bonds révolutionnaires successifs — les éléments complémentaires, épars dans la société, dont la réunion seule pouvait assurer le triomphe final du socialisme.

En organisant le prolétariat *en classe, donc en parti*, la classe ouvrière allemande devait fournir le programme communiste, *théorique*, de la révolution européenne de 1848, en indiquant au prolétariat international de chaque pays quelles étaient ses tâches, ses alliances éventuelles et ses ennemis. De fait, elle s'efforça d'établir la liaison militante entre tous les éléments et organisations révolutionnaires des différents pays(*).

Pour l'organisation du prolétariat en *classe dominante*, par la conquête du pouvoir *politique*, les ouvriers français ouvraient tout naturellement, de par leurs traditions radicales dans les luttes de classe, la voie aux autres ouvriers, en donnant le signal de la révolution permanente de l'Europe : "Lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant de ralliement du coq gaulois" (Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1844). Le résultat de la révolution au maillon le plus faible du système mondial capitaliste ne devait pas être — comme se l'imaginent les anarchistes pour lesquels le déterminisme économique n'existe pas — l'instauration d'une société et d'une production socialistes. La révolution prolétarienne en France devait inaugurer le processus de la REVOLUTION PERMANENTE A L'ECHELLE INTERNATIONALE, et non la construction du "socialisme dans un seul pays", théorie absolument non marxiste. Hier comme aujourd'hui, la révolution déclenchée dans un pays recherche avant tout son extension au reste du monde, et son succès politique hâte le renversement de la forteresse du capitalisme mondial — l'Angleterre : "Toute révolution sociale française échoue nécessairement contre la bourgeoisie anglaise, la domination industrielle et commerciale du monde par la Grande-Bretagne. Toute réforme sociale en France — et sur le continent européen en général — pour ce qui est de son caractère définitif n'est qu'un voeu pieux et creux. Or la vieille Angleterre ne sera renversée que par une *guerre mondiale* qui seule peut offrir au parti chartiste — le parti ouvrier organisé anglais — les conditions pour un soulèvement victorieux contre ses gigantesques oppresseurs. Les chartistes à la tête du gouvernement anglais — c'est à partir de ce moment seulement que la révolution sociale passe du royaume de l'utopie à celui de la réalité. Or, toute *guerre européenne*, dans laquelle l'Angleterre se trouve impliquée, est une guerre mondiale. Celle-ci se déroulera au Canada comme en Italie, en Inde orientale comme en Prusse, en Afrique comme sur le Danube. Cette guerre européenne est la première conséquence d'une victoire de la révolution ouvrière en France" (Marx, *le Mouvement révolutionnaire*, 1.1.1849).

Etant imposée par les conditions matérielles (qui ne changent pas du jour au lendemain), cette stratégie ne fut pas remise en cause par la défaite de 1848-1849. Marx l'énonce encore dans sa circulaire de janvier 1870 : "L'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution véritablement *économique*".

En 1893 encore, Engels écrivait : "Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre : il ne pourra être assuré que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne" (*Socialisme scientifique et socialisme utopique*).

Certes, depuis le siècle dernier, l'histoire a avancé d'un grand pas, et les pays arriérés d'Europe sont devenus des pays avancés, mais la stratégie de la révolution permanente, mise au point par Marx-Engels dans le *Manifeste* de 1848, reste toujours valable. Seuls changent les noms de pays. En 1917, ce fut la Russie qui donna le signal de la révolution qui devait être mondiale, et l'Allemagne, de plein capitalisme d'Etat, devait lui fournir la base économique, l'aide fraternelle dans la production, pour initier la révolution économique et sociale du communisme.

Mais pour revenir à l'exposé de la crise de 1848, nous allons considérer les faits historiques qui ont contribué à la formation du parti allemand, sous l'égide de Marx-Engels, soit de l'élévation du prolétariat allemand en classe pour soi. Il se trouve justement que, sur ce point, tout le travail d'élaboration de la théorie socialiste et d'organisation du prolétariat prélude au grand résultat historique que la crise de 1848 aura pour le prolétariat international. En effet, avec 1848 et parallèlement au mouvement révolutionnaire, économique, de la bour-

---

) Marx-Engels symbolisent au plus haut point l'élément théorique du prolétariat allemand, et ont rempli la tâche qui leur était assignée par l'histoire, en établissant le programme de la révolution à l'avance dans le* **Manifeste communiste. *Pour ce qui est de leurs tentatives de coordination des forces révolutionnaires en une organisation militante, cf. Marx-Engels,* **Le parti de classe**, *t.Ier, p.91-155.*

geoisie en Europe, se développe la pensée révolutionnaire du prolétariat. Au sommet de ce mouvement général en Europe, nous assisterons à une triple fracture de classe entre bourgeoisie et prolétariat, en Angleterre, en France et en Allemagne. Le tournant historique qui mûrit en ces années et qui apparaît au grand jour en 1848, c'est celui qui voit *la classe ouvrière se détacher définitivement de la bourgeoisie et s'opposer à elle en un mouvement autonome de classe.* Historiquement, si ce mouvement politique prolétarien fut important, malgré la victoire finale de la contre-révolution, ce qui est plus important encore, et ne pourra pas être remis en cause par la victoire de l'adversaire, c'est la fusion de l'élément économique (anglais), politique (français) et théorique (allemand) par l'oeuvre du marxisme, en un mouvement unitaire international du prolétariat : désormais le socialisme scientifique coïncide avec le mouvement ouvrier. C'est la fin de l'utopisme communiste et des différents socialismes petits-bourgeois et pseudo-ouvriers.

Marx-Engels vers l'action pratique

L'activité programmatique de Marx-Engels s'inscrit dans la question militaire, parce qu'elle n'a rien d'académique, mais fait la synthèse des luttes historiques des prolétariats anglais, français et allemand en une théorie de parti, qui dictera au prolétariat international son action révolutionnaire de subversion de la société existante. Certes, la lutte théorique apparaît séparée de la lutte militaire, et la précède parfois de nombreuses années, mais le combat théorique et organisationnel du parti n'est pas sans liens avec la violence, comme le montre l'exemple de Marx-Engels eux-mêmes, qui furent sans cesse en butte aux vexations policières et administratives, vécurent sous la menace de la prison, de l'exil et, en général, dans l'incertitude du lendemain. Il n'existe pas de différence absolue entre le travail théorique et la lutte armée dans le marxisme, tout comme il n'y a pas de différence entre conditions subjectives et conditions objectives de la révolution, pas plus que le parti formel se distingue du parti historique, chaque moment de la lutte se reliant organiquement à un autre et le préparant. L'oeuvre d'une avant-garde révolutionnaire marxiste n'est jamais détachée de la fermentation et de l'activité des grandes masses. Marx-Engels n'ont pas manqué de se

rattacher aux luttes révolutionnaires du prolétariat allemand dans les années de préparation de la crise européenne de 1848. Au reste, les prolétaires allemands eux-mêmes ne constituaient, du point de vue quantitatif, qu'une minorité réduite en Allemagne de cette époque, mais ils représentaient déjà la synthèse historique du prolétariat international : "Le soulèvement silésien de 1844 *commence* au point précis où ont *abouti* les émeutes ouvrières anglaises et françaises : avec la conscience de la nature du prolétariat. Le soulèvement lui-même, l'action, revêt ce caractère *supérieur.* Non seulement les machines, ces rivales de l'ouvrier, mais les livres de comptabilité, les titres de propriété, furent détruits, et tandis que tous les autres mouvements ne s'étaient dressés tout d'abord que contre les ennemis visibles, les patrons de l'industrie, ce mouvement s'en est pris aussi aux banquiers, c'est-à-dire l'ennemi caché. Avec cela, aucun soulèvement ouvrier anglais n'a été mené avec un tel courage, une telle tenacité". (Marx, 1844)

Les prolétaires allemands émigrés dans tous les pays plus développés de l'Occident pour des raisons sociales et économiques (ne trouvant pas de quoi vivre et travailler en Allemagne), apportèrent leur côté fort dans tous les mouvements ouvriers de ces pays (Rien qu'à Paris, une dizaine de milliers d'ouvriers travaillaient, notamment dans le faubourg St.Antoine). Cependant, parmi ces ouvriers, on trouvait de nombreux tailleurs, menuisiers, cordonniers etc., mais nous dit Engels : "Bien que l'artisan allemand de ce temps-là était encore infecté d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations, ce qui fait le plus son honneur, c'est que, n'étant pas encore un prolétaire dans toute l'acceptation du terme puisque ne constituant qu'un élément complémentaire de la petite-bourgeoisie en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, il fut déjà capable d'anticiper instinctivement son développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat." (Engels, *Révélations sur le procès des communistes de Cologne*, Préface, 1885).

En 1834, des réfugiés allemands fondèrent à Paris la Ligue secrète, démocratique et républicaine, des Bannis, qui se scinda en 1836 et dont les éléments les plus extrêmistes — surtout prolétariens — formèrent la "*Ligue des Justes*" qui se développa rapidement. Elle était le rejeton allemand du communisme égalitaire ouvrier, inspiré de réminiscences barbouvistes qui se développaient

alors à Paris : la communauté des biens y était revendiquée comme conséquence nécessaire de l'égalité. Comme Paris était alors le champ de bataille décisif, la Ligue n'était que la suite des sociétés secrètes françaises (à la fois société de propagande et de conjuration), surtout de la *Société des Saisons*, fondée par Blanqui et Barbès, avec laquelle elle était en rapports étroits. Les Weitling, Becker, Moses, Hess et Freiligrath étaient des sortes de prophètes, qui avaient à leur disposition des sociétés révolutionnaires secrètes, effectuant des coups de mains révolutionnaires (non seulement en France, mais aussi en Allemagne : cf. l'attaque de Francfort en 1833 par Schapper etc.), ou se gargarisaient de grands mots.

Lorsque les Français déclenchèrent l'action du 12 mai 1839, les sections de la Ligue leur emboîtèrent le pas, et furent entraînés dans la défaite commune. Lorsque le centre fut déplacé de Paris à Londres, la Ligue prit un caractère plus *international* : outre les Allemands et les Suisses, on y trouvait des Scandinaves, des Hollandais, des Hongrois, des Tchèques, des Yougoslaves, des Polonais, des Russes. Les relations restaient étroites avec les révolutionnaires français et furent nouées avec les Polonais et les Italiens. Cependant l'émigration officielle de ces pays (Mazzini) leur était plutôt hostile. On en vint ainsi à la théorie qu'une révolution devait être européenne pour vaincre (ce qui constituait un progrès vis-à-vis du putschisme précédent. En raison de leur caractère spécifique, les chartistes anglais étaient tenus à l'écart parce que non-révolutionnaires. Les contacts ne furent pris que plus tard avec eux.

Lorsqu'Engels rencontra Marx en été 1844 à Paris, ils constatèrent leur unanimité complète dans tous les domaines théoriques, et de là date leur travail commun. Au printemps 1845, Marx put lui exposer l'essentiel de la théorie du matérialisme économique. Engels explique qu'ils n'avaient pas l'intention de s'adresser au monde "cultivé" : "Nous étions déjà en plein dans le mouvement politique" et nous avions des contacts suivis avec le prolétariat organisé et "Nous étions donc obligés de fonder scientifiquement notre conception : il nous importait de gagner à nos idées *le prolétariat d'Allemagne pour commencer, et d'Europe ensuite.* A Bruxelles, nous fondâmes une société ouvrière allemande et nous nous emparâmes de la "Deutsche Brüsseler Zeitung", qui nous servit d'organe révolutionnaire jusqu'à la révolution de Février. Nous étions liés avec la partie

révolutionnaire des chartistes par Julian Harney, le rédacteur de l'organe central de ce parti, la "Northern Star" dont j'étais le collaborateur. Nous formions une espèce de cartel avec les démocrates bruxellois (dont Marx était le vice-président), ainsi que les sociaux-démocrates français de la "Réforme", à laquelle je fournissais des informations et des commentaires sur les mouvements anglais et allemand. Bref, nos contacts étaient à souhait avec les organisations et les organes de presse radicaux et prolétariens." (*ibid.*, Engels)

En 1843, Schapper proposa à Engels de s'affilier à la "Ligue des Justes", ce qu'Engels refusa "naturellement", mais Marx et Engels étaient au courant de ce qui s'y passait d'important, et influençaient, par la parole, les lettres et la presse, ses membres les plus influents. Dans une circulaire dirigée contre H. Kriege, ils combattirent le "socialisme sentimental et religieux" et l'éliminèrent de la Ligue. Marx découragea de même le prophétisme de Weitling, qui alla s'expatrier en Amérique.

Au printemps, l'ouvrier Moll rendit visite à Marx à Bruxelles, puis à Engels à Paris pour leur demander d'entrer dans la Ligue, dont les membres les plus en vue étaient d'accord avec leur conception, et déterminés à libérer la Ligue de ses vieilles traditions conspiratrices. L'occasion fut fournie à Marx et à Engels d'exposer leurs conceptions dans un *manifeste* lors d'un Congrès, où la Ligue devait être réorganisée selon leurs principes modernes. Les deux amis entrèrent dans la Ligue, dont Marx forma une commune à Bruxelles avec ses proches amis. Le premier Congrès de la nouvelle Ligue, appelée dorénavant *Ligue des Communistes*, se tint à Londres : W. Wolff représentait les communes de Bruxelles et Engels celles de Paris. L'article premier déclarait : "Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de l'ancienne société bourgeoise reposant sur des antagonismes de classes et la création d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée." Pour barrer la route à toute politique personnelle et éviter toutes velléités de conspiration, Marx et Engels imposèrent le "principe" démocratique, comme méthode, pour élire et déposer la hiérarchie, et en firent une simple société de propagande (au moins pour les temps de paix). Marx et Engels furent chargés de rédiger le *Manifeste*.

Les *Fraternal Democrats* chartistes invitèrent Marx à Londres pour décider la formation d'une Internationale

prolétarienne, qui devait tenir son Congrès en 1848, mais qui n'eut pas lieu en raison des évènements révolutionnaires qui survinrent entretemps.

LA REVOLUTION DE 1848

Dialectique des révolutions bourgeoise et prolétarienne

Bref, la théorie du prolétariat révolutionnaire était définitivement écrite, et les évènements révolutionnaires allaient mettre le programme à l'ordre du jour. En même temps, les théoriciens n'avaient ménagé aucun effort pour réaliser la jonction organisationnelle entre le prolétariat et les forces révolutionnaires des différents pays intéressés.

Friedrich Lessner, le camarade fidèle de Marx — depuis la Ligue des communistes au Conseil central de l'Internationale — écrit dans ses souvenirs : "*Le Manifeste Communiste* sortit des presses en février 1848. Nous le reçûmes en même temps que l'annonce de la révolution de Février à Paris. Je ne peux décrire l'impression immense que nous fit cette nouvelle."

Les causes profondes de la crise de 1848 sont d'origine économique : l'heure a sonné où le développement des forces productives requiert la transformation radicale des structures politiques dans presque tous les pays d'Europe, de l'extrême Sud aux confins de la Russie.

La crise agricole débuta en 1845 et dura en 1846, tandis que la crise industrielle amorcée en 1845 culmina en automne 1847 en Angleterre. Le marché mondial déjà assez développé — et auquel se rattachait l'industrie capitaliste française (surtout les branches de l'industrie de luxe et du textile) — explique la rapide propagation du malaise à tous les pays.

La crise commença d'abord au niveau bourgeois : non seulement la politique officielle des gouvernements se gâta, mais la révolution bourgeoise éclata à Palerme — en Sicile — le 15.1.1848 et gagna la Sardaigne ainsi que Turin et Gênes. Le Danemark lui-même entra dans le mouvement. Ces révolutions, selon l'expression de Marx, agirent "comme une secousse électrique sur la masse populaire paralysée, reveillant en elle les grands souvenirs et

les passions révolutionnaires."

Après ces premières failles dans l'ordre établi en Europe, s'ouvrit en France la brèche révolutionnaire par laquelle le mouvement gagna tous les pays Les grandes étapes en seront Paris, Vienne et Berlin. Les aspects sociaux de la révolution s'imbriqueront étroitement aux mouvements nationaux, et les problèmes intérieurs aux problèmes extérieurs; révolutions et guerres sont partout à l'ordre du jour et s'influenceront réciproquement. Cependant, toutes les révoltes ne s'insèrent pas dans la trame révolutionnaire : le mouvement sécessionniste de Palerme, exaspération d'une juste lutte contre l'absolutisme, déviera bientôt dans un sens anti-historique, tandis que les mouvements "nationaux" des peuples slaves — notamment croates et tchèques — dans l'Empire autrichien, etc. non seulement ne seront pas révolutionnaires, mais encore contre-révolutionnaires.

Il n'en reste pas moins que la dialectique des authentiques révolutions bourgeoises donnera une impulsion au mouvement et à la révolution socialistes, et vice versa. Ainsi Marx dira que le mouvement de la libération des peuples de l'Est européen — le soulèvement d'Octobre à Vienne, en premier — sera le fruit de l'insurrection ouvrière de Juin 1848 à Paris.

Il n'est certes pas facile de comprendre la dialectique de ces complexes problèmes historiques et politiques. Mais le parti de Marx sut placer toujours l'épée pour trancher les noeuds gordiens durant les évènements : il était le seul en mesure de diriger les classes et les mouvements révolutionnaires dans la juste voie à suivre, et surtout il sut agir selon les buts immédiats et médiats du prolétariat, qui s'avéra la seule classe véritablement révolutionnaire.

La révolution de Février à Paris

T ous les éléments de la crise économique convergèrent pour "rendre encore plus intolérable la domination de l'aristocratie financière en France", c'est-à-dire de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir de 1830 à 1848, qui regroupait dans son sein banquiers, rois de la bourse et propriétaires fonciers.

Comme nous l'avons montré pour l'Angleterre, la classe des capitalistes industriels, exclus du pouvoir politique, tendait irrésistiblement à s'emparer des rènes de

l'Etat. Avant février, l'opposition de la bourgeoisie industrielle, liée à la petite-bourgeoisie, avait commencé l'agitation des banquets politiques en vue d'une réforme électorale qui devait lui permettre de conquérir la majorité dans les chambres. Ce fut l'interdiction de la part du gouvernement Guizot d'un de ces banquets et d'une manifestation populaire qui provoqua l'insurrection. Bientôt tout Paris se trouva aux mains des insurgés (dont Engels remarque que les ouvriers furent les seuls à employer la violence) et de la Garde nationale, qui parvinrent à désarmer l'armée et à la chasser de Paris : "*Le gouvernement provisoire*, surgi des barricades de Février, respecta nécessairement dans sa composition les divers partis qui s'étaient divisés la victoire. Il ne pouvait être qu'*un compromis entre les diverses classes* qui avaient abattu le trône de Juillet, mais dont les intérêts étaient opposés et hostiles ... Ce gouvernement fut en somme l'image de la "fraternité" à l'enseigne de laquelle on avait fait la révolution et dans l'ébriété de laquelle le prolétariat fit tomber sa bannière *rouge* devant la *tricolore*" (Marx, *les Luttes de classes en France)*.

Les mois qui précédèrent Juin explicitèrent clairement la signification de cette fraternisation, et la défaite de Juin elle-même fera tomber tout résidu d'illusion sur une société sans contrastes de classe.

Le caractère de la révolution de Février fut essentiellement *politique* : la société qui avait été bourgeoise avant Février devait le rester après Février aussi. Il s'agissait seulement de donner à toute la classe bourgeoise ce pouvoir politique qui était auparavant entre les mains d'une de ses fractions. Mais, aux yeux du marxisme, il n'était pas encore indifférent que cela advienne ou non, et qu'il s'ensuivit un changement dans la forme de l'Etat : nous sommes encore dans le processus de la révolution permanente en France, et ce n'est qu'en 1871 — avec la Commune — que la lutte du prolétariat sera frontale et directe, la bourgeoisie étant installée au pouvoir, et tout changement de forme de son gouvernement n'étant plus désormais qu'une mystification.

Marx démontre qu'en février 1848, la République fut imposée par le prolétariat. En son nom, Raspail "intima au gouvernement provisoire de proclamer la République, et si cet ordre n'avait pas été exécuté dans les deux heures il serait revenu à la tête de 200 000 hommes". Si cette République fut "entourée d'institutions sociales", elle le dut aussi à la menace du prolétariat : "Une masse

de 200 000 ouvriers marcha sur l'Hôtel-de-ville au cri : *Organisation du travail ! Constitution d'un ministère du travail !* ". Cependant, si le prolétariat a cru en la capacité miraculeuse de ces institutions, cela ne fait que démontrer sa faiblesse et son immaturité. L'illusion selon laquelle il pouvait "défendre ses intérêts *à côté* de ceux de la bourgeoisie" tombera également en Juin — quand le prolétariat ne combattra plus aux côtés de la bourgeoisie, mais contre elle.

Répercussions au centre de l'Europe

Entre le 21 et le 29 mars 1848, Marx et Engels rédigèrent les "Revendications du Parti communiste en Allemagne" en 17 points, les firent imprimer en tract et les remirent avec *le Manifeste communiste*, aux 300-400 membres de la Ligue qui quittèrent Paris pour rentrer en Allemagne et préparer la Révolution. Ce programme pour l'Allemagne de 1848 (comme les Thèses d'Avril pour la Russie de 1917) qui contenait des germes d'économie bourgeoise et des structures politiques patriarco-féodaux, visait à dépasser le temps très court de la domination bourgeoise. Ses revendications sont en partie bourgeoises, en ce qu'elles tendent à liquider les résidus féodaux, mais déjà elles dépassent en portée ce que peut faire la bourgeoisie. Pas plus qu'en Russie, ce programme ne visait à instaurer le socialisme dans un seul pays : on a vu comment Marx liait l'action révolutionnaire du faible prolétariat allemand au destin des prolétariats français et anglais développés. Après avoir énoncé le mot d'ordre "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ", les Revendications proclamaient d'abord "l'Allemagne est déclarée République une et indivisible", puis "armement général de la nation. Les armées sont dorénavant en même temps des armées d'ouvriers, de façon que l'armée ne consomme pas simplement comme par le passé, mais produise plus que ne coûte son entretien. C'est là, en outre, un moyen d'organisation du travail."; "toutes les charges féodales sont supprimées sans indemnité"; les domaines princiers et féodaux, équipés de la façon la plus moderne sont exploités au profit de la collectivité; le propriétaire foncier est considéré comme abusif, les banques et les moyens de transport sont transférés à l'Etat, le fermage est payé à l'Etat sous forme d'impôt, etc., etc. Dans sa 3e lettre au *Northern Star*, le

4 avril 1846, Engels expliquait, en une brillante synthèse historique, le sens des revendications du prolétariat par rapport à celles de la bourgeoisie : "Pendant le court moment où le prolétariat a été à la direction de l'Etat dans la Révolution française pendant le règne de la Montagne, il a réalisé la centralisation par tous les moyens, avec la grenaille et la guillotine. Le prolétariat démocratique, s'il revient maintenant au pouvoir, ne devra pas seulement centraliser chaque pays pour lui-même, mais il devra même centraliser tous les pays civilisés le plus rapidement possible."

La révolution de Mars à Vienne

L'Autriche de cette époque était une sorte de Chine, fermée à tout progrès extérieur. Le gouvernement de Metternich tournait sur deux pivots : il tenait chacune des nations soumises à l'autorité autrichienne en jouant une nation assujettie contre l'autre; en tant que monarchie absolue, il s'appuyait sur deux classes : les propriétaires fonciers féodaux et les grands financiers, tenant les premiers en équilibre avec les seconds. Les grands spéculateurs en Bourse ne possédaient pas l'Etat, mais étaient enchaînés à lui par les sommes énormes que l'Etat leur devait. Après avoir reconquis toute sa puissance en 1815, avec la Sainte-Alliance et rétabli la monarchie absolue en Italie en 1820, l'Autriche, qui s'était débarrassée de ses dettes par la banqueroute de 1810, avait retrouvé tout son crédit sur les grands marchés financiers d'Europe : elle jouissait de la confiance de toute la finance européenne et était liée à elle. Metternich disposait, en outre, d'une armée et d'une bureaucratie telles qu'elles ne pouvaient être mieux organisées pour les fins d'un absolutisme non progressif. La bourgeoisie industrielle et commerciale ne se développait que très lentement. Le paysan et l'ouvrier étaient traités comme une simple matière imposable et étaient maintenus dans les traditions. L'Autriche demeurait inconnue de l'Europe, et l'Europe était aussi inconnue de l'Autriche. Mais, dans cette Chine européenne, il n'y avait pas une seule classe satisfaite, et chaque légère concession se faisait aussi contre elle.

Le 24 février 1848, Louis-Philippe fut chassé de Paris et la République française proclamée. Le 13 mars suivant, le peuple de Vienne renversa le gouvernement de

Metternich et le força à s'enfuir honteusement du pays. Le 18 mars, le peuple de Berlin prit les armes, et après une lutte opiniâtre de 18 heures, il eut la satisfaction de voir le roi capituler devant lui.

La révolution de Vienne avait été faite, on peut le dire, par une population presque unanime. La bourgeoisie (à l'exception des banquiers et des agioteurs), la petite-bourgeoisie, les ouvriers, tous se levèrent comme un seul homme contre un gouvernement haï de tous et abandonné dès la première attaque par l'infime minorité de nobles et de magnats de la finance.

Toutes les forces qui étaient enchaînées par l'absolutisme autrichien furent déchaînées par la révolution en un seul jour. Mais, les classes étaient trop peu développées. L'effet principal s'en fit donc sentir sur le mouvement d'émancipation national des peuples assujettis par l'Autriche de Metternich. Et de fait, aussitôt, les peuples demandèrent chacun une constitution, une autonomie, voire l'indépendance. Mais nous considérerons plus loin ce mouvement, qui trouvera sa plus haute expression révolutionnaire dans la lutte nationale des Hongrois alliés aux Polonais, mouvement qui fut tout près de relancer une seconde vague révolutionnaire à Paris même en 1849.

En Autriche même, la bourgeoisie avait été maintenue par Metternich dans un tel état d'ignorance politique qu'elle n'avait absolument rien compris aux nouvelles de Paris, qui annonçaient le règne de l'anarchie, du socialisme et de la terreur, de luttes imminentes entre la classe des capitalistes et *la classe des travailleurs*. Elle avait une telle innocence politique qu'elle n'attachait pas de sens du tout à ces nouvelles, ou bien elle les regardait comme des *inventions* diaboliques de Metternich. Jamais d'ailleurs, elle n'avait vu les ouvriers agir en tant que classe, ni se lever pour défendre leurs intérêts de classe particuliers.

Pour l'heure, elle était d'accord sur tous les points avec les ouvriers : Constitution, jury, liberté de la presse, etc. Aussi était-elle, du moins en mars 1848, corps et âme avec le mouvement, qui érigea immédiatement, en théorie du moins, la bourgeoisie en classe dominante de l'Etat. Mais dans la pratique, la suprématie bourgeoise était loin d'être solidement établie. Cette classe avait gagné une influence grâce à la création d'une Garde nationale et à l'installation d'un "comité de sécurité", espèce de gouvernement révolutionnaire irresponsa-

ble où prédominait la bourgeoisie et grâce auquel elle fut placée à la tête du pouvoir. Mais en même temps, la classe ouvrière fut aussi partiellement armée ainsi que les étudiants, et elle avait supporté tout le poids du combat. Comme les étudiants constituaient un corps armé à part et bien discipliné, et représentaient les trouble-fête pour la bourgeoisie, il se trouvait que la bourgeoisie ne disposait pas de véritables troupes révolutionnaires. Les ouvriers et les étudiants empêchaient l'ordre de revenir et faisaient sans cesse rebondir la crise révolutionnaire. En outre, il fallait employer les ouvriers qui avaient presque tous perdu leur travail. Or, l'argent manquait à l'Etat pour cela et comme toute la vie économique était paralysée, par la fuite de la clientèle de la cour et de l'aristocratie, le commerce stagnait : cela suffit à produire chez la bourgeoisie une certaine froideur. Si longtemps cette froideur ne se transforma pas en hostilité ouverte, c'est que le spectre du vieux despotisme à la Metternich était encore trop tangible. Lorsque le gouvernement commença à toucher à quelques-unes des libertés nouvellement conquises ou à les saper, il y eut à Vienne de nouveaux soulèvements de toutes les classes — le 15 et le 26 mai — et, à chaque occasion, l'alliance entre la garde nationale (ou la bourgeoisie armée) et les étudiants et les ouvriers fut de nouveau cimentée pour un temps.

Mais cette idylle ne pouvait durer à la longue : "C'est le sort de toutes les révolutions que cette alliance de classes différentes, qui est jusqu'à un certain point la condition nécessaire de tout déclenchement révolutionnaire, ne peut être de longue durée. A peine la victoire contre l'ennemi commun est-elle enregistrée, que les vainqueurs se divisent en camps opposés et tournent leurs armes les uns contre les autres. C'est ce rapide et passionné développement des antagonismes de classe qui, dans les organismes sociaux vieux et compliqués, fait d'une révolution un agent aussi puissant de progrès social et politique; c'est cet incessant jaillissement de nouveaux partis qui prennent chacun le relais de l'autre au pouvoir, qui durant ces heurts violents, fait franchir à une nation en cinq ans plus de chemin qu'elle n'en a parcouru en un siècle de circonstances ordinaires" (Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Editions Sociales, 1951, cf. p.232-34, que nous indiquerons d'un * dans la suite du texte).

Nous avons vu que ce processus de décantation avait effectivement commencé au lendemain de l'insurrection,

mais la Cour parvint à reprendre le pouvoir devant la faiblesse générale du mouvement révolutionnaire.

Pour des raisons contingentes différentes, voire opposées, la bourgeoisie de Prusse allait réagir autrement que l'autrichienne, mais elle confirmait, elle aussi, le pronostic de Marx : elle n'avait pas de capacités révolutionnaires — au contraire.

Berlin fut le second centre du mouvement révolutionnaire en Allemagne. En Prusse, la bourgeoisie avait déjà été mêlée à des luttes réelles contre le gouvernement, la révolution aurait pu être tout aussi unanime que celle de Vienne, si la révolution de Février n'était survenue au moment où la bourgeoisie prussienne se préparait à braver son gouvernement. En effet, la révolution de Février renversa précisément, en France, le genre de gouvernement que la bourgeoisie de Prusse cherchait à établir dans son pays. Qui plus est, elle annonçait une révolution de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, et proclamait la chute du gouvernement bourgeois et l'émancipation de l'ouvrier. Or, la bourgeoisie prussienne venait ces derniers temps de subir une vive agitation ouvrière : elle sentit donc tout de suite sa propre ardeur révolutionnaire se refroidir considérablement : elle n'osa accepter le secours des ouvriers, de sorte qu'elle se plaça au côté du gouvernement dans les premiers soulèvements partiels de province, et chercha à faire tenir tranquille le peuple de Berlin qui, 5 jours durant se rassembla en foule devant le palais royal pour réclamer des changements. Quand, finalement, après la nouvelle de la chute de Metternich, le roi fit quelques légères concessions, la bourgeoisie estima que la révolution était achevée, et elle s'empressa de remercier le roi d'avoir bien voulu combler les voeux de son peuple.

Les ouvriers ne se laissèrent pas tromper par les promesses de Frédéric Guillaume IV et continuèrent leur agitation qui, dans les journées du 13 au 16 mars, produisirent des heurts sanglants avec l'armée. La bourgeoisie demanda au roi de retirer les forces armées et d'organiser une garde civile armée qui, dans ses intentions, devait se substituer à l'armée royale pour tenir en respect les remuants ouvriers.

Le retrait des troupes devint le mot d'ordre avec lequel s'engagea la bataille entre la Couronne et le peuple. Ce dernier, dans la nuit du 18 au 19 après treize heures de batailles acharnées sur les barricades, réussit à imposer sa volonté : les 14 000 soldats et 36 canons furent

retirés. Les ouvriers avaient supporté le poids essentiel dans la lutte, et avaient perdu 183 morts.

Le prolétariat avait lavé, par le sang versé le 18 mars, la honte de décennies de passivité et dressé une barrière historique, qui rompait définitivement avec toutes les forces du passé. Il ne pouvait faire davantage pour ouvrir la voie à la bourgeoisie, c'est-à-dire à la classe qui, à ce moment-là, était appelée à prendre le pouvoir et à régler son compte à l'absolutisme. Bref, c'est la bourgeoisie qui détenait la décision : abattre la royauté ou trahir le mouvement victorieux du 18 mars. Quoique les ouvriers victorieux n'aient encore formulé aucune revendication pour leur propre compte, *les amis et les ennemis de la veille s'unirent : l'alliance entre la bourgeoisie et les partisans du système renversé fut conclue sur les barricades mêmes de Berlin.*

Mais la bourgeoisie ne trahit pas seulement les ouvriers, qui étaient ses ennemis futurs et qui se seraient soulevés contre elle au signal donné par les ouvriers parisiens en juin 1848, la bourgeoisie trahit encore son allié le plus naturel : la paysannerie parcellaire qui s'était insurgée contre les puissances féodales dans les campagnes. A ce propos, Engels devait écrire dans la N.Y.T. du 28.11. 1851 : "En Prusse, la paysannerie avait profité de la révolution pour se soulever, comme en Autriche quoique avec moins d'énergie, car elle se trouvait en général un peu moins opprimée par la féodalité, et se débarrasser d'un seul coup de toutes les entraves féodales. Mais ici, la bourgeoisie se tourna aussitôt contre elle, sa plus vieille et sa plus indispensable alliée; les démocrates, aussi épouvantés que la bourgeoisie par ce qu'on appelait des attentats contre la propriété privée, se gardèrent également de la soutenir; et c'est ainsi qu'après trois mois d'émancipation, après des luttes sanguinaires et des exécutions militaires — en particulier en Silésie — *le féodalisme fut rétabli par les propres mains de la bourgeoisie, hier encore antiféodale. Par là, elle s'est condamnée elle-même de la façon la plus définitive et la plus rigoureuse.* Une trahison semblable de ses meilleurs alliés, de soi-même, jamais aucun parti dans l'histoire ne l'a commise, et quelles que soient les humiliations, quels que soient les châtiments réservés à ce parti bourgeois, par ce seul acte, il les aura mérités tous sans exception. "Au fond, c'est là une des grandes différences entre le 1789 français et le 1848 allemand."

Mais considérons comment la bourgeoisie contre-révolutionnaire procéda pour trahir les ouvriers victorieux. Les chefs de l'opposition de la Diète unie formèrent un ministère et, en échange des services qu'ils rendirent à la Couronne, ils bénéficièrent de l'appui de tous les piliers de l'ancien gouvernement — de l'aristocratie féodale et de la bureaucratie à l'armée. Bref ce fut la bourgeoisie libérale qui s'empara des rènes du pouvoir, en la personne de deux riches marchands, Camphausen et Hansemann. Ceux-ci firent semblant de croire que tout danger de restauration de l'ancien régime était conjuré, et ils mirent en branle toute la vieille machine de l'Etat, afin de rétablir l'ordre (pas un seul bureaucrate ou officier ne fut congédié). Le roi, effondré depuis le 18 mars, reprit force et vigueur.

L'Autriche et la Prusse étant les Etats dirigeants de l'Allemagne, toute victoire à Vienne ou à Berlin eût été décisive pour toute l'Allemagne. Il est donc inutile d'analyser les évènements dans tous les autres petits Etats ou principautés allemands de l'époque. Considérons simplement l'organisme surgi de la révolution qui eût pu et eût dû légiférer pour tous ces Etats et les unifier : *l'Assemblée dite nationale de Francfort*, ce corps grotesque produit par la contre-révolution de la bourgeoisie prussienne.

Le premier soin du ministère "libéral" fut de donner une apparence légale aux changements acquis récemment par la violence. Malgré toute l'opposition populaire, la Diète unie ancienne fut convoquée pour voter une nouvelle loi électorale en vue de l'Assemblée nationale. En dépit de l'opposition, on adopta le système d'élection à deux degrés. Alors que la bourgeoisie prussienne refusait avant 1848 d'ouvrir sa bourse, elle accepta un emprunt de 25 millions de dollars. Cependant la Diète qui avait convoqué l'Assemblée de Francfort n'avait en aucune façon déterminé ses attributions. Personne ne savait si ses décrets auraient force de loi, ou s'ils devaient être soumis à la sanction *de la Diète et des différents gouvernements.* Si l'assemblée avait eu la moindre énergie, elle aurait immédiatement dissous et congédié la Diète (absolument impopulaire) et l'aurait remplacée par un gouvernement, choisi parmi ses propres membres. Elle se serait avant tout assurée d'une force organisée et armée dans le pays, assez puissante pour mater toute opposition des multiples gouvernements. Tout cela était chose facile pendant la première période de la révolution, n'était la volte-face contre-révolutionnaire de la bourgeoisie prus-

sienne. Au lieu de s'entourer d'une force populaire (comme en France), elle passa à l'ordre du jour sur tous les empiètements par la violence des gouvernements qui restauraient l'ordre absolutiste. Ainsi, à Mayence, une collision eut lieu en mai 1848 entre la garde civique et les soldats de l'armée régulière. La garde civique fut désarmée, les associations démocratiques et ouvrières furent interdites. A l'assemblée de Francfort, la gauche proposa que le parlement exigeât la punition de la camarilla militaire, mais la majorité se refusa à "toute immixtion". Les discussions de cette assemblée, sans résultat pratique quelconque, n'avaient même pas de valeur théorique, car on n'y rabâchait que les lieux communs les plus rebattus des écoles philosophiques et juridiques surannées. Bien loin de réaliser l'unité tant attendue de l'Allemagne, elle ne détrôna même pas le plus insignifiant des princes qui la gouvernaient; elle ne leva pas le petit doigt pour abattre les barrières douanières qui séparaient le Hanovre de la Prusse, et la Prusse de l'Autriche, pour abolir les péages, mais elle créa une flotte allemande ... sur le papier. Elle permit toutes les intrigues contre elle et l'unité allemande. Non seulement les petits Etats convoquèrent leurs assemblées législatives, mais encore la Prusse et l'Autriche réunirent leurs assemblées constituantes. Dans celles-ci aussi, la bourgeoisie libérale avait la majorité et les choses prirent la même tournure qu'à Francfort. Les formules classiques de Marx sur le "crétinisme parlementaire" sont liées à la critique de l'assemblée de Francfort.

C'est ainsi que se prépara le drame contre-révolutionnaire, car le combat décisif proprement dit était encore à venir : les évènements de Mars n'avaient fait qu'engager la bataille, mais déjà il était claire que la bourgeoisie, en Autriche et en Prusse, ne possédait pas la force nécessaire pour maintenir son pouvoir et pour adapter les institutions du pays à ses propres besoins et à ses idées. Le ministère bourgeois libéral n'aurait dû n'être qu'une phase transitoire dans le processus d'approfondissement progressif de la crise : le pays devait ou bien s'élever au stade supérieur du républicanisme unitaire, ou bien retomber dans le vieux régime clérico-féodal et bureaucratique.

Le but politique de la manoeuvre contre-révolutionnaire de la bourgeoisie en Prusse visait à bloquer l'essor de la révolution au niveau de la monarchie constitutionnelle, où le prolétariat ne pouvait encore poser dans la

pratique ses propres revendications de classe. En se référant au processus de la révolution française, on peut parfaitement situer le niveau atteint par les institutions révolutionnaires en Allemagne — celui de la coexistence entre la monarchie absolue et l'Assemblée bourgeoise.

Certes l'Assemblée nationale de Francfort était revendiquée en commun par le prolétariat et la petite-bourgeoisie, mais il se trouve que, pour le prolétariat, ce n'était qu'un tout petit début, tandis que la petite-bourgeoisie s'en contenta, alors que l'approfondissement de la crise dépendait d'elle à ce niveau.

Engels montre comment le mouvement révolutionnaire se déterminait, non seulement par rapport à 1789, mais encore aux évènements français de 1848, et de citer trois points sur lesquels les ouvriers se distinguaient des petits bourgeois avancés : "par leur jugement du mouvement français, car les démocrates attaquèrent le parti extrême de Paris, alors que les révolutionnaires prolétariens le défendaient; par leur proclamation de la nécessité d'établir une République allemande une et indivisible, alors que les ultra-extrèmistes parmi les démocrates osaient tout au plus soupirer après une République fédérative; et par l'audace et la promptitude révolutionnaires à l'action dont ils firent preuve en toutes occasions, et qui fera toujours défaut à tout parti dirigé par des petits-bourgeois et composé principalement par eux" (N.Y.T., 28.11.51).

Les petits commerçants et les petits boutiquiers avaient demandé *avec les ouvriers* le suffrage universel direct, une assemblée législative unique et un nouveau système de gouvernement, mais les premiers se contentaient d'une monarchie ainsi démocratisée : les deux durent se contenter de l'Assemblée de Francfort. Le mouvement autonome de la classe ouvrière fut donc arrêté pour un temps par la révolution dans laquelle ses revendications n'étaient pas spécifiques au parti prolétarien. La trahison de la bourgeoisie prussienne mit tout en oeuvre pour que ce stade ne fût pas atteint.

C'est dans cette situation générale que se développera l'action du parti Marx, et c'est de ce blocage qu'il s'efforcera de faire sortir la révolution allemande pour la pousser en avant.

La tactique du "parti Marx"

A l'annonce de la révolution allemande, Marx et Engels rentrèrent à Cologne, dans la région la plus industrialisée et la plus avancée du point de vue des idées politiques. Quatre jours avant son arrivée, Marx avait lancé un appel pour la fondation d'une société démocratique — socialiste. Trois cents personnes, parmi lesquelles les ouvriers étaient les plus nombreux, assistèrent à sa réunion de fondation du 13 mars; l'organisation prit le nom d'*Association ouvrière*. Elle fut le point de départ d'un mouvement syndical, d'un cercle d'études et de propagande et d'un club politique. Marx entra bientôt en conflit avec la commune locale de la *Ligue des communistes* dirigée par le médecin Gottschalk, qui avait également fondé une association ouvrière (dont Marx sera plus tard le président, en remplacement du médecin incarcéré). Gottschalk représentait une tendance ouvrièriste d'allure extrèmiste : il voulait instaurer immédiatement les revendications finales et n'agir que pour elles, ignorant la marche réelle de la révolution et le rapport dialectique du prolétariat avec les autres classes en lutte. Bref, Marx lui reprochait d'isoler le prolétariat allemand du mouvement démocratique de cette phase de la révolution, c'est-à-dire de l'empêcher d'agir pendant toute cette période. Gottschalk et ses amis préconisaient ainsi le boycott des élections indirectes pour les assemblées nationales de Berlin et de Francfort. Marx écrivit dans le N.G.Rh. : "Nous ne nourrissons pas l'espoir utopique que soit proclamée dès maintenant une République Allemande une et indivisible; mais nous demandons au Parti radical-démocratique de ne pas confondre le point de départ de la lutte et du mouvement révolutionnaire avec leur but final. *Il ne s'agit pas de la réalisation de telle ou telle opinion, de telle ou telle politique, il s'agit de comprendre la marche de la révolution*" (7.VI.48). Agir comme le proposait Gottschalk eût été non seulement saper la lutte commune du prolétariat et de la bourgeoisie, lorsque celle-ci était objectivement révolutionnaire; c'était même se séparer de la masse des ouvriers avancés qui réclamaient d'agir au moment où tout était en ébullition.

Au même moment, Marx changea également le caractère de la Ligue des communistes et lui enleva son caractère conspiratif et secret, puisque son action était publique et qu'existait la liberté de la presse. Marx et Engels

défendirent tous ces points de vue, aussi bien dans les réunions de l'Association ouvrière que dans les meetings publics, d'une manière inlassable. Mais il fallait un moyen d'action plus vaste encore pour atteindre l'Allemagne entière, voire l'Europe : ce fut la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Engels écrit : "Lorsque nous arrivâmes à Cologne, des éléments démocratiques et partiellement communistes avaient pris des dispositions pour fonder un grand journal. Il devait être local et véritablement de Cologne, et on voulait nous expédier à Berlin. Mais en 24 heures, et surtout grâce à Marx, nous avions conquis le terrain : le journal fut à nous à la condition que H. Bürgers soit admis dans la rédaction. Celui-ci écrivit *un* article dans le numéro 2, mais il n'en écrivit jamais plus d'autre". Engels nous parle de l'organisation de cet aspect du travail révolutionnaire du parti communiste allemand : "Le travail de la rédaction était soumis à la dictature directe de Marx. Un grand quotidien, qui doit être prêt à une certaine heure, ne peut garder une attitude conséquente sans une telle direction. Mais ici la dictature de Marx allait de soi et était reconnue avec satisfaction, par tous. C'est en premier lieu sa vision claire et sa position sûre qui firent du journal la plus célèbre gazette allemande de ces années révolutionnaires." A un moment donné, Gottschalk s'en prit à Marx (qui avait mis toute sa fortune dans la Nouvelle Gazette Rhénane), parce que les ouvriers de cette imprimerie n'étaient pas payés au salaire considéré comme normal par la corporation du Livre, salaire qu'aucune imprimerie ne payait d'ailleurs. La N.G.Rh. se livrait ainsi "à un véritable acte d'oppression du prolétariat, une trahison du peuple". Marx rétorqua : "Nous disons aux ouvriers et aux petits-bourgeois : souffrez dans la société moderne qui crée par l'industrie les moyens matériels pour fonder une société nouvelle, libératrice pour vous; plutôt que de revenir à une forme de société périmée qui, sous prétexte de sauver vos classes, précipite la société tout entière dans la barbarie médiévale." Gottschalk répondit à Marx : "Pourquoi une révolution, pourquoi devrions-nous, nous autres prolétaires, verser notre sang ? Devrions-nous vraiment, ainsi que vous nous l'annoncez, monsieur le prédicateur, pour échapper à l'enfer féodal, nous précipiter volontairement dans le purgatoire d'un pouvoir capitaliste décrépit, pour parvenir de là au ciel nébuleux de votre conception communiste ? "

Cette position exprime la même impatience que celle

qui inspira à Schapper, dissident de la Ligue des Communistes en 1850, la classique formule : "Prenons tout de suite le pouvoir, ou bien allons nous coucher".

La N.Rh.Z. consacrait à l'étranger une place plus importante que n'importe quel autre journal : ce qui se passait aujourd'hui en France et en Angleterre se passerait demain en Allemagne, et l'élaboration d'une "conscience aussi nette que possible de l'antagonisme opposant la bourgeoisie au prolétariat" ne pouvait mieux s'effectuer qu'en attirant sans cesse sur l'étranger le regard de l'ouvrier. La stricte vision scientifique était dès lors optimiste : en Allemagne, la Bastille n'est pas encore rasée, mais en France la lutte ne peut plus être que directe. Si la révolution s'enlisait en Allemagne, elle allait connaître une nouvelle impulsion et une tournure nouvelle avec le coup de tonnerre de Juin du prolétariat parisien.

Avant de considérer l'évènement central de la crise européenne des années 1848-1849 — l'insurrection de juin du prolétariat parisien —, jetons un coup d'oeil sur un évènement en apparence secondaire, mais qui explique la liaison entre les révolutions bourgeoises et socialistes, ce secret des luttes des années 1848.

Une parodie de guerre révolutionnaire

Il faut non seulement tout le radicalisme de Marx-Engels pour voir dans la guerre du Schlesvig-Holstein un conflit qui n'a pas été mené "d'après les règles de l'art", mais tend consciemment à dépouiller l'Allemagne de tous les fruits révolutionnaires déjà acquis : il leur fallait encore toutes les connaissances historiques et militaires pour prendre "le larron la main dans le sac".

Une guerre de parodie, où meurent en masse les soldats et la population civile — cela ne peut survenir qu'à l'ère bourgeoise, qui se caractérise par une folle dilapidation de forces productives matérielles et humaines, ainsi que la "perte" de contrôle des évènements par les classes dirigeantes impuissantes. Ce truquage, ce mensonge et cette mystification de l'acte le plus dramatique des sociétés — les guerres où les peuples s'entrechoquent — est tout à fait caractéristique des méfaits de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, mais jouant à ne pas l'être. Ces guerres truquées, que la bourgeoisie menait encore au siècle dernier dans des limites étroites, dans des guerres "localisées", ont pris une dimension insensée de nos

jours, avec les massacres impérialistes, que l'on considère presque unanimement comme "absurdes", ou tragiques au sens où leur direction échappe aux hommes. Là encore, le marxisme révolutionnaire a été falsifié et tronqué par le faux communisme dégénéré : ces guerres impérialistes ont un sens bien précis, mais que leurs auteurs ne peuvent revendiquer : elles sont dirigées contre le prolétariat international, afin de discréditer la violence révolutionnaire et opérer des saignées sur les masses ouvrières en surnombre aux yeux du capitalisme, ces saignées affaiblissant la vitalité révolutionnaire des masses pour une bonne génération, laissant ainsi la voie ouverte au règne sans conteste de la bourgeoisie réactionnaire des pays développés.

Nous consacrons ici un chapitre à part à un épisode que l'on retient peu dans l'histoire de la crise révolutionnaire de 1848, la guerre du Schlesvig-Holstein, qui ne peut s'expliquer que par les *relations internationales de la révolution allemande.*

Dans *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Engels écrit : "Les faits qui suivent ne peuvent être clairement compris si l'on ne prend pas en considération ce que l'on pourrait appeler les relations internationales de la révolution allemande. Or ces relations internationales étaient autrement compliquées que les problèmes internes". Ce passage confirme toute notre façon de poser la question de la révolution allemande en liaison avec le reste de l'Europe, question que ne peut régler que le prolétariat, la bourgeoisie allemande étant par définition un "nain politique" — depuis sa naissance à sa belle mort.

La Confédération allemande, telle qu'elle existait en 1848, comprenait, parmi ses Etats mineurs, des pays asservis — la Bohème et la Posnanie, "la Pologne prussienne". Les deux duchés de Holstein et du Schlesvig étaient demeurés liés politiquement à la Couronne danoise, à laquelle ils avaient demandé, durant la révolution (le 20. III), d'être détachés pour entrer dans la Confédération allemande. Cependant la monarchie danoise, grâce à quelques concessions démocratiques, avait calmé la bourgeoisie et repoussé la revendication de ces deux territoires de nationalité allemande, dont l'Allemagne avait besoin pour des raisons commerciales et militaires. Qui plus est, certains "démocrates" danois appuyaient leur Etat pour poursuivre un nationalisme panscandinave, en rêvant au retour à la grande monarchie danoise comprenant aussi la Norvège et la Suède. La guerre entre

l'Allemagne et le Danemark était donc inévitable.

Or l'histoire mettait à l'ordre du jour la formation de l'Etat allemand comme Etat unitaire et indivisible, et exigeait qu'en fasse partie non seulement les petits Etats allemands, mais encore la Prusse et l'Autriche, qui devaient "se dissoudre et se fondre dans l'Etat allemand unitaire". Il s'en serait suivi le détachement non seulement de la Posnanie et de la Bohème, mais de bien d'autres provinces. Ce qui aurait eu pour conséquence la formation d'Etats indépendants non seulement en Italie (dont les provinces du Nord étaient asservies par l'Autriche), mais encore l'indépendance de la Pologne et de la Hongrie (qu'auraient entraînée la dissolution des Etats absolutistes prussiens et autrichiens). C'est ce grand résultat historique qu'exigeait le véritable intérêt de la bourgeoisie allemande dans sa lutte contre les buts réactionnaires des Cours de Vienne et de Berlin.

Toute la question slave se posa donc en Europe centrale et dans les Balkans, en liaison avec la revendication démocratico-bourgeoise de la République allemande une et indivisible. Considérons donc cette question. Face à une Hongrie libre, par exemple, la Croatie n'aurait pas dû demander à se détacher, et la même chose était vrai de la Bohème face à l'Autriche allemande. Historiquement, il y avait prédominance de l'élément magyar ici, et de l'élément germanique là. En d'autres termes, les "libéraux et démocrates" slaves de ces régions devaient éprouver le devoir révolutionnaire de rester unis aux groupes nationaux les plus forts et faisant preuve de plus grande vitalité. Cette analyse devait se confirmer dans la suite de la crise européenne, celle qui se produisit en réaction au soulèvement de juin du prolétariat parisien parmi les peuples du Sud, du Centre et de l'Est européen. Les Magyars et les Polonais firent effectivement preuve de leur initiative révolutionnaire, ainsi que les Italiens. En revanche, quelle fut l'attitude des peuples slaves des Balkans ? Ceux-ci voulurent s'unir dans un groupe national, celui des Slaves (russes, polonais, serbes et bulgares), qui était alors historiquement rétrograde.

"Avec leur agitation pour l'indépendance, les peuples slaves de ces pays trahirent la cause de la révolution pour l'ombre d'une nationalité qui, dans le meilleur des cas, aurait partagé le sort de la nationalité polonaise sous le joug russe". On se reportera à ce propos aux articles d'Engels sur le *Panslavisme* dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, ainsi qu'au recueil de Marx-Engels sur *la Russie*,

10/18, 1974. Le panslavisme qui avait sa patrie en Bohème et en Croatie n'était qu'une théorie anti-historique au service de la puissance impérialiste la plus réactionnaire du siècle dernier — celle-là même qui tenait la Pologne et l'Allemagne sous son joug : la Russie.

Dans ces conditions, quel devait être le devoir révolutionnaire de la bourgeoisie allemande-autrichienne de Vienne ? Celui de ne pas appuyer les concessions initiales faites par l'Empereur qui ne visaient qu'à un seul but : permettre à Metternich d'écraser le mouvement démocratique en utilisant contre lui et ses alliés magyare et polonais les Ruthènes, les Tchèques, les Moraves, les Croates, et les Illyriens : cf: la *Lutte des Magyars*, 13.1.1849 in : *Ecrits militaires*, p.225-239. "La supériorité de l'ennemi est terrible, écrit Engels : "16 millions de Slaves fanatisés contre 4 millions de Magyars".

Le fait pour ces "débris de peuples slaves" de ne pas avoir su résister aux sollicitations contre-révolutionnaires de Metternich et du tsar ramena non seulement les Allemands d'Autriche, les Polonais et les Magyars, mais eux-mêmes sous la botte de l'absolutisme russe et autrichien. Le parti Marx seul proposa le moyen d'empêcher cette évolution dramatique, en poursuivant l'oeuvre de la révolution française, qui s'était attaqué à la source du mal rongeant les nationalités divisées au centre, au Sud et à l'Est de l'Europe : *la guerre contre la Russie.*

Cette solution était réclamée en premier par la nécessité de la restauration de la Pologne. Or la Pologne asservie témoignait d'une réalité historique terrible : la Prusse aussi bien que l'Autriche se partageaient la Pologne avec la Russie tsariste, mais ce partage n'était pas effectué en faveur de la Prusse et de l'Autriche, il ne faisait que témoigner de l'asservissement de l'absolutisme prussien et autrichien à la Russie réactionnaire. C'était cet appât qui justifiait la servilité prussienne et autrichienne devant le tsarisme, auquel une République allemande une et indivisible eût porté un coup fatal.

La question internationale, qui se nouait en Allemagne, explique : que la révolution bourgeoise entre les classes en Allemagne avait nécessairement des *prolongements guerriers* dans l'ordre établi entre les nationalités et les Etats européens; cette relation avec l'organisation officielle des Etats de toute l'Europe explique *l'importance de la lutte "anti-impérialiste" et des nationalités opprimées* au cours de la crise européenne de 1848-1849; que la *bourgeoisie allemande* (de Prusse et d'Autriche)

qui tenait la clé de cet immense problème, *ne fut pas à la hauteur de la tâche*, et que le parti du *prolétariat allemand dut prendre le relais* dans les pires conditions données par le rapport des forces et l'immaturité historique du prolétariat de cette époque; que ce fut l'*insurrection de Juin 1848 qui donna donc le coup d'envoi*, en l'absence de direction de la bourgeoisie révolutionnaire allemande, à la lutte anti-impérialiste des peuples italien, allemand, magyar et polonais, assurant ainsi l'hégémonie de fait, sinon de conscience, du prolétariat dans les luttes européennes; que c'est sur les *champs de batailles que se décide le sort de la révolution européenne de 1848-1849*, ce qui confirme l'importance primordiale de la question militaire dans les révolutions bourgeoise et socialiste.

Dans cette lutte grandiose, la bourgeoisie prussienne mena la guerre de parodie au Schlesvig-Holstein : comme en Posnanie, elle sut y démontrer qu'elle était guerrière et nationaliste, mais non révolutionnaire.

Marx dit que la guerre de la Prusse contre le Danemark pour le Schlesvig-Holstein devait être la *première* guerre révolutionnaire de l'Allemagne, mais fut la *plus bizarre*. Le territoire contesté était indubitablement allemand de nationalité, de langue et d'inclination. Depuis 1845, la population soutenait une âpre lutte contre la pénétration danoise. La révolution de Marx amena un conflit ouvert avec les Danois. Mais, tandis que la Prusse intervenait avec fermeté en Pologne, en Bohème, en Italie et même en Hongrie, elle sabota littéralement la guerre révolutionnaire qu'elle aurait pu mener et qui aurait connu la faveur populaire. Marx explique longuement que le mouvement ne pouvait venir en Schlesvig-Holstein d'un petit pays tel que le Danemark, état-croupion de la réaction européenne. La Prusse et l'Autriche, dont la politique de colonisation et de conquêtes de terres slaves avait abouti à les lier et à les soumettre à la Sainte-Alliance, voyaient l'Allemagne s'engager à l'Ouest vers une reconstitution nationale véritable par l'incorporation des terres véritablement allemandes à la nation. Mais la bourgeoisie allemande — en l'occurence prussienne et autrichienne — ne pouvait s'engager dans cette voie : la constitution d'une grande unité nationale ne fut donc pour elles qu'une guerre de simulation : les Danois avancent à partir du Jutland et débarquent des troupes dans le nord du Schlesvig, et bousculent l'armée du Schlesvig-Holstein devant une armée prussienne qui ne bouge pas. Berlin donne l'ordre d'avancer à l'armée *allemande unie* et re-

conquiert aussitôt le Schlesvig : toute l'Allemagne s'enthousiasme. Une vingtaine de navires danois intervient, capture des navires allemands, bloque tous les ports allemands et couvre les passages de son armée en retraite : les Danois abandonnent une partie du Jutland et paient une contribution de 2 millions aux Prussiens. Avant même que soit payé un sou, l'Angleterre intervient en vue de négociations (neutraliser le Schlesvig, etc.) et la Russie envoit une note menaçante : M. Camphausen obéit aussitôt et donne l'ordre aux troupes de se retirer : les Danois reviennent, ils sèment le désordre dans les troupes en retraite et les habitants allemands fuient en même temps que les troupes. Tout le Nord du Schlesvig est pillé. Un nouvel ordre de Berlin donne le signal de la contre-attaque, mais le gouvernement trahit à chaque occasion l'armée révolutionnaire du Schlesvig-Holstein, et c'est à dessein qu'il permet aux Danois de la passer au fil de l'épée, une fois qu'elle est disséminée ou divisée. Le corps des volontaires allemands est traité de même.

Au commencement de l'automne, l'affaire eut son épilogue en Allemagne même. Bien que d'importance secondaire, cet évènement donna le premier avantage notable à la contre-révolution, et eut une conséquence énorme sur le moral. La Prusse, pour des raisons tout à fait évidentes, avait permis au semblant de gouvernement établi par l'assemblée de Francfort de conclure un armistice avec le Danemark, qui non seulement livrait à la vengeance danoise les Allemands du Schlesvig, mais encore désavouait complètement les principes plus ou moins révolutionnaires qui, suivant l'opinion générale, étaient en jeu dans la guerre danoise. Cet armistice fut rejeté à une majorité de 2 ou 3 voix par l'Assemblée de Francfort. Une crise ministérielle simulée suivit cette résolution, mais 3 jours après, l'Assemblée revint sur son vote et alla, en fait, jusqu'à annuler et à ratifier. l'armistice. Ce procédé ignominieux souleva l'indignation du peuple : on dressa des barricades; mais déjà les troupes avaient été concentrées à Francfort en nombre suffisant, et, après 6 heures de combat, l'insurrection était réprimée. Des mouvements semblables, quoique d'importance moindre se rattachant à cet évènement, eurent lieu en d'autres parties de l'Allemagne (Bade, Cologne), mais furent également écrasés.

Cet engagement préliminaire donna au parti contre-révolutionnaire ce grand avantage : désormais, le seul

gouvernement qui fût sorti, en apparence du moins, d'élections populaires — le gouvernement impérial de Francfort aussi bien que l'Assemblée nationale — était mort aux yeux de tous, puisqu'il en avait appelé aux baïonnettes des troupes contre les manifestations de la volonté populaire. La suite montre avec quel mépris l'Autriche, puis la Prusse et enfin les petits Etats traitèrent tout ordre, toute requête, toute députation qu'ils reçurent de cette Assemblée de crétins.

LE SOMMET DE JUIN

Dès avril 1848, le torrent révolutionnaire se trouvait endigué sur tout le continent européen par l'alliance avec la réaction vaincue des classes bénéficiaires de la première victoire.

En France, les boutiquiers et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires. En Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché avec empressement l'appui de la noblesse féodale, de la bureaucratie officielle et de l'armée contre les masses populaires, prolétaires et boutiquiers. En Angleterre, une manifestation mal préparée (le 10 avril) s'était transformée en une complète et décisive défaite des chartistes. En France, deux mouvements semblables (le 16 avril et le 15 mai) échouèrent également.

Aussi bien, quand le 23 juin 1848, la lutte sanglante commença à Paris, il devint évident aux yeux de *toute* l'Europe, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, que cette lutte, menée par la masse entière des ouvriers d'un côté, et par toutes les autres classes de la population parisienne soutenues par l'armée, de l'autre, était la grande bataille décisive : si l'insurrection était victorieuse, *le continent entier serait gagné par des révolutions nouvelles*; en revanche, si elle était écrasée, ce serait le rétablissement, au moins passager, du régime contre-révolutionnaire. L'enjeu se lut dans l'acharnement et l'ampleur de la lutte : les combats se succédèrent pendant plusieurs jours avec une exaspération sans exemple dans l'histoire des guerres civiles modernes.

C'est au paroxysme de cette lutte de classes gigantesque que le facteur militaire est décisif : et nous allons donc le considérer ici de plus près.

Nous constatons aussitôt que le prolétariat a fait preuve, à ce moment comme souvent plus tard encore, d'un esprit offensif étonnant. Cet allant n'était pas improvisé, car l'attaque était remarquablement bien conduite, parfaitement concertée et mûrie. Le prolétariat ne sut hélas organiser suffisamment l'inévitable phase de la défensive, puis ensuite la retraite, non seulement pour diminuer l'effet de la défaite, mais pour passer éventuellement à l'offensive lors de la crise suivante (en 1850, par exemple).

D'après le plan de bataille des ouvriers que l'on prête à Kersausie (le "premier organisateur des combats de rue et le premier grand capitaine des barricades", selon Engels), les insurgés marchèrent en 4 colonnes sur l'Hôtel de Ville en décrivant un mouvement concentrique.

La première colonne, qui avait pour base d'opération le faubourg Montmartre, les faubourgs de la Chapelle et de La Villette, partit des barrières Poissonnière, Rochechouart, St-Denis et La Villette en direction du Sud, occupa les boulevards et approcha de l'Hôtel de Ville par les rues Montorgueil, St-Denis et St-Martin. La deuxième colonne, qui avait pour base le faubourg du Temple et St-Antoine, presque entièrement habités par des ouvriers, et couverts par le canal St-Martin, se porta vers le même centre par la rue du Temple, la rue St-Antoine, et les quais de la rive droite de la Seine, ainsi que par toutes les rues parallèles des quartiers situés dans ce périmètre. La troisième colonne, venue du faubourg St-Marceau, avança par la rue St-Victor et les quais de la rive gauche vers l'Ile de la Cité. La quatrième colonne, qui s'appuyait sur le faubourg St-Jacques et le quartier de l'Ecole de Médecine, marcha également sur la Cité par la rue St-Jacques. De la Cité, les deux colonnes réunies pénétrèrent sur la rive droite et prirent l'Hôtel de Ville à revers et de flanc.

Le plan s'appuyait, avec raison, sur les quartiers exclusivement ouvriers, qui forment un demi-cercle dans la moitié Est de Paris en s'élargissant au fur et à mesure que l'on va vers l'Est. On devait d'abord débarrasser l'Est de Paris de tous les ennemis et marcher ensuite sur les deux rives de la Seine, vers l'Ouest et les centres du pouvoir : les Tuileries et l'Assemblée nationale. Ces colonnes devaient être appuyées par une quantité d'unités mobiles qui opéraient de leur propre initiative à côté d'elles et entre elles, dressaient des barricades, occupaient

les petites rues et assuraient les liaisons. Tandis que les colonnes pouvaient progresser par les grands boulevards en direction de l'Hôtel de Ville, les rues adjacentes étaient barricadées afin d'empêcher que l'ennemi contre-attaque de flanc. Les barricades devinrent ainsi une arme offensive. Elles étaient construites avec un art infini. Des barricades en biais ou en V, permettant d'avoir une surface de tir plus grande donnant moins de prise à l'ennemi, se flanquant mutuellement, renforcées encore par le feu croisé à partir des maisons, offraient un terrible front à l'attaque. Leur assaut exigeait une quantité infinie de vies humaines.

En cas de retraite, les bases d'opération étaient fortement retranchées elles aussi et transformées conformément aux règles de l'art en forteresses redoutables, comme par ex. le Clos St-Lazarre, le faubourg et quartier St-Antoine, ainsi que le faubourg St-Jacques.

Si ce plan contenait une erreur, c'était celle de ne pas tenir compte de la moitié Ouest de Paris pour le début des opérations. C'est là que se trouvent, des deux côtés de la rue St-Honoré, le long des Halles et du Palais national, plusieurs quartiers tout à fait propices à des émeutes, avec des rues étroites et tortueuses, habitées en majeure partie par des ouvriers. Il aurait été important d'y établir un cinquième foyer d'insurrection, d'isoler ainsi l'Hôtel de Ville, et d'occuper une grande partie des troupes à ce bastion saillant.(*)

La victoire de l'insurrection dépendait de la rapidité avec laquelle on pénétrerait dans le centre de Paris et assurerait la prise de l'Hôtel de Ville. Nous ne pouvons savoir, dit Engels, dans quelle mesure il a été impossible à Kersausie d'organiser l'insurrection dans ce quartier. Mais c'est un fait que jamais encore soulèvement n'a pu aboutir, s'il n'a pas su d'abord s'emparer de ce centre de Paris qui touche aux Tuileries.

Ces insurgés avancèrent conformément à leur plan. Ils

---

*) *La bourgeoisie sut reconnaître la menace que représentaient les quartiers ouvriers avançant comme un coin jusqu'au coeur de Paris, au Nord de la Seine jusqu'à Saint-Lazarre et enveloppant les points névralgiques du pouvoir (Hôtel de Ville, Assemblée nationale), bien qu'Engels nous dise ici que Kersausie n'a pu utiliser cette position avantageuse en juin 1848, l'architecte bourgeois Haussmann fit raser tout ce quartier, en chassa les ouvriers et les repoussa aux portes de Paris tandis qu'il ouvrait un large boulevard circulaire tout autour des centres du pouvoir afin de permettre à la troupe de déblayer plus rapidement l'insurgé, qui attaquerait en colonne les Tuileries, etc.*

se mirent aussitôt à séparer leur zone, le Paris des ouvriers, du Paris des bourgeois, par deux ouvrages principaux : les barricades de la Porte St-Denis et celles de la Cité : ils furent délogés des premières, mais conservèrent les autres.

Croyant avoir affaire à une bande désordonnée d'émeutiers ordinaires, agissant sans aucun plan, le gouvernement déclara le soir du 23 que l'émeute était vaincue, et c'est avec la plus grande négligence qu'il fit occuper par la troupe les quartiers conquis pendant la première journée de la lutte. Les insurgés surent admirablement exploiter cette négligence pour engager, après les combats d'avant-poste du 23, la grande bataille. La rapidité avec laquelle les ouvriers assimilèrent le plan des opérations, le parfait ensemble de leurs mouvements, l'adresse avec laquelle ils surent utiliser le terrain si complexe — sont absolument prodigieux. Ce serait tout à fait inexplicable, nous dit Engels, si, dans les ateliers nationaux, les ouvriers n'avaient pas déjà été organisés quasi-militairement et répartis en compagnies, si bien qu'ils n'eurent plus qu'à transposer dans le domaine de l'activité militaire leur organisation industrielle et former aussitôt une armée parfaitement agencée. Au matin du 24, non seulement le terrain perdu était complètement réoccupé, mais il avait été élargi. Le quartier général de l'insurrection fut établi à l'église St-Gervais (à 300 m. de l'Hôtel de Ville), l'Hôtel de Ville était presque encerclé. Un seul accès restait libre : les quais de la rive droite. L'Hôtel de Ville menacé était près de tomber. L'Assemblée nationale bourgeoise nomma Cavaignac dictateur et ce dernier, habitué aux batailles de rues dans les villages algériens, savait ce qu'il devait faire. Ses dix bataillons marchèrent sur l'Hôtel de Ville; le pont de Notre Dame vers la Cité fut balayé par l'artillerie lourde. Le poste principal des insurgés — la Belle Jardinière — fut détruit par des boulets, puis incendié par des fusées. La rue de la Cité fut, elle aussi, conquise à coups de canon. 14 bataillons stationnés sur la place de Grève et les quais dégagèrent l'Hôtel de Ville; quant à l'église de St-Gervais, elle n'était plus qu'un avant-poste isolé. La rue St-Jacques fut attaquée de la Cité par l'artillerie et prise de flanc à partir de la rive gauche.

Cette position favorable sur les boulevards de la rive droite de la Seine fut mise à profit par les troupes gouvernementales pour avancer en deux directions : Cavaignac fit balayer la rue du faubourg St-Denis, la rue du

faubourg St-Martin, et la rue du Temple par l'artillerie lourde. Le soir, la première colonne révolutionnaire était isolée dans le Clos St-Lazarre et à moitié cernée; la deuxième avait été repoussée par l'avance gouvernementale sur les boulevards : un coin était enfoncé dans la ligne des insurgés.

Comment Cavaignac avait-il pu prendre ainsi l'avantage ?

Grâce à la formidable supériorité numérique : Cavaignac disposait non seulement de la garnisson de Paris, mais aussi des hommes de la garde mobile de Paris, des environs et de quelques villes plus éloignées. En outre, la troupe arrivait des garnissons avoisinantes. Le 24, il pouvait compter sur plus de 100 000 hommes et, dans la soirée, ce nombre s'était accru de moitié. Le 25, les forces armées gouvernementales comptaient de 150 à 200 000 hommes, tandis que les forces des ouvriers atteignaient au plus le quart de ces chiffres. Engels dit : "Les armées qui s'affrontent dans les rues de Paris sont aussi nombreuses et puissantes que les armées qui participèrent à Leipzig à la bataille des Nations. Cela seul prouve l'énorme importance de la révolution de Juin".

Grâce à la brutalité des moyens employés par Cavaignac : jusque là on n'avait tiré qu'une seule fois au canon dans les rues de Paris(*). Les prolétaires n'étaient pas préparés à ce genre de combat; ils n'étaient pas armés pour y répondre, et la seule riposte, *l'incendie*, ils répugnèrent à l'utiliser. Cavaignac n'hésita pas un instant à utiliser la mitraille ainsi que les obus et fusées incendiaires. On appela cela des "mesures militaires habiles, auxquelles chacun paie son tribut d'admiration". Convaincue d'engager son existence même, la bourgeoisie voulut même mettre à feu tout le quartier du Panthéon, le 24. Surpris, par ces nouvelles méthodes anti-révolutionnaires(**), le prolétariat recula, et *son premier recul*

*) *En Vendémiaire 1795 (4 et 5 oct.), lorsque Bonaparte écrasa une émeute royaliste dirigée contre la Convention, en mitraillant la rue St-Honoré.*

) "*La révolution de février fut la* **belle *révolution, la révolution de la sympathie générale, parce que les contradictions (entre bourgeoisie et le prolétariat) demeuraient encore en sommeil, unies, côte à côte, parce que la lutte sociale n'avait atteint qu'une existence inconsistante, purement verbale. La révolution de juin est* **laide** *: c'est la révolution repoussante, parce que la réalité a pris la place des mots, et la république tricolore n'arbore plus qu'une seule couleur, la couleur des vaincus, la* **couleur du sang**" *(Engels).*

décida de sa défaite. Engels n'hésite pas à écrire que l'hésitation dans l'application de la violence décida de la défaite prolétarienne, tandis que la brutalité fit pencher la balance en faveur de la bourgeoisie : "Le soir du 25, le Paris de la bourgeoisie illumina, tandis que le Paris du prolétariat brûlait, saignait, gémissait jusqu'à l'épuissement". Et pourtant "Si les prolétaires avaient utilisé le 25 juin les mêmes moyens violents que les bourgeois et valets commandés par Cavaignac, *Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.*"

Les 1 5oo insurgés qui s'étaient retranchés dans le quartier de Maubert et Panthéon capitulèrent probablement à la suite de la menace de Cavaignac et des bourgeois ivres de rage et prêts à livrer tout le quartier aux flammes. De jour en jour, la violence, l'acharnement, la rage du combat augmentaient. La bourgeoisie devenait de plus en plus fanatique contre les insurgés : les bourgeois abattaient tout ce qu'ils trouvaient devant eux et menaient en toute conscience une guerre d'extermination contre les ouvriers en révolte. Après un combat tel que celui des trois journées de juin, seul *le terrorisme est encore possible*, qu'il soit le fait de l'un ou de l'autre des partis. Mais malheureusement, le prolétariat était déjà battu à ce moment, et ce fut la violence bourgeoise qui l'emporta. Un capitaine de la garde républicaine écrivit dans le feu des évènements que les ouvriers commençaient à comprendre ce sens de la violence : "A 200 pas, s'élève une formidable barricade, appuyée par plusieurs autres, défendue par environ 2 000 hommes. Nous parlementons avec eux pendant 2 heures. *En vain.* Vers 6 h., l'artillerie arrive enfin; ce sont *alors* les insurgés qui ouvrent le feu les premiers."

Même lorsqu'elle tint la victoire, la bourgeoisie, montre en main, attendait pendant les pourparlers de capitulation, la minute où elle aurait le plaisir de détruire de fond en comble les deux derniers bastions ouvriers : la Bastille et St-Antoine, les plus peuplés de Paris. Enfin, une partie des insurgés capitula, tandis que l'autre, attaquée sur ses flancs, quittait la ville après un bref combat. Ce fut la fin des barricades de juin. En dehors de la ville, il y eut encore des combats de tirailleurs, mais ils n'avaient plus aucune importance. Les insurgés en fuite furent dispersés dans les environs de Paris, puis capturés un par un avec la cavalerie.

C'est ainsi que 40 000 ouvriers ont combattu, quatre jours durant, contre des forces 4 fois supérieures, *et il*

s'en est fallu d'un cheveu qu'ils ne fussent vainqueurs : s'ils avaient pris pied dans le centre de Paris, s'étaient emparés de l'Hôtel de Ville et avaient institué un gouvernement provisoire, ils auraient doublé leur nombre, grâce aux hommes des quartiers conquis ainsi que des gardes mobiles qui n'avaient alors besoin que d'une impulsion pour changer de camp.

CONTRE-PARTIE REVOLUTIONNAIRE DE L'INSURRECTION DE JUIN EN ALLEMAGNE ET DANS LE RESTE DE L'EUROPE

Ce nouveau moment de la crise révolutionnaire de 1848-9 a une double face : l'Allemagne divisée et étriquée que nous connaissons et qui est le résultat de tout son passé historique misérable, bref le pays dont l'évolution a été brisée par l'alliance contre-révolutionnaire, de la bourgeoisie et du féodalisme, d'une part; et la réponse marxiste révolutionnaire, qui est la continuation de la lutte du prolétariat parisien dans les pays "arriérés", d'autre part.

Cette lutte n'est pas un succédané des luttes de juin, car le mouvement révolutionnaire a surgi presque simultanément sur tout le continent en février et mars. C'est la même lutte dans des pays diversement avancés au point de vue des structures sociales. C'est ce que confirme l'attitude de la bourgeoisie allemande, qui, incapable de jouer son rôle historique, rejoint ses féodaux à l'intérieur et s'aligne sur les bourgeoisies anglaise et française, désormais réactionnaires.

Polémiquant avec la presse démocratique allemande, Marx mit en évidence le caractère de classe prolétarien de l'insurrection de Juin, et revendiqua la même ligne pour son parti et sa classe en Allemagne. Certes, la défaite aussi bien en France qu'en Allemagne n'avait pas fait avancer d'un pouce la révolution dans ces pays, mais elle fit faire un pas qualitatif en avant en Allemagne. Il était désormais avéré que la bourgeoisie allemande ne remplirait pas sa mission historique — ce que Marx-Engels avaient déjà parfaitement prévu dès 1844, et c'est ce qu'ils avaient écrit aussi après la révolution de

Mars : "M. Camphausen n'est pas devenu premier-ministre *à cause* de la révolution de Mars, mais *après* la révolution de Mars" (N.G.Rh., 3.6.1848).

A présent que le prolétariat de Paris avait donné le signal — et rien n'indiquait alors qu'il était irrémédiablement battu —, le parti en Allemagne allait s'efforcer de prendre lui-même la direction de tout le mouvement social et révolutionnaire, en proclamant, entre autres, le but d'une *République rouge* : cf. Marx-Engels, le *Parti de classe*, t.II : *La Phase de la république sociale*, p.160-172-173-187.

La lutte en Allemagne est l'une des faces de la lutte universelle du prolétariat contre tous les systèmes oppressifs quels qu'ils soient, et notamment l'alliance de l'absolutisme féodal avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Le secret en est que la lutte des classes se prolonge en lutte entre Etats — ce qui est la thèse fondamentale du marxisme qui lie la base économique aux superstructures politiques et idéologiques dans une même lutte de classes, comme cela apparaît clairement dans la question militaire.

Après juin 1848, il apparut clairement que la Russie était le principal bastion de la contre-révolution, car elle servait de "pied de fer" aux monarchies absolues de Berlin et de Vienne aussi bien qu'aux bourgeoisies prussienne et autrichienne. Ces forces contre-révolutionnaires trouvent leur appui financier et moral dans la bourgeoisie contre-révolutionnaire d'Angleterre. Ces conditions universelles expliquent la crise générale de l'Europe de 1848-1849, en même temps que la réponse totale du marxisme révolutionnaire.

Au niveau de la lutte auquel l'Allemagne était parvenue, c'était *l'armée* qui fut la force materielle issue de l'équilibre contre-révolutionnaire.

Le moindre incident dans n'importe quelle ville de province servit de prétexte à l'armée prussienne pour désarmer le peuple, décréter l'état de siège et exercer les troupes dans les manoeuvres et les stratagèmes nouveaux que Cavaignac lui avait enseignés. La preuve était faite qu'une insurrection n'était pas absolument invincible dans une grande ville. Les armées, constamment battues et ridiculisées jusqu'alors dans chaque bataille de rue de quelque importance, reprirent confiance en leur valeur, *même dans ce genre de combat*. L'armée était de nouveau la puissance décisive de l'Etat.

Les nobles et les bureaucrates vaincus commencèrent

désormais à distinguer la voie qu'ils avaient à suivre : l'armée, plus unie que jamais, enorgueillie par ses victoires dans les petites insurrections et dans la guerre à l'extérieur, jalouse du grand succès que venaient de remporter les soldats français, cette armée, si elle était tenue en état de conflit permanent dans de petites batailles contre les révolutionnaires, saurait frapper, le moment venu, le coup décisif. De cette armée, Engels nous dit qu'elle était la puissance décisive, *mais n'appartenait pas à la bourgeoisie, car elle constituait une puissance par elle-même.*" (NYT, 18.3.52) Elle était effectivement dirigée tout d'abord contre le prolétariat en second lieu contre la bourgeoisie révolutionnaire; elle était donc le produit spécifique de la contre-révolution, c'est-à-dire de la bourgeoisie la plus développée, alliée aux forces précapitalistes du reste du monde. La bourgeoisie n'était ni économiquement ni socialement assez forte pour disposer à cette époque d'armées permanentes, faites à son image, démocratiques : lorsqu'elle se sentait menacée, elle recourait à l'alliance avec les régimes absolutistes, précapitalistes, pour mater ses rivales bourgeoises révolutionnaires (Napoléon Ier), puis le prolétariat en lutte. L'armée était donc, à cette époque, le produit direct de la contre-révolution féodale et capitaliste liguée(*) *sur le plan de la politique de l'Etat*, cela signifiait l'alliance entre l'Angleterre développée, la Russie arriérée et les Etats-croupions du continent (la Prusse, etc.). La bourgeoisie développée, étant déjà contre-révolutionnaire, parce que menacée d'être dépassée par le prolétariat, s'appuyait sur les forces organisées de l'absolutisme féodal pour faire contre-poids au communisme. Marx et Engels pouvaient craindre même, à cette époque, une restauration du féodalisme sur le continent grâce aux empiètements constants de la Russie : si bien que les bourgeoisies révolutionnaires de l'Europe centrale étaient directement menacées de mort. Se rendant parfaitement compte de cette situation sur la base de toute l'histoire du passé de l'Allemagne, ils passèrent à l'offensive contre la conjugaison des forces bourgeoises les plus

**) Le régime bonapartiste qui suivit la révolution de Juin était lui-même le produit d'un tel équilibre, où la bourgeoisie et le prolétariat étaient trop affaiblis tous deux pour se combattre. Bismarck, enfin, était lui encore pendant longtemps le produit d'un tel équilibre de forces sociales, révolutionnaires et contre-révolutionnaires.*

avancées et les absolutismes les plus arriérés, *en s'appuyant sur les Etats révolutionnaires d'Europe centrale.* C'est ce genre de lutte qui revint au premier plan après Juin : il trouvait son épicentre en Allemagne : "La *Prusse*, l'*Angleterre* et la *Russie* sont les trois puissances que la *révolution allemande*, et sa première conséquence l'unité allemande, ont le plus à craindre : la Prusse, parce qu'elle cesse alors d'exister; l'Angleterre, parce que le marché allemand est de ce fait soustrait à son exploitation; la Russie parce que la démocratie avancera de ce fait nécessairement non seulement jusqu'à la Vistule, mais même jusqu'à la Duna et le Dniester." En conséquence : "seule la guerre contre la Russie est une guerre de l'Allemagne révolutionnaire, une guerre où elle peut se laver des péchés de son misérable passé, où elle peut se viriliser et abattre ses propres autocrates." (N.Rh.Z., 12.7.48). Marx dénonce l'"asservissement politique de l'Europe continentale par la Russie, asservissement complété par la dépendance économique à l'égard de l'Angleterre" qui se manifesta dans les guerres françaises de 1792 et 1815, en Italie depuis 1815, en Pologne depuis 1772 et en Allemagne, comme on l'a vu.

Combattre cette politique de la bourgeoisie développée n'est aucunement une politique de rechange pour le prolétariat, lorsque celui-ci est vaincu dans les pays capitalistes développés. Elle fait partie intégrante de la théorie et de la praxis du marxisme révolutionnaire. Au reste, cette lutte aux côtés des pays révolutionnaires n'a-t-elle pas commencé dès Février-Mars, parallèlement aux luttes du prolétariat français ? Nous allons voir de plus près ce que Marx, et surtout Engels, entendaient par cette lutte commune du prolétariat et des peuples vraiment révolutionnaires.

L'enjeu des pays précapitalistes

S'il est normal que la bourgeoisie, en tant que classe dominante de la société, tente de gagner à elle les nations précapitalistes, il l'est tout autant que le prolétariat en fasse de même. Cependant, historiquement il n'existe pas de choix ni pour l'un ni pour l'autre entre tel ou tel allié : c'est le régime social qui détermine les "attirances" et compose les sphères d'influence : telle nationalité sera révolutionnaire, telle autre réactionnaire.

Dès le temps de Charlemagne, les Allemands dirigèrent

leurs efforts les plus suivis vers la conquête, la colonisation, la "civilisation" de l'Europe orientale. Les conquêtes de la noblesse féodale entre l'Elbe et l'Oder, et les colonies féodales des ordres militaires des chevaliers en Prusse et en Livonie ne firent que préparer le terrain à un système de germanisation plus vaste et plus efficace, au service de la bourgeoisie commerçante et industrielle d'Allemagne au XVe siècle. Les Slaves (et surtout les Polonais et Tchèques) étant essentiellement des peuples agricoles, tout accroissement de la population et *la formation des villes favorisait l'élément allemand* : la production d'articles industriels tomba entre les mains des immigrés allemands, et l'échange devint le monopole exclusif des Juifs, lesquels — dans la mesure où ils appartiennent à une nationalité quelconque — étaient dans ces pays plutôt allemands que slaves. Après le marchand et l'artisan allemands, suivirent le prêtre allemand, le maître d'école allemand, le savant allemand. De grandes parties de pays slaves ont été germanisées au moyen de ventes et de concessions de domaines publics à des colons allemands. Dans la masse compacte des Slaves — de la Mer Noire à la forêt de Bohême — les Allemands enfoncèrent un coin à l'Ouest, et les Magyars à l'Est. L'élément allemand conquit la partie occidentale de la Bohême et, en longeant les deux rives du Danube, pénétra jusqu'au-delà de la Leitha. L'archiduché d'Autriche, une partie de la Moravie et la Styrie furent germanisées et les Tchèques et Moraves furent séparés des Carinthiens et des Carnioles. En outre, la Transylvanie et le centre de la Hongrie furent entièrement nettoyés par les Magyars jusqu'à la frontière allemande, après avoir séparé les Slovaques et Ruthènes des Serbes, Croates et Slavoniens.

A l'est, voici quelle était la situation en 1848. Les Allemands avaient pratiquement germanisé une grande partie de leur possession de Posnanie occupée depuis 1772. Cependant il est intéressant de noter comment Marx-Engels considéraient ici la question des frontières, puisqu'il s'agissait en l'occurence de deux nations douées de vitalité et d'avenir — l'Allemagne et la Pologne. Il était normal que les Polonais réclamassent le rétablissement de leur pays dans les frontières d'avant 1772, quoique cette frontière ne délimitait plus les nationalités polonaise et allemande dans les conditions de 1848.

Deux solutions se présentaient donc comme possibles : d'abord renonçant à leur part de butin, les Allemands cédaient des contrées entières habitées pour la plupart par des Allemands, des grandes villes entièrement allemandes, à un peuple qui n'avait *pas encore prouvé* dans les faits qu'il était capable de progresser au-delà d'un état de féodalisme basé sur le servage agraire. Ce fut finalement la proposition suivante que Marx-Engels firent aux Polonais : une guerre avec la Russie eût offert la meilleure solution historique et sociale possible. La fixation d'une frontière sure contre l'ennemi commun se serait faite au cours de la lutte des différentes nations contre la Russie, soit essentiellement les Allemands, les Magyars et les Polonais. Les Polonais, mis en possession de vastes territoires à l'Est eussent pu se montrer plus traitables au sujet de l'Ouest, et en fin de compte Riga et Memel leur auraient sans doute paru tout aussi importants que Dantzig et Elbing (*).

La bourgeoisie prussienne prévoyait clairement qu'une guerre nationale quelconque contre la Russie eût signifié sa chute en même temps que celle de l'absolutisme. Dans ces conditions, elle proclama, avec un enthousiasme *feint*, l'extension de la nationalité allemande à l'Est. Mais elle agit surtout en Posnanie occupée par la Prusse, ce centre de l'agitation révolutionnaire polonaise, qui faisait partie intégrante de l'Empire allemand de l'avenir. Les promesses faites aux Polonais dans les premiers jours de l'agitation furent honteusement trahies. Des détachements polonais, formés avec l'autorisation du gouvernement, furent dispersés et massacrés par l'artillerie prussienne : cette politique de la bourgeoisie tourna bientôt à l'extérieur en politique ouvertement contre-révolutionnaire. Dès le mois d'avril 1848 — 6 semaines à peine après la révolution de Berlin — le mouvement polonais était écrasé et la vieille inimitié nationale ravivée entre Polonais et Allemands. Voici comment les Camphausen et

*) *Il est clair que la petite-bourgeoisie ne pouvait pas avoir une théorie et une praxis active dans ces questions, et se trouvait à la remorque de l'un ou de l'autre parti. La question des nationalités ou, en termes plus justes, des nations est subordonnée à celles des formes de production sociales progressives. Bref, il s'agit de savoir quelle est l'unité ou le groupement humains qui est le plus susceptible d'évoluer vers une forme sociale de production supérieure, en raison de sa situation passée et présente. Tenant compte de cet élément primordial, Marx et Engels dépassaient le cadre sectaire de la nationalité, dans lequel évoluaient leurs adversaires qui ne voyaient en eux que des pangermanistes (Bakounine et Proudhoniens), qui avaient une vue figée des nationalités, ce principe bonapartiste.*

Hansemann réussirent cette manoeuvre contre-révolutionnaire : après la révolution de Mars, les Polonais de Posnanie (partie sous domination prussienne) se soulevèrent. La masse des paysans et des artisans était dirigée par la petite noblesse, qui préféra un compromis avec la Prusse, laquelle promit une "réorganisation nationale de la Posnanie" garantissant aux Polonais une armée, une administration et leur reconnaissant le polonais comme langue nationale. Le général Willisen réussit, par ces promesses, à décider la convention de Jaroslaviec à demander que les insurgés déposent les armes. Mais les promesses ne furent pas tenues : le roi de Prusse annexa la partie Ouest ainsi exclue de la Pologne devant être réorganisée (14 avril). Le 18, il exclut encore d'autres territoires de la "réorganisation" : les Polonais reprirent les armes, vainquirent d'abord les Prussiens, mais furent battus ensuite par un ennemi numériquement supérieur. Le général von Pfuel prit la succession de Willisen et fit règner une répression brutale avant de déplacer encore la ligne de démarcation. Seul un tiers de la Posnanie, soit une mince bande de territoire le long de la frontière russe devait rester polonais lors de ce que Marx appelle le *septième partage de la Pologne* (N.Rh.Z., 9.6.48). Marx dénonce alors "les Allemands et les Juifs, infime minorité, qui cherchèrent à parvenir à la domination, en mettant à profit l'occasion du moment" (idid.). L'élément civilisateur *avancé* dans ces contrées prenait en tant que minorité nationale *réactionnaire* le parti de la contre-révolution. Ici encore la contre-révolution singeait la révolution : sans faire la guerre à la Russie réactionnaire, la Prusse réorganisait sa frontière avec la Pologne. Dans sa série d'articles sur les "Débats concernant la Pologne à l'Assemblée de Francfort", Marx écrit : "La frontière entre l'Allemagne et la Pologne ne doit être fixée que lorsque la Pologne existera. Mais la Pologne peut-elle ou pourra-t-elle exister à nouveau ? Les débats de la Chambre de Francfort le dénient. Or un historien français a dit : *il y a des peuples nécessaires. Au XIXe siècle, la Pologne fait sans contredit partie des peuples nécessaires*(*).

"Le partage de la Pologne par la Russie, l'Autriche et la Prusse est le lien qui les rive l'une à l'autre : le brigandage commun les a rendues solidaires les unes des autres.

---

*) *Lire note en page 102*

A partir de l'instant où le premier rapt eut lieu contre la Pologne, l'Allemagne tomba sous la dépendance de la Russie. La Russie força la Prusse et l'Autriche à rester des monarchies absolues. Les efforts mous et timides faits notamment par la bourgeoisie prussienne pour conquérir la souveraineté échouèrent complètement devant l'impossibilité de se détacher de la Russie qui soutenait la classe féodale et absolutiste en Prusse."

Marx en vient ainsi au facteur de *classes* à l'intérieur même des nations révolutionnaires ou réactionnaires : "Dès la première tentative d'oppression des trois alliés, les Polonais ne menèrent *pas seulement une lutte insurrectionnelle pour leur indépendance*, mais en même temps une *action révolutionnaire* contre leurs propres conditions sociales intérieures : le partage de la Pologne avait été rendu possible grâce à l'alliance de la grande aristocratie féodale *polonaise* et des trois puissances qui procédèrent au partage; le partage de la Pologne était le dernier moyen pour la grande aristocratie d'échapper à une révolution : il était essentiellement *réactionnaire*."

Les rapports entre Etats sont évidemment dictés par les rapports des classes qui composent des Etats, si bien que la lutte contre les puissances impérialistes donne, à un certain niveau, un caractère de classe aux luttes des opprimés : "La conséquence de ce premier partage de la Pologne était tout naturellement une alliance de toutes les autres classes, savoir la petite noblesse, la bourgeoisie des villes et en partie la paysannerie, aussi bien contre les oppresseure de la Pologne que contre la grande aristocratie polonaise elle-même."

Dans le passage suivant, extrait de l'article d'Engels sur la *Hongrie*, il montre comment précisément la lutte anti-impérialiste (contre le joug extérieur) entraîne une véritable révolution anti-féodale, et marque le passage à une société de classes modernes : "La guerre magyare de 1849 a beaucoup de traits communs avec la guerre polonaise de 1830-1831. Elle s'en distingue seulement en ce qu'elle a maintenant pour elle toutes les chances qui manquaient alors aux Polonais. On sait qu'en 1830, Lelewel réclama avec force, mais sans succès, que l'on enchaînât à la révolution la grande masse de la population en émancipant les paysans et les Juifs; que l'on transformât en guerre *européenne* la révolution de la vieille société polonaise, en impliquant dans la guerre, les trois puissances qui se partageaient le pays. Ce qui s'imposa en

1831 aux Polonais *alors qu'il était trop tard*, c'est par quoi *commencent aujourd'hui les Magyars : la révolution sociale à l'intérieur et la destruction du féodalisme*, telle fut la première mesure en Hongrie".

A propos de la transition des nationalités en nations modernes, c'est-à-dire au régime des classes, cf. notre *Fil du Temps* n 5 sur les *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste.*

---

*) *Note de la page 100 :*

Engels définit ainsi les **peuples réactionnaires** *: "Il n'est pas un pays d'Europe qui, dans l'un de ses recoins, ne possède une ou plusieurs ruines de peuple, résidu d'une ancienne population refoulée et asservie par la nation, qui devint plus tard le porteur de l'évolution historique. Ces restes d'une nation impitoyablement broyée par la marche de l'histoire, comme le dit Hegel, ces* **déchets de peuples** *sont et seront, jusqu'à ce qu'ils soient complètement éliminés ou dénationalisés, les soutiens les plus fanatiques de la contre-révolution : leur simple existence est une injure à une grande révolution historique.*

"Ainsi les Gaëls furent, en Ecosse, les soutiens des Stuarts de 1640 à 1745.

"Ainsi les Bretons furent, en France, les soutiens des Bourbon de 1792 à 1800.

"Ainsi les Basques, en Espagne, les soutiens de don Carlos.

"Ainsi, en Autriche, les Slaves du Sud, ces panslavistes, qui ne sont rien d'autre qu'un **déchet de peuple** *ayant subi une* **évolution millénaire** *très embrouillée. Il est tout à fait naturel que ce déchet de peuple, qui lui-même est très confus, ne voie son salut que dans la marche en arrière de tout le mouvement européen : ce n'est donc pas en direction de l'Occident, mais de l'Orient qu'il se tourne, et l'arme émancipatrice ainsi que le lien unitaire sera pour lui le knout russe. Les Slaves du Sud ont déjà manifesté nettement leur caractère réactionnaire avant 1848. L'année 1848 n'a fait qu'apparaître plus ouvertement ce caractère. Lorsque la tempête de Février se déchaîna, qui fit la révolution autrichienne ? Vienne ou Prague ? Budapest ou Agram ? Les Allemands et les Magyars ou les Slaves ? ... Les Slaves du Sud, pris en remorque depuis mille ans par les Allemands et les Magyars, ne se sont soulevés en 1848 que pour restaurer leur autonomie nationale et écraser ainsi la révolution magyare-allemande : ils représentent la* **contre-révolution.** *Deux nations également déchues depuis longtemps et privées de toute force d'action historique se sont jointes à eux : les Saxons et Roumains de Siebenburg." (N.Rh.Z., 13.1.49)*

En revanche, Marx et Engels pensaient que le communisme primitif agraire, si **vivace** *encore à cette époque en Russie, par exemple, constituait, dans certaines conditions, un allié tout naturel pour le prolétariat des pays développés.*

Dès la fin de l'été et de l'automne 1848, le mouvement révolutionnaire amorçait une réaction à l'égard de la contre-révolution victorieuse en Italie d'abord. Le mouvement commencé le 6 août dans les rues et les places de Milan gagna toute la Lombardie et l'Italie du Nord en novembre 1848. Sous la pression des masses, le roi Charles-Albert avait déjà été contraint de déclarer la guerre, fin mars 1848, aux Autrichiens, qui occupaient la Lombardie et la Vénétie. Après avoir mené une lutte timorée, marquée par de multiples trahisons, il signa le 9 septembre 1848 un armistice avec les Autrichiens. Cependant il fut contraint à annuler l'armistice le 12 mars 1849 et à reprendre la lutte le 20. Battu le 23, il renonça au trône et fut remplacé par Victor-Emmanuel qui signa la paix avec les Autrichiens le 6 août 1849.

Engels écrivit que l'Italie révolutionnaire fut battue par l'ennemi intérieur, d'une part, et l'ennemi extérieur, d'autre part : "Ce qui a ruiné les Italiens, ce n'est pas la défaite de Novare et de Vigevano, c'est la modération et la couardise auxquelles la monarchie les contraint. La bataille perdue de Novare n'entraînait qu'un préjudice *stratégique* : la route de Turin était fermée aux Italiens et ouverte aux Autrichiens. Cet inconvénient eût été sans importance, si la bataille perdue avait suscitée une *véritable guerre révolutionnaire*, si le reste de l'armée italienne avait aussitôt proclamé qu'il représentait le foyer de la levée nationale en masse, si l'honnête guerre stratégique de l'armée s'était transformée en guerre populaire, à l'instar de ce que firent les Français en 1793. Mais la levée en masse et l'insurrection générale du peuple sont des moyens devant lesquels la monarchie recule. Comme le prouve 1793, ces mesures ne peuvent être adoptées que par une République. Ce sont des mesures qui impliquent la terreur révolutionnaire. A-t-on jamais vu un monarque se résoudre à y recourir ? " (Engels, *la Défaite des Piémontais*, in Ecrits militaires, p.245). C'est encore la timide bourgeoisie italienne qui maintint en place la monarchie italienne et, du même coup, est responsable de la défaite du mouvement d'unité nationale en Italie.

Pour ce qui concerne l'ennemi extérieur, l'Autriche n'a pu vaincre le mouvement révolutionnaire italien qu'avec l'appui panslaviste : "En dehors de la haute noblesse, de la bureaucratie et de la soldatesque, la cama-

rilla autrichienne n'a trouvé appui que chez les Slaves. Ces Slaves ont décidé de la défaite de l'Italie; les Slaves ont donné l'assaut à Vienne, les Slaves assaillent encore les Magyars de toutes parts. A leur tête, il y a ceux qui parlent haut : les Tchèques sous Palacky, puis ceux qui manient l'épée : les Croates sous Jellachich ! ".

Dans le dernier numéro, imprimé en rouge, de la *Nouvelle Gazette rhénane*, Marx répétait la formule qu'il avait lancé dans son numéro du premier janvier 1849, où il indiquait la stratégie à suivre dans la phase révolutionnaire qui suivit l'insurrection de Juin 1848 : "En guise d'adieu, rappelons à nos lecteurs la formule de notre numéro du 1er janvier : *Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale* — telle est la table des matières de l'année 1849.

"Déjà une armée révolutionnaire, formée de combattants de toutes les nationalités mêlées, se dresse à l'Est contre la vieille Europe liée à l'armée russe et représentée par elle, tandis que la "République rouge" menace de surgir à Paris ! "

Dans l'autre partie du même journal, l'actualité montrait que la guerre mondiale était en train d'entrer dans les faits et "devait faire disparaître non seulement les classes réactionnaires (bourgeoises) et les dynasties, mais encore tous les peuples réactionnaires — ce qui est aussi un progrès". Dans sa thèse de Doctorat, Marx avait déjà théorisé un tel *mouvement absolu*, entrevu génialement par les dialecticiens grecs avec la première société de classe, mais dont la réalisation universelle n'était possible que depuis la lutte anti-féodale, qui met en mouvement toute la masse des humains. Cette guerre devait maintenant être déclarée à *toutes les formations sociales réactionnaires*; elle devait éliminar les sociétés fossilisées depuis des millénaires ou stoppées au cours de leur histoire, aussi bien que les capitalismes arrêtés au plus haut sommet de leur développement (par ex. en Angleterre et en France "où, après Juin, la bourgeoisie a pris la tête de la contre-révolution après avoir éliminé de sa voie tous les obstacles à sa domination de classe"; 7.11.1849).

Toute cette perspective confirme notre thèse selon laquelle le marxisme est né, en 1848, de manière définitive, à un moment où la bourgeoisie elle-même avait atteint le sommet de son développement et ne pouvait plus que se reproduire dans de nouveaux pays et de nouveaux continents. Autrement dit, à une époque où seul le communisme marxiste pouvait sortir l'humanité de l'impasse où

le capitalisme l'avait engagée avec l'aide de l'absolutisme.

Dans le même dernier numéro du 19.V.1849, Engels citait donc les faits militaires sur lesquels Marx s'appuyait pour fonder sa perspective : "La révolution sociale à l'intérieur et la destruction du féodalisme, telle fut la première mesure en Hongrie; l'implication de la Pologne et de l'Allemagne dans la guerre telle fut la seconde mesure : dès lors c'était la guerre européenne. Celle-ci est un fait accompli avec l'entrée du premier corps d'armée russe en territoire allemands: avec l'entrée du premier bataillon *français* en territoire allemand, elle prendra un tour décisif. En devenant européenne, la guerre magyare produit une action réciproque sur tous les éléments du mouvement européen. Son cours ne réagit pas seulement sur l'Allemagne, mais encore sur la France et l'Angleterre. Il est vraisemblable que la bourgeoisie anglaise ne tolèrera pas que l'Autriche soit transformée en province russe. Il est certain que le peuple français ne gardera pas les bras croisés, si la contre-révolution se fait de plus en plus pesante ... Tandis que se forme en Allemagne du Sud le noyau d'une armée révolutionnaire qui empêche la Prusse de prendre une part active à la campagne hongroise, la France est toute prête à participer activement à la lutte. Les quelques semaines — et peut-être même les quelques jours — à venir sont décisives. Les armées révolutionnaires de France, de Hongrie, de Pologne et d'Allemagne fêteront bientôt sous les murs de Berlin leur fraternisation sur le champ de bataille".

Certes, les armées révolutionnaires furent vaincues(*), et la contre-révolution parvint en 1849 à bloquer la société à un degré inférieur de son mouvement, mais il est important de rappeler quelle était la stratégie du parti prolétarien dans la bataille des nations et du prolétariat révolutionnaires de 1849, ne serait-ce que pour saisir pleinement la conception qu'a le marxisme des révolutions modernes.

Ces études sur la stratégie utilisée par le parti révolutionnaire, il y a plus de cent ans, n'ont rien d'académiques, mais sont, au contraire, particulièrement actuel-

---

*) *Dans son article du 19.V.1849 sur la* **Hongrie** *(cf. Marx-Engels,* **Ecrits militaires**, *p.251-262), Engels écrivait : "Bref, il eût suffi de quelques jours encore pour que l'armée magyare victorieuse, poussant devant elle les débris de la puissante armée autrichienne, fit une entrée triomphale à Vienne et anéantit à jamais la monarchie des Habsbourg" (p.259).*

les. Elles nous permettent en premier de démontrer le mécanisme des révolutions modernes, autrement dit de comprendre la dialectique des bouleversements qui caractérisent la société moderne. Après avoir ainsi assimilé la conception marxiste de la dynamique complexe de la lutte des classes, nous l'utilisons pour déchiffrer l'histoire qui se déroule sous nos yeux, afin de la comprendre avant que le rapport des forces donne les moyens au parti d'intervenir consciemment et efficacement dans la lutte.

En utilisant la juste conception marxiste, nous déchiffrons une lutte grandiose qui se déroule dans des continents entiers depuis une génération et constitue le plus grand évènement révolutionnaire de cet après-guerre, dominé par ailleurs par le triomphe incontesté du bloc russo-américain sur les pays de capitalisme développé. Ce bloc russo-américain est l'alliance, scellée dans le sang d'une gigantesque tuerie impérialiste, entre un mouvement communiste dégénéré et le capitalisme le plus puissant. Cette véritable chape de plomb a arrêté toute vie des forces progressives — le prolétariat — dans les pays développés — comme l'avait fait la contre-révolution après la défaite de la classe ouvrière française en Juin 1848. Il fallut — hier comme aujourd'hui — attendre que le mouvement reprenne dans les pays "sous-développés", au niveau de la lutte anti-impérialiste, des pays révolutionnaires qui luttent pour passer au régime des classes modernes de la société bourgeoise — et de fait tout cet après guerre a été marqué par la lutte gigantesque des peuples de couleur, qui n'ont pas craint d'attaquer l'ordre établi dans le monde après la défaite générale du mouvement communiste prolétarien par la contre-révolution dirigée par Washington et Moscou : la Chine la première, clôturant une lutte qui avait duré 40 ans, non certes au niveau prolétarien et communiste, mais national révolutionnaire bourgeois anti-impérialiste — et inaugurant tout ce mouvement anti-impérialiste qui gagna ensuite l'Indochine, le Congo, l'Algérie, Cuba, l'Amérique du Sud, bref embrasant des continents entiers et infligeant un démenti cruel à la contre-révolution des pays développés, qui prétendaient se partager le monde et arrêter le mouvement de l'histoire.

Comme Marx-Engels attendirent anxieusement du mouvement des "nations révolutionnaires" des pays de l'Est européen une reprise du mouvement ouvrier en France et en Angleterre, nous suivons depuis une génération les symptômes de la reprise de mouvement ouvrier

communiste dans les pays capitalistes développés. Nous savons que la légère reprise dans la lutte de classes, amorcée aussi bien aux Etats-Unis qu'en France après 1968, est directement liée à l'ébranlement de l'impérialisme consécutif à la défaite des bourgeoisies des métropoles en Algérie et en Indochine, par exemple. Il faut être aveugle — mais il est vrai que la contre-révolution triomphante a fait dégénérer le mouvement ouvrier conscient des métropoles et lui a fait perdre tout instinct et toute vision révolutionnaires — pour ne pas voir que la crise de l'impérialisme, partie des lointains pays de couleur se rapproche d'année en année, qu'elle a gagné déjà les pays du Moyen Orient et les pays arabes tout autour de la Méditerranée et qu'elle assaille maintenant l'Europe, menacée de crise et de pénurie dans son capitalisme d'abondance corrupteur de toute vie révolutionnaire. Vainement, en Indochine, par exemple, les révolutionnaires de couleur ont tenté de s'opposer à l'arrêt de la lutte au niveau national-bourgeois, et des dizaines de milliers de combattants vietnamiens se sont soulevés contre les derniers accords de Kissinger — le Duc Thô. La jonction entre mouvement national-révolutionnaire anti-impérialiste ne peut hélas s'effectuer sans la reprise du mouvement frontal du prolétariat dans les pays développés, comme l'a montré le schéma de la révolution internationale de Marx-Engels établi en 1848 et aussitôt vérifié dans la crise européenne générale. Mais, nous savons que la crise déclenchée par les peuples de couleur contraindra le prolétariat des métropoles à se remettre en mouvement dans son dur et impitoyable combat frontal contre sa monstrueuse et gigantesque bourgeoisie alliée aux organisations ouvrières dégénérées, la jonction s'effectuera alors avec la lutte anti-impérialiste des peuples de couleur, qui grâce à cette coordination pourront poursuivre leur lutte avec efficacité en la haussant au niveau prolétarien et communiste, balayant alors — comme les forces révolutionnaires en avaient l'intention en 1848 déjà — tous les systèmes d'exploitation superposés des sociétés précapitalistes et capitalistes du monde entier.

Ce pronostic nous l'avons établi, sans discontinuer depuis le congrès des peuples de Bakou que revendiquaient les forces communistes auxquelles nous nous rattachons; nous avons tapé sur le même clou dans notre *Fil du Temps* sur la *Crise économique et sociale de Mai 1968* comme dans notre longue Introduction aux textes

de Marx-Engels sur *la Chine* (10/18). Toute la conception marxiste pousse à cette stratégie générale qui, seule, pourra regrouper dans la lutte réelle, les forces qui seront capables d'abattre la monstrueuse conjonction contre-révolutionnaire actuelle, et ont déjà montré que le capitalisme développé n'est pas du tout invincible sur les champs de bataille.

2

Le prolétariat Anglais de l'économie à la politique

A partir de l'èconomie capitaliste

La phase des luttes du prolétariat anglais que nous abordons maintenant se situe au même niveau qualitatif que celle du prolétariat français au cours de la grande révolution : constitution du prolétariat en classe, donc en parti. Mais, dans le cas anglais, ce passage s'effectue dans des conditions tout à fait différentes, puisque c'est essentiellement à partir du moment où la bourgeoisie est déjà au pouvoir que commence la phase considérée. Nous laissons donc de côté l'épisode des *niveleurs* qui, dans la révolution anglaise du XVIIe siècle, correspond aux tentatives de Thomas Münzer en Allemagne et à celles de Babeuf en France. Disons simplement que cet épisode moins connu, a eu une forme moins développée qu'en France où il a constitué pour ainsi dire l'exemple classique, le modèle, de la lutte du prolétariat au plan politique, les conditions générales y étant plus mûres.

Nous ne considérons que ce qui y est le plus caractéristique et le plus classique dans les luttes du prolétariat anglais — le passage de la sphère économique à la sphère politique pour la constitution du prolétariat en classe. Ce n'est donc pas chronologiquement que nous traitons notre sujet, mais logiquement : si en France, nous avons considéré les questions de la violence du prolétariat au moment où la bourgeoisie se hisse au pouvoir politique, nous les considérons maintenant à partir du moment où, ayant assis son règne politique, la bourgeoisie développe son appareil productif. En ce sens, la phase anglaise fait suite à la phase française.

Dans le *Capital*, Marx a déjà décrit à partir du développement de l'Angleterre le cours de la production capitaliste, en prévenant le lecteur que cette analyse annonce leur avenir aux pays qui sont attardés et qui devront s'engager dans la même voie : *De te fabula narratur* — le cours économique de l'Angleterre fournit à tous les pays les lois de leur propre développement. Ce qui importait à Marx dans le *Capital*, ce n'était pas de dégager les données pour assurer la gestion de la production capitaliste, mais d'établir que l'évolution du capitalisme est contradictoire et conduit à sa propre négation, à la société communiste. Considéré sous cet aspect de classe, le développement capitaliste englobe donc aussi les luttes des ouvriers pour détruire la société bourgeoise.

Nous voyons que le prolétariat français qui s'est

appuyé essentiellement sur des moyens politiques était très en avance sur le prolétariat anglais qui partait de conditions plutôt économiques pour se constituer en classe, en se forgeant le parti chartiste dans les années 1840. A ce niveau, l'arme politique est un moyen privilégié. C'est ce que constate Engels : "Il semble qu'au stade actuel de l'histoire, la nation française soit déterminée à parcourir toutes les formes *politiques* du développement; autrement dit, partant du politique pur, qu'elle parvienne au point où tous les autres peuples et toutes les trajectoires confluent au communisme. L'évolution politique de la France montre donc clairement *comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais*" (*Progrès de la réforme sociale sur le continent*, 4.XI.1843).

Cependant le passage de l'économique au politique du prolétariat anglais est exemplaire, et si pour le prolétariat international le modèle *politique* aura été la classe ouvrière française, le modèle *économique* en sera la classe ouvrière anglaise. Il y a plus : même l'expérience des luttes du prolétariat anglais sert, à un moment donné, d'exemple à la classe ouvrière française : lorsque battue, celle-ci recommence ses efforts pour se constituer en classe, sous le règne de la bourgeoisie cette fois, et à partir des conditions économiques données. L'histoire est hautement dialectique, elle est constituée de cycles, dont la succession forme une chaîne, disons, ascendante en moyenne, bien qu'il y ait des chutes énormes — après une défaite sociale d'une classe donnée, par exemple — entre la dernière phase atteinte dans le cycle précédent et la phase initiale du cycle suivant. Après la défaite du prolétariat français en 1786, sa course repartira à partir du développement social existant, qui est déterminé par le niveau atteint par les forces productives : avant de pouvoir se constituer en classe pour lui-même, donc en parti, le prolétariat s'organisera alors à partir des luttes économiques, où le prolétariat anglais est le modèle. A la suite de ses défaites, le prolétariat s'assimile ainsi l'expérience des autres classes ouvrières et repart d'une base toujours plus large et internationale. En l'occurence, le prolétariat français fera la jonction entre son savoir politique et sa base économique, qu'il intègre dans ses revendications sociales générales.

De nos jours, après la dégénérescence de la Troisième Internationale et les défaites subies par l'actuel prolétariat, nous repartons du niveau d'organisation le plus bas, mais c'est en intégrant tous les modèles et toutes les

expériences historiques du prolétariat international : le résultat ne peut qu'être supérieur, d'où l'âpreté des luttes actuelles pour la constitution du prolétariat en classe pour lui-même, donc en parti. On le voit, les études du mouvement ouvrier du siècle sont strictement d'actualité et ont un caractère tout à fait pratique.

Le modèle français et le modèle anglais

Ce qui distingue les ouvriers anglais des français, c'est la perception et la conscience qu'ils ont de la violence. Les problèmes étant politiques en France, c'est l'action violente qui est suggérée, tandis que le développement économique en Angleterre se caractérise par une faculté exceptionnelle du capitalisme anglais de transformer la violence ouverte en violence potentielle, qui s'accumule dans la société et n'explose qu'à certains moments déterminés. De nos jours, le capitalisme international a repris à son compte cette faculté de désamorcer la violence ouverte, le heurt direct entre les classes, qui risque d'être décisif pour l'existence de l'une ou l'autre. Comme nous l'avons dit dans l'*Introduction*, le sens général de l'évolution tend à rendre moins fréquents statistiquement les cas où la violence entre les hommes s'exerce sous la forme cinétique (avec la lutte, la sanction corporelle et l'exécution capitale) pour rendre beaucoup plus fréquents les cas où l'on emploie la violence potentielle, grâce à laquelle une mesure autoritaire est exécutée sans résistance physique, parce que la loi a appris au sujet qu'il n'a pas intérêt de s'y soustraire. La violence ne disparaît pas, au contraire, elle a une forme potentielle qui pèse sur l'individu et l'amène à obéir plutôt qu'à se faire châtier. La soumission "volontaire" à la loi est l'un des exemples classiques de l'utilisation de la violence potentielle.

Si par "question militaire" nous entendons surtout la lutte révolutionnaire des masses opprimées, organisées ou non en véritables armées, cela ne signifie pas qu'une lutte ne peut être révolutionnaire que si elle revêt l'aspect violent, avec l'emploi des armes et le sang versé. De même que la "guerre froide" (ou son actuelle variante de "coexistence pacifique") et la guerre "chaude" des impérialistes modernes sont l'une et l'autre des instruments de lutte contre le prolétariat mondial pour le tenir sous le

joug et prolonger un infâme régime d'exploitation, de même la lutte que le prolétariat mène en temps de "paix" et avec des moyens "pacifiques" contre la bourgeoisie est elle aussi efficace et féconde, comme la lutte développée de manière ouvertement révolutionnaire. Dans la période historique que nous examinons, l'Angleterre fut précisément le théâtre d'une lutte dans laquelle le rôle du moyen pacifique montre parfaitement bien comment il créa une fracture de plus en plus grande entre les classes ennemies, et il n'y a donc pas d'assimilation possible de ces luttes pacifiques et de la "voie légalitaire" des vieux révisionnistes et des actuels faux communistes. Les chartistes l'avaient compris avant même que naisse le socialisme scientifique de Marx.

Dans un article de la *New Moral World* d'Owen du 4.11.1843, Engels écrivait qu'en France toute transformation depuis 1789 avait été obtenue grâce à la violence : "Au cours de ces 50 dernières années, un changement après l'autre a été provoqué, en France, par la force. Toutes les Constitutions, depuis la démocratie radicale au despotisme ouvert, et toutes les lois possibles ont été, après une brève existence, mises au rancart et remplacées par d'autres. "Le résultat de tous ces bouleversements, résultat consigné aujourd'hui dans la Constitution française et dans les lois, c'est que les pauvres sont opprimés par les riches, oppression maintenue par la violence. Et pourquoi voudrait-on que les opprimés éprouvent de l'affection pour leurs institutions étatiques et cherchent recours aux vieilles méthodes de 1792 ? Ils savent que ce qu'ils sont, ils le doivent à la violence, et ils répondent à la violence par la violence. Comme ils ne disposent, pour l'instant, d'aucun autre moyen, pourquoi devraient-ils hésiter, ne serait-ce qu'un instant, à utiliser ce moyen ? ".

L'idée que l'Etat, dans la réalité sociale, agit comme violence organisée de la classe dominante a donc été absolument claire au prolétariat français. La violence ouverte est un facteur de la prise de conscience de classe et, partant, des intérêts et buts propres du prolétariat, en même temps qu'un moyen efficace de les réaliser socialement. Ce n'est donc pas par hasard que nous avons commencé le chapitre de la Question militaire du prolétariat par les luttes en France. Historiquement et conceptuellement, nous sommes en droit d'isoler les uns des autres les facteurs politique, économique et théorique de la lutte de classe, même si la vision du marxisme moder-

ne, né en 1848, les intègre : le cours de la société capitaliste passe par des phases spécifiques dans lesquelles l'un ou l'autre de ces facteurs prédomine. Par exemple, la politique dans les crises et les périodes de violence ouverte. Nous avons vu que le communisme de Babeuf avait des racines (immédiates et directes) essentiellement politiques.

Toujours dans l'article cité ci-dessus, Engels parlant de l'Angleterre écrit : "Voilà depuis cent cinquante ans que la Constitution anglaise est *sans interruption* la loi du pays : tout changement y est obtenu par des moyens légaux et réalisé dans des formes constitutionnelles. C'est ce qui explique que les Anglais ont une si haute idée de leurs lois".

En s'appuyant sur l'exemple de la France, "pays où est née la démocratie moderne", Engels poursuit en dénonçant les mystifications du légalisme : "La liberté politique n'est qu'un semblant de liberté, c'est la pire forme de l'esclavage, ce n'est qu'une apparence de liberté, donc la pire des servitudes. Il en va de même de l'égalité politique, et c'est pourquoi la démocratie doit, de même que toute autre forme de gouvernement, être mise en pièces : l'hypocrisie ne peut avoir un contenu, la contradiction qu'elle contient doit apparaître au grand jour." (*ibid.*)

Le respect de la loi et de l'Etat qu'ont les Anglais a son explication dans des facteurs historiques déterminés. La bourgeoisie anglaise, après sa première révolution violente en 1648 et après la brève parenthèse de la restauration des Stuart a pu s'installer au pouvoir de manière pacifique avec la "Glorieuse révolution" de 1688. La noblesse terrienne s'était alors déjà convertie en grande partie à la nouvelle religion du mercantilisme et de l'argent, et de "féodale" devenait progressivement moderne. En termes moins grandiloquents, cette noblesse s'activait dans les affaires de la production agricole et aussi le commerce, et ne restait pas oisive ou parasitaire comme la française. Cela permit son alliance avec la bourgeoisie et, grâce à celle-ci, l'aristocratie terrienne put conserver dans ses mains de nombreux leviers du pouvoir et continuer à développer de multiples fonctions publiques d'administration locale et centrale qui étaient confiées en France à des fonctionnaires de l'Etat. En se fondant sur un développement économique progressif, la bourgeoisie anglaise put réaliser ces compromis politiques et "transformer sans nouvelle révolution et avec des moyens conciliateurs la monarchie absolue en monarchie bourgeoise" (Marx). En France, à l'inverse, la bourgeoisie, pour faire du roi réactionnaire un roi bourgeois (Louis Philippe), il fallut une nouvelle révolution — celle de Juillet 1830, où du point de vue des classes le règne de la financière se substitue à celui de l'aristocratie foncière, à la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains.

Comme nous le verrons, même en Angleterre, l'ouvrier finira malgré tout à perdre le respect pour les sacro-saintes lois : signe qu'il passe sur le terrain de la violence et de la révolution. Toute la question est de savoir comment il parviendra à comprendre que "la loi est pour lui un fouet fabriqué par la bourgeoisie" ((Engels) et à défier le bâton du gendarme qui, au fond est celui du bourgeois ? Il ne l'apprendra d'abord que de l'économie et donc quand il est déjà devenu un prolétaire au sens le plus complet et le plus moderne. Ce n'est qu'après la suppression de l'antique artisan, l'anéantissement de la petite bourgeoisie qu'est enlevée à l'ouvrier toute possibilité de devenir encore un bourgeois. Jusque-là il avait toujours eu la perspective de pouvoir se ranger dans le système à un poste quelconque, comme maître artisan stable, et de pouvoir prendre des compagnons et des apprentis. Mais aujourd'hui que ces mêmes maîtres artisans sont supplantés par les industriels, que pour gérer une entreprise indépendante il faut de grands capitaux, alors seulement le prolétaire devient une classe réelle et stable de la population, alors qu'auparavant il ne représentait qu'un passage vers la petite bourgeoisie ou la bourgeoisie, comme les Etats-Unis l'ont expérimenté pour les sans-réserves venus d'Europe qui, durant des générations, furent systématiquement embourgeoisés, Ce n'est qu'à un très haut niveau de développement économique du capital anglais que celui qui naquit ouvrier n'avait plus d'autres perspectives que de vivre en prolétaire pour toute sa vie. Comme le dit Engels dans la *Situation des classes laborieuses en Angleterre* : "C'est maintenant seulement que le prolétariat est en mesure d'entreprendre des *mouvements autonomes*".

Tant que l'économie n'avait pas atteint un degré déterminé, il ne pouvait y avoir de liaison unitaire de classe , entre les ouvriers, engagés dans des luttes partielles, catégorielles, locales, spontanées. En disant que l'ouvrier anglais acquit une conscience de classe de *l'économie*, nous faisons allusion à la violence propre aux faits économiques et liée aux lois du mode de production capitaliste

et donc finalement de la violence de l'Etat au service de la classe dominante économique : il n'y a pas de hiatus. De fait, dans le *Capital*, Marx a montré que la violence du mode de production capitaliste était terrible, notamment dans le chapitre de l'accumulation primitive. La violence est au service de l'économie : l'Etat fixe les conditions du salaire (taux et heures) que la loi de la valeur est encore impuissante, à elle seule, à déterminer. Les potences de l'Etat capitaliste jalonnent les chemins qui mènent au salariat pour empêcher les expropriés de vivre autrement que du travail de leurs bras nus. Et, dans cette période infâme, c'est l'intérêt économique qui est l'élément moteur : le développement de l'industrie plus rentable de la laine a chassé les paysans de leur terre au 16e siècle et a fait dire à Thomas More (1516) : "Les hommes sont dévorés par les moutons", phrase que le capitalisme anglais développé transformera en :"le capital fixe, la machinerie, pressure et absorbe le travail vivant de l'ouvrier pour le transformer en travail mort, en plus-value" (Grundrisse).

La bourgeoisie a su intervenir chaque fois à temps, et par de multiples concessions, a jeté de l'eau sur le feu avant que l'incendie ne prenne une ampleur dangereuse. La bourgeoisie étant installée au pouvoir, directement ou indirectement, il n'y avait plus pour le prolétariat d'occasion de vacance du pouvoir comme cela se produit dans la révolution politique au moment où la direction de l'Etat passe des féodaux aux bourgeois, et où le prolétariat peut s'emparer de la direction de la société. Il fallut donc attendre que le prolétariat soit devenu assez fort et que le système bourgeois lui-même traverse une crise pour tenter de changer fondamentalement les conditions de vie et de production. Or durant toute une phase historique, le prolétariat n'est pas encore une classe pour lui-même, avec son autonomie d'organisation, de revendications et de but : "Les conditions économiques ont d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a crée à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est-elle déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même (Manifeste).

Pendant cette période : "Tout le mouvement historique est concentré entre les mains de la bourgeoisie. Toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire de la bourgeoisie" (*Manifeste*). L'économie va décidément lentement.

PHASE DU PROLETARIAT, CLASSE VIS-A-VIS DU CAPITAL

Ce que les luttes historiques du prolétariat anglais démontreront, pour le développement de l'économie, vaut ce que nous avons dit pour l'instauration de structures politiques modernes : le prolétariat, classe productive et révolutionnaire par excellence, en est le moteur essentiel.

"Les hommes se construisent un monde nouveau avec des conquêtes historiques qui ébranlent le monde, dans lequel ils vivent. Il leur faut, au cours de l'évolution, commencer par produire eux-mêmes les *conditions matérielles* d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit et de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée" (Marx, *La critique moralisante et la morale critisante*).

Un arc immense relie les premières luttes du monde du travail avec le triomphe du travail sur les classes exploiteuses, avec l'instauration de la société communiste sans classe, dont les producteurs sont l'artisan du point de vue économique, politique et social.

Le schéma des luttes de cette toute première phase économique est classique. Elles ont un double sens. Le *premier* est de développer l'économie capitaliste qui créera les conditions matérielles pour l'émancipation du travail, par le moyen politique qu'il n'est possible d'assurer avec succès que dans les périodes de crise sociale. Même si en l'absence de cette période, tout le mouvement profite à la classe des exploiteurs bourgeois, cette phase est nécessaire dans l'intérêt des ouvriers, ne serait-ce que parce que la seconde phase de leur évolution ne peut s'amorcer, que sur la base de la première maintenant où le cours capitaliste domine. En somme, les revendications économiques permettent une extension et une diffusion du capitalisme jusqu'au point où une lutte efficace peut avoir lieu contre la bourgeoisie. Le prolétariat anglais — mieux que tout autre — a su mener cette lutte comme en témoignent les pages du *Capital* relatives à l'effet de la lutte économique du prolétariat sur la modernisation de l'industrie (les inventions de machines et l'application de procédés mécaniques et chimiques sont accelérées par les grèves et les revendications de salaire), sur la concentration de l'industrie (les revendications d'uniformisation des heures de travail et les hauts salaires poussent à la centralisation du capital), ce qui contribue à éliminer les industries précapitalistes ou celles qui utili-

sent de la main-d'oeuvre enfantine (par des revendications aboutissant à des lois nationales sur l'hygiène, la règlementation du travail des jeunes, des femmes et des vieux), etc., etc.

Même si les résultats ultimes sont accaparés par la classe des capitalistes, les revendications ouvrières diminuent la pression féroce de l'exploitation bourgeoise, même si en dernière analyse le taux d'exploitation du capital augmente.

Dans le *Capital*, Marx analyse longuement cette première phase des luttes ouvrières et nous en découvre la dialectique : à partir des rapports des inspecteurs de fabrique anglais, il systématise les leçons des luttes obscures et acharnées de la classe ouvrière anglaise qui tendent finalement à provoquer la chute du capital. Il y illustre sa thèse selon laquelle "jusqu'ici les forces productives se sont développées grâce au régime des antagonismes de classes" (*Misere de la Philosophie*), et affirme que "lâcher pied sans courage dans ce conflit de chaque jour avec le capital, ce serait perdre la faculté de se lancer un jour dans un mouvement plus vaste" (*Travail salarié prix et profit*).

Tant que subsiste le pouvoir politique de la bourgeoisie, ces luttes sont un véritable travail de Sisyphe : le développement général de la production capitaliste implique qu'une conquête acquise, même si elle n'est pas bientôt remise en question purement et simplement, ne constitue même plus un minimum supportable pour les ouvriers au bout de quelques années — et c'est ainsi que la dialectique même du développement de la production capitaliste pousse sans cesse à des luttes nouvelles, toujours plus amples et tranchantes.

La lutte du prolétariat anglais, décrite par Marx dans le *Capital*, peut servir d'exemple à tous les ouvriers des pays capitalistes, non seulement pour leurs revendications immédiates, mais encore lointaines, car Marx y explique le mécanisme du développement vers une société supérieure, sans classe. Dans le capitalisme, la lutte est d'abord pour l'ouvrier une question de vie ou de mort. Ses racines premières se trouvent donc dans les besoins et nécessités physiques. Plus que toute autre la bourgeoisie manufacturière anglaise sut utiliser la poussée ouvrière dans le sens d'un développement des forces productives. Marx ne cesse de la répéter dans le *Capital* : "Les revendications ouvrières annoncent le progrès technique : plus d'une machine nouvelle fut introduite, "qu'une grève

avait fait inventer". En effet, les capitalistes ne voient que leur intérêt de classe : "Les capitalistes cherchaient à s'affranchir de cet esclavage insupportable, c'est-à-dire les conditions gênantes du contrat de travail, en s'aidant des ressources de la science" (*ibid.*). Mais, en même temps, ce furent les industries fonctionnant encore d'après un mode de production périmé qui en furent les véritables victimes : "La horde des mécontents, qui se croyait retranchée d'une manière invincible derrière les anciennes lignes de la division du travail, s'est vue prise de flanc, et ses moyens de défense ayant été anéantis par la tactique moderne des manufacturiers, elle a été forcée de se rendre à discrétion." (*ibid.*) L'exploitation capitaliste s'aggrave : "Tandis qu'autrefois, un seul ouvrier avec deux aides faisait marcher deux métiers, il en fait marcher trois maintenant sans aucun aide, et il n'est pas rare qu'un seul ouvrier suffise pour quatre métiers, etc. Il résulte des faits qui me sont communiqués que 12h. de travail sont maintenant condensées en moins de 10 h. Il est donc facile de comprendre dans quelle énorme proportion le labeur des ouvriers de fabrique s'est accru depuis les dernières années". "Dans la plupart des fabriques de coton, de soie, etc, l'état de surexcitation qu'exige le travail aux machines, dont le mouvement a été extraordinairement accéléré dans les dernières années, paraît être une des causes de la mortalité excessive par suite d'affections pulmonaires, etc. ..."

S'il lutte, par exemple, pour un meilleur aménagement des heures de repas ou de repos, basé pour être efficace sur une uniformisation et une généralisation des heures de travail, ce n'est pas, répétons-le, pour son confort, but en soi. Il préserve ainsi sa race et s'organise pour se défendre contre le capital : "Il est possible qu'un peu plus de chaleur (des fours) soit perdue (pour le capitaliste) par suite de l'établissement de repas réguliers; mais même estimée en argent (nous dit l'inspecteur des fabriques), cette perte n'est rien en comparaison de la dilapidation de force vitale causée dans le Royaume par le fait que les enfants en voie de croissance, employés dans les verreries, ne trouvent aucun moment pour prendre à l'aise leur nourriture et la digérer." (p.1265)

L'ouvrier dit alors au capitaliste : "L'emploi de ma force et sa spoliation sont deux choses différentes. Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donné une moyenne raisonnable de travail, est de 30 ans, la valeur moyenne de ma force que tu me payes par jour est de

1/365x30 ou 1/10.950 de sa valeur totale. Si tu la consommes en 10 ans, tu ne payes chaque jour que 1/10.950 au lieu de 1/3.650 de sa valeur entière, c'est-à-dire que tu ne me payes que le tiers de ma marchandise. Je demande donc une journée de travail de durée normale (et d'une intensité normale), et je la demande sans faire appel à ton coeur, car dans les affaires il n'y a pas de place pour le sentiment." (p. 790)

La lutte acharnée de la classe ouvrière pour obtenir une diminution légale de la journée de travail, développa, elle aussi, l'industrie après que, socialement, elle ait brisé le mode féodal de production : "Dès que la loi abrège la journée de travail, la machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de travail. Pour que le machinisme exerce cette pression supérieure sur ses servants humains, il faut le perfectionner, sans compter que le raccourcissement de la journée force le capitaliste à tendre tous les ressorts de la production et à en économiser les frais ... La réduction de la journée de travail à 10 heures date en Angleterre de 1833. Or, un fabricant anglais déclarait déjà en 1836 : "Comparé à celui d'autrefois, le travail à exécuter dans les fabriques est aujourd'hui considérablement accru, par suite de l'attention et de l'activité supérieures que la vitesse très augmentée des machines exige de l'ouvrier" (*ibid.*).

"Dès que la classe ouvrière abasourdie par le tapage de la production fut tant soit peu revenue à elle-même, sa résistance commença, et tout d'abord dans le pays même où s'implantait la grande industrie, c'est-à-dire en Angleterre. *Pourtant pendant 30 ans les concessions qu'elle arracha restèrent purement nominales*". "Les ouvriers des manufactures anglaises furent les premiers champions de la classe ouvrière moderne, et leurs théoriciens furent les premiers qui attaquèrent la théorie du capital.

Ce n'est pas par hasard qu'Owen fut le premier entrepreneur "utopiste" à diminuer les heures de travail et à règlementer le temps que les ouvriers passaient à la production, puis à organiser la production elle-même sur le principe de la coopération. L'Internationale, par la plume de Marx, allait en tirer les leçons sur l'organisation de la société communiste : "La lutte pour la limitation légale fut d'autant plus acharnée qu'outre la menace qu'elle faisait peser sur la bourgeoisie, elle portait sur la grande querelle entre, d'une part, l'aveugle loi de l'offre et de la

demande qui forme l'essentiel de l'économie politique de la classe bourgeoise et, d'autre part, le contrôle de la production sociale par l'action et la prévision collectives qui forme l'essentiel de l'économie politique de la classe ouvrière. C'est ce qui explique que la loi des dix heures n'ait pas été seulement un succès pratique, mais encore la victoire d'un principe" (*Adresse de l'A.I.T. 1864*).

Nous passons maintenant du domaine des revendications économiques à celui des revendications politiques, de classe : "Les ouvriers des manufactures, surtout depuis 1838, avaient fait du bill des 10 heures leur cri de ralliement en même temps qu'ils avaient fait de la charte leur cri de ralliement politique" (p. 813).

En unifiant les branches de la production sous contrôle bourgeois, la loi sur la limitation des heures de travail contribua à unifier le prolétariat à l'échelle nationale en uniformisant ses conditions de vie et de travail : les classes semi-féodales et petites bourgeoises en eurent les reins brisés.

"A peine la législation eût-elle pris tant soit peu pied dans le mode de production nouveau, qu'on vit non seulement que beaucoup d'autres branches de production entraient dans le régime de fabrique proprement dite, mais encore que des manufactures avec un genre d'exploitation plus ou moins suranné, telles que les verreries, les poteries, etc., des métiers de vieille roche, tels que la boulangerie, et enfin les travaux à l'établi disséminés çà et là tombaient dans le domaine de l'exploitation capitaliste, tout aussi bien que la fabrique elle-même" (p.832)

Marx dénonce toutes les lâches complaisances de certains ouvriers vis-à-vis du capitaliste, et leur montre les funestes conséquences de leur soumission pour leur intégrité physique d'abord : "Quoique formellement interdite dans la plupart des fabriques, la pratique de nettoyer des machines en mouvement est générale. Cette seule cause a produit pendant les derniers mois, 906 accidents funestes." La conclusion que Marx en tire, c'est la nécessité pour l'ouvrier de se délimiter partout et nettement du capital : "Un bienfait encore plus grand, c'est la distinction enfin clairement établie entre le temps propre à l'ouvrier et celui de son maître (qui comprend le nettoyage des machines, c'est-à-dire l'entretien). L'ouvrier sait maintenant quand le travail qu'il a vendu finit, et quand commence celui qui lui appartient; et cette connaissance le met en mesure de disposer d'avance de ses propres minutes suivant ses vues et projets ... En consti-

tuant les ouvriers maîtres de leur propre temps, la législation manufacturière leur a donné une énergie morale qui LES CONDUIRA UN JOUR A LA POSSESSION DU POUVOIR POLITIQUE."

Dans son édition du *Capital*, Kautsky, pensant sans doute que Marx a tiré des conclusions trop vastes de la législation du travail, substitue à la conclusion de Marx celle du réformiste qu'il est : le prolétariat en tirera l'énergie morale qui "leur permettra de se préparer à un éventuel exercice de leurs droits politiques".

Ce ne sera pas par l'exercice des *droits* politiques que les ouvriers pourront conquérir le pouvoir, Marx voit, un premier résultat de la lutte : l'organisation du prolétariat. Le socialisme n'est pas conquête légale, l'effet de la législation obtenue au travers des luttes est l'organisation autonome du prolétariat en vue de conquérir le pouvoir politique.

Considérons encore de plus près l'effet de la législation du travail dans la perspective de Marx. Dans sa lettre du 13.3.1868, Marx écrit à Kugelmann : "Quant à la législation des fabriques (EN TANT QUE PREMIERE CONDITION POUR QUE LA CLASSE OUVRIERE AIT LES COUDEES FRANCHES POUR SE DEVELOPPER ET POUR AGIR), je réclame qu'elle soit *faite par l'Etat* sous la forme de *loi coercitive* dirigée non seulement contre les fabricants, mais aussi contre les ouvriers (cf. pages 542, note 52, où je fais allusion, dans le *Capital*, à la résistance des ouvrières contre la limitation de la journée de travail)".

Dans cet esprit, Marx s'en prend au libéralisme belge, introduit par la Sainte-Alliance des grandes puissances européennes. Ce modèle d'Etat constitutionnel empêcha longtemps que l'action révolutionnaire des ouvriers aboutisse à une législation générale de fabrique, son principe étant le respect absolu de la liberté du travail et du capital dans le domaine économique, donc sa non-immixtion dans les affaires économiques si bien que les ouvriers furent soumis à une exploitation effrenée.

Cette lutte aboutit finalement à un résultat politique et économique fondamental pour l'évolution ultérieure de toute l'histoire humaine : "Le bill des 10 heures ou plutôt des 10 heures 1/2, fut introduit en 1848. Ce fut là un des plus grands changements économiques dont nous ayons jamais été témoins. Hausse de salaires subite et forcee, et cela non pas seulement *dans quelques branches et localités*, mais dans les branches principales

de l'industrie qui donnent à l'Angleterre la *suprématie sur le marché mondial*".

On voit que Marx ne cache pas combien la bourgeoisie anglaise sut exploiter le "génie économique" de sa classe ouvrière pour devenir la première puissance économique du monde. Mais même ce développement économique inouï devait être, dans la perspective révolutionnaire, encore plus utile au prolétariat. Etant donné les conditions économiques et sociales encore peu mûres au siècle dernier, le socialisme ne pouvait encore être instauré en France, par exemple. Le prolétariat français ne pouvait que donner le signal de la révolution politique, et celle-ci en atteignant l'Angleterre, se donnait les bases économiques pour l'instauration du socialisme : "Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de la France, l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution véritablement économique ... A cause de sa domination sur le marché mondial, c'est le seul pays où chaque révolution dans les faits économiques doive réagir immédiatement sur le reste du monde. Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège dans ce pays, par contre-coup, les *conditions matérielles* de leur *destruction* y sont aussi les plus mûres" (Marx, *Circulaire du Conseil central de l'A.I.T.*, 1.1.1870).

Le mode de production capitaliste se répandant de pays en pays, les luttes pour l'uniformisation des conditions de travail des ouvriers anglais eurent leur effet sur la règlementation du travail des autres pays. Dans *l'Adresse inaugurale de l'A.I.T.*, Marx constate : "La plupart des gouvernements continentaux durent adopter la loi anglaise sur les fabriques, sous des formes plus ou moins modifiées, et le Parlement anglais lui-même se voit contraint d'étendre chaque année le champ d'action de cette loi." Les effets obtenus dans la lutte concentrée de l'industrie se font également sentir sur l'agriculture : "Pendant cette même période où se produisent l'adoption de la loi des 10 heures et l'augmentation consécutive des salaires, il y eut en Angleterre pour des raisons que je (Marx) renonce à énoncer ici, une hausse générale des salaires agricoles." Et d'ajouter : "Et Robert Owen n'a-t-il pas eu raison, lui qui proclamait, dès 1816, que la réduction *générale* de la journée de tarvail était le premier pas dans le chemin de l'émancipation de la classe ouvrière."

Marx insiste toujours sur le dépassement des conditions existantes qu'implique d'emblée la lutte élémentaire du prolétariat et l'emploi de la violence. Comme nous

le verrons, les mesures de règlementation de la vie sociale qu'impose la lutte du prolétariat préfigurent finalement la domination et la régulation de la vie sociale de la société communiste. Certes, tant qu'elles sont appliquées par l'Etat capitaliste, elles aboutissent, par exemple, à organiser le despotisme de fabrique, mais il y a plus : "On le voit, ces édits minutieux qui règlent militairement et au son de cloche la période, les limites et les pauses du travail, ne furent point le produit d'une fantaisie parlementaire. Ils naquirent des circonstances et se développèrent peu à peu comme des *lois naturelles* du mode de production moderne. Il fallut une longue lutte sociale entre les classes avant qu'ils fussent formulés, reconnus officiellement et promulgués au nom de l'Etat. Une de leurs conséquences les plus immédiates fut que, dans la pratique, la journée de travail des ouvriers mâles adultes se trouva du même coup limitée, parce que dans la plupart des travaux de la grande industrie la coopération d'enfants, d'adolescents et de femmes EST INDISPENSABLE." (p.814). Dans le *Manifeste*, Marx exige dans le même esprit comme mesure de transition le "travail obligatoire pour tous, constitution d'armées industrielles, particulièrement dans l'agriculture" (p.182) : c'est sur cette base que s'organise le prolétariat, hommes, femmes et enfants, "en un seul corps et en un seul coeur". Il est absurde de considérer le principe d'autorité à partir seulement du despotisme de la fabrique du capitalisme où la production est rigoureusement minutée, alors que l'anarchie la plus grande règne dans la société en général.

Dans la citation suivante, Marx montre comment les luttes pour les lois règlementant les conditions de travail préparent la société communiste : "La législation de fabrique généralise en même temps la lutte directe engagée contre la domination capitaliste. Tout en imposant à chaque entreprise industrielle, prise à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, *elle multiplie*, par l'énorme impulsion que la limitation et la régularisation de la journée de travail donnent au développement technique, *l'anarchie et les crises de la production sociale, aggrave l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine*. En écrasant la petite industrie et le travail à domicile, elle supprime le dernier refuge d'une masse de travailleurs qui sont rendus surnuméraires, et par cela même la soupape de sûreté de tout le mécanisme social. Avec les conditions matérielles et les

combinaisons sociales de la production, elle développe, en même temps, les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste, et avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne." (p. 995-6)

Dans leur lutte générale, les trades-unions (syndicats) ne défendent donc pas seulement les prolétaires contre les exactions et abus du capital et ne cherchent pas seulement à leur donner une part aux miettes du festin capitaliste dans les débilitantes périodes de prospérité. Leur lutte enfreint dès le début les lois capitalistes de la libre-entreprise, de la concurrence individuelle, de la liberté du commerce, de l'égalité juridique entre contractants, et surtout la loi fondamentale du capital, la loi de la valeur.

D'ores et déjà, le capital socialise les forces de production au moyen de la coopération dans le procès de production immédiat. Ce faisant, il détruit les bases de l'économie privée. Cependant il laisse subsister la distribution et l'appropriation privée, c'est-à-dire le marché, l'argent, et donc aussi la forme salariée et capitale. Logiquement, à ce stade, les syndicats doivent poursuivre encore leur lutte contre le capital : "Les syndicats agissent utilement en formant des centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but, quand ils font un usage peu judicieux de leur force. Ils le manquent complètement lorsqu'ils se contentent de mener une *guerre d'escarmouches* contre les *effets* du système actuel, au lieu d'essayer en même temps de le changer, en se servant de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation de la classe ouvrière, c'est-à-dire POUR ABOLIR UNE FOIS POUR TOUTES LE SALARIAT" (*Salaire, prix et profit*).

Lénine assigne un rôle fondamental aux syndicats, après la prise du pouvoir politique par le prolétariat, dans la transformation socialiste de l'économie et de la société. Les syndicats sont alors les plus capables de mettre en harmonie le mode de production social et le mode de distribution. Nous renvoyons le lecteur pour toute cette question à Marx-Engels, *le Syndicalisme*, 2 vol., Ed. Maspéro.

Le parti chartiste fut le couronnement de toute la lutte élémentaire qui avait abouti, d'une part, à la législation de fabrique et, d'autre part, à l'organisation nationale des syndicats anglais en 1833. Cependant le parti chartiste ne fut la simple somme des luttes économiques de la classe ouvrière anglaise. Comme organisation politi-

que, il était seul capable de porter le prolétariat anglais à une existence de classe autonome, en le dotant d'un programme pour une société qui supplanterait l'actuel capitalisme. Le parti chartiste a donc essentiellement un caractère politique, et est lié aux luttes politiques, qui en Angleterre visaient à l'instauration de la démocratie — ce que le *Manifeste* appelle la "conquête de la démocratie", puisque la bourgeoisie anglaise ne s'était guère préoccupée d'introduire les libertés de la presse, de l'association et de la parole en Angleterre, après qu'elle eut trouvé un compromis très profitable avec l'aristocratie terrienne.

Suivons à présent le cheminement de cette lutte historique de la classe ouvrière anglaise au niveau des institutions et de l'organisation politique.

Expériences de lutte durant la phase démocratique

Comme on l'a vu, la révolution industrielle, amorcée en Angleterre dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, ne fut pas seulement une révolution technique : l'économie et la composition sociale de la population en furent profondément modifiées. D'abord la demande de "travailleurs libres" de la part de l'industrie naissante accéléra la révolution agricole commencée bien avant. Une masse énorme de producteurs indépendants de la campagne et des villes furent transformés en salariés.

Face à l'énorme masse de ces salariés, qui n'avaient plus comme seule richesse que la force de leurs bras, il y avait les industriels enrichis : leur propriété bourgeoise fondée sur l'exploitation du travail salarié s'était constituée aux dépens de la propriété privée fondée sur le travail personnel, la propriété parcellaire, dont les producteurs avaient été frustrés au cours de la phase dite de l'accumulation violente du capital.

Cependant l'augmentation des forces productives et la répartition sociale nouvelle de la richesse ne s'accompagnèrent pratiquement pas de changements dans les structures politiques. Le pouvoir restait divisé entre les vieilles classes formées par les grands propriétaires terriens et les riches armateurs et financiers de la City. La nouvelle classe des capitalistes en demeurait exclue, et cela devait conduire plus ou moins rapidement à briser la traditionnelle stabilité politique, comme cela se produit quand commence l'agitation pour des réformes politiques démocratiques. Comme toujours, depuis la Grèce antique, la démocratie est réclamée par les couches sociales qui ont déjà atteint une puissance économique et entendent la faire progresser pour tirer profit de la participation au pouvoir politique. Dans ces conditions, le mot d'ordre de la démocratie était encore révolutionnaire. Au fond, alors que la révolution française avait eu pour but de faire accéder successivement au pouvoir les classes de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie en un processus accéléré, c'est sous la lente pression du développement économique que la bourgeoisie industrielle finit par prendre le pouvoir, en s'appuyant bien entendu essentiellement sur les luttes de la petite bourgeoisie et du prolétariat. Le capital industriel, forme la plus avancée de la bourgeoisie, qui renferme en outre le capital financier, usuraire et marchand, devait réclamer d'être représenté à son tour au parlement. Il fallut pour cela *compléter* encore la révolution bourgeoise politique qui avait eu en Angleterre deux phases — l'une sanglante en 1648, l'autre pacifique en 1688.

Le dernier acte eut lieu en 1832 seulement, où la bourgeoisie industrielle accéda à son tour au pouvoir. A la lutte politique engagée par les industriels pour obtenir les mêmes droits que les autres bourgeois au maniement de ce que Marx appelait le *levier violent* de l'Etat, le prolétariat apporta sa contribution. Il y fit ses premières et précieuses expériences de lutte pour connaître son "compagnon de Route" et apprendre au moyen de ses propres sacrifices que sa libération de l'exploitation des vieux et nouveaux patrons devait être exclusivement son oeuvre propre. Les travailleurs participèrent d'abord aux luttes démocratiques dans l'espoir que chaque résultat positif pour eux serait une amélioration des conditions de noire misère où les avaient placées la force coercitive des lois économiques et la force extra-économique de l'appareil d'Etat.

Nous ne rappellerons pas ici tous les épisodes de cette longue lutte, et à commencer les émeutes du 10.5.1768, dans lesquelles les travailleurs du port de Londres prirent une part prépondérante. Il nous suffit de relever que chacun de ces épisodes de la lutte, dans lesquels fut employée la violence révolutionnaire des prolétaires, a eu pour fonction d'accélérer le processus historique déjà en cours. Plus les heurts étaient violents, plus la bourgeoisie industrielle se renforçait politiquement, tandis qu'elle

prenait pied à l'intérieur des forces politiques conservatrices et traditionnelles des partis tory et whig, et y élargissait son influence qui, un jour, changera complètement le cours de ces partis en sa faveur. Comme dans tout procès révolutionnaire, à travers le développement dialectique de la lutte —s'articulant en offensive du mouvement démocratico-populaire et en répression des forces opposées — le glissement à gauche de certaines forces radicales bourgeoises et du prolétariat atteignit des niveaux toujours plus élevés.

HAUTS ET BAS DU RADICALISME BOURGEOIS AUTRES ENSEIGNEMENTS POUR LES PROLETAIRES

1789 - 1815

En parlant des luttes démocratiques ou de celles plus proprement prolétariennes en Angleterre, on ne peut négliger l'influence exercée par les luttes révolutionnaires de l'extérieur.

La guerre d'indépendance américaine avait donné un premier essor aux idées et aux mouvements démocratiques, dont les germes avaient été semés par le "non respectable" Wilkes, comme le définit Trevelyan, réformateur bourgeois qui avait guidé les violentes manifestations de 1768.

La révolution française influa naturellement davantage encore sur les évènements intérieurs de l'Angleterre et sur son "jacobinisme". Ce dernier connut un moment d'euphorie, qui coïncida avec la "belle période" de la révolution française (celle qui précédait la Terreur). Il fit déjà entendre les premiers craquements dans le monopole politique des vieilles classes. Mais suivit la "méchante période", avec la chute de la monarchie et le déferlement de la violence en France. Les bourgeois qui avaient jusqu'alors dirigé le mouvement démocratique furent saisi d'épouvante : non seulement ils abandonnèrent la lutte contre l'aristocratie, mais firent bloc avec ces forces privilégiées en se mettant à la disposition du gouvernement tory de Pitt, véritable gouvernement de guerre à l'intérieur et à l'extérieur.

Mais cette reculade des industriels et de leurs représentants démocratiques fut un nouvel avertissement pour les ouvriers, qui en vinrent de plus en plus à la conviction

que les buts poursuivis par les industriels ne coïncidaient effectivement pas avec leurs intérêts : pour ces derniers, la réforme du vieux système parlementaire était le but final de la lutte, tandis que pour les ouvriers elle ne pouvait être qu'un moyen, sinon pour abolir le salariat (ce à quoi ils ne pensaient pas encore), du moins pour remédier aux maux les plus graves du nouveau mode de production capitaliste : excessive concurrence entre les travailleurs, interminable journée de travail, effets néfastes des crises successives, etc.

Sur le terrain de la lutte démocratique en Angleterre, il ne restait donc plus aux ouvriers comme alliés que les quelques jacobins de la petite bourgeoisie. Parmi les organisations du radicalisme bourgeois (par exemple, la "Société des Amis du peuple") et celles du radicalisme des "classes inférieures" et prolétariennes (par exemple, la "Société de correspondance de Londres", fondée à l'initiative de quelques ouvriers en 1792), nous voyons se réaliser de fréquentes alliances dans la lutte violente contre les forces ennemies de l'intérieur qui n'ont de cesse dans leur oeuvre de persécution. C'est durant cette période que l'on assiste aux plus dures mesures de répression. Depuis Tom Paine, le démocrate auteur des "Droits de l'homme" et les leaders politiques tels que T. Hardy, jusqu'aux dirigeants ouvriers (T. Muir) et aux obscurs prolétaires, tous furent attaqués, passés en jugement, déportés — et peu importe que leur activité fût plus ou moins pacifique ou plus ou moins légale, Rappelons surtout les répressions de 1791 et 1792 à Birmingham, centre d'une intense activité syndicale et politique. Mémorables sont les émeutes de 1795 avec le cri "A bas le roi" et "A bas le gouvernement", et celles des "Irlandais Unis" en 1798, toutes réprimées avec un large recours aux forces militaires.

La brutalité avec laquelle furent repoussées les requêtes même les plus simples et pacifiques, fut un autre fait qui apprit aux prolétaires que le seul moyen adéquat pour rejoindre leurs buts de classe était la violence. Le point culminant de cette phase de luttes syndicales et politiques fut atteint en 1799 quand les *Combination Acts* du gouvernement tory mirent hors la loi les sociétés de correspondance et toute autre forme de groupement ou d'association. Si en théorie la loi interdit même les organisations des industriels, en pratique celles-ci avaient naturellement le champ libre.

Ces mesures d'exception portèrent indubitablement

un rude coup au mouvement syndical et politico-démocratique. Mais cela ne suffit pas à éteindre la lutte. Sous la poussée de la faim, due en partie à l'effort de guerre anglais contre la France révolutionnaire, les ouvriers ne désarmèrent pas : ils changèrent les formes de la lutte pour s'adapter aux nouvelles conditions de clandestinité : quand il n'est plus permis d'organiser et de soutenir une grève, il faut d'autres moyens de résistance aux patrons. D'où la tactique du sabotage de la production, et les destructions de machines à travers les organisations secrètes des *luddites* qui agirent surtout dans les années 1811 - 1814.

Comme on le voit, la classe ouvrière, déjà exercée à la lutte légale et pacifique, passe à la lutte violente et illégale. Toutes ces expériences sont autant d'"écoles de guerre" — selon l'expression d'Engels — dans l'effort des ouvriers anglais pour se constituer en classe.

1815 - 1832

Après la défaite de Napoléon et la création de la Sainte Alliance sur le continent, l'aristocratie terrienne se sentit encore plus forte et, avec les lois sur les céréales de 1815, elle voulut s'assurer le maximum de plus-value, en fixant la rente foncière au plus haut niveau possible avec le protectionnisme. Elle heurta même la marge de profit des industriels, dont la réaction était inévitable. Ceux-ci raisonnèrent de la manière suivante : Comment pouvez-vous nous payer avec cette monnaie, après que dans les années 1789 à 1814 nous vous avons aidé à tenir en bride le prolétariat interne ? Aujourd'hui la situation est changée : nous pouvons recommencer à faire les révolutionnaires en reprenant les vieilles revendications démocratiques, ainsi que les luttes pour les réaliser. Qui plus est, à l'habituel arsenal idéologique, nous ajouterons un nouvel "idéal" — celui du libre-échange, qui a un sens pratique, non seulement pour nous, mais encore pour les ouvriers et tout le peuple. Avec cette nouvelle religion, les industriels commencèrent une longue lutte dans laquelle "les ouvriers auraient dû retirer les marrons du feu et se brûler les doigts pour le plus grand bien de la bourgeoisie" (Engels, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, que nous citerons désormais par un * dans le texte).

Les objectifs fondamentaux des industriels étaient le *Reform Bill* (loi de réforme parlementaire) et l'abrogation de la *Corn Law* (c'est-à-dire les lois céréalières). Mais comment faire ces pas en avant sans que soient abrogées auparavant les *Combination Acts* de 1799 qui interdisaient essentiellement les associations organisées par les ouvriers ? Ce troisième objectif fut donc mis en avant et mobilisa la classe ouvrière directement intéressée à l'obtenir parce qu'une fois atteint, elle pouvait aussi défendre ses intérêts immédiats — les questions de salaire et les conditions de vie dans les fabriques. C'est en ayant des intérêts imbriqués avec ceux de la partie de la bourgeoisie encore exclue du pouvoir que s'ouvre une période de lutte qui aligne les meilleurs éléments de la bourgeoisie radicale, par exemple Cobbett, et les plus actifs organisateurs ouvriers, par exemple J. Gast, Daherty. Face à ce nouvel essor de la propagande et de la lutte (meetings, marches pour présenter des pétitions pour l'aide aux pauvres et pour la réforme, manifestations débouchant souvent sur des violents heurts), le gouvernement suspendit en 1817 l'*Habeas Corpus*, c'est-à-dire toute garantie de liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile privé.

En 1819, l'attitude réactionnaire du gouvernement tory atteint son paroxysme : à Peterloo, près de Manchester, une foule de 60 000 personnes réunies dans un meeting furent chargées par la cavalerie qui causa 14 morts et plus de six cents blessés. De nombreux dirigeants furent arrêtés, dont le radical Hunt, A la suite des lois d'exception et de ces actes de violence ouverte, la situation s'envenima au point que le gouvernement fut contraint de changer de voie et d'adopter une politique plus "raisonnable". Un nouveau cours politique devait être inauguré, et il s'étendit même à la politique extérieure.

Dans sa course continuelle vers la domination du marché mondial, l'Angleterre fut contrainte de donner un premier coup au système de la Sainte-Alliance, dont elle faisait partie avec la Russie, l'Autriche, etc. : elle s'opposa à l'intervention en Amérique latine, où les colonies espagnoles et portugaises s'étaient soulevées, et favorisa en outre l'indépendance de la Grèce vis-à-vis de l'Empire ottoman. Les luttes à l'intérieur comme à l'extérieur poussaient en 1822 les éléments industriels au pouvoir vers un régime plus libéral bourgeois : c'était le fruit de multiples violences révolutionnaires. Nous en venons ainsi à l'année 1825 où les ouvriers obtiennent un résultat important : "Les atroces lois contre les coalitions

tombent en 1825 devant l'attitude menaçante du prolétariat" (*Capital*). Les syndicats prirent un essor rapide dans toute l'Angleterre et gagnèrent en puissance. En fait, les ouvriers ne poursuivaient que les efforts commencés depuis longtemps pour s'organiser. En 1812, les tisserands de Glasgow avaient fait grève générale, grâce à une association secrète : ils recommencèrent en 1822. A cette occasion, deux ouvriers qui n'avaient pas voulu adhérer à l'association furent déclarés traîtres à leur classe et vitriolés : ils perdirent l'usage de la vue. En 1818, l'association des mineurs écossais était assez puissante pour réussir un arrêt général du travail. Ces associations (secrètes) exigeaient de leurs membres un serment de fidélité et de secret. Mais, comme le remarque Engels, le secret qui entourait toutes leurs actions entravait leur développement. Cette entrave fut donc levée en 1825. Certes, comme le remarque Marx, le droit d'association n'était pas total, mais néanmoins on peut considérer que l'un des trois objectifs énoncés ci-dessus était atteint. A présent le mouvement ouvrier anglais et le mouvement radical bourgeois pouvaient se concentrer sur la réforme parlementaire.

Avec l'abrogation des lois contre les coalitions, le mouvement syndical et l'agitation politique reprirent sur un mode presque explosif, et les idées d'Owen et de ses partisans (Hodgskin, Gray, etc.), en pénétrant dans les masses, perdirent largement leur caractère utopiste et abstrait que leur avait données leurs auteurs (philanthropes d'origine bourgeoise en général) pour acquérir un contenu pratique et social, susceptible de donner une impulsion nouvelle au prolétariat qui allait s'organisant.

"On s'efforça d'unir en *une seule grande association* pour toute l'Angleterre les ouvriers d'un même métier ou de plusieurs et, en 1830, pour la première fois on tenta de fonder une association générale des ouvriers de tout le royaume". *

L'Association dont parle Engels est l'*Association nationale pour la protection du travail*, qui regroupa quelque temps 1 500 unions de métiers et eut un journal — *La voix du peuple* — qui, sous l'impulsion de ses actifs, organisateurs (Owen, Daherty, Fielden) réclame la diminution des heures de travail : le ministre des affaires intérieures — Sir R. Peel — la dénonça aussitôt comme un *danger public.*

Toujours en 1831 naît l'*Union Politique de Birmingham* qui rapidement s'étend à tout le pays. Il s'agit d'un

mouvement politico-démocratique : les dirigeants de l'*Union nationale des classes ouvrières* (*N.U.W.C.*), créée en avril 1831 — avec Lovett en tête — invitèrent les ouvriers à s'en méfier dans leur journal le *Défenseur du peuple*. Cette réaction était d'autant plus naturelle que, par la bouche du réformateur bourgeois F. Place, ce parti radical manifestait ouvertement sa nature anti-prolétarienne : de manière démagogique ses chefs prétendaient faire fonctionner la machine de l'Etat idéal, sans susciter de luttes de classes ni provoquer de misère. Place se targuait de ce que le gouvernement approuverait la réforme électorale, qui prévoyait simplement la substitution de cens monétaire au cens foncier, assurant ainsi aux seuls indsutriels l'entrée au parlement, dont étaient exclus les représentants des ouvriers (qui se battaient pour le suffrage universel). En outre, il se plaisait à répéter que l'adoption du *Reform Bill* éviterait la révolution attendue et recherchée par les luttes des ouvriers.

Bien que reconnaissant nettement que le *Reform Bill* proposé par la riche bourgeoisie industrielle était pour eux une véritable farce, les ouvriers n'étaient pas encore assez forts pour réagir avec vigueur et imposer une lutte conséquente et autonome. Pour cela, il faudra encore de nombreuses désillusions et de nouveaux sacrifices. Pour l'heure, influencé par les timides éléments petits bourgeois qui pullulaient dans leurs organisations, ils ne pouvaient que suivre les directives des divers Cobbett d'"appui critique" à la réforme de Place. Dans ces conditions, les luttes des ouvriers, notamment ceux organisés dans la NUWC, durant la violente agitation de mars 1832, servirent uniquement la bourgeoisie : le 14.3.1832 le *Reform Bill* fut finalement approuvé.

Il n'est pas inutile de rappeler que la Chambre des Lords ne céda que devant la menace directe des ouvriers anglais, instruits par le *Défenseur du Peuple* sur la technique de combat et les systèmes les plus efficaces pour édifier les barricades. Cette menace eut son effet, car l'aristocratie avait été mise en garde par d'autres faits encore, par exemple : la violente pression des masses irlandaises qui, en 1829 déjà guidées par D. O'Connel avaient réussi à faire abroger le *Test Act* qui interdisait aux Iralndais, parce que catholiques, l'accès à la Chambre des Communes et l'exercice d'un quelconque poste officiel; la révolution parisienne de juillet 1830; l'insurrection ouvrière de Lyon en 1831, avec son cri "Vivre en travaillant ou mourir en combattant". Nous pouvons en

tirer la conclusion ici que, sous sa forme potentielle ou cinétique, de mouvement ou d'action, à l'intérieur ou à l'extérieur, la violence avait conduit à une étape importante sur le chemin du développement social et historique.

Evolution des forces politiques et nouveaux rapports de force après 1832.

En fait, après la nouvelle révolution représentée par l'entrée au parlement de la bourgeoisie industrielle de tendance libérale, une évolution nouvelle se dessina dans et hors de l'Angleterre.

A l'intérieur, on n'a plus les *tories* et les *whigs*, fractions d'une même classe opposée aux industriels et aux prolétaires, mais des *conservateurs* et des *libéraux*, les premiers représentant les intérêts de l'aristocratie agraire protectionniste, les seconds représentant la riche bourgeoisie libre-échangiste, tous deux ensemble étant opposés aux prolétaires. Engels caractérise comme suit ce tournant, non seulement politique, mais encore social et économique : "Avec la Réforme de 1832, la *bourgeoisie s'éleva au rang de classe dirigeante et sanctionna l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat*" (cf. Marx-Engels, le *Syndicalisme*, Edit. Maspéro, t.1er, p.26-49 : *Phases successives du mouvement ouvrier anglais*).

Sur le plan de la politique européenne et pour la domination économique du marché mondial, le nouveau gouvernement whig (qui restera en place durant 50 ans, sauf de brèves parenthèses) dut accomplir les tâches qui s'imposaient depuis une dizaine d'années déjà au gouvernement. Pour mettre fin à la restauration, il conclut l'entente cordiale avec la France où quelques années auparavant, la bourgeoisie financière avait pris le pouvoir politique. Ainsi s'amorça une division de l'Europe en deux camps, l'un libéral et anglo-français, l'autre réactionnaire siègeant à Petersbourg, Vienne et Berlin.

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation qui présida à la naissance du premier parti ouvrier moderne : le parti chartiste.

Voyons quelle fut l'oeuvre du nouveau pouvoir d'Etat bourgeois aux mains des capitalistes agraires et industriels. La loi sur les pauvres de 1834 nous donne immédiatement la mesure des "rapports dans lesquelles la bourgeoisie s'oppose au prolétariat comme parti et même comme pouvoir d'Etat". Pour saisir la portée sanguinaire de cette loi et la réaction suscitée par elle dans les masses, il faudrait remonter au temps de la reine Elizabeth quand, pour la première fois, "on fut obligé de reconnaître officiellement le *paupérisme* grâce à l'introduction de la *taxe des pauvres*" (*Capital*). Il faudrait suivre les épisodes qui, en un premier temps — lors de sa naissance et pour 400 ans — virent la bourgeoisie arriver au pouvoir d'Etat pour fixer la valeur *maximale* que le salaire ne devait absolument pas atteindre, et en un second, en 1796, où elle fixa un *minimum* au-dessous duquel il ne devait pas descendre : "A la fin du XVIIIe siècle et durant les premières décennies du XIXe, les fermiers et les landlords anglais imposèrent un salaire minimum absolu, en payant aux journaliers moins du minimum sous forme du salaire et le reste sous la forme de subsides paroissial aux indigents" (*Capital*). Après 1832, le système des subsides était si répandu que la bourgeoisie se lamentait à présent sur les "abus" et les dommages sociaux causés par la pauvreté, en soutenant hypocritement vouloir sortir les travailleurs de la situation honteuse d'assistés permanents.

Selon les commissaires malthusiens, chargés d'éliminer la plaie de ce cancer, "la pauvreté, ou plus exactement le chômage, qui se cache sous le nom d'excédent de population, est un délit que la société doit punir de la mort par la faim."* Et Engels d'enchaîner, "mais les commissaires n'étaient certes pas inhumains à ce point; la brutale mort violente par la faim a quelque chose d'horrible, même pour un commissaire pour les lois sur les pauvres". C'est pourquoi, on reconnut aux pauvres "le droit d'exister ... le seul recours qui leur fut accordé, ce fut de les recueillir dans les *workhouses* (maisons de travail) qui furent construites partout. L'institution de ces maisons de travail ou, comme les appelle le peuple, les bastilles de la loi des pauvres, est cependant telle que quiconque à

encore le moindre espoir de s'en tirer sans recourir à cette forme de bienfaisance publique doit en être effrayé". Et Engels de poursuivre : "Les commissaires pour la loi sur les pauvres ont pleinement atteint leur but. Mais, en même temps, les maisons du travail ont servi aussi à accroître le ressentiment de la classe ouvrière contre les possédants qui, dans leur plus grande majorité, exaltent la nouvelle loi sur les pauvres comme aucune autre loi édictée par le parti au pouvoir.

"Cette nouvelle loi sur les pauvres a contribué de manière essentielle à accélérer le développement du mouvement ouvrier, et en particulier à répandre le chartisme; et étant réalisée surtout dans les campagnes, elle facilita les progrès du mouvement ouvrier qui prit son essor dans les districts ruraux".

Cette systématisation de la violence par la voie légale permit de substituer à l'aide aux pauvres des paroisses, qui liait les sans-réserves à leur village, le célèbre bill de 1834 sur les pauvres, qui condamnait les sans-travail au workhouse, et nationalisait la disponibilité des forces de travail : pour éviter les bagnes du workhouse, les pauvres acceptaient le travail en *un lieu quelconque du pays*. Les forces de travail étaient définitivement séparées de la terre, après la défaite de l'aristocratie foncière anglaise. La bourgeoisie allait user trois générations d'ouvriers en trente ans pour s'assurer l'hégémonie industrielle mondiale.

La réaction des ouvriers fut : diminution des heures de travail qui épuisait la force de travail, et la limitation du travail des femmes et des enfants, qui aggravait la concurrence entre les travailleurs et soumettait la famille entière, la race entière des travailleurs à des conditions intolérables.

La haine des classes, forme potentielle de la violence révolutionnaire

Avant cette loi sur les pauvres, mille autres faits décrits par Engels dans la *Situation des classes laborieuses en Angleterre*, puis par Marx dans le *Capital* avaient contribué à provoquer et à accroître la haine de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Comme Engels le relève justement, dans la société capitaliste, la haine n'est pas seulement le seul et unique sentiment dans lequel "l'ouvrier

peut continuer de vivre" et d'"apparaître digne, noble et humain au plus haut point", mais encore le moyen *nécessaire* à sa libération de l'exploitation économique et de l'assujetissement politique : "Il ne faut pas perdre de vue que l'Angleterre est en guerre sociale ouverte et que, si les bourgeois ont intérêt à mener cette guerre hypocritement sous les apparences de la paix et même de la philanthropie, l'ouvrier, lui ne dispose que d'un moyen pour dissiper cette hypocrisie : considérer la situation réelle sans fard". *

Et encore, parlant des socialistes pacifiques d'Owen, qui "regrettent tout autre moyen qui ne soit pas celui de la persuasion du public", Engels note qu'ils "comprennent certes que l'ouvrier soit indigné contre les bourgeois mais ils tiennent pour infructueux ce sentiment qui est justement l'unique moyen pour faire progresser les ouvriers, et ils prêchent une philanthropie et un amour universel passablement stériles pour la situation anglaise d'aujourd'hui". *

Sur les formes de lutte prolétarienne

L'Angleterre de cette période nous offre toutes les expériences de lutte du prolétariat, dont les futurs partis communistes hériteront les enseignements et qui sont aujourd'hui acquis à la conscience prolétarienne. Nous n'en examinerons ici que quelques formes. Disons qu'elles se perfectionnent au fur et à mesure que les résultats des luttes mêmes mûrissent la conscience de classe des ouvriers. En décrivant les phases successives du mouvement anglais de cette période, Engels cite d'abord le crime contre le capitalisme individuel ou ses laquais forme encore fruste d'actes de désespoir et de passion sauvage; puis les actes de sabotage de la production, avec les bris de machine jusqu'aux grèves partielles et générales fomentées par des associations secrètes ou légales, de métier ou de fédération de métiers, et enfin les luttes politiques organisées par de véritables partis politiques. Tout ce développement est lié à l'évolution sociale de la production et du marché, avec ses crises et ses terribles hauts et bas.

Est-il besoin de dire que la lutte se mène de manière d'autant plus efficace que l'instrument en est perfectionné ? On sait que les unions et autres types d'association

surgirent du terrain de la lutte économique. Mais les chartistes tentèrent ensuite de s'en servir pour rejoindre les revendications politico-sociales de toute la classe. On sait que l'"histoire de ces associations est une longue série de défaites des ouvriers, interrompue par quelques victoires isolées". Mais c'est précisément l'obstination des ouvriers à se battre sans cesse de nouveau qui "tient dans les limites déterminées, la cupidité de la bourgeoisie et maintient vive l'opposition des ouvriers contre l'omnipuissance sociale et politique des classes possédantes, tandis qu'elle contraint d'admettre qu'il faut quelque chose de plus que les associations ouvrières et les grèves pour briser le pouvoir de la bourgeoisie". Au cours de cette période, comme on sait, les crises se présentaient dans un cycle presque quinquennal, si bien que les grève étaient très fréquentes : "L'incroyable fréquence des grèves démontre le mieux à quel point la guerre sociale a déjà envahi l'Angleterre ... Ces grèves ne sont d'abord, il est vrai, que des escarmouches d'avant-postes, mais parfois ce sont des engagements plus importants. Elles ne peuvent absolument pas arracher la décision, mais elles sont la preuve la plus certaine que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie approche. Les grèves sont pour les ouvriers l'école de guerre où ils se préparent au grand combat qui est inéluctable". *

Sur le courage révolutionnaire des ouvriers anglais

Il arrive aujourd'hui encore que l'on discute de ce thème entre ouvriers, et ce n'est pas par hasard que l'on s'enferme dans le cercle vicieux des comparaisons et des oppositions abstraites sur l'existence plus grande ou moindre du courage dont font preuve les ouvriers à telle ou telle époque, dans telle ou telle forme de lutte. Pour sortir de ces nuages, il est bon de citer Engels, là où nous l'avons interrompu : "Comme école de guerre, les grèves ont une action incomparable ... On dit sur le continent que les Anglais, et particulièrement les ouvriers, manquent de courage, qu'ils ne sont pas capables de faire une révolution, parce qu'ils ne font pas comme les Français, des émeutes à tout bout de champ et parce qu'ils ont l'air de s'accomoder tranquillement du régime de la bourgeoisie ... Les ouvriers d'Angleterre sont ...

tout aussi remuants que les Français, mais ils luttent d'une autre manière. Les Français ... luttent avec des moyens politiques même contre les maux sociaux; les Anglais ... au lieu de combattre directement contre le gouvernement, luttent directement contre la bourgeoisie, et cela ne peut se faire d'abord que par la voie pacifique. La crise industrielle — et la misère qui s'ensuivit — suscita en 1834 à Lyon une émeute pour instaurer la République; et en 1842, à Manchester, une grève générale pour réclamer la Charte du peuple et des salaires plus élevés. Il est facile de comprendre que, pour une grève, il faut aussi du courage. Il faut souvent même plus de courage, de décision, d'audace et de fermeté que pour une émeute. A la vérité, il n'est pas facile à l'ouvrier, qui connaît la misère par expérience, de décider d'aller au-devant d'elle avec femme et enfants, de supporter des mois durant la faim et la misère, et de rester tout de même ferme et inébranlable. Qu'est-ce que la mort ou les galères qui guettent le révolutionnaire français, en face du dénuement croissant, du spectacle quotidien d'une famille affamée, de la certitude qu'un jour ou l'autre la bourgeoisie se vengera, ce que l'ouvrier anglais préfère plutôt que de se soumettre au joug de la classe possédante ... Des hommes qui savent endurer tant de maux pour faire fléchir un seul bourgeois seront aussi en mesure de briser le pouvoir de toute la bourgeoisie". *

Engels énumère en outre des exemples — comme l'insurrection de Galles en 1839 — qui démontrent que s'il sait prendre les armes, l'ouvrier anglais sait combattre avec héroïsme et "ne cède à la violence que lorsque toute résistance est devenue inutile et insensée". *

La source, le "secret" du courage révolutionnaire d'un peuple et d'une classe ouvrière, ne résident pas dans les qualités intrinsèques, naturelles, des individus, mais dans les circonstances objectives et en même temps subjectives qui posent devant les mouvements sociaux des buts clairs et convaincants. Ecoutons encore Engels : "Quand les masses sans armes qui ne savent pas elles-mêmes ce qu'elles veulent sont tenues en échec sur une place du marché tenue fermée par quelques dragons et policiers qui en ont occupé les issues, comme cela se produit en 1842, il ne s'agit pas en fait d'un manque de courage. La vérité est que les masses ne se seraient pas davantage mises en mouvement s'il n'y avait pas eu d'agent de la force publique, c'est-à-dire de pouvoir de la bourgeoisie".

Comme nous l'avons dit plus haut à propos de l'"oeu-

vre" de la bourgeoisie industrielle après son accession au pouvoir (réalisée surtout grâce aux efforts et aux luttes des masses prolétariennes), les ouvriers passèrent à des positions de classe plus autonomes. Ils cherchèrent, en outre, à s'organiser mieux afin de faire front à tous les exploiteurs représentés au parlement par les partis conservateur et libéral. En somme, avant de parvenir à une séparation totale d'avec la bourgeoisie, ils expérimentèrent une dernière alliance avec le parti de la bourgeoisie radicale et avec les libéraux, lorsque ceux-ci, dans la lutte acharnée avec les conservateurs (qui en 1841 reprirent la direction du gouvernement), leur demandèrent leur aide, en échange de leur appui à la revendication de la journée de 10 heures (cf. Marx-Engels, *Le Syndicalisme* t. 1er, p. 140-152).

NAISSANCE DU CHARTISME SA NATURE SOCIALE

En février 1834, Owen et Fielden fondèrent la *Grande Union nationale des métiers* qui avait pour but de préparer et de soutenir la grève générale, dont l'idée avait été lancée dans la classe ouvrière depuis quelques années déjà (le socialiste Benbow l'avait "découverte" en 1831). On sait que, contre ce "danger public", la bourgeoisie lança l'interdit (en intimidant les ouvriers par la menace de licenciements) et provoqua un heurt violent dans le Sud-Est qui fut suivi de l'arrestation et de la déportation de six ouvriers agricoles en Australie.

Un pas en avant *encore limité* fut fait par l'*Association des ouvriers de Londres*, fondée en 1836 par Lovett. L'année suivante, lors de la crise économique, l'Association exigea une réforme parlementaire démocratique complète et chargea Lovett de la rédiger. C'était un pas en avant important sur le domaine politique. Mais cette pétition resta lettre-morte.

Lors des élections de fin 1837, cette même Association demanda aux ouvriers de rester neutres entre les whigs et les tories et de ne soutenir que les candidats ayant signé les six points du programme démocratique, qui se résument tous en un mot : suffrage universel. A Leeds, la revue *Northern Star*, fondée par O'Connor, commença l'agitation en faveur de la charte; à Birmingham, Attwood, déjà célèbre pour son agitation en 1831-

32, organise des meetings monstres à Glasgow (200 000 personnes). O'Connor organise lui-aussi des meetings : Attwood propose la grève générale et menace le gouvernement, en cas d'arrestation, de la vengeance de 100 000 de ses partisans. O'Connor se déclara pour la révolution violente. Les meetings étaient très impressionnants : après le travail, les ouvriers se rendaient en bleus, souvent armés et précédés de drapeaux portant des têtes de mort et d'enseignes telles que : "Lutte à mort pour femmes et enfants", "suffrage universel ou vengeance universelle". Les adresses commençaient toujours par "Workmen", "Travailleurs" !

Mais considérons le programme du chartisme. Ses six points en sont : suffrage universel; parlement à renouveler chaque année; indemnités aux députés afin que les personnes privées de moyens financiers puissent exercer un mandat; vote secret afin d'éviter autant que possible les corruptions et les intimidations de la part de la bourgeoisie; collèges électoraux égaux; abolition de tout cens, de manière que tout électeur soit éligible.

Aujourd'hui ces revendications pourraient être de nature simplement politique et démocratique. Avant tout, il faut relever que le fait d'avoir transféré déjà la lutte ouvrière du niveau économique au niveau politique est un grand résultat du chartisme. Ensuite, ces revendications n'étaient pas des fins en soi; pour les chartistes, c'étaient de simples moyens, et rien de plsu, car ils avaient en vue la transformation sociale qu'ils pouvaient réaliser de leurs propres mains, une fois parvenus au pouvoir : "*Le chartisme est de nature essentiellement sociale*", disait Engels. Ou, d'une manière plus pratique : "Le chartisme est une question de *couteau et de fourchette*", c'est la forme condensée de l'opposition à la bourgeoisie". Comme le disait devant une foule de 200 000 personnes, le pasteur méthodiste Stephens : "La charte, cela veut dire logement décent, boire et manger satisfaisants, bien-être et journée de travail moins longue". Le mot d'ordre électoral des chartistes, nous apprend Engels est enfin : "Le pouvoir politique est notre moyen, le bien-être social est notre but". *

Mais quel moyen le prédicateur méthodiste conseillait-il aux ouvriers pour atteindre leurs buts (en particulier l'abrogation de l'odieuse loi des pauvres) : "Vous n'avez pas à craindre la force du gouvernement, des soldats, des baïonnettes et des canons dont disposent vos oppresseurs. Vous disposez d'un moyen bien plus puissant, une arme

contre laquelle baïonnettes et canons ne peuvent rien et qu'un enfant de dix ans pourrait manier : il vous suffit de prendre quelques allumettes et une botte de paille trempée dans de la poix, et je voudrais voir ce que le gouvernement ferait contre cette seule arme, si elle est employée avec audace".

Le Chartisme et la Violence dans l'étape "pacifique"

Nous ne dépenserons pas de longues paroles sur la réalisation des buts et sur les implications politiques de ceux-ci pour le chartisme. L'hypothèse historique de la conquête pacifique du pouvoir grâce au suffrage universel par le prolétariat de cette période en Angleterre n'avait rien de chimérique, si l'on tient compte du niveau auquel était parvenu le développement du capitalisme et des structures de l'Etat. On sait que la composition des classes était inverse en Angleterre de celle de la France d'alors. En Angleterre, les deux tiers de la population était urbaine et ouvrière contre un tiers de population rurale : "En Angleterre, conclut Marx, les résultats du suffrage universel seront donc nécessairement en proportion *inverse* des résultats de ce même suffrage universel en France, tout comme la ville et la campagne le sont dans les deux pays". (Marx, *Neue Oder Zeitung*, 8.6. 1855). En France, le suffrage universel reste donc une question simplement politique, tandis qu'en Angleterre c'est une question sociale. Et Marx d'affirmer que le suffrage universel était en France une formule de fraternisation générale et "en Angleterre *un cri de guerre*". Avec le suffrage universel, dès lors que la Chambre basse "n'exprimera plus seulement la volonté de la bourgeois sie", le prolétariat pourra faire tomber la dernière auréole de la tête du monarque et de l'aristocratie, et livrera encore mieux son duel avec la bourgeoisie.

Mais, il ne faut pas croire — et nous le répéterons jusqu'à l'ennui — que la conquête du suffrage universel devait s'obtenir avec des moyens exclusivement légaux; elle devait inclure aussi une certaine violence. Les ouvriers anglais qui avaient été frustrés jusqu'ici du bénéfice légal, accaparé par les classes dominantes, ne savaient que trop bien qu'on ne pouvait rien avoir sans l'emploi de la force, et tous leurs échecs successifs leur avaient

appris que la violence l'avait emporté à chaque fois. Mieux : ils avaient appris que la loi elle-même n'est rien sans l'emploi — virtuel ou effectif, selon le cas — de la violence. Engels fait même de la revendication de la violence la caractéristique du mouvement ouvrier, donc du chartisme : "Les masses ouvrières des villes revendiquaient leur participation au pouvoir politique : la Charte populaire. Elles furent soutenues par la plupart des petits bourgeois. Une seule différence les séparait : LA CHARTE DEVAIT-ELLE ETRE REALISEE PAR LA VIOLENCE OU PAR LA LOI ? " (*Angleterre 1845 et 1885*).

L'hypothèse de la conquête pacifique du pouvoir ne joue cependant que dans des limites bien précises. Cette hypothèse est, par exemple, exclue en France, où la bourgeoisie n'eut jamais "d'autre réponse à une grève que les salves de l'infanterie et réussit à faire que, dans une république de suffrage universel, il ne reste pratiquement aux ouvriers d'autre moyen pour vaincre que la révolution violente. (Engels, La Plèbe, 30.3.1879)"

Dès la révolution française, la bourgeoisie, pour se défendre contre d'éventuels Babeuf, s'était entourée d'un lourd et despotique appareil d'Etat, bureaucratique, policier et militaire, alors même que le suffrage universel jouait en sa faveur, du fait de la prépondérance numérique de la paysannerie parcellaire.

C'était en Angleterre que l'hypothèse de la conquête "pacifique" du pouvoir fut la plus vraisemblable : ce pays n'avait pas de grande armée, nécessitée sur le continent par les guerres incessantes contre d'envahissants voisins; la bourgeoisie moderne s'était insinuée au pouvoir lentement, en s'alliant d'abord avec l'aristocratie foncière au pouvoir sans développer une pesante bureaucratie; son Etat avait une taille minime; depuis qu'elle règnait et constituait donc l'ennemi numéro un, la bourgeoisie ne s'en était jamais pris au prolétariat en employant systématiquement la police et l'armée, mais le fit toujours sous le couvert de la loi. Enfin, comme nous l'avons montré, le prolétariat anglais, mieux que tous les autres, put et sut lier les revendications politiques et économiques, même avant que le suffrage universel ne jouât uniquement en sa faveur : Harney disait que le droit électoral universel était nécessaire pour obtenir l'égalité des conditions de vie : "Si la charte populaire n'est pas suivie de mesures tendant à l'égalisation générale des conditions de vie, les classes productrices (c'est-à-

dire les ouvriers) resteront opprimés comme auparavant" (*London Democrat*, 13.4.1838).

Le suffrage universel n'est, dans ces conditions, qu'un moyen pour réaliser les changements (révolution) socialistes, avec l'abolition des privilèges de classe, etc. Dès lors, la violence et la lutte de classes poussées jusqu'à l'élimination définitive des classes sont simplement repoussées jusqu'au moment où le prolétariat a en main l'arme de l'Etat.

Au moment de l'interdiction du Parti social-démocrate allemand, Marx, analysant les débats parlementaires du Reichstag, le 16-17.9.1878, a précisé ce qu'il entendait par "développement pacifique" : "Ce que Eulenberg (ministre prussien de l'intérieur) veut dire en fait, c'est : le développement pacifique vers le but n'est qu'*une étape qui doit conduire au développement violent du but*; plus précisément, cette transformation ultérieure du développement pacifique en développement violent réside, pour Eulenberg, dans la nature du but recherché. En l'occurence, le but, c'est l'émancipation de la classe ouvrière et la révolution (transformation) qu'elle implique pour la société. Un développement historique ne peut rester "pacifique" qu'aussi longtemps que les anciens détenteurs du pouvoir ne mettent pas d'obstacles violents dans son chemin. Par exemple, si, en Angleterre ou aux Etats-Unis, la classe ouvrière gagnait la majorité au parlement ou au Congrès, elle pourrait, par la voie légale, éliminer les lois ou institutions qui se trouvent en travers de son chemin. "On le voit, Marx se place ici sur le terrain du "droit" : la dictature du prolétariat deviendrait la loi du pays. La violence serait légalisée, du fait qu'elle serait proclamée par l'Etat révolutionnaire du prolétariat. Mais en bon langage, la force de l'Etat, toute légale qu'elle soit est violence.

Dans son article "A propos de la mort de Marx", Engels explique contre la vision anarchiste : "La classe ouvrière prendra d'abord en possession le pouvoir de l'Etat et, avec son aide, écrasera la résistance des capitalistes et devra réorganiser la société".

La conquête du pouvoir par le suffrage universel — qui suppose un Etat bourgeois peu développé, susceptible de transformation — n'abolira pas la violence nécessairement liée à l'abolition des classes et à l'existence de l'Etat. Ce ne sera que la "légalisation de la violence", et cela est d'autant plus claire que le prolétariat s'empare

alors de l'Etat existant : "Les anarchistes mettent les choses sur la tête. Ils déclarent que la révolution prolétarienne devrait *commencer* par l'abolition de l'organisation étatique. Mais la seule organisation que le prolétariat trouve devant lui après sa victoire, n'est-ce pas précisément l'Etat. Cet Etat peut nécessiter des modifications très importantes, avant de pouvoir remplir ses nouvelles fonctions. Mais le détruire en un tel moment, cela signifierait détruire le seul organisme grâce auquel le prolétariat vainqueur peut faire valoir le pouvoir qu'il vient de conquérir, en vue d'écraser ses ennemis capitalistes et de réaliser la révolution économique sans laquelle toute sa victoire finirait par une nouvelle défaite et un massacre général des ouvriers, comme celui qui s'effectua après la Commune de Paris." (*ibid.*)

La conquête pacifique du pouvoir avait pour prémisse en Angleterre que le prolétariat fût entré dans une phase où non seulement tout le progrès historique n'était plus concentré entre les mains de la bourgeoisie, mais encore où le prolétariat avait acquis son autonomie de programme et d'organisation. C'est ce que Marx confirme dans son article de la *Neue Oder-Zeitung* : "En Angleterre, l'agitation pour le suffrage universel a parcouru une évolution historique avant de devenir le *schibboleth* (la formule) des masses. En France, on *commença* par établir le suffrage universel, et celui-ci suivit son cours historique et *ensuite* la pratique du suffrage universel a échoué; en Angleterre, c'en fut l'idéologie : dans les premières décades du 19e siècle — avec Sir Francis Burdett, le major Cartwright, Cobbett — le suffrage universel n'avait encore qu'un vague caractère idéaliste, c'était le voeu pieux de toutes les parties de la population n'appartenant pas directement aux classes dirigeantes. En fait, pour la bourgeoisie, ce n'était qu'une manifestation excentrique, généralisant ce qu'elle avait obtenu par la réforme parlementaire de 1831. Encore en 1838, la revendication du suffrage universel n'avait pas encore pris en Angleterre son caractère spécifique réel. La preuve : Hume et O'Connel figuraient parmi les co-signataires de la charte. En 1842, les dernières illusions tombèrent. Lovett fit à ce moment une dernière tentative, vaine, pour formuler la revendication du suffrage universel en tant que revendication *commune* des soi-disants radicaux et des masses populaires. Depuis lors, il ne subsiste plus le moindre doute sur la signification du suffrage universel, pas plus que sur son nom. C'est la *charte* des classes populaires, et

elle signifie : appropriation du pouvoir politique comme moyen de réaliser leurs bsoins sociaux."

L'expérience historique l'a démontré : plus rapidement le prolétariat met fin au règne politique de la bourgeoisie, moins il lui faut utiliser de violence pour effectuer sa révolution économique de transformation communiste de la société. Dans ce cas, la seconde phase — celle des changements économiques — est complexe et longue et suscite des convulsions violentes. Lorsqu'au contraire la bourgeoisie a règné lontemps et que les rapports économiques sont très développés — comme aujourd'hui — la phase de conquête du pouvoir sera dure et violente, mais plus rapides et faciles seront alors les changements économiques. L'histoire de la révolution française le confirme : la conquête du pouvoir en 1794 avait été relativement facile pour le prolétariat, précisément parce que le règne de la bourgeoisie n'était pas encore assis sur des bases économiques solides, engendrées par un dur et long procès d'accumulation, mais ce pouvoir était extrêmement fragile. Comme l'avait montré la phase d'accumulation du capital en Angleterre, une longue phase de violence déchaînée avait été nécessaire pour instaurer des structures économiques modernes dans ce pays et le fait que la majeure partie de la population était prolétarisée permettait justement d'espérer *un moment* — tant que la bourgeoisie n'avait pas développé davantage l'Etat — que le pouvoir pouvait être conquis pacifiquement. En somme, non seulement l'hypothèse de la "conquête pacifique" du pouvoir impliquait une base engendrée par des rapports économiques de violence, mais encore inaugurait une phase de violence inévitable — et le voile de la légalité ne change rien à l'analyse marxiste de la lutte des classes. C'est une question d'emploi plus ou moins dosé de violence potentielle ou cinétique, de résistance plus ou moins violente des classes destinées à être éliminées.

Cette analyse des tâches historiques du parti chartiste illustre d'autre part la situation même de ce parti. Si le socialisme des chartistes était, surtout au début, "assez peu développé", au cours même de la lutte pour réaliser ses objectifs, l'histoire aurait dû certainement le faire évoluer puissamment et aurait posé certainement pour lui l'alternative entre la dictature du prolétariat ou le retour à la situation d'avant, c'est-à-dire la défaite.

Les premières luttes des chartistes et leurs résultats

L'évolution du parti chartiste est aujourd'hui encore riche d'enseignements pour nous, car la classe ouvrière anglaise fit alors preuve d'un sens peu commun de liaison entre les revendications économiques et politiques. De fait, le parti chartiste a évolué en fonction de ces deux conditions fondamentales, économique et politique. C'est ce qui explique qu'il ait connu un développement certes progressif, mais néanmoins marqué par de fortes poussées et des reculs, ces phases n'étant liées entre elles que par un fil ténu.

Dès le début, les chartistes anglais furent confrontés au problème de la violence, et ce à propos de la "tactique électorale" précisément, qui les amena par la force des choses à se délimiter, d'une part, de l'utopisme d'Owen, qui voulait le socialisme par un processus éducatif, de l'autre, des alliés bourgeois et petits bourgeois. Owen reprochait aux chartistes de "semer la haine et l'inimitié contre les classes riches". Place qui dirigeait l'organisation électorale pour le compte de la bourgeoisie et en était l'agent recruteur de voix, réclama une agitation calme, éducative, "morale" et ne rebutant pas les autres classes. Quand le gouvernement commença à prendre des mesures contre les violences d'O'Connor, l'Association de Londres se hâta de prendre position contre les discours incendiaires. Lorsque O'Connor vint à Londres pour y tenir, en réponse, des discours incendiaires, Lovett prit position contre lui. Le mouvement se scinda en deux fractions : sous la direction de Lovett, le parti de la *force morale*, (nous avons besoin "d'éducation, et non de fusils", disait Lovett, qui prônait un bloc avec la bourgeoisie radicale — en fin de compte, le banquier Attwood et Place), et le parti de la *force physique* d'O'Connor, du jeune Harney (qui avait 22 ans à ce moment-là), de O'Brien et E. Jones.

En 1839, le mouvement convoqua un *parlement populaire* formé de *tous* les partisans de la charte. Il se tint pendant plusieurs mois à Londres, ville bourgeoise éloignée du Nord industriel. Lovett présidait. La majorité était évidemment pour le parti de la force morale. Attwood discrédita la grève générale ou la "semaine

sacrée" en en faisant une manifestation théâtrale et vide : son but était de gagner une influence ouvrière pour réaliser une réforme financière. En province et notamment à Birmingham, les ouvriers manifestèrent violemment pour appuyer l'assemblée populaire. L'Etat de siège fut décrété : les ouvriers de Birmingham perdirent patience face aux provocations policières et gouvernementales, et le 15 juillet ils incendièrent des maisons d'ennemis notoires des chartistes et occupèrent la ville pendant quelques jours. Sur cette base, le chartiste Harney demanda la *grève générale insurrectionnelle*. O'Connor représente le mieux les faiblesses du parti de la force physique, où son influence sera de plus en plus contrebalancée par celle de E. Jones et Harney. Cependant, O'Connor jouissait de l'avantage de disposer de l'appui total des Irlandais et aussi des ouvriers. Engels dit à son sujet : "Si j'avais la direction de ces 200 000 fougueux Irlandais, je foutrais la monarchie anglaise en l'air". En fait, il était difficile de concerter à l'avance une action offensive. En outre, O'Connor cherchait à réaliser un plan visant à améliorer le sort des ouvriers industriels en limitant la concurrence des bras arrachés à l'agriculture, au moyen d'une banque d'achat de terres. Il dit : "Qu'est-ce que le suffrage universel ? C'est le droit de posséder et d'utiliser la terre inoccupée." C'était là regarder en arrière et non en avant. L'Assemblée de Londres rejeta la grève générale décidée le 12 août en vue de commencer la "semaine sainte". Le 14 septembre, l'Assemblée se quitta. Mais une tentative d'insurrection eut lieu en Galles du Sud en novembre, 450 personnes dont 425 ouvriers furent arrêtés. O'Connor et O'Brien furent incarcérés.

Le mouvement devait ou bien périr, ou bien devenir purement prolétarien. C'est ce qu'il fut au cours de la seconde période. Néanmoins un premier résultat avait été obtenu au cours de cette première : les éléments radicaux quittèrent le mouvement, et la tendance prolétarienne s'accentua dans le chartisme.

La seconde période débute par la crise de l'économie anglaise, marquée par de violentes grèves et des manifestations ouvrières. L'*Assemblée nationale chartiste* fut fondée fin juin 1840 par la fusion des nombreux cercles locaux de Manchester. Lorsque Lovett et quelques autres partisans de la "force morale" sortirent de prison, ils refusèrent d'adhérer à ce parti ouvrier politique, doté d'un comité exécutif élu, ayant des congrès réguliers, avec cotisations et cartes d'adhérants. Au bout de deux

ans, le parti comptait plus de 40 000 membres organisés en près de 400 sections locales. Les revendications essentielles en étaient, outre le suffrage universel, l'abolition de la loi des pauvres, le vote de la législation de fabrique, bref des revendications aboutissant finalement au transfert du pouvoir politique entre les mains des ouvriers.

Avant d'atteindre son autonomie, le chartisme dut affronter une dernière épreuve. En 1842, la crise qui travaillait le pays et les masses depuis 1836 atteignit son point culminant, et l'agitation syndicale et politique reprit avec plus d'élan encore qu'en 1839. Mais les bourgeois radicaux, eux aussi durement touchés par la crise, se révoltaient eux aussi, car ils n'avaient pas encore atteint leur but : le libre-échange des céréales.

Crise de 1842 : le prolétariat se sépare de la bourgeoisie

L'épisode que traverse maintenant le parti chartiste est marqué par l'alliance avec le parti radical des bourgeois industriels : "Lors d'une réunion commune entre libéraux et chartistes le 15.2.1842, une pétition réclamant à la fois l'abolition des lois sur les céréales et l'adoption de la Charte fut rédigée, et adoptée le lendemain par les deux partis."* En fait, chacun des deux partis suivait son but propre, et Engels poursuit : "Mais cette fois ce ne furent pas les ouvriers qui voulurent arrêter le travail; ce furent les fabricants qui proposèrent de fermer leurs usines, d'envoyer les ouvriers dans les communes rurales et les propriétés de l'aristocratie foncière, afin de forcer le Parlement conservateur et le gouvernement à abolir la législation sur les céréales. Naturellement tout cela aboutit à une émeute, mais la bourgeoisie se tenait en toute sécurité à l'arrière-plan".

Lorsque la grande vague de grèves se déclencha en août 1842, il y avait deux tendances chez les chartistes : d'abord ils étaient tous d'accord pour ne pas se faire massacrer pour le plus grand profit des industriels antiprotectionnistes, mais pour le reste, certains voulaient l'application de la Charte du peuple, et d'autres, qui tenaient cette revendication pour prématurée, voulaient simplement arracher un taux de salaire correspondant à celui de 1840. Toutes ces indécisions firent échouer

l'insurrection".* Engels estimait : "Si dès le début l'insurrection ouvrière avait été consciente de ses intentions et de ses buts, elle eût effectivement réussi. Mais des masses, poussées dans la rue par leurs patrons, sans l'avoir voulu et sans but précis, ne pouvaient rien obtenir." L'action échoua donc.

Engels tire de cet épisode une leçon, de valeur inestimable, pour le prolétariat d'hier et d'aujourd'hui : sans clarté des objectifs, aucune force et aucune violence ne pourront réaliser les aspirations du prolétariat.

Pour la seconde fois, les pétitions pour la Charte étaient repoussées. Mais la défaite apportait quelque chose de positif : "*L'insurrection eut pour effet de séparer complètement le prolétariat de la bourgeoisie*". Ce résultat fut sanctionné par la rupture entre libéraux et chartistes dans une seconde réunion, qui se tint à Birmingham, le 27.12.1842.

La bourgeoisie radicale s'allia maintenant avec les libéraux contre les chartistes, et les chartistes participèrent avec une force redoublée à toutes les luttes du prolétariat contre la bourgeoisie.

Sommet et déclin du chartisme

Dans son *Discours sur le libre-échange*, Marx montre qu'à la suite de ce mouvement, les ouvriers obtinrent deux résultats sociaux tangibles. Le premier porte sur un fait qui fit avancer la société anglaise dans son ensemble, mais n'intéressait pas directement les ouvriers : l'abrogation des lois céréalières en 1844, et le second touche directement les conditions de la classe ouvrière, la réduction de la journée de travail à 10 heures". Les ouvriers anglais ont fait sentir aux libres-échangistes qu'ils n'étaient pas dupes de leurs illusions et de leurs mensonges. *Si malgré tout*, ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c'était pour détruire les derniers restes de féodalité et pour n'avoir plus affaire qu'à un seul ennemi : les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs. En effet, les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer la loi sur la journée de travail de dix heures que ces derniers avaient vainement demandée depuis trente ans, et qui passa immédiatement après l'abolition des taxes sur les céréales" !

Le prolétariat utilisait les contradictions entre les classes dominantes pour ses buts de classe immédiats. Cependant, l'objectif qui se présentait maintenant aux chartistes, ce fut, en liaison avec la crise de 1848, la question de la conquête du pouvoir.

Les raisons qui expliquent l'insuccès final du chartisme, après une décennie de luttes menées courageusement par le prolétariat anglais, sont de nature historique, et les explications volontaires n'ont pas de sens.

Une occasion révolutionnaire se présenta lors du déclenchement de la révolution de Février 1848 à Paris. A l'instigation d'O'Connor, une assemblée chartiste décida le 3 avril de présenter une pétition au Parlement. Pour le cas où cette pétition serait rejetée, il fut décidé de convoquer une "Assemblée nationale" siégeant en permanence jusqu'à ce que la charte soit devenue loi du pays. Le 10 avril, l'Assemblée décida de tenir un meeting monstre dans la plaine de Kennington, puis de se rendre au Parlement. La bourgeoisie prit très au sérieux cette manifestation. Le 10 avril, elle rassembla 170 000 policiers spécialement recrutés et armés de triques. 100 000 soldats et marins furent concentrés à Londres. Wellington, le "duc de fer", prit la direction des opérations. 30 à 40 000 manifestants furent au rendez-vous. La manifestation en direction du parlement étant interdite, les chartistes eux-mêmes freinèrent les choses. O'Connor conjura les ouvriers de se séparer "sans s'adonner à des excès", et "de vaincre par la sérénité". La pétition fut repoussée pour la troisième fois au Parlement. Le 12 avril, le parlement décréta la "loi sur la sécurité de la couronne et du gouvernement". De mai à octobre 1848, l'Angleterre fut soumise à une législation exceptionnelle. 90 chefs chartistes furent arrêtés. La défaite du 10 avril fut un coup dur pour le mouvement révolutionnaire de tout le continent.

Les raisons de l'échec du chartisme sont essentiellement économiques. Quand les affaires marchent, la bourgeoisie se porte bien : "La révolution de Février 1848 sauva la bourgeoisie anglaise. Les proclamations socialistes des ouvriers français victorieux effrayèrent la petite-bourgeoisie et désorganisèrent le mouvement des ouvriers anglais, qui se mouvait dans des limites très étroites et directement pratiques. C'est précisément au moment où le chartisme devait développer toute sa force qu'il s'effondra de lui-même le 10 avril 1848. Dès lors l'activité politique de la classe ouvrière fut repoussée au se-

cond plan : la classe capitaliste avait vaincu sur toute la ligne" (Préface de 1892 à la *Situation* etc.)

Activité d'organisation de parti

Après la crise de 1848, Marx espéra un moment que le prolétariat anglais renouerait avec les traditions du chartisme (cf. Marx-Engels, le Parti de Classe, t.II,p.58); il n'en fut rien, l'hégémonie du capital anglais dans le monde corrompit non seulement une aristocratie ouvrière, mais brisa encore tout mouvement ouvrier révolutionnaire.

L'organisation surgit bien plus tard seulement, sous une forme supérieure : en 1864, l'Internationale naquit en Angleterre, et c'est sur le terrain anglais, dans la maturité sociale des prolétaires anglais qu'il faut chercher en grande partie ce résultat : la classe ouvrière s'y était d'abord organisée en syndicats, et c'est là que, pour la première fois, fut élaborée la claire doctrine de la lutte de classes en tant que facteur historique et principe tactique. En Angleterre, les sentiments internationaux et la conception de la solidarité internationale ont coïncidé avec l'éveil du suffrage universel dans les années 1840. Dès 1838, l'"Association démocratique", fondée par le chartiste Julien Harney, établit des relations étroites avec les émigrés politiques réfugiés à Londres, et leur ouvrit les colonnes du journal *Northern Star*, auquel Engels collabora.

Le 15 mars 1846, fut fondée la Société des "*Fraternal Democrats*", qui, pour ne pas concurrencer les chartistes, ne se donna pas de statuts propres. En février 1846, Harney déclara à une réunion de la société de formation ouvrière des communistes allemands : "J'en appelle aux classes opprimées de tout le pays pour s'unir en vue de la cause commune. Il ne suffit pas simplement de la libération du joug russe et autrichien ... Nous avons besoin de la souveraineté du peuple des deux pays". Et la cause du peuple, c'"est la cause du travail, du travail asservi et exploité. Les doléances et la misère ne sont-elles pas les mêmes chez les ouvriers de toutes les nations? Par conséquent, pourquoi la cause ne le serait-elle pas ? "

A Bruxelles, en novembre 1847, les Anglais proposaient à Marx de participer à un congrès des travailleurs de toutes les nations. Il accepta avec joie l'invitation :

"Ouvriers d'Angleterre, remplissez cette mission, et vous serez estimés comme les libérateurs de toute l'humanité". Les *Fraternal Democrats* lui répondirent : "La conjuration des rois doit être combattue par celle des peuples ... Nous sommes persuadés qu'on doit se tourner vers le vrai peuple, les prolétaires, qui, chaque jour, versent leur sang et leur sueur sous la pression du système social actuel, afin de réaliser la fraternité". Un Bureau fut constitué avec un représentant de tous les pays importants d'Europe. La crise de 1848 fit annuler le congrès, et seule la défaite prématurée du mouvement révolutionnaire en Angleterre empêcha la Société des *Fraternal Democrats* et des chartistes de devenir une organisation internationale prolétarienne et de prendre la direction de la révolution socialiste.

Ce n'est donc faute d'avoir voulu préparer la révolution internationale de 1848 avec les moyens dont ils disposaient alors, que les chartistes furent battus.

3

Constitution du prolétariat en classe dominante par la conquête de l'Etat : la commune de Paris 1871

Prémisse

Nous avons examiné la *question militaire* dans la phase de l'organisation du prolétariat en classe. Nous avons alors vu surgir le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti communiste marxiste, comme résultat des luttes armées qui se sont déroulées en France, en Angleterre et en Allemagne dans la période de 1789 à 1848.

Nous abordons maintenant la phase où le prolétariat avec son avant-garde, désormais consciente de ses destinées historiques, se prépare à imposer sa propre dictature et à s'ériger en classe dominante pour réaliser les fins de la doctrine marxiste : *le communisme*.

Nous abordons alors la première grande expérience de dictature prolétarienne : la Commune de Paris de 1871*.

Toute notre systématisation de la question militaire du prolétariat dans la phase de sa constitution en classe, donc en parti, puis dans celle de son érection en classe dominante par la conquête de l'Etat se vérifie à ce stade de la lutte : c'est à partir de l'organisation déjà atteinte par le prolétariat dans le parti que la lutte s'engage pour la conquête du pouvoir. En l'occurrence, c'est à partir de l'Internationale fondée 6 ans plus tôt par Marx-Engels que s'effectue l'assaut de la Commune. Nous considérons donc deux éléments essentiels dans le drame de la Commune : d'une part, son histoire réelle, en quelque sorte spontanée, et l'action du parti, notamment les directives lancées par Marx au nom de l'Internationale durant toute cette grandiose crise sociale, qui marquait la tentative de passer à un mode de production et de société supérieurs — le socialisme. On le verra, Marx-Engels, dans leur appréciation de la Commune, ont mis l'accent sur les tâches préalables d'organisation du prolétariat en classe compacte grâce au parti. En effet, comme ils ne cesseront de le répéter, l'érection du prolétariat en classe dominante par la conquête de l'Etat implique pour le moins son organisation préalable en classe unitaire : la manière dont le prolétariat s'est constitué en

*Dans le recueil Marx-Engels, **La Commune de 1871**, le lecteur trouvera rassemblés les textes sur le mouvement ouvrier français, de 1864 à la veille de la Commune, puis sur la Commune, et enfin sur les enseignements de la Commune en ce qui concerne le parti et l'Etat dans la conception marxiste.*

Nous avons tiré les extraits des différentes Adresses de Marx de l'édition de 1953 de **La Guerre civile en France**, *Editions Sociales, 1953, p. 45.*

classe, donc en parti, conditionne le passage au second stade de son érection en classe dominante.

Il n'est pas étonnant dès lors que, dans la question militaire de la Commune, il soit tant question du *parti de classe*. Dans les conditions de faible maturité sociale de l'époque, ce premier pas, entrepris hâtivement du fait même de la précipitation de l'histoire et du système policier en vigueur en France en temps "de paix", pèsera extrêmement lourd dans la phase d'érection du prolétariat en classe dominante, avec l'Etat de la Commune.

Dès son apparition sur la scène historique, la Commune capta l'attention de tous; les interprétations et évaluations qu'on en donna furent innombrables : "Qu'est-ce donc que la Commune, ce sphinx qui tracasse si fort l'entendement bourgeois ? ", et Marx de répondre : "Son véritable secret, le voici : C'est essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin découverte qui permet de réaliser l'émancipation économique du Travail" (*Adresse sur la guerre civile en France de 1871*). Dans cette *Adresse*, écrite au nom de l'Internationale, Marx traite tous les aspects de la Commune, dont les aspects militaires, c'est-à-dire, selon la formule de Lénine, "*la technique* des formes extrêmes de la lutte révolutionnaire,en liaison avec la Commune, avant sa naissance et après sa glorieuse défaite". Le thème essentiel de notre travail est justement de développer cet aspect militaire, pour tirer tous les enseignements profitables au prolétariat pour la révolution communiste de demain.

Brèves précisions historiques

Afin de rendre plus facile la compréhension des évènements, nous tracerons une brève chronologie des faits les plus saillants qui précèdèrent la Commune.

1870 - 1871

19 juillet : la France déclare la guerre à la Prusse.

23 juillet : le Conseil général de l'Internationale lance une Adresse au prolétariat international.

Dès le 6 août, les troupes françaises essuient des

revers. L'armée impériale, lancée dans une stratégie offensive (envahir le territoire ennemi à travers le pays de Bade et couper l'Allemagne du Nord de l'Allemagne du Sud) se voit subitement contrainte à la défensive, parce que les Prussiens l'ont prise de vitesse en envahissant eux-mêmes les deux régions frontalières : l'Alsace, défendue par le général Mac Mahon, et la Lorraine, défendue par les généraux Frossart et Bazaine Entre le 4 et le 18 août, les Français subissent plusieurs défaites : l'armée d'Alsace se retire avec de graves pertes sur Châlon sur-Marne, cependant que le gros de l'armée du Rhin, c'est-à-dire les deux corps qui opèrent en Lorraine, se retranchent dans la forteresse de Metz, aussitôt investie par l'ennemi.

Les répercussions à Paris ne se font pas attendre : le Ministère Ollivier tombe, et un gouvernement militaire le remplace. Celui-ci organise une nouvelle armée confiée à Mac Mahon, afin de libérer les assiégés de Metz. Cependant cette armée de secours, non seulement n'atteint pas son but, mais, après onze jours de marche, subit elle-même un terrible désastre. Napoléon III qui l'accompagnait est contraint de capituler à Sedan le 2 septembre. Deux jours après, une révolution populaire éclate à Paris, proclame la déchéance de l'Empire, puis instaure la République, sans cependant empêcher que les députés de l'ancien parlement impérial ne constitue un gouvernement provisoire, au nom sonore de Gouvernement de la Défense Nationale.

9 septembre : l'Internationale lance sa seconde *Adresse* sur la guerre. La capitulation de Metz, à la suite de la trahison de Bazaine est déjà une preuve de la façon dont le gouvernement de Paris, joue ce qu'il faut appeler la "farce" de la défense. Dans la journée du 31 octobre, les ouvriers déclenchent une réaction rapide en vue de pousser le gouvernement à tenir ses engagements militaires, mais ni cette journée, ni celle du 22 janvier 1871 ne réussirent à empêcher la capitulation de Paris, qui survint le 28 janvier, dix jours après qu'à Versailles les princes allemands du Nord et du Sud aient offert la couronne impériale à Guillaume de Prusse et fondé l'Empire allemand, parachevant ainsi l'Empire allemand.

L'armistice, signé le 28, prévoit une nouvelle Assemblée Nationale et un nouveau gouvernement susceptible de transformer en paix l'armistice, à condition d'accepter les très dures exigences dictées par les Prussiens. Cette Assemblée constituante fut élue le 8 février et le 26 du

même mois, Thiers, chef du nouveau gouvernement, transforme l'armistice en préliminaires d'une paix qui sera définie le 10 mai, soit pendant la Commune surgie le 18 mars d'un conflit armé entre les prolétaires et les troupes de Thiers, qui furent contraintes de fuir à Versailles.

Après soixante douze jours de gouvernement, la Commune tombe héroïquement le 28 mai 1871, submergée par les troupes versaillaises organisées par Thiers *avec l'aide de Bismarck*.

LA COMMUNE ET LE PARTI

De toute évidence, la première question qui se pose ici est celle du passage du parti politique à l'Etat de classe, autrement dit du lien nécessaire dans la doctrine marxiste entre la phase où le prolétariat se constitue en classe pour lui-même, donc en parti, en opposition à toutes les autres classes et couches de la société, et celle où il s'érige en classe dirigeante en se forgeant l'Etat de la dictature du prolétariat.

Pour répondre à cette question, nous devons d'abord évoquer la polémique — inévitable d'ailleurs — qui s'est engagée dès la Commune elle-même et que nos adversaires poursuivent aujourd'hui encore. Nous verrons en même temps — au travers de cette polémique — quel a été le rôle de la première Internationale, créée par Marx-Engels, dans la Commune.

La question est celle de la prétendue "appropriation" plus ou moins illégitime de la Commune par Marx et ses partisans, autrement dit par le parti. Au reste, Thiers, l'ennemi de la Commune, en aurait fait cadeau à Marx quand, dans son ultime proclamation aux gardes nationaux, il déclara explicitement qu'il voulait "en finir avec les inconnus qui se réclament de la doctrine communiste". Les auteurs de cette thèse soutiennent que Thiers, pour rendre le Paris révolutionnaire odieux au reste de la France, teinta de rouge le diable qui habitait alors la capitale. A les croire, le fait d'avoir poussé la Commune dans les bras du Communisme aurait été une "erreur" de son plus grand ennemi. Ou bien, à l'inverse, ce serait Marx, qui récupérant cette diabolique manoeuvre, commit cette grande "usurpation" historique. Suivant les partisans de cette autre thèse, pour gagner à sa cause la

Commune, Marx aurait "utilisé" sa célèbre *Adresse sur la guerre civile en France de 1871*, écrite au nom du Conseil général de l'Internationale deux jours après la chute de la Commune. Ce texte, Marx l'aurait écrit pour créer un mythe révolutionnaire autour de sa doctrine.

Laissons les bourgeois et les opportunistes de toutes nuances se torturer l'esprit en se posant des questions de ce genre. Quelle que soit leur rage, la Commune *n'en est pas moins nôtre*, et personne ne pourra nous l'enlever. Comme l'écrit Marx à Kugelman le 12 avril 1871, la révolution du 18 mars 1871 "est l'action la plus glorieuse de notre parti" (Commune de Paris de 1871, p. 151, Editions 10/18).

Mais en quel sens la Commune fut-elle l'oeuvre de *notre parti* ? C'est effectivement un point délicat à éclaircir, surtout si l'on sait que le grand révolutionnaire Trotsky écrit, dans ses *Enseignements de la Commune de Paris*; "le prolétariat parisien n'avait ni parti, ni chef". En fait, en écrivant cela, Trotsky considérait les choses sous un angle particulier : la question militaire au *sens étroit*; il examinait la situation du point de vue de "l'art de la révolution" qu'un parti marxiste, comme tel, doit non seulement connaître, mais encore savoir appliquer. Que poursuit donc Trotsky, au fond, dans cette étude ? Il ne fait que développer l'essentiel en matière de "technique militaire", ce que Marx avait déjà rlevé (nous en reparlerons). Ainsi la discordance entre Trotsky et Marx sur ce point *n'existe pas* ou, si l'on veut, elle n'est qu'apparente. De même est apparent ce paradoxe énoncé par Engels lorsqu'il affirme, parlant de la juste décision de dissoudre en 1874 la 1ere Internationale que lui-même et Marx avaient partout mise sur pied : "le premier grand succès devait briser cette naïve collaboration entre toutes les fractions (ouvrières, syndicalistes et socialistes). Ce succès fut la Commune qui, intellectuellement, est sans contredit la fille de l'Internationale, bien que l'Internationale n'eut pas remué un doigt pour la faire, et dont l'Internationale fut, dans cette mesure, rendue responsable à juste titre". (Lettre à Sorge du 12-9-1874.)

Ainsi "intellectuellement" la Commune fut la "fille de l'Internationale". Elle doit être considérée comme l'héritière de cette première Internationale des Travailleurs qui fut la première tentative du prolétariat de tous les pays développés de se constituer en une seule classe internationale, six ans avant de s'ériger en classe dominante avec la Commune. Comme on le sait, cette Internationale était

elle-même la fille de la Ligue des Communistes de 1847-1850, qui avait inscrit sur son drapeau les principes théoriques proclamés dans le *Manifeste du parti communiste*.

En somme, la Commune fut la première tentative glorieuse de traduire en pratique ces principes théoriques. Dans son essence fondamentale (démolition de la machine d'Etat bourgeois et érection sur ses ruines de la dictature du prolétariat), elle avait été prévue intégralement par Marx dès 1850 : par exemple, quand il écrivit le *18 Brumaire*. Marx le rappelle encore dans sa fameuse lettre du 12 avril 1871 à Kugelmann, alors même que la Commune tentait de réaliser ses objectifs" ... si tu relis le dernier chapitre de mon 18-Brumaire, tu verras que j'y prévoyais que le prochain assaut révolutionnaire en France devait s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratique militaire en d'autres mains comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire, et que c'est là la condition de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris".

Et dire qu'après cela certains se demandent comment Marx a pu "s'approprier" la Commune !

La Commune fut le triomphe du marxisme comme doctrine de la révolution prolétarienne. La révolution d'Octobre 1917 le sera d'une manière plus complète et plus lumineuse encore.

L'Internationale a eu le mérite de préparer idéologiquement le prolétariat. En déclarant "que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même", ou "que la grande tâche de la classe ouvrière est devenue celle de la conquête du pouvoir politique" (*Adresse inaugurale de 1864*), l'Internationale préparait les consciences pour la *tâche générale* de la question militaire, à savoir l'insurrection armée et l'avènement de l'Etat prolétarien, érigé sur les ruines de l'Etat bourgeois. En déclarant, en outre, dans cette *Adresse*, "que la classe ouvrière possède un élément de succès, le nombre; mais que le nombre ne pèse dans la balance que si les ouvriers sont unis dans une organisation et guidés par la connaissance", Marx mettait en lumière la fonction irremplaçable du parti dans la révolution prolétarienne.

Y a-t-il eu à Paris un tel parti durant la crise révolutionnaire pour conduire la Commune ? Si l'on entend par là un parti fort, bien organisé, ayant une discipline de fer, capable de préparer, puis de diriger la révolution

parisienne d'après un plan pratique politico-militaire, on peut répondre non ! Et de fait c'est *dans ce sens* qu'Engels a dit que l'Internationale "ne bougea pas un doigt" (et c'est bien là le sens de l'affirmation de Trotsky rappelée plus haut). Elle ne le pouvait pas pour de nombreuses raisons et, en premier lieu, parce qu'elle n'était pas, sur le plan organisationnel, "purement" communiste, comme l'écrit Engels à Sorge dans sa lettre déjà citée, donnant lui aussi à l'avance raison à Trotsky. Aucun des efforts pour construire une telle organisation ne fut couronnée de succès. Cependant, comme *parti historique*, — par la présence en son sein de Marx-Engels —, l'Internationale fut à la hauteur de sa tâche, parce qu'elle put donner des indications stratégiques sur le plan politico-militaire, bien que comme *parti formel*, elle n'eut pas la force de les réaliser, ainsi que le fera, par exemple, le parti bolchevik en Octobre 1917.

Marx lui-même tira une leçon toute pratique de l'absence d'un tel parti. "Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit *assez fort pour* VAINCRE, il est nécessaire qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que Marx et moi, nous n'avons cessé de défendre depuis le *Manifeste* de 1848" (Engels à G. Trier, 18.XII.1889).

En effet, le triomphe d'une révolution implique non seulement une prévision et une préparation théoriques de caractère non seulement général et stratégique mais *particulier et tactique*, qui sont absolument essentielles pour éviter des erreurs politiques et militaires, fatales à l'organisation efficiente, c'est-à-dire au *parti formel* qui influence, par sa position dominante, la grande majorité de la classe ouvrière durant la crise révolutionnaire.

Dans la *deuxième ébauche de la guerre civile en France*, Marx définit le rôle de l'Internationale dans la Commune de Paris : "Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de l'Internationale ont assumé pendant la glorieuse révolution de Paris. Non point, comme certains faibles d'esprit se le figurent, que la section de Paris, ni aucune autre branche de l'Internationale ait reçu en mot d'ordre d'un centre. Mais comme dans tous les pays civilisés la fleur de la classe ouvrière adhère à l'Internationale et est imprégnée de ses principes elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière".

Ce qui précède nous suffit pour affirmer que la thèse de la *spontanéité* de la Commune, soutenue par certains

bourgeois et faux communistes pour exclure et minimiser l'oeuvre du parti de classe dans le grand heurt historique de 1871, est purement et simplement réfutée parce qu'elle est non seulement superficielle et arbitraire, mais encore parce qu'elle part d'une volonté de nuire à la révolution. Cependant il ne faut pas tomber, par opposition, dans une affirmation tout aussi superficielle, erronée et faite de préjugés en ce qui concerne l'oeuvre développée par le parti dans la Commune, en niant totalement le facteur de la spontanéité qui, notamment, sur le plan plus proprement politique et militaire, a été d'autant plus fort du fait du manque d'homogénéité et de discipline théoriques et pratiques de la direction des forces politiques prolétariennes dominant la scène de la révolution parisienne.

En conclusion, la grande "initiative historique" des masses parisiennes, à laquelle Marx applaudit avec enthousiasme, ne peut s'expliquer que comme le sommet du processus de développement de la lutte de classe, où les facteurs objectifs eurent un grand poids — bien supérieur aux facteurs subjectifs — étant donné la relative immaturité des conditions générales de cette époque historique.

C'est Marx qui mit en évidence les côtés hautement positifs de la lutte de géant des prolétaires et les faiblesses des forces dirigeantes. Face à celles-ci, — comme Lénine le relève dans sa préface à l'édition de 1906 des *Lettres à Kugelmann* — Marx sait se comporter autrement que comme un misérable doctrinaire à la Plékhanov qui prêche du haut de la chaire et critique sur un ton de suffisance les dirigeants blanquistes ou proudhoniens et "leur romantisme révolutionnaire" : au contraire, Marx applaudit à cette grande initiative révolutionnaire et à tout ce que savaient faire si merveilleusement les obscurs prolétaires parisiens dans leur grande oeuvre de gouvernement, sans ménager pour autant, ses encouragements, ses conseils, jusques et y compris ce qui touchait à leur lutte militaire contre Versailles, tout en sachant cependant combien il serait difficile de vaincre la coalition ennemie des bretons de Thiers et de la soldatesque prussienne. La défaite venue, Marx exalta l'héroïsme des Parisiens, leur magnifique capacité de supporter les sacrifices, et leur mépris absolu de la mort. Il n'entendait pas seulement rendre un éloge mérité aux martyrs d'une mémorable guerre de classe, cependant que toute la racaille bourgeoise congratulait leurs assassins, mais il

entendait encore indiquer aux futures générations et à leurs chefs quel devait être leur comportement pour que triomphe la révolution communiste : le facteur "irrationnel" du courage et de l'énergie révolutionnaire vaut autant pour Marx que le facteur "rationnel" de la conscience et de la connaissance des lois de la révolution de la part de leurs chefs.

Le triomphe de la Commune, — même s'il ne fut que de 72 jours —, prouva, au contraire, que la volonté politique des masses, même si une claire conscience théorique fait défaut, permit d'atteindre des résultats, dont la valeur historique est d'une énorme importance pour le renforcement de la doctrine marxiste et de la praxis révolutionnaire future. Evaluant "les nombreuses choses justes que la Commune, composée de blanquistes et de proudhoniens, a accompli malgré tout", Engels (dans la préface de la *Guerre civile en France*) relève : "Dans les deux cas, l'ironie de l'histoire a voulu — comme toujours quand les doctrinaires arrivent au pouvoir — que les uns comme les autres fissent tout le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école", en effet, les décrets économiques inspirés par les proudhoniens et les actions politiques inspirées surtout par les blanquistes, allèrent dans le sens prévu par le communisme marxiste, de sorte qu'Engels peut affirmer que la "Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme", et nous ajouterons qu'elle fut le premier grand triomphe de la théorie marxiste confirmée par le "laboratoire de l'histoire", dont nous tirons notre théorie de la révolution et notre art de l'insurrection.

Impérialisme et guerre

Dès le début de la crise, Marx assigne aux prolétaires français une tactique qui n'est plus celle de la *révolution permanente* dans un pays donné, grâce à la succession accélérée d'une classe après l'autre au pouvoir. Etant donné que, du point de vue social, la France a atteint désormais le stade entièrement bourgeois, en économie comme en politique, il ne faut plus soutenir une fraction de la bourgeoisie pour accéder au pouvoir après une série d'alliances conclues dans la bataille. C'est en une lutte frontale que prolétariat et bourgeoisie sont opposés *depuis le début jusqu'à la fin du drame* — ce qui ne signifie point qu'il ne s'agisse pas d'un processus historique

encore complexe.

Du fait que la lutte est désormais directe et frontale entre les classes, la période de 1870 clôt tout le cycle qui a commencé pour la classe ouvrière française en 1794 et inaugure la phase où, d'une part, le prolétariat se constitue en classe en s'organisant bien avant la révolution en parti *à la fois historique et formel*, capable de résister pendant de longues périodes aux sollicitations bourgeoises et petites-bourgeoises pour préparer — idéologiquement et organisationnellement — les ouvriers à la révolution, et, d'autre part, où la tactique à adopter au cours de la révolution est d'emblée dirigée contre la bourgeoisie.

Ce double résultat est dû aux luttes successives du prolétariat français pour créer les conditions matérielles préalables au socialisme au sens où Marx dit : "Au cours de l'évolution, il leur faut (aux prolétaires) commencer par *produire* eux-mêmes les conditions *matérielles* d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée*".

Selon l'expression d'Engels, les ouvriers français ont désormais l'avantage de posséder déjà la forme dans laquelle la lutte peut être menée directement pour le socialisme, alors que les Allemands ont encore à la conquérir.

On ne peut parler de la Commune sans souligner les aspects de la guerre franco-prussienne qui fut pour l'Europe un véritable tournant historique dans les relations entre Etats et classes. Les caractéristiques et la nature de cette guerre changeront plusieurs fois durant son développement et, en conséquence, transformeront l'attitude des classes dans les deux pays en lutte.

Dans ce conflit, il faut distinguer entre causes apparentes et causes réelles. Officiellement, le conflit éclatera pour une question dynastique : il s'agissait du choix de la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. En effet, Bismarck utilisa la question espagnole pour créer le *casus belli* avec la France, comme la question des duchés danois lui avait servi à l'encontre de l'Autriche en

---

* *Marx — La critique moralisante et la morale critisante — D.B.Zeitung, II-XI-1847.*

1866. Pour accomplir l'unité nationale allemande, la guerre contre la France était devenue une nécessité : seul un bain de sang commun aux Etats du Nord et du Sud pouvait laver les antiques rivalités et constituer l'inébranlable ciment de l'unification. *Objectivement*, la guerre, du côté allemand, doit être considérée comme une guerre nationale révolutionnaire. Cependant, le prétexte officiel du déclenchement de la guerre laissait clairement entendre que la conduite du gouvernement allemand et de la monarchie de Prusse ne serait pas *subjectivement* révolutionnaire. En effet, le but des autorités prussiennes n'était pas de se mettre au service de la nation allemande, mais d'utiliser *l'inévitable unité* pour consolider la domination de la Prusse en Allemagne. Dans le premier cas, la Prusse se serait fondue dans l'Allemagne et on aurait dû appeler le peuple aux armes, et en particulier la classe prolétarienne. Bismarck ne voulait pas courir le risque de partager le succès — qu'il attendait d'une armée déjà puissante et expérimentée, à la suite de la victoire de Sadowa — avec le prolétariat allemand qui aurait pu conquérir des droits en agissant à partir d'une position de classe autonome*.

Pour maintenir la classe ouvrière et même la bourgeoisie dans l'assujettissement où les avait replongées le triomphe de la contre-révolution de 1848, Bismarck entendait réaliser l'unité allemande *par le haut*, c'est-à-dire avec les moyens d'Etat et en "prussifiant" l'Allemagne. Face à cette attitude politique et à la "vacillante" bourgeoisie allemande (Mehring) en proie à sa traditionnelle lâcheté, quelle était la position du prolétariat ?

Au *niveau des principes*, on peut dire, en général, que la classe ouvrière allemande s'opposa à la tournure étatique, non populaire, que Bismarck avait donné à la guerre. Mais au *niveau pratique*, les ouvriers allemands, évaluant les choses d'une façon réaliste, ne voulaient pas faire obstacle à la guerre, ni la saboter. Au contraire, ils retinrent qu'ils devaient donner nerfs et muscles à l'armée. Ne possédant pas encore la force d'abattre Bismarck et de porter à l'intérieur la révolution démocratique et compte tenu que le prolétariat français n'était pas plus en mesure de liquider Bonaparte, le prolétariat

* *Marx-Engels* — **Ecrits militaires**, *p.437-446 et 449-490. Ed. Herne, 1970.*

allemand accepta la guerre comme un mal *nécessaire* et *inévitable* : "Avec une profonde affliction et avec douleur, nous nous voyons contraints de *soutenir une guerre de défense*, comme un malheur inévitable. (p.280) Ainsi s'exprimait le C.C. de la section de l'Internationale de Brunswick inspirée par les directives de Marx. La *question nationale* était en jeu et autorisait de violer "le droit héréditaire de la France de maintenir l'Allemagne désunie". (Marx dans l'*Adresse sur la Guerre civile*)**.

Contribuer à battre Napoléon III de l'extérieur était pour les ouvriers allemands le seul mode pratique de démontrer leur internationalisme et leur "joie de serrer fraternellement la main offerte des ouvriers de France".

En France, la section parisienne de l'Internationale, interprétant le sentiment et la volonté de toute la classe ouvrière, s'était prononcée contre la guerre. La bourgeoisie française elle-même, craignant le danger d'une défaite, eut de la peine à croire à l'annonce de la guerre, mais, tenaillée par ses contradictions,elle ne sut pas réagir. L'action de Bonaparte, d'une part, était l'expression de la poussée indirecte de la soif de profit des capitalistes français, et, d'autre part, devait rehausser le prestige — en net déclin — de son pouvoir policier, afin de briser la menace croissante des prolétaires, dont il avait déjà cherché à détruire les organisations syndicales et politiques, par de multiples procès et des condamnations et, en attaquant notamment la section parisienne de l'Internationale. Sa victoire sur la Prusse aurait signifié une défaite aussi bien pour les prolétaires allemands que pour les ouvriers français. Napoléon III ne revendiquait-il pas les frontières perdues en 1814, celles du premier Empire ou tout au moins de la première République, soit la rive gauche du Rhin, démontrant suffisamment sa politique de conquête et le caractère impérialiste de sa guerre. Et de fait le chauvinisme éclate (parmi les fils à papa, on gueule : "A Berlin") mettant en lumière le caractère réactionnaire et agressif de la guerre du côté français.

***ibid., p.514-515.* **Caractère de la guerre franco-prussienne de 1870** *(Lettre de Fr. Engels à K. Marx. 15 août 1870).*

La tactique du prolétariat français est donc simple, et ne se modifiera pas étant donné qu'elle est directe et frontale contre sa bourgeoisie dès le début : la guerre est impérialiste, et il s'oppose sans cesse à l'Etat et à la bourgeoisie. C'est du côté allemand que la situation est plus complexe, puisque le mouvement bourgeois n'y est pas encore parvenu à son terme et qu'il évoluera de manière contradictoire et déterminant des tournants dans la guerre. En outre, comme Marx, le remarque, le centre de gravité du mouvement international est en train de se déplacer de la France vers l'Allemagne, ce qui n'est pas sans importance pour l'évolution et le succès ultérieur du mouvement français. Considéré sous cet angle, l'instauration de la Commune ne contredit pas le jugement de Marx.

Au moment où la guerre éclata, on ne savait pas encore que Bismarck avait préparé un piège en manipulant la fameuse dépêche d'Ems, piège dans lequel Napoléon III-le-petit tomba si naïvement que même sur le plan des apparences, l'Allemagne se trouva en position de défense. A celà s'ajouta l'état d'âme populaire qui, à la menace d'une invasion française, revécut dans sa mémoire les agressions du premier Empire, les temps d'Iéna. Mais ce n'est pas tout. Devant le fait accompli, Guillaume Ier, dans sa proclamation, avait aussitôt affirmé le caractère défensif de sa guerre, en déclarant qu'il n'assumait le commandement de l'armée allemande que "pour repousser l'agression". (cf. *L'Adresse de la Guerre civile en France, p.283)*. Nous voyons donc que d'un côté du front, il y avait un impérialisme plus substantiellement que formellement agresseur et, de l'autre, une nation dans son ultime et décisive phase de formation. Dans ces conditions, l'Internationale estima qu'il était juste dans cette phase de donner aux ouvriers le mot d'ordre de "défense de la patrie".

Il faut dissiper ici une équivoque qui porte sur la signification qu'on donne aux mots de guerre défense. Les bourgeois jouant aux pacifistes accusent celui qui attaque de mener une guerre d'agression, et absolvent celui qui est attaqué, le justifiant de mener une guerre de défense. Bref, on condamne celui qui est prétendument à l'origine du déchaînement de la violence, sans analyser les causes qui ont poussé à l'antagonisme. Lorsque nous parlons avec Marx de "guerre de défense", nous reprenons une terminologie populaire, mais en lui donnant une signification à partir des critères généraux du marxisme, en considérant les principes et la substance du conflit. Ainsi, pour l'Allemagne, quoique la guerre fût préparée et déclenchée au moment voulu pour obtenir le maximum d'efficacité avec le piège du télégramme d'Ems de Bismarck, il faut considérer entre la substance et les manoeuvres apparentes du conflit. Or les manoeuvres — le piège d'Ems — ne changeaient rien à la substance, au fait que du côté allemand la guerre était progressive, puisqu'elle tendait à unifier l'Allemagne, ce qui est le but de la révolution bourgeoise. De fait, dans ses analyses politiques, le marxisme va toujours au fond des choses, à la racine, au principe, à l'essentiel, et ne se laisse pas embrouiller par le piège des apparences. Il en va de même pour le mot d'ordre de la "défense de la patrie" — formule plus populaire que marxiste puisque "les prolétaires n'ont pas de patrie" — qui implique de toute évidence la notion de "guerre de défense". A proprement parler, il faudrait bannir ces formules du vocabulaire marxiste, afin d'utiliser une terminologie tout à fait scientifique en une matière aussi essentielle que les guerres qui sont le paroxysme des crises sociales, voire forment le passage d'une forme de société à une autre.

Qui plus est — et nous ne l'oublions jamais — ce mot d'ordre a été exploité par les Kautsky et Cie pour trahir le prolétariat international lorsqu'éclata la première guerre impérialiste. C'est pourquoi, nous comprenons l'aversion psychologique du prolétariat révolutionnaire pour ce mot d'ordre. Mais, en politique, on ne doit pas se laisser guider par le sentimentalisme et le moralisme. Pour assimiler cette formule, nous citerons plus loin Marx lui-même et, dès à présent, Lénine qui écrivait en 1916 : "Nous ne devons pas permettre qu'on nous trompe avec des paroles. L'idée de la "défense de la patrie", par exemple, est odieuse à beaucoup, parce que les opportunistes ouverts et les kautskystes s'en servent pour couvrir et masquer le mensonge de la bourgeoisie dans la *présente* guerre de rapine. C'est un fait. Mais il ne s'ensuit pas pour autant que nous devions cesser de réfléchir à la signification des mots d'ordre politiques. Or, admettre la "défense de la patrie" dans la guerre actuelle signifie la considérer comme une "juste" guerre conforme aux intérêts du prolétariat, et rien de plus, absolument rien de plus, parce qu'aucune guerre ne peut exclure l'invasion. Mais ce serait simplement stupide de nier la "défen-

se de la patrie" de la part des peuples opprimés dans leur guerre *contre* les grandes puissances impérialistes, ou de la part du prolétariat victorieux dans *sa* guerre contre un quelconque Galiffet d'un Etat bourgeois" (*Le programme militaire de la révolution prolétarienne*).

Il doit donc être clair que la "classe ouvrière allemande a appuyé résolument la guerre — qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher — comme guerre pour l'unité et l'indépendance de l'Allemagne et pour la libération de la France et de l'Europe de l'incube pestilentiel du second Empire". (Marx, 2e *Adresse*).

Dans ce passage, Marx laisse entendre que, s'il en avait eu la "possibilité" (c'est-à-dire la force organisée), le prolétariat allemand aurait pu et aurait dû se défaire de tous les princes allemands — et pas seulement de Bismarck et de son souverain — pour réaliser lui-même l'unité du pays, mais encore il y aurait eu une guerre nationale contre l'impérialisme tsariste qui tenait l'Allemagne divisée en connivence avec les princes réactionnaires des trente-six Etats et principautés allemandes, dont la Prusse*. Bref, à ce stade, nous n'en sommes pas encore à celui où la guerre nationale n'est qu'une simple "mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et qui est jetée de côté aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile, La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne formant plus qu'un contre le prolétariat". (p. 62).

STRATEGIE POUR LA PREMIERE PHASE DU CONFLIT

Quelle était la condition pour que la guerre franco-prussienne se renverse, dans une phase successive, en un sens historiquement favorable au futur socialisme ? Disons tout de suite qu'aux yeux de Marx, on n'en était pas encore là, comme le démontre du reste la faiblesse relative du prolétariat européen, surtout sur le plan de son organisation révolutionnaire préalable à l'assaut contre l'ennemi de classe, Marx prévoyait donc une phase préparative, nullement pacifique, à la future révolution

*Cf. les rapports de la Prusse à la Russie, in : Marx-Engels, la Russie, Ed. 10/18, Paris, 1974.

prolétarienne dans les pays les plus progressifs de l'Occident, et la révolution permanente dans les pays arriérés de l'Europe centrale et de la Russie, où des "forces sociales volcaniques menacent de secouer les bases les plus profondes de l'autocratie". (*2e Adresse*, p.287). La première condition de ce futur développement était de toute évidence que la guerre pour l'Allemagne garde son caractère défensif et ne dégénère pas en guerre impérialiste, bref que, Napoléon battu, les deux belligérants concluent une "paix honorable". C'est alors seulement que les peuples français et allemand auraient pu entretenir, pour une assez longue période, des relations pacifiques et profitables, avec cette conséquence d'une extraordinaire importance : "Si les vainqueurs allemands concluent une paix honorable avec la France, *la guerre russo-allemande* qui s'ensuivra provoquera l'absorption de la Prusse dans l'Allemagne, permettra au continent européen de se développer en paix et *aidera* enfin la *révolution sociale russe*, qui n'a besoin que d'une secousse extérieure pour se déchaîner *avec des avantages pour le peuple russe tout entier*". (Marx et Engels au Comité de Brunswick, le 28.8.1870).

Comme on le voit, Marx ne pensait nullement à une paix tout court. Le grand révolutionnaire avait en vue la *préparation du terrain*, grâce à une libération des forces sociales opprimées, qui dégageraient une nouvelle énergie, parce que, plus vite et avec moins de souffrances, l'Europe entière eût alors abordé la transition révolutionnaire au communisme. Avec plus de force et de netteté encore qu'en 1848, il confie en premeir au prolétariat la tâche de ne pas laisser la guerre dégénérer et d'empêcher ainsi l'alliance contre-révolutionnaire entre forces bourgeoises et féodales. A ce propos, il vaut la peine de souligner la lutte de Marx et Engels pour tenter de supprimer le pacte de Paris de 1856 qui liait l'Angleterre à la Russie, d'autant que toutes deux étaient particulièrement intéressées à ce que Français et Allemands s'épuisent en une lutte fratricide.

Le 1er septembre 1870, voyant déjà l'épicentre du mouvement européen communiste se déplacer vers l'Est, vers la Russie, Marx écrivait à Sorge à ce sujet : "La guerre actuelle conduira à une guerre entre l'Allemagne et la Russie aussi fatalement que la guerre de 1866 a conduit à la guerre entre la Prusse et la France ... Cette deuxième guerre amènera inévitablement à la révolution sociale en Russie".

Malheureusement, le prolétariat — comme nous le savons — ne réussit pas à s'acquitter avec succès de la grandiose tâche qui lui était assignée. Si la défaite de juin 1848 à Paris avait déclenché le début de la contre-révolution bourgeoise — féodale, l'annexion de l'Alsace-Lorraine, puis le "grand Mai sanglant" (Lénine) de 1871, qui vit la chute de la Commune de Paris, marqueront le triomphe de la nouvelle contre-révolution, sous l'impulsion cette fois de la Prusse de Bismarck après l'effondrement du Second Empire.

L'écroulement du Second Empire L'insurrection de Paris La République

Dans la première *Adresse* (23-7-70) sur la guerre franco-prussienne, Marx avait prophétisé : "Quel que soit le déroulement de la guerre de Louis Bonaparte contre la Prusse, le glas du Second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira comme il a commencé, par une parodie". (p.276) La sûreté de ton de Marx montre à quel point il connaissait la situation politique et militaire de la France, la structure de son Etat et la fonction du Bonapartisme. Lénine dit "Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir de l'Etat. Tant que ce problème n'est pas clarifié, il ne saurait être question d'une participation consciente à la révolution et encore moins d'une direction de celle-ci". Pour Marx, le gouvernement de Bonaparte avait été "l'unique forme de gouvernement possible dans une période où la bourgeoisie avait déjà perdu la faculté de gouverner et le prolétariat ne l'avait pas encore acquise ... Sous sa domination, la bourgeoisie libérée des soucis politiques atteignit un développement qu'elle n'avait pas espéré elle-même. Son industrie et son commerce atteignirent des proportions colossales; l'escroquerie financière célébra des orgies cosmopolites; la misère des masses fut mise en valeur par l'étalage éhonté d'un luxe somptueux, courtisanesque et avili. Le pouvoir d'Etat, avec l'air de planer au-dessus de la Société, était en même temps le plus grand scandale de cette Société et le foyer de toutes les corruptions". Dans un message sur la débilité de l'Etat bonapartiste, Marx cite du même coup les causes de la défaite militaire de Napoléon III : "En France, tout était pourri : l'atmosphère de corruption dans laquelle vivait le Second Empire avait fini par

agir sur le principal soutien du régime : l'armée". De fait, la défaite militaire, en déblayant d'un coup le terrain de lutte entre les classes, de la puissance centrale de l'Etat, ainsi que des vieux obstacles policiers, mit inévitablement en mouvement le peuple de Paris. Celui-ci surgit les armes à la main, ayant à sa tête les internationalistes, les socialistes proudhoniens et les blanquistes, pour renverser les barrages des gardes nationaux placés devant l'assemblée du Corps législatif et pénétrer dans la salle, où le blanquiste Granger intima l'ordre aux députés de décréter la chute de l'Empire et la proclamation de la République.

C'est la répétition de la scène de février 1848 où la seconde République fut imposée par Raspail à la tête du peuple armé. Mais comme alors, une fois de plus, le prolétariat généreux et débonnaire se laissa dépouiller du pouvoir qui, cependant lui appartenait de plein droit, puisque fondé uniquement sur la force. (cf. Marx-Engels, La Commune de Paris, 10/18, p.113-117).

En 1848, cela s'était produit à cause du sentiment euphorique de fausse *fraternité* qui se forme toujours lorsque, sans verser de sang, on réussit à briser la volonté de l'ennemi : cette fois-ci, ce fut la situation militaire du pays issue de la fin de la première phase de la guerre la chute de l'Etat et de l'impérialisme bonapartistes, — qui provoquera la vacance du pouvoir, c'est-à-dire, dans les conditions données, la dualité du pouvoir en France. Ainsi s'explique la formation d'un gouvernement de Défense nationale composé d'orléanistes et de républicains bourgeois. En conséquence, Marx écrit : "Toutefois dans l'étourdissement de la surprise, les véritables dirigeants de la classe ouvrière étant encore bouclés dans les prisons bonapartistes et les Prussiens déjà en marche sur Paris. Paris souffrit cette prise du pouvoir, à la condition expresse qu'il ne serait exercé qu'à la seule intention de la défense nationale" (*Adresse sur la guerre civile en France*).

Cinq jours après l'insurrection de septembre à Paris, l'Internationale avait lancé sa seconde Adresse sur la guerre franco-prussienne, où elle s'associe aux ouvriers allemands en saluant les nouveaux évènements, et met en garde la classe ouvrière française contre les illusions qu'elle pourrait se faire au sujet du nouveau gouvernement : "Comme elle, nous saluons l'avènement de la République en France, mais ce n'est pas sans éprouver des appréhensions qui, nous l'espérons, se révèleront sans

fondements. Cette République n'a pas renversé le trône, mais a simplement pris sa place laissée vacante. Elle a été proclamée non comme une conquête sociale, mais comme une mesure nationale de défense. Elle est dans les mains d'un gouvernement provisoire composé en partie d'orléanistes notoires, en partie de républicains bourgeois sur quelques-uns desquels l'insurrection de juin 1848 a laissé son stigmate indélébile" (p.288). Cette seconde *Adresse*, fournit les directives positives de tactique révolutionnaire qui s'insèrent dans le plan de la stratégie exposé plus haut, pour la conclusion de la phase de la guerre franco-prussienne.

Dès lors, en France comme en Allemagne, le parti — sous forme de l'Internationale — prit acte de ce que la guerre en cours n'avait plus la signification historique qu'elle avait eu au début, si bien que sa lutte ne pouvait pas ne pas revêtir des formes nouvelles, différentes de celles qui avaient inauguré cette phase.

LA SECONDE PHASE DE LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE

Le changement de caractère de la guerre ne surprit pas le parti. Dans la première *Adresse*, Marx disait déjà : "Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours un désastre".(p.280) L'impérialisme bonapartisme prussien qui se développait valait donc pour Marx autant que l'impérialisme ou bonapartisme français, et ce autant dans le but de la révolution bourgeoise en Europe, que dans le but du mouvement ouvrier et socialiste.

La seconde *Adresse* fut la riposte que l'Internationale donna à la seconde phase de la guerre. Avant tout, Marx y révélait : "Si nous ne nous trompions pas sur la vitalité du second Empire, nous n'avions pas tort non plus de craindre que la guerre puisse perdre "*son caractère strictement défensif et dégénérer en une guerre contre le peuple français*". Et de fait la guerre de défense s'est terminée avec la reddition de Louis Bonaparte, la capitulation de Sedan et la proclamation de la République à Paris" (p. 283)

Les conséquences contre-révolutionnaires que Marx voit surgir avec le changement de caractère de la guerre à la suite des succès prussiens sont désastreuses. Le rôle

de Bonaparte est, dès lors, assumé par Bismarck qui en avait déjà les méthodes avant 1870. De défenseur — à la manière prussienne — de ce "principe des nationalités", dont on parlait alors tant en Europe, il en devenait alors le fossoyeur, jetant ainsi les bases des futures guerres réactionnaires impérialistes. "Si la fortune des armes, l'arrogance du succès et les intrigues dynastiques conduisent l'Allemagne à une spoliation du territoire français il ne lui restera alors que deux partis possibles. Ou bien elle doit, à tout risque, devenir l'instrument *direct* de l'expansion russe, ou bien, après un court répit, elle devra se préparer de nouveau à une autre guerre "*défensive*", non pas une de ces guerres "localisées" d'invention nouvelle, mais une *guerre de races*, une guerre contre les races latines et slaves coalisées" (*Seconde Adresse*, p.287) La prévision de Marx est impressionnante, et l'histoire l'a malheureusement réalisée avec une précision brutale avec la première guerre mondiale.

Revenons un instant sur ce mot d'ordre et sur son application au changement des conditions historiques, après avoir noté que les guillemets *mis par Marx* au mot "*défensif*" dans le passage cité ont un sens bien précis : à l'avance Marx dénonce les futurs Kautskystes et Cie, en affirmant qu'après 1870-71 on ne pourrait plus parler pour l'Allemagne "de guerre pour la défense de la patrie", ce serait une trahison pure et simple.

Quand par la suite, la Prusse décida d'annexer l'Alsace et la Lorraine, Marx reprit sur un ton plus menaçant et convaincu ses prévisions sur le funeste avenir qui attendait l'Europe, dans l'espoir d'insuffler aux partis prolétaires des pays belligérants le maximum de volonté et d'énergie et leur faire prendre en main le sort des peuples concernés. Dans son message au Comité de Brunswick, Marx écrit : "Annexer l'Alsace-Lorraine serait le plus sûr moyen de transformer *cette guerre en une institution européenne*, d'éterniser, dans l'Allemagne moderne, le despotisme militaire, jugé nécessaire pour tenir en main cette *Pologne occidentale* : l'Alsace-Lorraine. C'est le moyen le plus infaillible de transformer la paix prochaine en une simple trêve, jusqu'à ce que la France se sente assez forte pour revendiquer les territoires perdus. C'est enfin, le moyen le plus infaillible pour que la France et l'Allemagne se ruinent et s'entre déchirent prochainement".

Il ne fut pas donné à Engels de voir s'accomplir cette prophétie sur la guerre mondiale, mais il put constater

de *visu* le développement du despotisme bismarckien et ses lois d'exception contre les socialistes allemands.

Marx souligne avec la plus grande énergie le point de vue du parti dans ce manifeste qui attira sur le comité social-démocrate de Brunswick les foudres de la répression bismarckienne : "Quiconque n'est pas complètement étourdi par les clameurs du moment et n'a pas intérêt à égarer le peuple allemand, comprendra *qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi nécessairement que la guerre de 1870 est née de celle de 1866.* Je dis *fatalement, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait en Russie. En dehors de ce peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie peut, d'ores et déjà, être considérée comme un fait accompli*". (p. 251)

Comme on le voit, alors que Marx eût été favorable à une guerre de la France et de l'Allemagne unies — voire de l'Allemagne et d'autres alliés — contre la Russie tsariste, il prévoit maintenant que la conséquence désastreuse de la politique de conquête prussienne poussera à la guerre de l'Allemagne contre la France et la Russie unies, c'est-à-dire à une conflagration désormais réactionnaire et impérialiste au lieu d'une guerre révolutionnaire*.

Il est donc compréhensible que pour éviter cette funeste éventualité, qui mettait un terme malheureux à la première phase de la lutte, Marx ait donné de nouvelles directives aux ouvriers allemands et français. En Allemagne, les ouvriers ne devaient plus appuyer la guerre allemande, mais devaient, au contraire, s'y opposer avec fermeté. Malheureusement, la prompte victoire prussienne et l'alignement soudain de la bourgeoisie sur Bismarck étouffèrent l'agitation déclenchée par le parti en Allemagne contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine (cf à ce propos, Marx-Engels, Commune de Paris, 10/18, p.81-83, 110-114, 189-191). Beaucoup de ses chefs furent arrêtés, jugés et déportés. A l'inverse en France, les ouvriers, auxquels juste après le 4 septembre, la bourgeoisie avait promis de lutter de toutes ses forces pour éviter un démembrement du pays, ne possédaient pas encore une forte organisation militante, éprouvée et active (le "parti formel"), pour prendre en main tout le pouvoir et l'employer à contraindre la Prusse à une "paix

*Cf. Marx-Engels, **Ecrits Militaires**, Ed. l'Herne, 1970, traduction française du texte de ce manifeste, p. 520).*

juste". Néanmoins, ils ne purent finalement faire autrement que d'engager la bataille suprême pour la conquête du pouvoir. Or, cette action ne pouvait être atteinte qu'en poussant le gouvernement à armer le peuple pour repousser Bismarck, et en s'organisant afin de mettre à profit la liberté républicaine que les ouvriers armés pouvaient imposer.

Si le but était clair, il était infiniment difficile de le réaliser précisément en l'absence d'un parti puissant. En outre, avec le peu de confiance qu'on pouvait accorder au gouvernement de la "Défense" nationale, la tâche se compliquait encore. Mais, il n'y avait pas d'autre porte de sortie : il fallait tout tenter quelqu'en fut le prix. L'objectif final, prévu par le plan stratégique général fixe et immuable pour l'Internationale, s'imposait à présent : ou bien on réussissait à faire triompher ce plan, ou bien une nouvelle fois comme en 1849, la marée contre-révolutionnaire submergerait l'Europe entière. Or, cela les bourgeoisies l'avaient parfaitement compris, et elles agirent en conséquence.

L'ensemble des tâches assignées aux ouvriers français résulte de cet important passage de la *Seconde Adresse* : "la Classe ouvrière française se trouve placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leurs devoirs de citoyens, mais en même temps ils ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux du Premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument, ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la République ! !

Il est maintenant clair qu'il n'y a aucune divergence entre Marx et Trotsky, comme nous l'avons affirmé en parlant du rapport entre la Commune et le parti.

On peut affirmer que *si* le parti formel, sur le plan de l'organisation efficiente, avait existé, les choses eussent pris une tout autre tournure, même le jour du déclenchement de la révolution eût été différent et sans doute avancé — peut-être même au 4 septembre 1870, plutôt que le 18 mars 1871, lorsque Thiers força la main

aux Parisiens révolutionnaires.

Bourgeois et prolétaires en Allemagne

Nous avons dit que le prolétariat allemand avait adopté unanimement l'appel de l'Internationale. Cependant, la bourgeoisie allemande appuyait désormais le pouvoir prussien qui l'avait toujours traité à coup de pied aux fesses, se ralliant définitivement à la solution prussienne de l'unité*. En conséquence, la tâche d'arrêter le vainqueur au milieu de la fanfare des armes, devint plus difficile pour la classe ouvrière allemande, qu'elle ne l'était pour la classe ouvrière française qui, depuis le début et sans discontinuer, s'opposait à l'action belliqueuse du Second Empire.

En Allemagne, la bourgeoisie qui, "dans ses luttes pour les libertés civiles, avait de 1846 à 1870, donné un spectacle sans précédent d'irrésolution, d'incapacité et de couardise, se sentit, bien sûr, profondément ravie de faire son entrée sur la scène européenne sous l'aspect du lion rugissant du patriotisme allemand." (*Seconde Adresse*). Au lieu d'arrêter Bismarck, comme c'eût été son intérêt, elle aida donc son gouvernement à réaliser sa politique réactionnaire de conquête !

Marx flétrit les "intrépides nationalistes teutons" et dénonça les mesquins prétextes invoqués par le gouvernement pour faire oublier le programme du roi de Prusse, programme lancé au début de la guerre qui se limitait à la seule défense, et pour justifier sa nouvelle politique d'agression. Dans ses magistrales considérations sur l'art et l'histoire militaires, Marx démolit tous les arguments invoqués par les "patriotes teutons" pour masquer leurs plans, sous prétexte de sordides frontières, fondées sur l'annexion.

Malheureusement, le prolétariat ne réussit pas à s'acquitter avec succès de la tâche grandiose qui lui était ainsi assignée. Bismarck, en réussissant à empêcher, avec la

---

* *Comme Marx-Engels n'ont cessé de le répéter, la solution prussienne de l'unité allemande fut la plus mauvaise possible, Elle était bien dans la tradition allemande d'un progrès mi-révolutionnaire mi-contre-révolutionnaire, cf. Engels,* **Révolution et contre-révolution en Allemagne**. *Du simple point de vue physique géographique, la solution bismarckienne de la révolution par le haut excluait de l'Allemagne l'Autriche de langue et de tradition allemandes.*

complicité de la bourgeoisie française, la conclusion d'une paix honorable parvint à limiter les conséquences de la révolution bourgeoise et de l'unification en Allemagne, et à éviter que le mouvement progressif révolutionnaire ne gagne l'Est, notamment la Russie. Nous allons voir quelles en furent les conséquences pour la France.

Vers la phase impérialiste de la guerre

L'Internationale, la perti, intervient maintenant en termes pressants et dramatiques : "Que les sections de *l'Association internationale des travailleurs*, dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle sera la fourrière de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du capital". (*Seconde Adresse, p. 290).*

Le parti appelle donc les ouvriers à accomplir "leur devoir" qui est, répétons-le, d'arrêter et de repousser le Prussien et de lui imposer une paix "juste", c'est-à-dire — du point de vue marxiste — toujours dans la phase nationale bourgeoise, en un sens favorable au développement historique et conforme aussi bien aux *intérêts immédiats* des bourgeoisies allemande et française (unité de l'Allemagne sans démembrement de la France), qu'aux *intérêts immédiats* de la révolution démocratique et permanente en Europe orientale ainsi qu'aux intérêts immédiats de l'organisation du prolétariat, en France surtout où la lutte de classes avait atteint déjà en 1848 sa forme extrême dans la guerre civile de Juin et menaçait de reprendre avant longtemps des aspects militaires résolus.

La peur de la bourgeoisie française

Déjà certains faits avaient montré au cours de la guerre franco-prussienne que la bourgeoisie française avait plus peur des ouvriers de France que de l'adversaire de Prusse. Bazaine, en capitulant à Metz, n'avait-il pas dit qu'il voulait remettre son armée aux classes dominantes prussiennes comme "gage contre l'ennemi intérieur français ?" Engels avait fort bien compris le sens des

évènements qui se préparaient : "Si Metz capitulait, les Prussiens pourraient disposer de 200 000 soldats devenus libres. Dans l'actuelle situation des troupes françaises en ligne, cette armée suffirait amplement pour gagner le pays non fortifié, quand il lui plairait et jusqu'où elle le voudrait. L'occupation du reste de la France, qui est empêchée par les deux grands camps retranchés, commencerait aussitôt, et *toutes les tentatives* d'une guerre de guérilla qui, actuellement, pourraient être très efficaces, seraient alors rapidement écrasées" (cf. *Le sort de Metz*, in : *Pall Mall Gazette*, 17.X.1870). Or, une dizaine de jours après, Metz capitulait.

Dans la *Seconde Adresse*, Marx avait prévenu les ouvriers français : "Les orléanistes se sont emparés des positions fortes de l'armée et de la police alors qu'aux républicains déclarés sont échus les ministères où l'on parle. Quelques-uns de leurs premiers actes montrent assez clairement qu'ils ont hérité de l'Empire non seulement les ruines, mais encore LA PEUR DE LA CLASSE OUVRIERE" (p. 288).

Mais pourquoi cette peur ? L'ouvrier français n'offrait-il pas son bras armé à "sa" bourgeoisie pour combattre cette armée prussienne, considérée jusque-là comme son ennemi mortel ? Le journal de Blanqui "*La patrie en danger*" ne devait-il pas contribuer à cette tâche de défense nationale pour laquelle les ouvriers oublièrent que le pouvoir conquis par la révolution du 4 septembre restait entre les mains de la "gauche" de l'ex-corps législatif ? Il importe donc au plus haut degré d'élucider les raisons pour lesquelles les membres du gouvernement provisoire, instinctivement guidés par un préjugé acharné de classe, s'engagèrent dans la voie opposée à celle de leurs déclarations officielles : défendre avant tout le pays. Seule la théorie révolutionnaire peut nous donner la clé pour comprendre le secret de cette "grande peur" et des actions qu'elle dicta à Trochu, chef du gouvernement et auteur de ce plan de défense qui, jusqu'à la capitulation de Paris, fut l'objet des sarcasmes populaires.

Les conditions locales se réflètèrent sur la situation politico-militaire de la France en septembre 1870 et sur ses développements possibles. Une défense sérieuse de Paris et de la France entière ne pouvait pas être confiée aux seuls restes de l'ancienne armée régulière et à son état-major corrompu et incapable, honteusement battu et capitulant à Sedan. Du reste, l'aurait-on voulu que c'était

impossible, parce qu'à Paris, et en partie à Lyon, à Marseille et dans d'autres villes, le peuple, sous la menace imminente de l'invasion, s'était déjà armé et à côté des vieilles formations militaires gouvernementales, se constituait déjà en une armée populaire qui préférait obéir à des hommes choisis dans ses rangs et capables de faire la preuve de leur valeur et de leur volonté politico-militaires.

Avant le 4 septembre il y avait, à Paris, à peine 60 gardes nationaux, formés d'éléments bourgeois fidèles à l'Empire; ils s'élevèrent aussitôt après le 4 septembre à 120, et fin septembre atteignirent le nombre de 254. Ces nouveaux bataillons se recrutèrent essentiellement dans les quartiers les plus populaires et prolétariens, donc plus suspects au gouvernement. Quoi qu'il en soit, pour mener une guerre sérieuse et obtenir des succès, il n'existait qu'une seule possibilité : mobiliser, armer, organiser et susciter l'immense force populaire, puis en favoriser les initiatives dans cette forme de guerre invincible qui en fait est la *guérilla*, ainsi que l'avait démontré la guerre de libération d'Espagne, puis d'Allemagne contre Napoléon I (cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, ed. Herne, p. 109 - 113).

Mais la mise en oeuvre de cette puissante machine de guerre, avec ses inépuisables ressources en énergie, impliquait de toute nécessité — comme nous allons le voir — que la vieille armée permanente de l'Etat de classe bourgeois soit entièrement absorbée dans la nouvelle armée du peuple en arme, *autrement dit la destruction du pouvoir de la bourgeoisie*. C'est dire que la guerre devait acquérir un caractère *toujours plus révolutionnaire* et la classe la plus active et la plus résolue de la Société — le prolétariat — grâce au phénomène de décantation des forces politiques et sociales survenant dans tout véritable processus révolutionnaire, aurait fini par accaparer tout le pouvoir et l'aurait employé pour des buts fixés par le parti, en favorisant son renforcement et sa discipline organisative suivant l'élan donné par la logique des choses.

Les conditions historiques réelles de cette phase expliquent pourquoi nous dépassons maintenant les limites ou le cadre de la phase initiale de la lutte nationale : en signant l'armistice avec la Prusse, la bourgeoisie française, par ses représentants officiels au gouvernement de la Défense nationale, s'engageait dans la collaboration avec l'ennemi d'hier, devenu le compère d'aujourd'hui : la classe dominante allemande. En d'autres termes, nous

nous trouvons dans un développement impérialiste — et non plus national-révolutionnaire — de la guerre franco-allemande. Désormais, faute d'avoir pu arrêter la guerre pour trouver une paix juste et honorable, le prolétariat ne peut plus faire bloc avec sa bourgeoisie, la lutte devient donc directement de classe à classe, prolétariat contre bourgeoisie.

La guerre révolutionnaire n'aurait donc pas été seulement le moyen de repousser l'orgueilleux envahisseur prussien. Elle aurait également signifié le développement de la révolution du 4 septembre, qui, avec la démolition de la machine militaire du vieil appareil d'Etat, aurait chassé le gouvernement des usurpateurs. L'intuition de cette désastreuse perspective, alimenté par le souvenir de juin 1848, était plus que suffisante pour remplir d'effroi le gouvernement bourgeois et à l'engager dans la voie de la trahison et du déshonneur : le pacte de la bourgeoisie française avec l'allemande. Rien de plus vif, de plus incisif et synthétique que ce passage de Marx : "Cependant comment défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, l'organiser en une force effective et instruire ses rangs par la guerre elle-même ? Or, Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été *une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat*. (Souligné ar nous). Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le premier, le gouvernement de la Défense nationale n'hésite pas un instant; il se changea en un gouvernement de la Défection nationale". (*Adresse sur la guerre civile en France*).

Toute l'astuce du plan de Trochu, Favre et Cie, qui pactisent avec l'"ennemi" extérieur en vue d'obtenir la paix à l'intérieur entre les classes, vise à désarmer les ouvriers et à rendre le pouvoir effectif à la bourgeoisie."

Pour l'heure, nous pouvons conclure que la bourgeoisie allemande aussi bien que la bourgeoisie française poussèrent — bien que de façon différente — dans la même direction. Autrement dit, selon la formule de Marx, elles introduisent la révolution sur la scène historique. Leur guerre assume un caractère opposé au désir du prolétariat : *c'est le complot contre-révolutionnaire lui-même qui pousse à la guerre civile.*

Avant de parler de celle-ci, il convient de suivre les derniers développements de la guerre franco-prussienne de septembre 1870 et particulièrement la conspiration franco-prussienne contre le prolétariat. Nous pourrons

ainsi voir comment le plan Trochu se réalisa en pratique et quoique, tenu secret pendant des mois, comment il laissa tomber le masque de l'imposture le jour de la reddition inconditionnelle aux hobereaux prussiens.

COURS MILITAIRE VERS LA COMMUNE

Défense de Paris et guerre de province

Nous ne rendons pas compte ici des opérations militaires proprement dites de la guerre franco-prussienne dont Engels a analysé le détail, au fur et à mesure du déroulement des combats, à titre de correspondant de guere de la *Pall Mall Gazette* en une soixante d'articles du 27 juillet 1870 au 18 février 1871. On en trouvera la traduction française, précédée d'une longue étude de Riazanov dans *Notes sur la guerre de 1870-1871*, Editions Costes, 1947, XXVII - 307 pages.

Le 18 septembre 1870, les armées allemandes en provenance de Sedan étaient arrivées devant Paris sans rencontrer de résistance et menaçaient de l'investir. Le jour suivant, elles dispersaient les troupes françaises sur le plateau de Châtillon, encerclant ainsi la ville par le Sud, où elle était le moins défendue par les 16 forts éparpillés sur un périmètre de 53 km. Blanqui, dans son journal, avertit que : "Paris, mystifiée par la presse vaniteuse, ignore la gravité du péril; Paris se laisse abuser par un excès de confiance"*.

Mais déjà le 5 septembre quelques hommes d'avant-garde, "aux fins de la défense et du maintien de la République, avaient invité les assemblées publiques à nommer dans chaque arrondissement un comité de vigilance chargé de contrôler les maires et de recueillir les doléances. Chaque comité devait nommer quatre délégués; l'ensemble des délégués aurait constitué un Comité Central des 20 arrondissements".* Ce Comité Central des 20 arrondissements n'a rien à voir avec le C.C. des gardes nationaux (C.C. des G.N.), qui naîtra plus tard et jouera un rôle de premier plan dans la Commune.

---

* *Citation tirée de* **L'Histoire de la Commune** *de P.O. Lissagaray. Dans la suite, nous indiquerons les extraits de cet ouvrage par un astérisque.* *

Le 30 septembre, à la nouvelle de la capitulation de Strasbourg, les *républicains révolutionnaires* (pour lesquels la République devait prendre un contenu social et dépouiller la forme politique du vieil Etat, voulue par les républicains parlementaires), ayant à leur tête les internationalistes et les blanquistes, commençaient leur agitation particulièrement parmi les grands nationaux considérés déjà comme la force armée prolétarienne. Les 5 et 8 octobre, les premières manifestations armées se déclanchaient : Flourens, commandant d'un secteur de la défense, descend à Paris de Belleville avec 10 bataillons de gardes nationaux pour demander la levée en masse et les élections immédiates de la Commune. Cette dernière revendication avait déjà été faite à plusieurs reprises. Bien plus, le "gouvernement de la Défense nationale" l'avait acceptée, lorsque les ouvriers lui avaient confié le pouvoir le 4 septembre. Mais, comme tant d'autres promesses (suppression de la police d'Etat, levée en masse, amnistie politique, etc.) celle des élections avait été mise dans les oubliettes : le gouvernement de la Défense nationale se comportait comme le gouvernement impérial vaincu : la République ne devait être que la continuation de l'Empire. Ni ce gouvernement, qui conduira Paris à la capitulation, ni le gouvernement "régulier" (en tant qu'émanation d'une assemblée nationale "légale", élue par la volonté de Thiers et de Bismarck pour sanctionner la future paix) ne permirent l'élection d'une Commune vraiment révolutionnaire demandée par les ouvriers, celle-ci ne surgira que le 26 février 1871 après que le pouvoir ait été arraché à la bourgeoisie.

De même, la délégation du gouvernement de Paris qui eut d'abord son siège à Tours, puis à Bordeaux, ne pensa qu'à s'opposer à la création de Communes en province.

Indubitablement, les raisons pour lesquelles s'effectuèrent les élections "pacifiques" de la Commune étaient diamètralement opposées à celles pour lesquelles les ouvriers revendiquaient.

Trochu et Gambetta (qui jouera un rôle de premier plan dans le gouvernement de Tours) ne voyaient pas d'un bon oeil ce concurrent de leur gouvernement, dont le "plan de défense" se serait envolé en fumée. "Que la Commune, comme en 1792, sauve encore la cité et la France" — dans cette puissante formule, les masses prolétariennes laissaient entendre que la raison militaire de leur revendication était fondamentale et la plus urgente.

Ce "comme en 1792" ne doit pas cependant induire en erreur. Peut-être un Gambetta pouvait-il penser à une répétition de la tradition d'il y a quatre-vingt années, quand la bourgeoisie était révolutionnaire et encore capable d'héroïsme. Mais depuis lors le prolétariat avait de plus en plus avancé des revendications qui lui étaient propres et quand, comme en 1848, il avait détenu de fait le pouvoir entre ses mains, il ne l'avait cédé qu'après une lutte frontale avec la bourgeoisie. Les ouvriers à présent possédaient leur parti — l'Internationale —. et celui-ci leur avait dit qu'"ils devaient ne pas se laisser égarer par les souvenirs nationaux de 1792". La guerre que l'avant-garde prolétarienne voulait, n'était pas — comme souvent on l'écrit — motivée par l'orgueil et le sentiment patriotiques traditionnels : *elle n'aspirait pas, de façon stalinienne, à ramasser le drapeau tricolore que la bourgeoisie avait laissé tomber dans la fange, et ne criait pas au scandale pour l'absence de patriotisme des masses.* Le prolétariat devait pousser la bourgeoisie à agir conformément aux intérêts de la révolution déjà en acte depuis le 4 septembre, en s'orientant vers les conquêtes sociales mises à l'ordre du jour par l'histoire et indiquée comme but final par le parti : l'émancipation du travail grâce à un gouvernement de la classe ouvrière.

Les patriotes à la vieille manière — comme Gambetta exhibait de l'être — étaient désormais hors du temps, en raison des contradictions dans lesquelles ils se mouvaient et qui les contraignaient à subir la volonté capitularde du gouvernement Trochu : le prolétariat était pour la bourgeoisie nationale un ennemi plus dangereux que les bourgeoisies étrangères.

En fait, Gambetta avait quitté Paris le 18 septembre pour appliquer l'ordre du gouvernement : bloquer les élections communales en province, demander au personnel bonapartiste de rester à son poste, à lui qui sabotait de mille manières la guerre poursuivie contre son gré, et rassembler tous ceux qui affluaient pour offrir leurs bras et leur enthousiasme. Sa trahison prenait la forme suivante : d'une part, il *déclarait* vouloir résister aux Prussiens "jusqu'au dernier homme", faisant espérer de la sorte un nouveau Jemappes, de l'autre, il *agissait* en sens tout à fait opposé.

A un mois de Strasbourg, la capitulation à Metz de l'armée du Rhin commandée par le général Bonapartiste Bazaine, fournit la preuve lumineuse de la trahison du gouvernement de la contre-révolution bourgeoise. Les

démarches entreprises d'abord par Bazaine, puis par Thiers, auprès de Bismarck pour "traiter" un armistice, que ce dernier repoussa parce qu'il entendait rester l'arbitre absolu en France, sont une preuve de la conspiration du gouvernement de la France avec celui de la Prusse. Tels sont les mots mêmes du traître Bazaine qui se prostitue à l'ennemi pour obtenir l'armistice : "La société est menacée par un parti violent ... Mon armée est destinée à être la sauvegarde de la société, c'est la seule force qui puisse maîtriser l'anarchie ... Elle offrirait à la Prusse, grâce à cette action, la garantie et le gage que la Prusse pourrait exiger, et contribuerait à l'avènement d'un pouvoir régulier et monarchique" (*La Commune de Paris*, de Bourgin que nous citerons avec deux astérisques**).

Ces paroles démontrent que la trahison de la bourgeoisie, de ses "hommes d'Etat" et de ses généraux, n'est absolument pas un fait volontaire, mais est le produit de l'évolution historique et des conflits de classe engendrés par elle : la réaction et la révolution se succèdent et alternent avec des résultats variables, de la victoire de l'une sur l'autre, à la victoire de l'autre sur la première, tout au long des catastrophes qui jalonnent la période de passage d'une forme de société à l'autre. Les répercussions de la chute de Metz ne tardent pas à se manifester avec la mémorable *journée du 31 Octobre* : Au cri de "A bas Trochu ! La levée en masse ! Vive la Commune ! "**, les ouvriers se soulèvent et font prisonnier presque tout le "gouvernement des Judas" à l'Hôtel de Ville. Lissagaray, qui participe directement à ces évènements, dit qu'il n'existe pas dans l'histoire une pire trahison".

Mais, le 31 Octobre, les insurgés laissèrent une fois encore échapper de leurs mains ces mêmes Judas, qui réussirent même entre le 5 et le 7 novembre, à obtenir la confiance d'une majorité des électeurs au cours d'un plébiscite farce de fort relent impérial, avec la formule : "Ceux qui veulent maintenir le gouvernement voteront oui". Disons une fois de plus que le maigre résultat de cette grande Journée du 31 Octobre est dû au manque de cohésion entre les représentants des ouvriers : Blanqui L. Blanc, Flourens, Delescluze, etc. et à l'incapacité du Comité Central des Vingt Arrondissements à remplir ses fonctions dirigeantes, sans parler de la "magnanimité" de ceux qui, espérant que la leçon ramènerait les membres du gouvernement à l'observation de leurs propres devoirs,

leur épargnèrent la vie. On sait de quelle monnaie ils furent payés plus tard — en Mai 1871 — pour leur magnanimité ! Dès ce moment-là, le général Flourens — comme Marx l'appelait — qui sera assassiné en mai par les "héros" de la bourgeoisie, fut arrêté et, tout comme quelques autres membres élus de la gauche révolutionnaire lors des élections organisées sous le régime de terreur, du 5 au 7 novembre, ne put exercer les fonctions municipales de l'un des arrondissements de Paris.

Malgré tout, la situation de la France n'était pas encore désespérée. Si l'on était parvenu à contraindre le gouvernement à faire sérieusement la guerre tant à Paris qu'en province, on aurait pu, non seulement améliorer les positions, mais on pouvait encore espérer une possible victoire, comme Engels en fait la démonstration en conclusion d'une étude sur la situation politico-militaire de ces semaines-là. De nombreux chefs de la classe ouvrière sentaient eux-mêmes intuitivement à Paris qu'ils pouvaient encore vaincre et cela — répétons-le — justifie le fait qu'ils ne voulaient pas engager l'offensive dans la guerre civile après le 31 Octobre (1). Nous verrons que, dans cette logique, la Commune éclatera en mars 1871 en tant que réaction de défense.

Le 13 décembre, Marx écrivait à Kugelmann : "Toutefois le dernier mot n'est pas encore dit. La guerre avec la France peut prendre encore un tour très "scabreux". On ne comptait pas du tout sur la résistance de l'armée de la Loire, et l'actuelle dispersion des forces allemandes à droite et à gauche est semble-t-il destinée uniquement à inspirer la peur à l'ennemi, mais elle n'a en fait d'autre résultat que d'éveiller la force défensive sur tous les points et d'affaiblir la force offensive. Même la menace du bombardement de Paris n'est qu'un simple truc. Suivant toutes les probabilités, il ne peut produire aucun effet sérieux sur la ville elle-même. Si l'on abattait quelques fortifications avancées et même si l'on ouvrait une brèche, à quoi cela servirait-il quand le nombre des assiégés est plus grand que celui des assiégeants ? Et si les assiégés se battent exceptionnellement bien dans les sorties, tandis que les assiégeants se défendent derrière leurs fortifications, ne se battront-ils pas encore mieux,

---

1) Cf. notre recueil Marx-Engels, **la Commune de 1871**, *Editions 10/18, p.107-114, où le lecteur trouvera les textes de Marx-Engels sur cette phase déterminée de la crise qui conduira à la Commune le 18 mars 1871.*

quand les rôles seront renversés ? Affamer Paris est le seul moyen effectif. Mais si le terme fixé se prolonge suffisamment pour que des armées arrivent à se constituer et que la guerre populaire s'organise en province, on n'aura fait que déplacer le centre de gravité. Au reste, même après la capitulation, Paris ne se laissera pas occuper et tenir en respect par une poignée d'hommes, mais immobilisera une grande partie des envahisseurs. Quelle que soit l'issue de la guerre, elle a exercé le prolétariat français au maniement des armes, et c'est là que nous trouvons la meilleure garantie pour l'avenir".

En espérant de la sorte *la formation d'armées nouvelles pour le développement de la guerre populaire.* Marx laisse donc entendre que le moment n'est pas encore venu de renverser le gouvernement, qu'il fallait bien plutôt obliger à respecter ses engagements sans se laisser fourvoyer par l'absence de perspectives unitaires dans la direction des forces révolutionnaires. En effet, le "parti formel" n'était pas encore organisé, et le gouvernement Trochu poursuivait la lutte uniquement sur la base d'escarmouches et de fausses sorties, qui avaient pour but essentiel d'humilier l'esprit belliqueux des prolétaires, des "subversifs".

Le 28 novembre, le général Ducret, qui devait commander la "grande sortie" hors de Paris, et qui avait juré de revenir uniquement en vainqueur, ordonna la retraite et retourna à Paris, après avoir exposé les gardes nationaux à d'inutiles sacrifices sanglants. Non content de ce résultat, le gouvernement de ces héros eût le front d'"épurer" les gardes nationaux de ses bataillons "indisciplinés", et de leur donner comme nouveau chef le général Thomas — celui-là même qui avait fait tirer sur les ouvriers en juin 1848.

Le 21 décembre, il y a une nouvelle action "héroïque" du même genre que la précédente : le "plan Trochu" s'avère toujours plus un plan pour la défense de la classe bourgeoise. Cela suscite de nouvelles manifestations ouvrières et le "manifeste rouge" lancé le 6 janvier par le C.C. des 20 arrondissements.

Le 20 janvier, Trochu offre l'ultime spectacle : nouvelle sortie "impétueuse", suivie d'une nouvelle retraite qui se transforme en déroute. En réaction, c'est une *nouvelle journée*, le 22 janvier, contre le gouvernement, en d'autres termes : encore du sang versé par les ouvriers qui ne veulent absolument pas de la capitulation — qui néanmoins sera un fait accompli six jours après.

Dans sa lettre du 14.2.1876 à Kugelmann, Marx résume la position de trahison de Trochu en ces termes : "Trochu considérait qu'il était plus important de tenir les rouges en échec à Paris avec sa garde du corps de Bretons, qui lui rendirent les mêmes services que les Corses à Louis Bonaparte. Tel est le véritable secret des défaites essuyées non seulement à Paris, mais partout en France où la bourgeoisie a agi d'après le même principe, en accord avec la majorité des autorités locales".

Au cours des évènements mêmes, Marx dénonce cet esprit capitulard de classe dans la *Seconde Adresse*, mettant en évidence que ces traîtres étaient en relation suivie avec le prétendu gouvernement de la Défense et même avec sa gauche bourgeoise la plus "dure" : "Dans une lettre à Gambetta, ce même Jules Favre, précisément, avoue que ce contre quoi ils se "défendaient", ce n'étaient pas les soldats prussiens, mais les *travailleurs* de Paris. Pendant toute la durée du siège, les coupe-jarrets bonapartistes à qui Trochu avait sagement confié le commandement de l'armée de Paris, échangèrent, dans leur correspondance privée, de grasses plaisanteries sur cette bonne farce de la défense (voir, par exemple, la correspondance d'Alphonse Simon-Guiod ...)".

Quoiqu'en province il n'éclata nulle Vendée, l'esprit conciliateur de Gambetta y obtint de plus grands résultats encore. Non seulement la volonté de lutte populaire flancha, mais il se créa les conditions propres à ce que les réactionnaires redressent la tête, ce qui servit éminemment leur chef politique — Thiers. Néanmoins, face aux initiatives timorées que les préfets prirent au début, Gambetta se donna des allures de dictateur, quoiqu'en réalité il manquât totalement d'audace jacobine : "Derrière le tribun se cachait l'irrésolu"* : il haussa à chaque fois la voix contre Trochu, mais finit toujours par en subir la volonté de capitulation.

Le long passage que nous reproduisons ci-après montre l'importance de la spontanéité dans la formation de la Commune qui, selon Marx, eût pu surgir dès octobre 1870. La spontanéité, pour le marxisme, ne renvoie pas à l'indéterminé, au fortuit, mais au contraire au déterminisme de fer des conditions matérielles qui poussent les hommes à agir dans tel sens déterminé et qui, s'ils hésitent et sont inconscients, reviennent sans cesse à la charge jusqu'à ce qu'elles aient bousculé les hommes. C'est donc ces conditions que le facteur de la conscience,

qui ne peut être incarné que dans un parti au niveau des classes, devient un facteur d'accélération et de radicalisation de l'histoire, en intervenant au moment le plus opportun — ce qui évite des détours, des erreurs, bref des surcharges, qui ne nuissent qu'aux forces révolutionnaires. Ce passage montre en outre que ce ne fut pas à l'initiative du parti révolutionnaire que la Commune fut proclamée le 18 mars, mais en réaction au coup de force de Thiers, qui voulait désarmer les ouvriers de Paris en faisant enlever les canons des forts.

"Après Sedan, la Commune fut proclamée à Lyon, puis à Marseille, Toulouse, etc. Gambetta fit de son mieux pour l'écraser (1)."

A Paris, les différentes actions de début octobre visaient à instaurer la Commune en tant que mesure de défense contre l'invasion étrangère, concrétisant véritablement l'insurrection du 4 Septembre. Si l'action du 31 octobre n'aboutit par à l'instauration de la Commune, c'est que Blanqui, Flourens et les autres chefs du mouvement firent confiance aux *gens de parole* (Fr.) qui avaient donné leur *parole d'honneur* (Fr) de démissionner et de céder la place à une Commune librement élue par tous les arrondissements de Paris. Elle échoua parce que ses chefs sauvèrent la vie de gens qui ne cherchaient qu'à tuer leurs sauveurs. Ils laissèrent Trochu et Ferry s'échapper, mais ceux-ci les assaillirent avec les Bretons de Trochu. Il importe de rappeler que, le 31 octobre, le "gouvernement de la Défense", nommé par lui-même, n'existait que parce qu'on voulait bien le supporter. Encore n'avait-il pas décidé d'entreprendre la farce du plébiscite (2).

Dans ces conditions, rien n'était plus facile que de donner une image fausse de la nature du mouvement, de le dénoncer comme une conspiration nouée avec les Prussiens, d'utiliser la démission du seul de ces hommes (Rochefort) qui ne voulût point manquer à sa parole,

---

1 Cf. Marx, **Première ébauche de la Guerre civile en France, 1871.**

2 Le 3 novembre, le gouvernement de la Défense nationale, fortement ébranlé par les actions révolutionnaires du 31 octobre, organise en toute hâte, dans Paris assiégé, au milieu d'un climat de peur et de contrainte et sous l'action d'une intense propagande démagogique, un véritable plébiscite sur la question de savoir si la populaiton acceptait — "oui ou non" — de maintenir les pouvoirs du gouvernement.

afin de renforcer les Bretons de Trochu (qui furent pour le gouvernement de la Défense ce que les spadassiens corses avaient été pour L. Bonaparte), en nommant Clément Thomas commandant de la Garde nationale. Rien n'était plus facile à ces fauteurs de panique, éprouvée que de solliciter les lâches frayeurs qu'éprouvaient les classes moyennes à l'égard des bataillons ouvriers qui venaient de prendre l'initiative, que de semer la suspicion et la dissension au sein même des bataillons ouvriers en en appelant au patriotisme, afin de préparer les conditions d'une de ces journées de réaction aveugle et d'équivoques fatales, grâce auxquelles les usurpateurs ont toujours su se maintenir au pouvoir. Tout comme s'ils s'étaient glissés furtivement à ce pouvoir, ils étaient maintenant en mesure de lui donner une justification fallacieuse grâce à un plébiscite de pur style bonapartiste dans un climat de terreur réactionnaire.

Si la Commune avait remporté la victoire au début de novembre 1870 à Paris (à un moment où elle était déjà instaurée dans les grandes villes du pays*), elle aurait sûrement trouvé un échec et se serait étendue à toute la France. Non seulement elle aurait arraché la défense des mains des traîtres et lui aurait insufflé l'enthousiasme, comme le démontre l'héroïque guerre que Paris mène actuellement, mais encore *elle aurait changé complètement la nature de la guerre.*

Elle serait devenue la guerre de la France républicaine, hissant l'étendard de la révolution sociale du XIXe siècle contre la Prusse, porte-drapeau de la conquête et de la contre-révolution. Au lieu d'envoyer le vieil intrigant usé (Jules Favre) mendigoter dans toutes les cours d'Europe, on aurait électrisé la masse des producteurs de l'Ancien et du Nouveau-Monde. En escamotant la Commune le 31 octobre, les Jules Favre et Cie ont assuré la capitulation de la France devant la Prusse et suscité l'actuelle guerre civile.

Mais la preuve est faite : la Révolution du 4 septembre

**Des organes du pouvoir — communes — s'étaient crées à Lyon, à Marseille et Toulouse notamment. Le gouvernement de la Défense nationale ne put tolérer cet Etat rival et entreprit de le réprimer par tous les moyens. Dans ma province, les Communes instaurèrent, malgré leur brève existence, une série de mesures révolutionnaires importantes : remplacement de l'appareil administratif et policier, libération des prisonniers politiques, introduction de l'instruction laïque, forte imposition des grandes fortunes, restitution des objets — au-dessous d'une certaine valeur — mis en gage aux monts-de-piété.*

n'a pas simplement rétabli la République, du fait que la place de l'usurpateur était devenue vacante à la suite de la capitulation de Sedan, ni conquis cette République sur l'envahisseur étranger grâce à la résistance prolongée de Paris, qui luttait pourtant sous la direction de ses ennemis, cette révolution s'est frayé un chemin jusqu'au coeur des classes ouvrières. La République avait cessé d'être un nom pour une cause du passé : elle était grosse d'un monde nouveau. Sa tendance véritable fut marquée aux yeux du monde par les supercheries, les mensonges et les platitudes d'une bande d'avocats intrigants et de phraseurs impénitents, mais elle ne cessait de reparaître à la surface au cours des actions spasmodiques de la classe ouvrière de Paris et du Midi de la France, dont le mot d'ordre fut toujours le même : la *Commune**.

La Commune, forme positive de la révolution contre l'Empire et les conditions de son existence, fut d'abord instaurée dans les villes du Midi de la France et fut sans cesse proclamée au cours des actions spasmodiques durant le siège de Paris. Mais elle fut tenue en échec et brisée par les agissements du gouvernement de la Défense et les Bretons de Trochu, le héros du "plan de capitulation". Elle finit par triompher le 26 mars, mais elle n'est pas née brusquement ce jour-là. C'était l'invariable but de la révolution ouvrière.

La capitulation de Paris, la conspiration ouverte à Bordeaux contre la République, le coup d'Etat déclenché par l'attaque nocturne sur Montmartre ont rallié autour d'elle tous les Parisiens ouverts à la vie : les hommes de la Défense n'étaient plus en mesure de la réduire à des tentatives isolées des éléments révolutionnaires les plus conscients de la classe ouvrière de Paris.

Le gouvernement de la Défense n'avait été toléré que comme un pis-aller (Fr.), né de la première surprise, une sorte de nécessité de la guerre. La vraie réponse du peuple de Paris au Second Empire, règne du mensonge, ce fut la Commune.

Aussi le soulèvement de tout le Paris ouvert à la vie — à l'exclusion des piliers du bonapartisme et de son opposition officielle, des grands capitalistes, des boursicoteurs, des escrocs, des oisifs, des traditionnels parasites de

*La **Ligue du Midi** *fédéra les mouvements des départements du Sud-Est qui s'efforcèrent d'épurer le personnel bonapartiste, de lutter contre l'envahisseur et d'instaurer la République sociale. Elle subsiste du 18 septembre à novembre 1870.*

l'Etat — contre le gouvernement de la Défense ne date-t-il pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire sur la conjuration. Il date du 31 janvier, du jour même de la capitulaiton.

La Garde nationale — c'est-à-dire tous les Parisiens armés — s'est organisée et a vraiment gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement usurpateur des *capitulards* (Fr) mis en place par la grâce de Bismarck*. Elle a refusé de livrer les armes et son artillerie, qui lui appartenaient et qui lui avaient été laissées à la capitulation, parce qu'elles étaient sa propriété. Ce n'est pas la magnanimité de Jules Favre qui a sauvé ces armes des mains de Bismarck, c'est la promptitude des combattants parisiens à lutter pour les arracher à Jules Favre et à Bismarck. Face à l'envahisseur étranger et aux négociations de paix, Paris ne voulait pas compliquer la situation. Paris craignait la guerre civile".

*Dès le 7 septembre 1870, Engels écrivait à Marx : "En renversant le bonapartisme, les Prussiens ont fait cadeau à la France d'une république, mais laquelle ! ". Cf. Lénine sur la dualité du pouvoir, in. : V. Lénine, **La Commune de Paris**, p. 22-26, écrit entre la révoltuion de Février et d'Octobre 1917.*

LA GUERRE CIVILE
(28 janvier - 18 mars 1871)

Contre-révolution et révolution

"La capitulation de Paris, en livrant à la Prusse non seulement Paris mais la France entière, a clos la longue série d'intrigues et de trahisons avec l'ennemi que les usurpateurs du 4 septembre avaient inaugurée, comme Trochu en personne l'avait dit, le soir même. D'autre part, elle ouvrait la guerre civile qu'ils allaient maintenant engager avec l'aide de la Prusse contre la République et Paris. Le traquenard était tendu dans les clauses mêmes de la capitulation" (*Adresse sur la guerre civile*, Editions Sociales, 1952, p.37).

De fait, il y avait été stipulé qu'"une Assemblée nationale devait être élue dans les huit jours" et ce "dans le seul but de décider de la paix et de la guerre".

La hâte imposée aux élections du 8 Février devait servir au triomphe de cet "instrument de la contre-révolution" qu'était le parti de Thiers au sein duquel s'étaient réfugiés les "ruraux" de la province, c'est-à-dire les orléanistes et les légitimistes.

"Dès que cette Assemblée de "ruraux" se fut réunie à Bordeaux, Thiers lui fit entendre nettement que les préliminaires de paix devaient être agréés sur-le-champ sans même avoir les honneurs d'un débat parlementaire; à cette condition seulement la Prusse leur permettrait d'ouvrir les hostilités contre la République et Paris, sa place forte. De fait, la contre-révolution n'avait pas de temps à perdre ... La guerre avait enflé les charges d'une manière effrayante et ravagé sans pitié les ressources de la nation. Pour compléter la ruine, le Shylock prussien était là, exigeant l'entretien d'un demi-million de ses soldats sur le sol français, son indemnité de guerre de cinq milliards et l'intérêt de 5 o/o des échéances en retard. Qui allait payer la note* ? Ce n'est qu'en renver-

*Dans ce bref passage, Marx évoque les conditions économiques qui poussèrent irrésistiblement les contre-révolutionnaires aussi bien que les Communards à l'action. Pour payer les énormes dettes de guerre, toutes les fractions des classes dominantes, qui en 1848 s'étaient relayées au pouvoir successivement avant que le prolétariat poussé par la petite bourgeoisie y arrive à son tour, font cette fois-ci front commun afin de se dispenser d'ouvrir leurs portefeuilles pour payer les frais de guerre. Or, la ruine du (suite de la notice en page suivante) ...

sant la République par la violence, que ceux qui s'appropriaient la richesse pouvaient espérer faire supporter aux producteurs de cette richesse les frais d'une guerre qu'ils avaient eux-mêmes provoquée. Ainsi, c'est précisément l'immense ruine de la France qui poussait ces patriotiques représentants de la propriété terrienne et du Capital — sous les yeux mêmes et sous la haute protection de l'envahisseur — à greffer sur la guerre étrangère une guerre civile, une *rebellion de négriers*. Pour barrer la route de ce complot, il y avait un grand obstacle : Paris. Désarmer Paris était la première condition du succès de ce complot" (p.38).

Mais le complot ouvrit les yeux aux ouvriers : ils n'avaient plus devant eux et contre eux le seul ennemi extérieur; à celui-ci, dans la "paix" s'était joint l'ennemi intérieur. Désormais plus personne n'en doutait, et c'est pourquoi il fallait rester en alerte et serrer les rangs. Sous la pression de ces graves et pressantes nécessités, les bataillons des gardes nationaux se déférèrent. Les erreurs du passé — dues aux divisions internes — enseignaient qu'il fallait s'organiser pour avoir une volonté unique et décidée. "La garde nationale se réorganisa et confia le commandement suprême à un Comité central élu par l'ensemble du corps, à l'exception de quelques débris de l'ancienne formation bonapartiste" (p. 39).

Un fait sans précédent

Il est vrai que dans les termes de la capitulation il y avait un "piège", mais il est vrai aussi qu'en eux il y avait la reconnaissance de la force du prolétariat, de sa réalité de classe révolutionnaire. Engels écrivait ainsi vingt ans après la Commune :

"Enfin, le 28 janvier 1871, Paris affamé capitulait. Mais avec des hommes inconnus jusque-là dans l'histoire

suite de la notice page précédente :
pays était telle que ces charges énormes passant d'épaules en épaules jsuqu'à ceux des producteurs, les prolétaires et les paysans (dont Engels souligne de ce fait la solidarité objective avec la Commune), que ceux-ci en eussent été littéralement écrasés. C'était donc pour eux une question de vie ou de mort de ne pas admettre la combinaison, le complot commun de toutes les fractions dirigeantes. De cette façon, la Commune fut un moyen d'assurer la survie sociale et économique des travailleurs.

de la guerre. Les forts furent abandonnés, les fortifications désarmées, les armes de la ligne et de la garde mobile livrées, elles-mêmes considérées comme prisonnières de guerre. Mais la garde nationale conserva ses armes et ses canons, et ne se mit que sur un pied d'armistice avec les vainqueurs. Et ceux-ci même n'osèrent pas faire dans Paris une entrée triomphale. Ils ne se risquèrent à occuper qu'un petit coin de Paris, et encore un coin plein de jardins publics — et cela pour quelques jours seulement ! Et pendant ce temps, eux qui durant 131 jours avaient cerné Paris, ils furent cernés eux-mêmes par les ouvriers parisiens en armes qui veillaient avec soin à ce qu'aucun "Prussien" ne dépassât les étroites limites du coin abandonné à l'envahisseur étranger. Tant était grand le respect qu'inspiraient les ouvriers parisiens à l'armée devant laquelle toutes les troupes de l'Empire avaient déposé les armes; et les hobereaux prussiens, qui étaient venus assouvir leur vengeance au foyer de la révolution, durent s'arrêter avec déférence et saluer devant cette même Révolution armée ! "*

Le comportement des gardes nationaux lors de l'entrée des Prussiens à Paris fut décidé et voulu — contrairement au désir peu sage de s'opposer avec les armes à une telle entrée — par toute la "Corderie", c'est-à-dire l'Internationale, les syndicats et le Comité Central des 20 arrondissements. Et c'est l'un des rares exemples de ce qu'une volonté politique unique — même si elle résulte de trois forces prolétariennes diverses — ait agi sur les gardes nationaux.

Le plan Thiers ou "la révolte des négriers"

Le "plan Thiers" qui n'était rien d'autre que la continuation directe du plan "Trochu" visait donc à "en finir" avec les ouvriers de Paris, c'est-à-dire à les désarmer.

En suivant la tactique déjà expérimentée en 1848, la bourgeoisie réactionnaire commença à mettre à exécution son plan après une série de provocations : enlever le caractère de capitale à Paris, rendre immédiatement exigibles certains effets de commerce échus; supprimer

*Dans son texte sur le rôle de la violence dans l'histoire. Violence et économie dans la formation du nouvel Empire allemand (1888), Engels reprend presque littéralement ce passage, cf. Ecrits militaires, p. 573-574.

la solde des gardes nationaux et des journaux républicains; condamner à mort par contumace Blanqui et Flourens pour leur participation à la Journée du 31 Octobre.

Les hommes de la bourse voulaient la reprise des affaires après seulement que les "scélérats" aient été mis en pièces, et les "ruraux" voulaient réunir leur Assemblée à Versailles pour le 20 mars, "sans avoir à craindre la révolte des rues". Tout cela imposa un calendrier à Thiers. Ce ne fut donc ni la classe ni le parti révolutionnaire qui fixèrent la date de l'insurrection; ce furent la classe et le parti contre-révolutionnaires qui décidèrent du moment de l'attaque.

Si l'on considère la légalité du régime existant comme un fait qui repose sur une réelle force politique et militaire, on doit affirmer — avec Marx — que les "rebelles" étaient Thiers et Cie : "La saisie de son artillerie ne devait évidemment que servir de prélude au désarmement général de Paris et, par suite, de la révoltuion du 4 septembre. Mais cette révoltuion était devenue le régime légal de la France. La République, son oeuvre, était reconnue par le vainqueur dans les termes mêmes de la capitulation. Après la capitulation, elle avait été reconnue par toutes les puissances étrangères, et c'est en son nom que l'Assemblée nationale avait été convoquée. La révolution des travailleurs du 4 septembre à Paris était le seul titre légal de l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux et de son exécutif. Sans le 4 septembre, l'Assemblée nationale aurait dû sur-le-champ laisser la place au Corps législatif élu en 1869 au suffrage universel sous un régime français et non prussien, et dispersé de force par la révolution. Thiers et ses "élargis" auraient dû capituler devant Louis Bonaparte, afin d'obtenir de lui des sauf-conduits leur épargnant le voyage à Cayenne. Les pouvoirs de l'Assemblée nationale n'étaient que ceux d'un notaire chargé d'arrêter les termes de la paix avec la Prusse. Elle n'était qu'un incident dans cette révolution, dont la véritable incarnation était toujours le Paris armé, Paris qui l'avait faite, Paris qui avait subi pour elle un siège de cinq mois, avec les horreurs de la famine, et qui, en prolongeant sa résistance, en dépit du "plan" de Trochu, avait fait d'elle la base d'une guerre de défense acharnée en province" (p. 40).

Cette exaltation de la force révolutionnaire de la part de Marx et d'Engels n'est aucunement réthorique : c'est sur elle et uniquement sur elle que repose la révolution

du prolétariat. Pour nos maîtres, la question militaire est, de celle-ci, la condition sine qua non.

La grande alternative

"Et maintenant, ou bien Paris devait déposer ses armes sur l'outrageante injonction des négriers rebelles de Bordeaux, et reconnaître que sa révolution du 4 septembre ne signifiait rien d'autre qu'un simple transfert du pouvoir de Louis Bonaparte à ses concurrents royaux; ou bien il devait s'affirmer le champion dévoué jusqu'au sacrifice de la France, qu'il était impossible de sauver de la ruine et de régénérer, sans un renversement révolutionnaire des conditions politiques et sociales qui avaient engendré le second Empire et qui, sous sa tutelle protectrice, avaient mûri jusqu'au complet pourrissement. Paris, encore amaigri par une famine de cinq mois, n'hésita pas un instant. Il résolut héroïquement de courir tous les dangers d'une résistance aux conspirateurs français, bravant jusqu'à la menace des canons prussiens braqués sur lui dans ses propres forts".

Le 18 mars 1871

Politiquement le gouvernement Thiers et l'Assemblée des ruraux avaient fait tout ce qu'il fallait pour provoquer non seulement le prolétariat, mais encore la petite bourgeoisie. Il faut rappeler que les quelques révolutionnaires que Paris avaient réussi à y envoyer en démissionnèrent, par exemple les radicaux de Gambetta qui étaient encore pour la république et contre la paix avec Bismarck. Du point de vue militaire Thiers était moins fort encore. Avec la seule division autorisée par les Prussiens, 3 000 policiers et 15 000 soldats, comment eût-il pu penser faire face aux 300 000 gardes nationaux rassemblés autour de leur C.C. ? Peut-être s'illusionnait-il d'avoir déjà de son côté la majorité des gardes nationaux ou de réussir à les gagner, en parlant encore de patrie et de république ?

Dans l'ultime proclamation adressée aux gardes nationaux, le gouvernement démentit les bruits de coup d'Etat militaire qu'il se préparait à faire et soutint qu'avec les mesures déjà prises il était décidé à maintenir l'"ordre". "Il a voulu et veut en finir avec un comité insurrectionnel, dont les membres pratiquement tous inconnus à la population, ne représentaient que les

doctrines communistes et mettaient Paris et la France à sac si le CN et l'armée ne se dressaient pas pour défendre d'un commun accord la Patrie et la République".

Le fait que le Paris ouvrier et révolutionnaire soit encadré par les gardes nationaux ne signifie pas encore que le C.C. fût une direction de parti véritablement à la hauteur de la situation : "Ce que nous avons fait, ce sont les évènements qui l'ont fait ... nous sommes la barrière inexorable érigée contre toute tentative de renverser la République. C.est ce que l'on lit dans un rapport à l'assemblée générale des délégués des gardes nationaux du 10 mars.

Le C.C. se reconnaît donc comme un produit des derniers événements et, nécessairement, son programme devait être d'une extrême simplicité : agir comme sentinelle pour sauvegarder la république — une tâche militaire purement défensive, La dernière citation de Marx sur l'"alternative" continue comme suit : "Toutefois, dans son horreur de la guerre civile à laquelle Paris allait être entraîné, le Comité central garda la même attitude purement défensive, en dépit des provocations de l'Assemblée, des usurpations de l'exécutif, et d'une menaçante concentration de troupes dans Paris et ses environs".

Naturellement, il serait puéril de dénier aux gardes nationaux et encore davantage à son C.C. la conscience de l'importance de leur action de défense de l'ordre républicain. Quand il y a une volonté aussi ferme et résolue, il ne peut pas ne pas y avoir la conscience de ce que l'on veut obtenir ou de ce que l'on veut éviter. Et cette conscience — qu'on le veuille ou non — est le produit non des événements, mais du travail que depuis sept ans avait développé le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Pour les gardes nationaux et pour leur C.C., la république devait posséder un contenu social : elle devait être une République du Travail, et non une République du Capital. Ce qui manquait au C.C. des gardes nationaux, c'était la claire vision stratégique d'une juste politique révolutionnaire. Ce qu'il fera de positif sera en partie dû aux événements et aux erreurs de l'ennemi de classe. Les membres du C.C. savaient qu'ils bénéficiaient de la confiance populaire, mais ils ne se rendaient pas suffisamment compte que, dans la "crise de pouvoir" existante, ils étaient déjà les dépositaires d'un puissant pouvoir. Il s'agissait même de l'arracher complètement des mains des "usurpateurs". Au contraire, com-

me cela se produit bientôt, ils auront une hâte incroyable de s'en défaire, comme s'ils sentaient qu'ils étaient écrasés sous son poids : "C'est Thiers qui ouvrit donc la guerre civile en envoyant Vincy à la tête d'une foule de sergents de ville et de quelques régiments en expédition nocturne contre Montmartre, pour y saisir par surprise l'artillerie de la garde nationale. On sait comment cette tentative échoua devant la résistance de la garde nationale et la fraternisation de la ligne avec le peuple".

Nous passons sur la description détaillée de l'opération Thiers-Vincy. Il suffit de relever qu'après cette défaite militaire, le "petit homme" subit une défaite non moins cuisante. N'ayant pu avec ses forces armées enlever les canons, Thiers joua la carte de la flatterie en proclamant "sa décision magnanime de laisser la garde nationale en possession de ses armes; il tenait pour certain, ajoutait-il, qu'elle les utiliserait pour se rallier au gouvernement contre les rebelles". Sur les 300 000 gardes nationaux, 300 seulement répondirent à cet appel de se rallier autour du petit Thiers contre eux-mêmes. Cela alla si loin qu'il fut décidé de faire ses paquets et de s'enfuir à Versailles, sans même écouter les autres membres du gouvernement qui s'illusionnaient encore en pensant que la partie n'était peut-être pas encore perdue. En fait, l'insurrection s'était étendue à toutes les parties de la ville, donnant lieu à diverses batailles locales.

L'un de ces épisodes est la mise à mort des généraux Lecomte et Thomas dans la rue des Rosiers. Des barricades avaient surgi en divers endroits et, vers le soir, se rendant compte que Thiers et une partie de ses troupes avaient abandonné Paris, les gardes nationaux passèrent partout à l'"offensive", occupant l'un après l'autre tous les édifices importants et les postes clés, afin de faire front à d'éventuels retours contre-offensifs. Le soir, le C.C. se réunit à l'Hôtel de Ville et prit en mains les rènes du pouvoir. "La glorieuse révolution ouvrière du 18 mars établit sa domination incontestée sur Paris. Le Comité central fut son gouvernement provisoire. L'Europe sembla pour un moment se demander si ses récents et sensationnels hauts-faits en politique et dans la guerre avaient l'ombre d'une réalité, ou s'ils n'étaient que les rêves d'un passé depuis longtemps révolu".

A regarder de près l'action de résistance prolétarienne de cette grande journée, on ne peut lui nier une certaine spontanéité : le C.C. fonctionnait davantage comme organe receveur que directeur. Il est vrai qu'il était

désormais en alerte et veillait sur les imminentes opérations de Thiers, mais il ne faut pas oublier qu'il ne dressa pas un plan d'attaque préventif de défense avec des instructions particulières aux différents bataillons. Il avait simplement agi en général au sens que "le premier coup n'était pas parti du peuple".

Tactique offensive pour une stratégie défensive

L'offensive dont nous avons parlé, nous l'avons mise entre guillemets pour souligner le fait qu'elle ne s'inscrivait pas dans le cadre d'une stratégie réfléchie. L'offensive était simplement un fait de nature tactique, et cela ne contredit pas la "question purement défensive" dont il était question dans le passage de Marx. C'est qu'une tactique offensive n'est pas inconciliable avec une stratégie défensive, et c'est le même Marx qui le dit. Dans la *seconde Adresse*, parlant du caractère de la guerre que les Prussiens menaient au début, il justifiait ainsi le fait que la Prusse outrepassait les frontières de la France : "une guerre de défense n'exclut pas naturellement les opérations militaires imposées par les conditions militaires". Du point de vue dialectique, il convient de ne pas considérer comme inconciliables des opérations tactiques de défense dans le cadre d'une stratégie offensive et vice versa.

Que l'"offensive" n'avait rien de stratégique, c'est ce qui est prouvé par le fait que l'on ne pensa même pas à prendre une précaution toute élémentaire : fermer les portes de la ville, afin d'empêcher les généraux et les ministres de s'enfuir, et de les faire prisonniers éventuellement.

L'adoption d'une stratégie défensive à la place d'une stratégie offensive de la part du C.C. des gardes nationaux sera poursuivie hélas par le gouvernement de la Commune et conduira à la défaite militaire.

Trop débonnaire

Malgré tout cela, nous avons vu que la révolution fut néanmoins victorieuse. Mais il est amer de constater qu'alors que les erreurs et la défaite de l'ennemi stimulaient la contre-révolution dans sa préparation de la revanche, la victoire relativement facile et pratiquement obtenue sans effusion de sang du côté prolétarien, non

seulement n'incita pas le C.C. à un rapide examen critique des actions entreprises, mais — chose encore plus grave — favorisa les erreurs qui se révélèrent bientôt "fatales".

Avant de parler de celles-ci, il faut souligner le fait que le C.C. en sa qualité de gouvernement de la révolution, a répété les erreurs du passé — erreurs d'indulgence injustifiée et de magnanimité débonnaire. De fait, il n'a pas physiquement puni les "hommes de l'ordre" : "leur frayeur fut leur seule punition". La sacro-sainte vengeance ouvrière qu'ils craignaient pour les assassinats perpétrés par eux "de juin 1848 au 22 janvier 1871" manque au point que "les hommes de l'ordre non seulement ne furent pas molestés, mais ils eurent la faculté de se rassembler et d'occuper plus d'une position forte au centre de Paris. Cette indulgence du Comité central, cette magnanimité des ouvriers armés, si étrangement en désaccord avec les habitudes du "parti de l'ordre", celui-ci les interpréta à tort comme les symptômes d'un sentiment de faiblesse. D'où leur plan stupide d'essayer, sous le couvert d'une manifestation sans armes, ce que Vinoy n'avait pas réussi avec ses canons et ses mitrailleuses. Le 22 mars, un cortège séditieux de messieurs "du beau monde" se mit en marche avec tous les "petits crevés" à leur tête en partant des quartiers élégants. Sous le couard prétexte d'une manifestation pacifique, mais portant en secret des armes meurtrières, cette bande se forma en ordre de marche, maltraita et désarma les sentinelles et les patrouilles de la garde nationale, tenta d'enlever par surprise le quartier général de la garde nationale de la place Vendôme. Il est vrai qu'"une seule salve dispersa, en une fuite éperdue, les stupides freluquets qui espéraient que la simple exhibition de leur "honorable société" aurait le même effet sur la révolution de Paris que les trompettes de Josué sur les murs de Jéricho. Dans tout cela il ne faut pas méconnaître la reconnaissance par le C.C. de certains idéaux de type libéral et d'ordre sentimental, qui n'ont pas leur place dans un parti et un organe de direction révolutionnaire, notamment lorsqu'est en jeu tout l'avenir d'un mode historique nouveau.

Nous n'entendons pas théoriser ici l'esprit de vengeance "en soi", mais, si la vengeance peut être — comme c'est le cas dans la réalité — un instrument de lutte prolétarienne, on a le devoir d'en faire usage. S'il est vrai que les bourgeois en useront et en abuseront après le

triomphe de leur contre-révolution, s'il est vrai que leur vengeance dépassera toutes les limites justifiées par le soi-disant "état de nécessité", si tout cela est vrai, il est injustifiable que le prolétariat dédaigne ce moyen d'agitation et d'action révolutionnaire*. Dans la guerre, même pour le prolétariat, il faut que soit en vigueur des règles exceptionnelles, et il n'est pas admissible de se montrer débonnaire.

Les erreurs fatales du C.C. de la garde nationale

Les graves erreurs relevées par Marx et reprises par Trotsky se ramènent essentiellement à deux : l'une militaire, l'autre politique.

"Dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers avec sa tentative d'effraction nocturne à Montmartre, le Comité central commit, cette fois, la faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, et en mettant ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux. Marx avait déjà parlé de cette erreur dans sa lettre à Kugelmann du 12 avril 1871, où il poursuivait en ces termes : "Seconde erreur : le C.C. a déposé le pouvoir trop tôt pour céder la place à la Commune. Encore une fois par scrupule d'"honneur" exagéré ! "

On le voit, Marx, comme en 1848 déjà, soutient énergiquement la stratégie offensive qui implique que le parti soit non seulement un produit historique, mais encore un agent qui fait l'histoire, en prenant l'initiative des combats en l'orientant d'après son programme de classe, grâce à l'existence du parti formel, organisation militante ayant un réseau assez vaste et territorialement

---

*Nous en profiterons pour donner ici la position de Marx sur les actes de vengeance individuels ou collectifs durant la révolution : "Loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics qui n'évoquent que des souvenirs détestables, il ne faut pas seulement tolérer de tels exemples, mais il faut encore en prendre la direction en mains" (Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes de mars 1850, trad. française aux Editions Costes).

Il est évident qu'il faut aussi réfreiner l'ardeur de certains agents trop zèlés de la bourgeoisie et de la réaction assurés que quoi qu'ils fassent contre les éléments révolutionnaires, ils jouiraient de l'impunité, qu'il faut faire respecter physiquement le mouvement révolutionnaire, qui ne saurait se laisser intimider par une répression à sens unique qui le démoraliserait.

enraciné dans le pays. Ce n'est que dans la prochaine période que de tels partis "de masse" se développeront, et Lénine appliquera avec succès cette stratégie de Février à Octobre 1917, et se préoccupera même de pourvoir le prolétariat des pays avancés d'une telle organisation révolutionnaire, en s'attachant à la fondation de la *Troisième Internationale*.

La Commune et ses ultimes luttes grandioses

Au cours des huit jours qui suivent le 18 mars, on ne pensera qu'à faire les élections pour la Commune qui, pour utiliser l'expression de Vermorel, devait "être un gouvernement *légal* reconnu et respecté par toute la population de Paris".

Si l'on s'en tient au concept marxiste de légalité, auquel nous avons déjà fait allusion, on ne peut pas ne pas noter une contradiction dans laquelle tombaient les dirigeants du C.C. avec leur préoccupation excessive et erronée de la légalité. Ils donnaient une importance à la forme et oubliaient la substance, sur la base de laquelle ils avaient déjà agi. C'était là certainement un héritage funeste des conceptions bourgeoises et de leurs fictions en la matière. On oubliait que "la révolution (du 4 septembre) était devenue le régime légal de la France". Et même si celle-ci n'avait pas eu lieu, la seule révolution du 18 mars — ajouterons-nous — aurait été plus que suffisante à donner un titre légal à ce gouvernement qu'était le C.C. En conséquence celui-ci n'aurait pas dû manifester de hâte à se débarrasser du pouvoir.

Le problème militaire se posait alors bien au-dessus des problèmes politiques et administratifs, et penser à faire des élections signifiait seulement perdre un temps précieux dans l'accomplissement des tâches élémentaires. Mais la faiblesse du C.C. résidait en réalité dans le fait qu'il n'avait pas à sa tête un parti homogène. Sur la volonté de quelques-uns de ses membres de marcher sur Versailles devait prévaloir la volonté politique de compromis et de réconciliation des éléments petits bourgeois.

Hélas, les membres de la Commune ne comprirent pas qu'elle "était une barricade, et non une administration". Comme aux membres du C.C., il leur manquait la science militaire et révolutionnaire, et la stratégie offensive. Ils ne consacrèrent pas une grande attention et de grands soins à l'organisation de l'armée communale,

en ce qu'elle était administration, discipline, formation de cadres, etc., pas plus qu'ils ne préparèrent de plans précis pour combattre efficacement l'armée de la contre-révolution.

Ce qui aggrava encore cet état de choses, ce fut une dualité injustifiée des pouvoirs en matière militaire. Le 3 mai encore, le C.C. osait demander que le ministre de la guerre de la Commune se place sous son contrôle. En conséquence : alors que dans un premier temps, le C.C. avait voulu se défaire du pouvoir que la révolution lui avait déjà attribué, dans un second temps il ne voulait pas y renoncer complètement. Cette contradiction ne pouvait pas ne pas avoir ses effets nuisibles sur la conduite de la guerre contre Thiers, dont la force militaire, tout à fait nulle pendant les 15 jours suivant sa fuite, était encore négligeable un mois plus tard. Sa tactique à outrance, selon laquelle il fallait considérer comme délictuels "tous les appels à la réconciliation" ne lui avait procuré l'approbation de personne, et aucun des soutiens militaires espérés de la province ne lui était parvenu. C'est pourquoi à partir du 30 avril il commença la "comédie de la conciliation" — comme l'ont pratiquée aujourd'hui les Américains au Vietnam —, tandis qu'on préparait la guerre de brigandage contre Paris. Mais cette nouvelle tactique elle-même ne jouit du soutien matériel et moral de l'Assemblée des ruraux, dont l'armée contre-révolutionnaire était encore "une bande bariolée, composée de matelots, de marsouins, de zouaves pontificaux, de gendarmes de Valentin, et des sergents de ville et des mouchards de Piétri. Cette armée eût été ridiculement impuissante sans les rapatriements de prisonniers de guerre impériaux que Bismarck lâchait au compte-goutte, juste assez pour tenir en train la guerre civile et garder le gouvernement de Versailles servilement assujetti à la Prusse" (p.59). Dans les premiers jours de mai, Thiers était complètement dans les mains de Bismarck qui, en échange "offrait de libérer, pour l'extermination de Paris, l'armée bonapartiste prisonnière et de prêter l'assistance directe des troupes de l'empereur Guillaume" (p.62). Dès que Mac-Mahon fut en mesure de lui assurer qu'il pourrait sous peu, entrer dans Paris, Thiers "fut admis à jouer le rôle de Tamerlan".

Le 21 Mai la trahison ouvrit les portes de Paris à l'armée de la contre-révolution bourgeoise franco-allemande qui devait se maculer de crimes innomables : "Les atrocités des bourgeois en juin 1848 elles-mêmes

disparaissent devant l'invincible infamie de 1871. L'héroïque esprit de sacrifice avec lequel la population de Paris — hommes, femmes et enfants — combattit pendant huit jours après l'entrée des Versaillais, reflète aussi bien la grandeur de leur cause que les exploits infernaux de la soldatesque reflètent l'esprit inné de cette civilisation, dont ils sont les mercenaires et les défenseurs". Et avec cette "semaine sanglante" (21-28 mai) s'acheva "le terrible événement historique" de la Commune.

Ce n'est pas le lieu de développer ici la grandiose signification historique de cette première dictature du prolétariat. Avec la Commune, "c'est la conquête d'un nouveau point de départ d'une importance historique universelle". De toute la grandiose oeuvre positive du gouvernement de la Commune, nous voulons rappeler ici son premier décret : "la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple armé". A dessein, nous avons seulement voulu signaler les erreurs vitales commises par la direction de l'armée communale, afin de mettre en relief le rôle irremplaçable d'un parti de classe, dont l'organisation s'élève au niveau du parti historique et s'en applique les enseignements à tous les secteurs de l'acitivité militaire. Mais nous ne pouvons terminer ce travail de parti sans relever pour les prolétaires d'aujourd'hui et de demain l'exemple de leur valeureux ancêtres parisiens.

Cette consigne vaut pour les ouvriers du monde entier, parce que la Commune fut un gouvernement même international qui "annexa à la France les ouvriers du monde entier"et "admit tous les étrangers à l'honneur de mourir pour sa cause immortelle". Dans l'espoir que notre dure oeuvre théorique et pratique puisse voir rapidement le parti organisé à l'échelle mondiale pour qu'avec une force telle il puisse faire trembler les bourgeoisies plus exploiteuses, plus oppressives et plus sanguinaires que jamais, nous répéterons avec Marx : "Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ces martyrs est conservé pieusement dans le grand coeur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter".

Critique et opérations militaires

Nous revenons encore une fois aux critiques que Marx a adressées aux faits et gestes de la première dictature du prolétariat que l'histoire ait connu. Certes, nous reprendrons ici des points qui peuvent être déjà connus, mais nous pensons tout de même qu'il vaut la peine de les exposer, une nouvelle fois. Elles sont plus importantes comme leçons à retenir pour les tentatives de l'avenir que le compte rendu que nous pourrions faire des opérations militaires au sens étroit et des plans successifs. En effet, les actions militaires de la Commune n'ont pas eu une ampleur et une qualité telles que nous puissions en tirer des enseignements pour les batailles du futur. Elles expliquent en grande partie d'ailleurs la défaite finale de la Commune, comme nous allons le voir.

Les graves conséquences des premières erreurs politico-militaires.

Nous avons à plusieurs reprises énoncé quelles furent ces erreurs; il reste donc à dire pourquoi celles-ci, d'abord dans l'esprit de Marx, puis dans les faits, se révélèrent "fatales".

Du 18 au 26 mars, dix journées précieuses s'écoulèrent, durant lesquelles le C.C. des g.n. (le Comité Central des Gardes Nationaux) ne pensa pas à *préparer* l'offensive militaire contre Thiers (qu'il avait laissé s'échapper à Versailles). Au contraire, ce fut lui qui chercha à concentrer les quelques forces qui lui restaient pour reconstruire une armée afin de reconquérir Paris.

Trotsky fait justement observer que les négociations entre le C.C. et le groupe des maires et députés auraient pu être une astuce de guerre, si elles avaient servi à couvrir la préparation des forces militaires contre Thiers pour en finir définitivement avec ce gnome odieux. A l'inverse, malheureusement, elles servirent plus ou moins consciemment à l'ennemi, qui eut le temps d'occuper ainsi le Mont Valérien dont l'importance stratégique ne sera comprise par les Communards que le 3 Avril sous le feu des canons. Durant les premiers jours, Thiers s'active à tendre un cordon policier autour de Paris pour empêcher au maximum le contact avec la périphérie proche, et avec le reste de la France.

Si l'on veut expliquer pourquoi des erreurs aussi graves furent commises, il faut avant tout se souvenir qu'"en mars 1871, la bataille décisive fut *imposée* aux ouvriers (Lénine, "Etat et révolution") qui l'acceptèrent bien que n'étant pas préparés parce que n'ayant pas encore réussi à créer la forte organisation réclamée dans les manifestes de l'Internationale. Les ouvriers ne possèdaient qu'une organisation *immédiate* : le C.C. des g.n. Ce Comité, suivant la juste définition donnée par Trotsky, n'était qu'"un conseil de députés des ouvriers armés et de la petite bourgeoisie"; cependant, un tel Conseil, élu directement par les masses révolutionnaires peut être un brillant appareil d'action. Mais en même temps — et justement à cause de sa liaison originelle et immédiate avec les masses, qui se trouvent dans la situation où les a surpris la révolution — un tel Conseil reflète tous les côtés forts en même temps que les côtés faibles des masses; qui plus est, il reflète plus les côtés faibles que les côtés forts : il fait montre d'esprit d'indécision et de temporisation, ainsi que de la tendance à la passivité dès le premier succès. Et Trotsky ajoute : "Le Comité central de la garde nationale avait besoin d'une direction" (*Les Enseignements de la Commune*). Naturellement ce "guide" ne pouvait être que le parti, ce parti formel dont Marx poussait à l'organisation et qui aurait pu utilliser le C.C. comme courroie de transmission pour mobiliser la France entière autour de Paris. En l'absence d'une organisation forte et disciplinée, capable de s'imposer à toutes les autres forces politiques, la voix des quelques internationalistes marxistes appartenant à la Commune ne pouvait qu'être étouffée par l'hétérogénéité des autres. Il est donc clair que, sans l'hégémonie d'un parti fort, la petite bourgeoisie citadine qui s'était pourtant unie aux révolutionnaires ait fait peser tragiquement sa volonté de compromis. Un parti centralisé aurait pu utiliser ses membres pour accomplir deux tâches importantes : briser le lien déjà très lâche entre soldats et officiers contre-révolutionnaires de l'armée que Thiers cherchait à organiser, et soulever la campagne contre Versailles en faisant contrepoids par sa propre propagande à celle de l'ennemi et surtout à celle de certains "gauches" qui, honteusement, siègeaient à côté des plus fieffés "ruraux" de l'Assemblée contre-révolutionnaire.

Parce qu'elle n'a pas été à même de voir qu'elle tenait dans ses propres mains toutes les forces, la Commune subit des désastres.

Thiers, dont la science politique se réduisait à savoir opprimer le prolétariat, s'en rendait compte. Voici pourquoi, dans le même temps où il calomniait Paris, il se vantera d'avoir encore en main toute l'armée et son état-major. Cela était faux durant les premiers jours, mais le mensonge le servait : le secret primordial du pouvoir est de faire croire à la possession d'une force armée, le mensonge important peu. C'est ainsi que Paris, par un simple télégramme, eût pu se faire transmettre le pouvoir par le mouvement révolutionnaire de la France entière (en ôtant ainsi tout doute sur son caractère "seulement communal"), si Thiers avait été annihilé au lendemain du 18 Mars. Cependant cette victoire de la Commune n'eût pas encore signifié — loin de là — son triomphe final, car dans la conception marxiste la Commune ne pouvait pas supprimer avant longtemps, la lutte des classes. Ce n'était qu'un début, selon l'expression de Marx, elle devait créer "le milieu rationnel dans lequel cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et le plus humaine. Elle peut être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes" (Premier essai de rédaction de la Guerre civile en France, p.216).

Bref, la Commune n'a fait que commencer son oeuvre "pour elle-même et pour l'humanité" (*ibid.*).

Il faut situer la Commune tout au début de la phase de transformation politique, économique et sociale du communisme (qui ne peut se réaliser qu'à l'échelle internationale), pour mieux comprendre ce qu'elle a été dans la réalité. Ainsi, la Commune n'a eu le temps que de préparer la "condition préalable" d'une solide alliance avec les paysans. Comme l'écrit Lénine dans *l'Etat et la révolution* : "C'est vers cette alliance que la Commune de Paris s'ouvrait un chemin. Elle n'atteignit pas son but pour diverses raisons d'ordre intérieur et extérieur". Marx écrit dans l'*Adresse sur la Commune* : "Les ruraux — c'était, en fait, leur appréhension majeure — savaient que trois mois de libre communication entre le Paris de la Commune et les provinces amèneraient un soulèvement général des paysans; de là leur hâte anxieuse à établir un blocus de police autour de Paris comme pour arrêter la propagation de la peste bovine" (p.49). L'essentiel, remarque cependant Marx, c'est que la politique révolutionnaire de la Commune avait jeté la base pour une telle alliance, lorsqu'elle détruisit la machine d'Etat bourgeoise

pour la "remplacer par un gouvernement ouvrier bon marché". Certes, bien que nécessaire, cette condition n'était pas suffisante. Il fallait développer l'action militaire dans la même juste direction que l'action politique, ne serait-ce que pour faire connaître ces actes de politique révolutionnaire à toute la province, qui aurait été en possession d'un clair programme politique, d'autant plus nécessaire qu'il fallait démasquer les mensonges de Versailles.

Sur la nécessité de rendre plus "populaire" la révolution parisienne moyennant l'alliance entre ouvriers et paysans, il suffit de considérer le rapport entre les deux classes, à cette époque en France et dans toute l'Europe, rapport qui était bien présent chez Marx et que Lénine rappelle aux scolastiques du marxisme, pour lesquels il n'existe que les forces bourgeoises et les forces prolétariennes et qui ne donnent aucun poids, négatif ou positif, aux couches intermédiaires.

La sortie du 3 Avril : premier grand choc en terrain découvert

La sortie des gardes nationaux parisiens ne fut pas une initiative autonome de la Commune. Elle est plutôt une réaction aux attaques que le jour précédent, pour la première fois, les Versaillais avaient osé déclencher contre Courbevoie, en entamant ainsi la guerre contre Paris que Thiers avait déjà déclarée le 10 Mars. Il y a plus : la décision ne fut pas prise unanimement par la C.E. dont Cluseret était le délégué et où quatre membres civils n'étaient pas d'accord avec les trois membres militaires qui lui étaient favorables, c'est-à-dire Bergeret, Duval, Eudes. Cette situation devait entraîner nécessairement de grosses déficiences militaires et, en premier lieu, l'absence de préparation des forces combattantes. Le plan de sortie se fondait d'autre part sur l'illusion d'une "promenade" à Versailles sur trois colonnes : une sur la gauche, une au centre et une à droite commandées respectivement par Bergeret, Eudes et Duval qui à un certain point devaient se rejoindre. Des 100 000 hommes dont on parlait tout d'abord seuls 23 000 purent être mobilisés, divisés en trois colonnes à peu près égales. Cependant, seules les colonnes de droite et du centre étaient armées de huit canons et de peu de minutions. Aussi, quand les premiers coups de canon commencèrent à pleuvoir du Mont Valérien sur les gardes nationaux de la colonne de

droite le désordre s'installa, et tandis que Bergeret avec le gros des troupes était contraint de se replier sur Paris, l'ardent Flourens avec quelques courageux continuait la marche vers Rueil y trouvant une mort héroïque à la suite de l'arrivée des énormes renforts envoyés par Vincy.

La colonne de gauche subit une autre défaite, incapable de répondre au feu de l'ennemi, et elle fut contrainte de se retirer sur Châtillon. Duval, qui se comporta comme Flourens, trouvera la mort au cris de "Vive la Commune" face au peloton d'exécution des Versaillais. Enfin, la colonne du centre est contrainte de se retirer sur le fort d'Issy parce qu'impuissante à répondre à l'artillerie ennemie.

Donc, les insuccès subis par les fédérés sont le résultat de la mauvaise direction centrale et de la désorganisation. On ne peut pas compenser les déficiences logistiques et d'armement avec la seule volonté de se battre des masses et l'héroïsme des chefs, même si ces facteurs sont importants.

Les conséquences de la défaite furent graves. La prise du pont de Neuilly à l'Ouest et du plateau de Châtillon au sud de Paris par les Versaillais donna à Thiers des bases nouvelles d'attaques et une volonté renforcée de poursuivre l'offensive, volonté qui, inversément, sera abandonnée par les communards à cause non seulement des pertes matérielles mais de l'influence des effets psychologiques délétères de la défaite. Ceux-ci cependant furent de brève durée : les exécutions des prisonniers et des courageux chefs comme Flourens et Duval exaspérèrent la haine contre Versailles, et le 6 Avril on eut le fameux décret sur les otages qui dans son article 5 établissait qu'on répondrait aux futures exécutions de communards par l'exécution de trois éléments accusés de complicité avec Versailles. Pourtant cette loi restera longtemps sans effet pratique parce qu'on attendait vainement que Thiers accepte l'échange de Blanqui contre l'archevêque Darboy. Pour Thiers, chef de la contre-révolution, Darboy, comme le dit Marx, était plus utile mort que vivant !

L'alignement des deux armées

Dès le 3 avril, Paris était encerclé pour moitié environ, par les prussiens au nord et à l'est et, pour l'autre moitié par l'armée versaillaise au sud et à l'ouest.

Nous ne nous attarderons pas à examiner épisode par épisode la guerre que l'armée de la Commune mena en champ ouvert durant plus d'un mois et demi car il faudrait au lecteur une carte montrant les différents théâtres des combats et le rétrécissement final du front communard. Nous nous contenterons de dresser la liste des principales rencontres sans insister sur les critiques particulières qu'elles suscitent et qui du reste se rattachent à celles déjà faites à propos des batailles en général et en particulier de la sortie du 3 avril. Tous les combats qui se déroulèrent jusqu'au jour qui précéda l'entrée à Paris des Versaillais ne se développèrent pas avec un grand déploiement de masses. Leur manoeuvre est plutôt limitée, la lutte des tranchées comme les duels d'artillerie de forts à forts prévalant. Etant donné l'infériorité de leur artillerie, les forteresses tenues par les parisiens seront petit à petit démantelées et finalement évacuées et occupées par l'ennemi.

Après les revers du 3 avril les fédérés font un grand effort et, utilisant au maximum les canons amenés sur place, réussissent à obtenir un succès notable : ils chassent les Versaillais du plateau de Châtillon, qu'ils tiendront jsuqu'au 29 avril. Et, pourtant jusqu'à cette date la situation militaire au sud ne change pas et les rencontres sont faibles et limitées dans la zone occidentale comprise entre le Mont Valérien, Neuilly, la Porte Maillot, Courbevoie et Asnières; attaques et contre-attaques se succèdent sans résultat. Le 4 avril les fédérés réoccupent Courbevoie qui, bombardée ensuite par le Mont Valérien, est reprise par les Versaillais le 6 avril. Le lendemain, Neuilly où se sont retirés les Communards, est pris pour cible. Dombrosky remplace Bergeret accusé d'avoir conduit les fédérés sous le feu du Mont Valérien le 3 avril. Accompagné de Vermorel, Dombrosky obtient un succès le 9 en chassant l'ennemi d'Asnières. Le 12 les Versaillais tentent de conquérir le chateau de Bécon, entre Courbevoie et Asnières; ils sont contraitns de reculer. Mais du 14 au 17 les fédérés sont délogés de ce chateau, bombardé par l'artillerie ennemie et doivent se replier sur Asnières où ils résistent un jour seulement sous le commandement de Okolowitz.

Durant ces jours de luttes acharnées, l'héroïsme des gardes nationaux et le courage dans la capacité de direction et d'organisation du polonais Dombrosky ne compensent pas les erreurs et la confusion dans la direction centrale et celle de Cluseret, dont les déclarations en

matière stratégique faites durant cette période montrent clairement l'ineptie. Graves également ses erreurs en matière de recrutement, qui exclut les éléments énergiques et experts. Ainsi, alors qu'on discute au sein de la Commune de choses relativement de peu d'importance on néglige d'envoyer des renforts en hommes, armes et minutions. Dombrosky, qui par ses appels réitérés avait reçu à peine 300 hommes s'ajoutant aux 2 500 du début, est contraitn d'abandonner Asnières. Une semaine après, le 25 Avril, Neuilly détruit et affamé doit être évacué après un armistice (l'unique) de 8 heures, durant lequel une partie de la population est transférée à Paris, pour y recevoir assistance.

Autre important événement au sud, où le 26 les Versaillais occupent les Moulineaux et le 27 concentrent leur feu sur Issy, Vanves et Montrouge et sur les canonnières de la Seine. Le 29 ils accentuent le feu sur le fort Wetzel. Le 30 également Mégy, commandant du fort d'Issy, est encerclé et, ne recevant pas de renforts, décide son évacuation. Dans un premier temps, seule une partie de la garnison obéit à cet ordre, qui cependant regagne le fort après avoir voulu rejoindre la Cécilia avec quelques compagnies.

La situation critique où se trouve cet importante pièce de la défense parisienne a des répercussions au sein de la Commune, qui destitue Cluseret en l'accusant dans un premier moment d'avoir ordonné l'évacuation et le remplace par son chef d'Etat-major Rossel. Autre grave conséquence, qui aura des effets décourageants sur la situation militaire, est la création d'un nouveau pouvoir Public. Sa dénomination est en elle même source de heurts importants au sein de l'Assemblée de l'Hôtel de Ville qui à ce moment apparaît plus divisée que jamais : en fait le C.S.P. est élu avec 34 voix pour et 28 contre. Les éléments hostiles le considèrent comme un anachronisme romantique et un pastiche révolutionnaire qui sonnait faux dans cette révolution prolétarienne. Mais ce n'est pas le cas de discuter qui avait raison des partisans radicaux ou des opposants socialistes.

Ce que nous devons relever encore et toujours c'est le fait qu'il manquati un parti absolument dominant car certains phénomènes de crises sont inévitables. En outre, le "nouveau pouvoir" nait sans avoir d'autorité, et dans ce domaine, tant lui que le nouveau délégué à la guerre ne peuvent éviter d'autres revers, comme celui qui arrive à la redoute du Moulin-Saquet, où 500 hommes sont

surpris par la soldatesque ennemie et tués ou déportés à Versailles. Entre le C.S.P. et Rossel, on se lance des accusations réciproques, comme celle où le C.S.P. aurait donné ordre à Dombrosky et Wroblesky de laisser leur zone aux mains de gens non à la hauteur de la situation. Rossel, à son tour, ne prévoit aucun plan d'attaque et de défense, et s'il pensait à construire une seconde enceinte à l'intérieur des murs de Paris, formée de barricades incluant Montmartre, le Trocadéro et le Panthéon, il ne l'exécuta pas. Ainsi, la situation dans les avants-postes et dans les tranchées, dans la zone de Neuilly comme dans celle des forts d'Issy et de Vanves, ne pouvait qu'empirer, particulièrement à Issy, qui n'était plus désormais une forteresse mais seulement un amas de pierres, dans laquelle dix pièces répondaient à soixante.

Avec la chute du fort d'Issy le 8 Mai, Rossel se démet et est remplacé par Delescluze, alors qu'un second CSP succède au premier par renouvellement de ses membres. Dans une incessante lutte contre les divisions internes, favorisées par les immanquables mauvais génies du type de F. Pyat, entre les hésitations et audaces désespérées entre les espions et les conspirateurs, entre les conciliateurs et les traîtres, entre les erreurs politiques (ne pas avoir mis la main sur l'or de la Banque de France !) et les erreurs militaires, et entre les succès momentanés et les dures défaites, la Commune s'achemine vers son épilogue sanglant.

Le 13 Mai, le fort de Vanves tombe aussi et avec les pertes du 19 Mai, la guerre à l'extérieur de Paris peut être considereé comme terminée. Le second assaut de la grande capitale commence : ce ne sont plus les seuls Prussiens qui l'encerclent comme lors du premier long siège. Ils cernent le demi-cercle oriental, tandis que l'armée de Versailles contrôle la partie occidentale. Mais ce second siège ne durera que huit jours : ceux de la *semaine sanglante*. Le 21 Mai, grâce à une trahison, l'armée de Thiers réussit à pénétrer par la porte de Saint-Cloud, et commence l'invasion de la ville qui résiste héroïquement durant huit jours de combats de rue et de barricades. Entre les exécutions en masse que l'insatiable soif de sang des contre-révolutionnaires fait succéder aux exécutions, le sang coule à flot et les flammes des Tuileries et d'autres édifices éclairent la nuit de sinistres lueurs. Hommes, femmes et enfants donnent des exemples d'héroïsme sans limites de même que bien des chefs des gardes nationaux et des dirigeants de la Commune,

avec la plus grande abnégation sacrifièrent leurs dernières forces à une résistance désespérée et, avec le plus grand mépris de la mort, offrent leurs poitrines sur les barricades ou devant les pelotons d'exécution en criant : "Vive la Commune ! ".

Ainsi : c'est sur le terrain de la lutte armée que se décida le sort de la Commune et, partant, du socialisme des générations futures. Plus encore que de son pain, disait Marx, le prolétariat a besoin de son courage. Ce n'est pas faute d'en avoir eu que les Communards furent battus sous le nombre écrasant de leurs adversaires : leur exemple vaut plus que jamais aujourd'hui, où le prolétariat est une classe nombreuse.

Nous en arrivons ainsi à la conclusion provisoire de ce travail de parti, conclusion provisoire au sens où elle ne contiendrait pas de certitudes acquises et confirmées, mais au sens où elle n'est jamais qu'une étape de notre travail qui se poursuivra juqu'au développement d'une action de masse sur la base du programme communiste plus que séculaire. L'analyse militaire de la révolution bolchévique de 1917 que nous entreprendrons par la suite montre qu'elle a été une répétition à l'échelle du monde du schéma stratégique, énoncé par Marx-Engels dans le *Manifeste* pour la révolution internationale de 1848. La Russie a inauguré cette fois le processus de la révolution internationale permanente. Les noms ont simplement changé. En 1848, la France donnait le signal du branle-bas, et les transformations économiques en sens socialiste pourraient commencer seulement lorsque la révolution atteignait la forteresse du capitalisme avancé, l'Angleterre, alors qu'en 1917 la Russie devait s'appuyer sur l'Allemagne où le capitalisme était le plus centralisé et cartellisé, c'est-à-dire où le prolétariat disposait des bases avancées pour les transformations économiques du socialisme.

Dans ce travail, nous retrouverons, en outre, tous les problèmes à une échelle, immense, qui furent posés à la Commune, et que Lénine résolut avec une énergie pratique qui correspondait à une radicalisation foncière de toutes les actions de la Commune dans le sens prôné par Marx. En transformant la guerre impérialiste en guerre civile en Russie par l'action fondée sur l'initiative du parti historique et formel des bolcheviks, Lénine arrêta la guerre impérialiste dans les pays avancés de l'Europe et établit la jonction entre la révolution de Russie et la révolution qui devait être internationale en gagnant

l'Allemagne. Après avoir semé le *défaitisme* révolutionnaire dans les rangs du prolétariat allemand, qui jeta les armes et chassa *par la violence* le gouvernement impérial en 1919, le processus révolutionnaire était entamé au coeur même des pays capitalistes avancés. Le mouvement révolutionnaire manqua de réussite, et ce fut, une fois encore, la chappe de plomb de la contre-révolution qui s'abattit sur l'Europe. Mais, comme Marx le disait, la Commune ne peut manquer de se reproduire jusqu'à ce qu'elle triomphe. Nous la connaissons parfaitement désormais au travers de multiples expériences historiques et nous savons qu'elle renaît à chaque fois à une plus grande échelle et avec une violence accrue, contre un adversaire lui aussi gigantesque, mais qui sera vaincu.

CHRONIQUE SYNDICALE

Nous publions, ci-dessous, la lettre que le camarade Roger Dangeville a adressé à la presse syndicale affichant encore les principes de la lutte des classes.

Répondant ainsi à une critique de "L'Humanité" pour qui la fidélité aux textes marxistes n'est plus de circonstance, car l'évolution historique en aurait fait des pièces de Musée. Nous le faisons d'autant plus volontiers que les ouvrages incriminés et principalement le travail sur le syndicalisme sont dans la même ligne, sur le même front que le travail poursuivi par le Fil du Temps.

Monsieur le Directeur,

Etant le traducteur des 2 recueils tirés à 15.000 exemplaires par Fr. Maspéro de Marx-Engels : le Syndicalisme *(1. Théorie, organisation, activité; 2. Contenu et signification des revendications), je demande l'hospitalité des colonnes de votre feuille pour répondre à l'article de M. Gisselbrecht dans l'*Humanité *du 14 janvier 1975, qui cherche à déprécier ces recueils et, du même coup, la pensée syndicale de Marx-Engels.*

Les dirigeants communistes liés à Moscou où fleurit, après plus de 50 ans de "triomphe du socialisme dans un seul pays" le système des salaires se sont évidemment offusqués de ce qu'on leur apprenne que la forme de l'abolition du salariat constitue aux yeux de Marx et Engels le but ultime des syndicats ouvriers. Selon, M. Gisselbrecht, qui tente évidemment de justifier que le Parti "communiste" n'ait pas publié les textes de Marx-Engels sur le syndicalisme depuis qu'il existe, n'a pas d'autre argument que de dire "Marx et Engels n'ont jamais traité à part du problème syndical" alors que leur pensée syndicale imprègne toute leur oeuvre : cf. le premier livre du Capital *sur le machinisme et la grande industrie.*

Mais ce n'est pas tout. M. Gisselbrecht écrit que l'une des trois thèses principales de ces receuils sur le Syndicalisme est — je cite — : "La première — le syndicalisme nie par lui-même la notion d'"experts", car c'est par excellence le terrain où s'exerce ce que Marx a nommé l'activité autonome du prolétariat". Telle est donc la première thèse ou plutôt l'une des nombreuses thèses : pas d'ex-

perts syndicaux. C'est parfaitement juste aux yeux de Marx-Engels pour lesquels "l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même ce qui implique, pour lui, qu'elle s'organise en syndicat de classe et en parti politique. Il se trouve que le syndicalisme est précisément le terrain par excellence où leurs larges masses du prolétariat font preuve qu'il est une classe capable — sans "experts" — de s'émanciper lui-même. En effet, dans la lutte économique des syndicats les ouvriers revendiquent, s'organisent et luttent pour leurs propres *besoins, leurs* propres *conditions de vie et leurs intérêts économiques immédiats — c'est, selon la formule, l'ECOLE de guerre du socialisme. Pas d'experts donc, qui prétendent détenir la clé technique du problème revendicatif, lorsque les ouvriers s'organisent en syndicats et en parti politique de lcasse. On ne peut être qu'étonné de ce que M. Gisselbrecht ait le culot de prendre les ouvriers aussi ouvertement pour des ASSISTES ! Un relent de stalinisme sans doute, qui ne peut concevoir de lutte spontanée (qui s'organise néanmoins,* voire *qui pousse parfois les autres ouvriers organisés à lutter), le Parti avec un grand P ayant toujours raison ... quoi qu'il fasse.*

*Ce qui heurte encore Monsieur le critique de l'*Humanité, *c'est la dénonciation (p. 16 du premier recueil) des directions syndicales dans leur rôle de "garde fous" et de "jaunes et roses". Marx a toujours critiqué les syndicats. et leurs limitations, SANS JAMAIS PENSER A CONDAMNER les organisations syndicales en question. L'amalgame de M. Gisselbrecht est hypocrite, et nul ne marchera : Critiquer si vivement soit-il la* direction *de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. serait ATTAQUER la C.G.T. ou la C.F.D.T. Les militants révolutionnaires sont parfois chassés des syndicats, mais ils n'en sortent pas, et y luttent même s'ils sont réactionnaires. On ne condamne pas le syndicalisme, à cause de directions pourries — telle est la tradition constante du marxisme.*

Le fait d'attirer l'attention de la base sur les directions syndicales grâce aux textes de Marx-Engels eux-mêmes, est d'une importance première pour les masses ouvrières. La lutte actuelle montre combien les masses doivent se méfier de leurs directions syndicales "jaunes ou roses" : EN FAISANT SANS CESSE GREVE ET EN ENTRAINANT LEURS SYNDICATS DANS LA LUTTE, LES OUVRIERS D'ITALIE ONT MOINS DE CHOMEURS EN CE MOMENT QUE LES OUVRIERS SI SOLIDEMENT ORGANISES (ET TRAHIS) D'ALLEMAGNE, si

prospère au-demeurant (pour l'heure !).

Le fait d'avoir publié les textes si vitaux de Marx-Engels sur le Syndicalisme *honore le "confidentiel FIL DU TEMPS" et François Maspéro, cet éditeur courageux.*

Je vous prie de bien vouloir publier ce rectificatif à l'article de M. Gisselbrecht, afin que ceux-là mêmes, qui discréditent les idées de Marx-Engels sur le syndicalisme en se faisant passer pour des communistes soient eux-mêmes discrédités.

(sé) Roger Dangeville

Un dernier exemple : celui du recueil sur "Le syndicalisme" (Editions Maspéro), le premier sur ce sujet paru en francais. Marx et Engels n'ont jamais traité à part du problème syndical. Mais pourquoi cette avalanche de textes empruntes en vrac à "*toute l'oeuvre*" ? Non pas pour combler une lacune, mais pour "trouver" en eux une caution pour trois idées. La première : le syndicalisme nie par lui-même la notion d'"experts", car c'est par excellence le terrain où s'exerce ce que Marx a nommé "*l'activité autonome du prolétariat*"; la deuxième : les syndicats actuels, (dits "*modernes*" ou "*grands*") sont "*tous passés au réformisme*" et oublient le but final de leur lutte; la troisième : les "*grèves sauvages*" menées par les masses "*non encore organisées*", *dérangent l'ordre totalitaire de l'économie et de la politique*" (sic), débordent "*régulièrement et partout*" les "*garde fous des directions*" syndicales. Le tout piqueté, que ce soit à propos ... des Chartistes de 1830 ou des Anarchistes de 1880 d'attaques diverses contre le Parti communiste français pendant la guerre d'Algérie ou contre ... Edmond Maire.

(Extrait de l'article : "Editer Marx : oeuvre de chercheurs ou de partisans ? " — Humanité du 14-I-1975).

TABLE

CRISE ACTUELLE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE
Un peu de philosophie ? 5
Mise en place du champ de forces du cycle actuel 11
Pas de direction de parti sans stratégie révolutionnaire 15
Le mouvement de libération de l'Afrique (et le Portugal) 19
La phase de la crise économique du capitalisme mondial. 23
Le pivot allemand 26
Le commerce avec l'Est et le Moyen Orient 30
La solution capitaliste 32

LE MARXISME ET LA QUESTION MILITAIRE
1. La formation en parti du prolétariat allemand

Prémisse 39
LES PRECEDENTS HISTORIQUES AUX STRUCTURES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE L'ALLEMAGNE A LA VEILLE DE LA REVOLUTION DE 1848
Jusqu'à la révolution française. 48
De 1789 à 1815. 53
Le marxisme : réponse à la contre-révolution 57
Révolution permanente à l'échelle internationale 60
Marx-Engels vers l'action pratique 64
LA REVOLUTION DE 1848
Dialectique des révolutions bourgeoises et prolétarienne 68
La révolution de Février à Paris. 69
Répercussions au centre de l'Europe 71
La révolution de Mars à Vienne 72
La tactique du "parti Marx" 80
Une parodie de guerre révolutionnaire 82
LE SOMMET DE JUIN 88
CONTRE-PARTIE REVOLUTIONNAIRE DE L'INSURRECTION DE JUIN EN ALLEMAGNE ET DANS LE RESTE DE L'EUROPE 94
L'enjeu des pays précapitalistes 97
Les peuples à la recherche de la jonction de classe. 103

2. Le prolétariat Anglais de l'économie à la politique

A partir de l'économie capitaliste 110
Le modèle français et le modèle anglais 112
PHASE DU PROLETARIAT, CLASSE VIS-A-VIS DU CAPITAL 117
Expériences de lutte durant la phase démocratique 126
HAUTS ET BAS DU RADICALISME BOURGEOIS AUTRES ENSEIGNEMENTS POUR LES PROLETAIRES
1789 - 1815 128
1815 - 1832 130
Evolution des forces politiques et nouveaux rapports de force après 1832 134
VERS L'AUTONOMIE DU MOUVEMENT OUVRIER 135
La haine des classes, forme potentielle de la violence révolutionnaire 136
Sur les formes de lutte prolétarienne 137
Sur le courage révolutionnaire des ouvriers anglais 138
NAISSANCE DU CHARTISME SA NATURE SOCIALE 140
Le Chartisme et la Violence dans l'étape "pacifique" 142
Les premières luttes des chartistes et leurs résultats 147
Crise de 1842 : le prolétariat de la bourgeoisie 149
Sommet et déclin du chartisme 150
Activité d'organisation de parti 152

3. Constitution du prolétariat en classe dominante, par la conquête de l'Etat : la Commune de Paris 1871.

Prémisse 156
Brèves précisions historiques 157
1870 - 1871 157
LA COMMUNE ET LE PARTI 159
Impérialisme et guerre 164
La stratégie générale du parti : hypothèse générale 168
STRATEGIE POUR LA PREMIERE PHASE DU CONFLIT 170
L'écroulement du Second Empire
L'insurrection de Paris La République 172

LA SECONDE PHASE DE LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE 174
Bourgeois et prolétaires en Allemegne 178
Vers la phase impérialiste de la guerre 179
La peur de la bourgeoisie française 179
COURS MILITAIRE VERS LA COMMUNE
Défense de Paris et guerre de province 183
LA GUERRE CIVILE (28 janvier - 18 mars 1871)
Contre-révolution et révolution 194
Un fait sans précédent 195
Le plan Thiers ou "la révolte des négriers" 196
La grande alternative 198
Le 18 mars 1871 198
Tactique offensive pour une stratégie défensive 201
Trop débonnaire 201
Les erreurs fatales du C.C. de la garde nationale 203
La commune et ses utlimes luttes grandioses 204
Critique et opérations militaires 207
Les graves conséquences des premières erreurs politico-militaires 207
La sortie du 3 Avril : premier grand choc en terrain découvert 210
L'alignement des deux armées 211

CHRONIQUE SYNDICALE 217

TABLE DES MATIERES 220

Sommaire du prochain numéro

CRISE ACTUELLE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE (suite)

Les textes et traductions ci-dessous sont dans la même ligne que nos "FIL DU TEMPS".
En grande partie inédits, ils représentent le même effort théorique visant à la restauration du marxisme révolutionnaire.

K. MARX - F. ENGELS

Fondements de la critique de l'économie politique
t. 1er, 518 p., 1967; t. 2ème, 762 p. *Editions Anthropos Paris. Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1972.*

Ecrits militaires, t. 1er, 661 p.
Editions l'Herne, Paris 1970.

La Guerre Civile aux Etats-Unis (1861-1865), 318 p.
Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1970.

Un Chapitre inédit du Capital, 318 p.
Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1971.

La Commune de 1871
Lettres et déclarations pour la plupart inédites, 318 p.
Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1971.

Le Syndicalisme
Théorie et action syndicales. Vol. 1
Contenu et portée des revendications syndicales, Vol. 2
Editions Maspéro, Paris 1971.

La Chine
Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1972.

Le Parti de classe, 4 vol.
Editions Maspéro, Paris 1973.

Le Mouvement Ouvrier Français
Editions Maspéro. Paris 1974.

La Russie
Union générale d'Editions. Paris 1974.

Les lecteurs désireux de prendre contact avec la revue peuvent écrire :

Jacques ANGOT
B.P. 24
75924 Paris Cedex 19

B.P. 91
IXELLES 1
BELGIQUE

Nos publications :

DIALOGUE AVEC LES MORTS
(Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe)

LE FIL DU TEMPS

1- La Nation et l'Etat Belges produits de la contre-révolution

2- Le Marxisme et la question agraire

3- La crise économique et social de Mai-Juin

4- L'Etat et la Nation dans la théorie Marxiste
La nation et l'Etat Belges produits de la contre-révolution (suite)

5- Facteurs de Race et Nation dans la théorie Marxiste

6-7- Le Marxisme et la question agraire (suite)

8- Sur le Parti Communiste
Thèses, discours et résolutions de la Gauche Communiste d'Italie - 1ère partie (1917-1925)

9- Succession des formes de production et de société dans la théorie Marxiste

10- Le Marxisme et la question militaire.

Impression-gérance : Jacques ANGOT . B.P. 24 - 75924 Paris Cedex 19
IMPRIME EN BELGIQUE